

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES
ET EDUCATIVES

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

*POSTGRADUATE SCHOOL FOR
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES*

*DOCTORAL RESEARCH UNIT
FOR SOCIAL SCIENCES*

DEPARTMENT OF HISTORY

LA COOPERATION CAMEROUN-BRESIL A L'AUNE DE LA SECURITE MARITIME (1986-2022)

Mémoire présenté le 17 septembre 2024, en vue de l'obtention du Diplôme
de Master en Histoire

OPTION : Histoire des Relations Internationales

Par

Ndim Nkolo

Licencié en Histoire

Membres du Jury :

Présidente : Virginie WANYAKA BONGUEN, Pre., Université de Yaoundé I

Rapporteur : Alassa Fouapon, C.C., Université de Yaoundé I

Examineur : Cassimir TCHUDJING, C.C., Université de Yaoundé I



Juillet 2024

NOTE D'AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Éducatives de l'Université de Yaoundé I n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

A

Mon oncle Joseph Ambassa et sa femme Adeline Bella Nkolo

REMERCIEMENTS

Ce travail ne se serait réalisé sans des personnes à qui je manifeste ma profonde reconnaissance de m'avoir, soit honoré de leur savoir méthodique, soit de leur soutien moral, et financier.

À cet effet, je transmets d'abord ma gratitude à mon encadreur, Dr. Alassa Fouapon qui, a guidé mes premières foulées dans le domaine de la recherche. Ses conseils, ses critiques, et suggestions m'ont permis d'achever cette recherche. À ce titre, j'exprime également une immense gratitude à la regrettée Dr. Mireille Ebène Nyamnding avec qui j'ai entamé cette recherche, mais qui est très tôt passée de vie à trépas, au Dr. Martial Paulin Tchenzette, et à la Professeure Virginie Wanyaka Bonguen Oyongmen, pour leurs orientations et leur disponibilité permanente pour la rédaction de cette étude.

Mes remerciements vont ensuite à l'endroit de M. Joseph Beti Assomo, le ministre de la Défense, qui m'a accordé une autorisation pour réaliser mes recherches à l'État-major de la Marine Nationale Camerounaise, et aux Bases Navales de Douala et de Kribi. Dans le même registre, je tiens une fois de plus à gratifier le Contre-Amiral Jean Mendoua, le Capitaine de Frégate Honoré Tiencheu Ntichi, le Capitaine de Vaisseau Eric Njonou Akoutou, le Capitaine de Vaisseau Emmanuel Ngonge Sone, le Capitaine de Vaisseau Emmanuel Isaac Bell Bell, le Capitaine de Frégate Léonardo Lopes Pereira Da Silva, le Lieutenant de Vaisseau Martin Arnold Abega, M. Abdoul Kadir, et M. Moïse Fernand Njipendi pour leurs soutiens multiformes ou variés.

Mes remerciements vifs vont aussi à l'endroit des membres de ma famille, de mes camarades de promotions et amis plus spécialement le Dr. Severin Achille Nanga Mvogo, Angele Meme, Merlin Brice Mbessa Nya, Francis Onana Ambassa, Menouga Ebanga Jean, Atangana Fidèle, Laure Séraphine Molo Owandja, Samuel Ebanga, Armelle Rosie Ngono, Marcel Ndjembé auprès desquels, j'ai obtenu un tutorat précieux.

Je notifie enfin ma gratitude à toutes celles et à tous ceux, qui se sont investis directement ou indirectement dans le cadre de la faisabilité de ce travail et qui, pour une raison ou une autre, n'ont pas été nominalement mentionnés.

SOMMAIRE

NOTE D'AVERTISSEMENT	i
DEDICACE	ii
REMERCIEMENTS	iii
SOMMAIRE	iv
ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	v
LISTE DES TABLEAUX ET ILLUSTRATIONS	ix
LISTE DES ANNEXES	xi
RESUME	xi
ABSTRACT	xii
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE 1 : DETERMINANTS GENERAUX DE LA COOPÉRATION DE SECURITE MARITIME CAMEROUNO-BRÉSILIENNE	27
I-FONDEMENTS HISTORIQUES D'UNE RELATION DE COOPERATION	29
II-FACTEURS IDEOLOGIQUES ET ECONOMICO-EDUCATIFS D'UNE RELATION CONSISTANTE	44
III-CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA COOPERATION CAMEROUN-BRESIL	57
CHAPITRE 2 : CAMEROUN-BRESIL : UN PARTENARIAT FRUCTUEUX POUR LA MARINE NATIONALE CAMEROUNAISE	60
I- DÉCOLLAGE DE LA COOPERATION TECHNIQUE CAMEROUN-BRESIL EN MATIÈRE DE SECURITE MARITIME : CONTEXTE DE VALIDATION (1986-2018)	62
II-INSTRUMENTS DIPLOMATIQUES DE LA COOPERATION DE SECURITE MARITIME CAMEROUN-BRESIL (1972-2019)	68
III- APPUI TECHNICO-LOGISTIQUE DE LA MARINE BRESILIENNE AU CAMEROUN (2018-2022)	72
CHAPITRE 3 : PROBLEMES DE LA RELATION SECURITAIRE CAMEROUN-BRESIL	27
I-COOPÉRATION BRESILO-CAMEROUN : PROBLÈME ECONOMICO-LINGUISTIQUE	89
II- ALLIANCE SUD-SUD FACE AUX TRAVERS SOCIAUX	94
III- LES AMBITIONS VOILÉES DE LA RELATION BRESILO-CAMEROUNAISE	98
CHAPITRE 4 : PERSPECTIVES DE LA COOPERATION CAMEROUN-BRESIL EN MATIERE DE SECURITE MARITIME	27
I-MAXIMISATION D'ORDRE TECHNO-LOGISTIQUE ENTRE LES MARINES CAMEROUNAISE ET BRESILIENNE	104
II- ELARGISSEMENT DE LA COLLABORATION DANS LES DOMAINES D'ARMEMENT ET TECHNICO-MILITAIRE	110
III- OPTIMISATION D'ORDRE SECURITARO-STRATEGISTE ET LINGUISTIQUE	116
CONCLUSION GENERALE	119
ANNEXES	119
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	119
TABLE DES MATIÈRES	119

ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AL	: Amiral
ABC	: Agence Brésilienne de Coopération
AFRICOM	: Commandement américain pour l’Afrique
AMFI	: American Minerals Fiels Inc
AMAN	: Académie Militaire D’Agulfias Negras
ASSMAC	: Agence Sous-Régionale pour la Sécurité Maritime en Afrique Centrale
AESM	: Agence Européenne pour la Sécurité Maritime
ASECMAR	: Appui à la réforme de la Sécurité Maritime
BAD	: Banque de Développement
BBC	: British Broadcasting Corporation
BRIC	: Brésil Russie Inde Chine
BNDES	: Banque Nationale de Développement Economique et Social
BND	: Base Navale de Douala
BNK	: Base Navale de Kribi
BNN	: Base Navale de Natal
BGC	: Barrick Gold Corporation
CA	: Contre-Amiral
Cpt	: Capitaine
CEDEAO	: Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CEEAC	: Communauté Économique des États de l’Afrique Centrale
CEMAC	: Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CRESMAC	: Centre régional de sécurité maritime pour l’Afrique centrale
CRESMAO	: Centre régional de sécurité maritime pour l’Afrique de l’Ouest
CEM	: Chef d’État-major de la marine
CREPS	: Centre de Recherche d’Études Politiques et Stratégiques
CTA	: Centre Technique Aérospatial
CEPLAC	: Commission Exécutive du Plan Cacao
CTMSP	: Centre Technologique de la Marine à São Paulo
CESA	: Centre d’études stratégiques de l’Afrique
CF	: Capitaine de Frégate

CIC	:	Centre Interrégional de coordination
Cdr	:	Commandant
CRTV	:	Cameroon Radio Television
CPLP	:	Communauté des pays de Langue Portugaise
CIJ	:	Cour Internationale de Justice
CMMC	:	Centre maritime multinational de coordination
CGG	:	Commission du Golfe de Guinée
CNHO	:	Centre National d'Hydrographie et d'Océanographie
CV	:	Capitaine de Vaisseau
CIAW	:	Centre d'Instruction Amiral Wandenkolk
CISMAR	:	Centre Intégré de Sécurité Maritime
COPALCO	:	Commandos de la Compagnie des Palmeurs de Combat
COSCO	:	Centre Opérationnel de Surveillance et de Contrôle
COVID-19	:	Coronavirus Disease 2019
COMPAAZ	:	Commandement des Opérations Maritimes et de la Protection de l'Amazonie bleue
COMECON	:	Conseil de l'Assistance Economique Mutuelle
COM	:	Centre Opérationnel de Marine
DESS	:	Diplôme d'études Supérieures Spécialisées
DCNS	:	Direction des Constructions Navales et Services
ESG	:	École supérieur de guerre
ENVR	:	École nationale à vocation régionale
FALSH	:	Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines
FAJCMC	:	Usine de munitions Amiral Jurandyr da Costa Muller de Campos
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FPLP	:	Front Populaire de Libération de la Palestine
FPAE	:	Fondation Paul Ango Ela
GRIP	:	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
IFRI	:	Institut français des relations internationales
ITA	:	Institut Technologique d'aéronautique
IPQM	:	Institut de recherche de la Marine
IPEA	:	Fondation publique fédérale au Brésil
IILP	:	Institut International de la Langue Portugaise

IRIC	:	Institut des Relations Internationales du Cameroun
ISS	:	Institut d'Études de Sécurité
LABGENE	:	Laboratoire de Génération de Noyau Electrique
MC	:	Marine Camerounaise
MCF	:	Marine Corps Forces
MINEPIA	:	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales
MINEPAT	:	Ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement
MINADER	:	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINESUP	:	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINDEF	:	Ministère de la Défense
MINREX	:	Ministère des Relations Extérieures
MRE	:	Ministère des Relations Extérieures
MSA	:	Connaissance de la situation maritime
MOU	:	Mémorandum d'entente
M.	:	Monsieur
MOC	:	Maritime Operation Center
MCC	:	Multi-National Coordination Center
MTISC	:	Centre d'Échange d'Informations sur le Commerce Maritime
MEND	:	Mouvement pour l'Émancipation du Delta du Niger
NDPVF	:	Niger Delta people's Volunteer Force
NOEI	:	Nouvel Ordre Économique International
OHADA	:	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du droit des affaires
OBVIO	:	Observatoire de la Violence dans le Rio Grande do Norte
ONU	:	Organisation des Nations Unies
OCIMF	:	Forum Marin International des Compagnies Pétrolières
OMI	:	Organisation Maritime Internationale
OMAO	:	Organisation Maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
OPALC	:	Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes
OPEP	:	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OPALC	:	Observatoire Politique spécialisé sur l'Amérique latine et les Caraïbes
OTAN	:	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAD	:	Port Autonome de Douala
PRONAVAL	:	Programme de Développement de la Puissance Navale Anglaise

PFNSP	:	Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques
PNMB	:	Programme Nucléaire de la Marine du Brésil
PROSUB	:	Programme de développement de sous-marins
PINSTECH	:	Pakistan Institute of Nuclear Science and Technology
PVD	:	Pays en Voie de Développement
RECAMP	:	Programme de Renforcement de la Capacité Africaine de Maintien de la Paix
RIRLLF	:	Revue Internationale de la Réception critique des œuvres Littéraires de Langue Française
RGDIP	:	Revue Générale de Droit International Public
RDN	:	Revue Défense nationale
RMAC	:	Régionale de Connaissance Maritime Systèmes
SISTRAM	:	Système Intégré de Sécurité du Trafic Maritime
SNLE	:	Sous-marin Nucléaire Lanceur d'Engin
SISGAAZ	:	Système de contrôle de l'Amazonie Blue
SODECAO	:	Société de Développement du Cacao
SIA	:	Identification Automatiques
SFCN	:	Société Française de Construction Navale
SDN	:	Société des Nations
TNTA	:	Traite Négrière Transatlantique
TRMN	:	Trans-Regional Maritime Network
UA	:	Union Africaine
UCAC	:	Université Catholique d'Afrique Centrale
UCL	:	University College London
UE	:	Union Européenne
UNESCO	:	Organisation des Nations Unies pour Education, la Science et la Culture
UPC	:	Union des Populations du Cameroun
UKMFTS	:	Uk Military Flying Training System
ZEE	:	Zone Economique Exécutive
ZLECAF	:	Zone de Libre Échange Continentale Africaine
ZOPACAS	:	Zone de Paix et de Coopération de l'Atlantique Sud

LISTE DES TABLEAUX ET ILLUSTRATIONS

TABLEAUX

N° 1: Importations et Exportations brésilo- camerounaises entre 2010 et 2018 en millions de dollars.	49
N° 2: Le Groupe des experts n° 2 (mars-avril 2005)	54
N° 3: Le Groupe des experts n° 2 : (octobre-novembre 2005)	55
N° 4: Le Groupe des experts n°3 (mars-avril 2006)	55
N° 5: Le Groupe des experts n°4 (octobre-novembre 2006).....	55
N° 6: Les Accords signés	57
N° 7: Les ambassadeurs du Cameroun au Brésil	58
N° 8: Les ambassadeurs du Brésil au Cameroun	59
N° 9: L'effectif des élèves officiers camerounais formés et en cours de formation au sein des académies navales et militaires brésiliennes entre 2018-2022	75

GRAPHIQUES

N° 1: Importations et Exportations Brésilo- camerounaises entre 2010 et 2018.	50
N° 2: L'effectif des élèves officiers camerounais formés et en cours de formation au sein des académies navales et militaires brésiliennes entre 2018-2022.	76

PHOTOS

N° 1: L'accueil des élèves officiers camerounais à l'aéroport international de Rio de Janeiro par le CV Tatason Vikram Baba et le docteur Paulin Martial Tchenzette	75
N° 2: La pièce d'immigration clandestine	77
N° 3: Hospitalité de Vivian Loss Sanmartin et sa suite par Robledo de Lemos Costa e sà	78
N° 4: Joseph Ambassa Ayissi recevant André Martins Perreira à la Base Navale de Kribi. 79	
N° 5: Le CNS la SANAGA et le CNS le NTEM à la BNN.....	81
N° 6: La signature de la lettre d'or par le Secrétaire à la Marine des États-Unis à bord du navire CNS LE NTEM	82
N° 7: Échange de cadeaux entre le lieutenant de vaisseau Abega Martin Arnold et le commandant du CISMAR, Gustavo Calero Garriga Pires	86

N° 8: L'avion de chasseur A-4KU Skyharwk.....	109
N° 9: L'hélicoptère l'Eurocopter AS350 Écureuil.....	113
N°10: Le sous-marin nucléaire indien INS Arihant.....	115

CARTES

N° 1: La piraterie maritime dans Golfe de Guinée en 2022.....	118
N° 2: Architecture du sommet de Yaoundé	120

LISTE DES ANNEXES

N° 1: Attestation de recherche	119
N° 2: Autorisation de recherche académique.....	119
N° 3: Lettre de Recommandation de recherche académique	119
N° 4: Lettre de William ETEKI annonçant l'arrivée du Ministre Amiral Brésilien d'Escade José Maria Do Amaral Oliveira	119
N° 5: Plan de coopération 2019/2020 entre les marines camerounaise et brésilienne.....	119
N° 6: Compte rendu de la visite de travail au Cameroun d'une délégation d'officiers de la Marine Brésilienne en septembre 2020	119
N° 7: Point de situation État de la coopération Cameroun-Brésil en matière de sécurité maritime.....	119
N° 8: Accord de coopération technique entre le gouvernement de la République Fédérale du Brésil et le gouvernement de la République Unie du Cameroun de 1972	119
N° 9: Mémoire d'entente entre la marine Camerounaise et Brésilienne.....	119
N° 10: Compte rendu de l'audience accordée à la délégation des experts brésiliens par le ministre l'enseignement supérieur dans le cadre de la coopération université ...	119
N° 11: Guide d'Entretien.....	119

RESUME

La présente étude qui porte sur "**La coopération Cameroun-Brésil à l'aune de la sécurité maritime (1986-2022)**", met en évidence le soutien de la marine brésilienne à celle du Cameroun pour la lutte contre la piraterie maritime dans ses eaux. L'interrogation centrale qui étaye cette réflexion est celle de savoir quels sont les véritables enjeux de cette mutualité entre le Cameroun et le Brésil ? Pour répondre à cette question, notre analyse s'est appuyée sur une démarche pluridisciplinaire. Ces emprunts méthodologiques et théoriques nous ont permis de retracer l'avènement de la Coopération de sécurité maritime et de décoder les tactiques de la marine contre l'insécurité maritime. L'accomplissement de cette étude a été justifié par une kyrielle de travaux scientifiques, les rapports des institutions internationales, une multitude d'articles ainsi qu'une vingtaine de sources orales. Ces divergentes sources sont passées au crible de la comparaison et de l'examen critique pour nous permettre de capter la réalité du sujet exploré. Rendu au terme de cette enquête, il ressort que, le lien de coopération sécuritaire existant entre la marine camerounaise et brésilienne est daté de 1986. De ce fait, la marine brésilienne étant considérée comme la lampe sud-américaine, de par son ancienneté, son armement et sa modernisation, assiste bel et bien celle du Cameroun à travers des formations initiales, et continues de ses éléments dans les académies navales militaires et à bords de bateaux. Cependant, ce mariage connaît quelques déboires qui méritent d'être restructurés pour une meilleure cohabitation sudiste, pour migrer vers une coopération plus fructueuse, saine et transparente.

Mots clés : Piraterie maritime - Coopération - Développement - Golfe de Guinée – Navire,

ABSTRACT

This research, which focuses on “Cameroon-Brazil cooperation in the light of maritime security (1986-2022)”, highlights the support of the Brazilian navy to that of Cameroon for the fight against maritime piracy in its waters. The central question that supports this reflection is to know what are the real issues of this mutuality between Cameroon and Brazil? To answer this question, our analysis was based on a multidisciplinary approach. These methodological and theoretical borrowings have allowed us to trace the advent of maritime security cooperation and decode the navy’s tactics against maritime insecurity. To accomplishment of this study was justified by a host of scientific work reports from international institutions, a multitude of articles as well as around twenty oral sources. These divergent sources are scrutinized for comparison and critical examination to allow us to capture the reality of the subject explored. At the end of this investigation, it appears that the security cooperation link existing between the Cameroonian and Brazilian navy are dates from 1986. As a result, the Brazilian navy being considered as the South American lamp, by its seniority, its armament and its modernization, indeed assists that of Cameroon through initial and ongoing training of its elements in the military naval academies and on board ships. However, this marriage is experiencing some setbacks which deserve to be restructured for better southern cohabitation, to migrate towards a more fruitful, healthy, and transparent cooperation.

Keywords: *Maritime Piracy-Cooperation-Development-Gulf of Guinea-Ship,*



INTRODUCTION GENERALE

I - CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE

Aujourd'hui, plusieurs continents vivent au quotidien le problème d'insécurité maritime à travers des attaques de navires causant parfois des lourdes pertes en vies humaines, des dégâts matériels en pleine mer et des enlèvements qui conduisent généralement à des demandes de rançon. Le présent narratif est plus recommandé. C'est le cas, dans le passé en Europe et en Amérique, notamment avec deux événements qui ont particulièrement marqué l'histoire de la piraterie maritime, le détournement, en janvier 1961, du navire de commerce privé *Santa Maria* battant pavillon portugais en pleine mer des Caraïbes par deux douzaines d'individus. Et du paquebot italien *l'Achille Lauro*, en octobre 1985, effectuant une croisière en Méditerranée par des pirates palestiniens se réclamant du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP)¹.

Face à cet environnement bouleversant, et convaincus de la nécessité de faire front commun, un bon nombre de pays européens ont noué une coopération en matière de sécurité maritime pour éradiquer ce problème. Toutefois, la complexité de cette formule européenne de sécurité maritime comporte une pluralité des interférences volontaires pour son action. En privilégiant un appoinement en nomenclature d'écho sur les incommodités vu que les modérateurs publics ont peu d'influence. Pour administrer ce système fabuleusement internationalisé, ils envisagent un programme de façon déséquilibré en riposte à un cataclysme hypothétique, causant parfois la perte de nombreuses vies humaines en mer ou une apocalypse biologique crucial².

Bien plus, le continent africain n'a pas aussi échappé à ce dilemme d'insécurité. Du fait de ses espaces maritimes très riches en pétrole et gaz naturel, en particulier l'Afrique de l'Est (la Somalie) qui se situe au sud de l'une des artères océaniques les plus courtisées au monde. Statistiquement parlant, ce pays totalise des attaques et des captures établissant et certifiant une véritable entreprise : 2003, 21 attaques ; 2004, 10 attaques ; 2005, 41 attaques pour 28 captures ; 2006, 20 attaques ; 2007, 44 attaques ; 2008, 120 attaques pour 44 captures ; 2009, 215 attaques

¹R. Dussey, " La piraterie maritime Quels enjeux pour le golfe de Guinée ? ", Editions Choiseul, Géoéconomie, 2014, n°68, p.176.

²B. Rigaud, " La gouvernance européenne face aux marées noires : les changements des politiques de sécurité maritime après l'Erika et le Prestige ", Thèse de Doctorat Ph/D en science politique, Université de Laval, Québec, Canada, 2014, p.158.

pour 39 captures ; 2010, 199 attaques pour 36 captures ; 2011, 168 attaques pour 22 captures³. Et d'avril 2005 à mai 2012, 3741 marins ont été séquestrés par les pirates somaliens⁴.

L'Afrique centrale à son tour bénéficie des mêmes ressources naturelles. En fournissant et en examinant une fois de plus ces facteurs, moult raisons justifiaient cette insécurité dans cette localité à savoir : la quête pour le contrôle des ressources du Golfe et sa situation géostratégique qui le place en contiguïté avec toutes les autres préfectures (régions), la non démarcation des spécialités de souveraineté particulière, et le manque de l'ordre nautique sous-régionale⁵. Une autocritique sur la question, détonne un triptyque de puissances étrangères en apostolat. Premièrement, les anciennes métropoles coloniales comme la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne et bien d'autres ont eu de l'assiduité dans la guerre interafricaine en République Démocratique Congo. Deuxièmement, les nouveaux conquistadors de l'Afrique en général au sein desquels se trouve la toute puissante américaine, lequel réconfort Kampala et Kigali semble être ambivalent ou amphibologique⁶.

Néanmoins, les États-Unis y sont identiquement munificents ou présents à travers des multinationales minières à l'exemple de l'American Minerals Fields Inc (AMFI), de la Consolidated Eurocan Ventures, du Lundin Group, et de la Barrick Gold Corporation (BGC). Et troisièmement, l'atavisme accusateur de l'immixtion politique des administrations européennes dans les compromis africains, et de ce fait une réorganisation post-guerre froide aura eu un impact majeur sur ce terroir. L'échantillon étant immanquablement la Chine, et les méconnaissables nations aux vastes territoires (BRIC), s'attachent collectivement au marché africain des hydrocarbures et autres richesses aquatiques, forestières, du sol et du sous-sol⁷. Donc, ils appellent à la Commission du Golfe de Guinée (CGG) à militer pour une coopération mobilisable, ceci dans l'optique de définir une stratégie régionale de gestion des biens pétroliers en mer pour l'Afrique centrale.

³Voir Rapport d'information n° 499 (2011-2012) de MM. Jean-Claude Peyronnet et François Trucy, " Lutte contre la piraterie maritime : une loi utile, une mission sans fin ", [En ligne], fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois, déposé le 11 avril 2012 sur http://www.senat.fr/rap/r11-499/r11-499_mono.html ; voir Rapport d'information n°1670, sur la piraterie maritime, présenté par M Christian Ménard, , [One line], consulté le 16 juin 2023, disponible sur <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i1670.asp>

⁴Voir Ofpra, Somalie, la piraterie somalienne, 4 août 2014, [En ligne], consulté le 15 juin 2023, disponible sur <http://www.refworld.org/pdfid/547468074.pdf>

⁵J. B. Oyono, " La piraterie maritime dans le Golfe de Guinée : nouvelle donne de l'insécurité en Afrique ", *Enjeux*, Janvier - Mars 2010, n°42, pp.4-5.

⁶G. Mvella, " Les intérêts des puissances étrangères dans les conflits en Afrique centrale : une sociologie des acteurs, des enjeux et des rôles", *Enjeux*, Janvier - Mars 2010, n°42, pp.11-12.

⁷*Ibid.*

De l'analyse situationnelle, le Cameroun du fait de sa position géographique, n'est pas épargné par ce phénomène dans la péninsule de Bakassi. Laquelle lui avait été restituée par un jugement de la Cour Internationale de Justice (CIJ) de La Haye en octobre 2002, et c'est dans cette perspective que Roger Eba'a confirme que : "la CIJ avait tranché que la péninsule de Bakassi est camerounaise"⁸. Malgré cette décision, l'on va toujours assister à une montée de l'insécurité maritime dans cette zone, en l'occurrence avec des résidents nigériens contre des résidents camerounais, ceci par le biais des groupements organisés, tels que les Bakassi Freedom Fighters. Leurs actions se manifestaient sous forme d'attaques contre des pétroliers, des navires, et d'enlèvements de marins⁹. Ainsi, pour palier à ce fléau, le gouvernement camerounais va s'inscrire dans une coopération de sécurité maritime sud-sud avec le Brésil afin de renforcer les compétences et l'action des forces maritimes sur la sécurisation de ses propres eaux maritimes.

II-RAISONS DU CHOIX DU SUJET

Les motivations du choix de ce sujet sont de deux ordres : personnelles, et scientifiques. Passionné par l'histoire militaire depuis la classe de terminale, le but ici est de poursuivre l'œuvre du défunt Mbatsogo Onana Arnaud, sans oublier la curiosité de nouvelles découvertes. C'est, ce qui justifie sans doute notre volonté d'aborder cet aspect très intéressant de l'histoire.

L'autre raison qui a aussi déclenché cette cooptation est l'actualité sur la coopération de sécurité maritime entre le Cameroun et le Brésil. En effet, elle est un facteur de développement socio-sécuritaire, et d'échange maritime. De même, elle se présente comme le piédestal des relations entre les pays du sud en général et entre le Cameroun et le Brésil en particulier. Vu sur ce prisme, il est donc raisonnable d'accorder une attention particulière à ce secteur afin de mieux saisir son importance dans la coopération entre les pays.

En ce qui concerne le volet épistémologique, ce travail peut contribuer à édifier le monde scientifique sur l'intensification des programmes géopolitiques. Ainsi, ces instruments supplémentaires constituent des balises de rapprochement politique dans une logique de

⁸G. R. Eba'a, *Affaire Bakassi Genèse, évolution et dénouement de l'affaire de la frontière terrestre et maritime Cameroun-Nigeria (1993-2002)*, Yaoundé, presses de l'Ucac, 2008, p.169.

⁹M. E. Owona. Nguini, " Les otages à Bakassi : éléments d'analyse stratégique ", *Enjeux*, Octobre - Décembre 2008, n°37, p.3.

construction des liens de solidarité entre les pays “sud-sud”, en particulier le Brésil et le Cameroun. Cela pourrait éventuellement féconder l’ouverture d’autres pans de recherche.

III -INTERET DU SUJET

Cette étude sur le plan pratique, nous permet d’analyser, de comprendre, et d’expliquer d’un côté, l’objectif visé par la coopération en matière de sécurité maritime au Cameroun et de l’autre côté, la réalité. Cette opérationnalisation admet de construire une coopération franche entre les Etats concernés pour la lutte contre la recrudescence de la criminalité maritime. Sur le plan diplomatique, il est question pour nous de montrer que la coopération Cameroun-Brésil facilite le processus d’intégration des pays “sud-sud” à travers l’appui qu’elle apporte au renforcement des compétences opérationnelles de la marine camerounaise.

Sur le plan de la sécurité, cette recherche nous permet d’appréhender l’appui technico-logistique de la marine brésilienne dans la formation des éléments de la marine camerounaise. De même, la présente investigation permet d’évaluer l’apport de la coopération Cameroun-Brésil dans le secteur de la navigation maritime. En outre, il s’est agi pour nous d’améliorer nos connaissances, et de faire une intense proposition pour le développement de la recherche et de l’enseignement universitaire dans ce domaine. Cela, en présentant la contribution véritable de la coopération Brésilienne, notamment par la mise en œuvre de la sécurité maritime au Cameroun. Ainsi, le Brésil semble vouloir renforcer son poids sur le continent africain pour mieux étendre sa domination sur l’aspect sécuritaire.

Au plan politique, ce travail laisse préparer une harmonisation des politiques étatiques, une conciliation des intérêts ainsi qu’une volonté politique d’atteindre des objectifs communautaires. De façon claire, il s’agit de présenter l’apport de la coopération en matière de sécurité maritime de la marine camerounaise dans le cadre de la protection de ses eaux et son assistance technico-logistique. Cependant, cet accord semble incarner une géostratégie brésilienne sur l’Afrique en général et le Cameroun en particulier, car comme le disait Friedrich Nietzsche : “Celui qui sait commander trouve toujours ceux qui doivent obéir”¹⁰.

¹⁰F. Nietzsche, *La volonté de puissance*, traduction par Henri Albert, Mercure de France, 1903, vol.13, tome 2, p. 285.

IV- CADRE SPATIAL ET TEMPOREL

1-La délimitation temporelle

En parlant de l'importance des bornes chronologiques, Ki-Zerbo relève que "l'historien qui veut remonter le passé sans repère chronologique ressemble à un voyageur qui parcourt dans une voiture sans compteur"¹¹, et pour l'historien J. Pycke c'est une "charpente du passé"¹².

Dans le cas de ce thème, 1986 est une année à double signification événementielle. D'une part, elle marque la visite officielle de S. E. M le Ministre Amiral (AL) d'Escadre José Maria Do Amaral Oliveira, chef d'état-Major des forces armées du Brésil et sa délégation de quatre membres au Cameroun (Yaoundé). Précisément du 26 au 30 avril, le ministre de la Défense brésilien se retrouvait en terre camerounaise en tant qu'envoyé spécial du président de la République Fédérale du Brésil Monsieur (M.) José Sarney, à S. E Paul Biya président de la République du Cameroun¹³ pour un rapprochement stratégique. Et d'autre part, elle marque la validation de l'initiative brésilienne de coopération de sécurité maritime, au sein de l'organisation des Nations Unies en tant que résolution de l'Assemblée Générale. En réalité, l'enjeu principal était la région se trouvant entre l'Afrique et l'Amérique du Sud. Ainsi, il était question de faire de cet espace une "zone de paix et de coopération". De même, cette résolution invitait tous les Etats des autres régions du monde entier à "respecter la région comme une zone de paix et coopération"¹⁴. Cela a permis le rapprochement entre le Cameroun et le Brésil dans le domaine de la sécurité maritime.

L'année 2022 est aussi à double volet ,c'est-à-dire qu' elle évoque d'un côté le tout premier voyage transatlantique des jumeaux patrouilleurs camerounais (*le CNS P108 Le NTEM et le CNS P109 La SANAGA*) à la grande parade du 200^e anniversaire de l'indépendance du Brésil , et de l'autre la participation de la marine nationale camerounaise à la 63^e édition de l'exercice multinational "UNITAS" organisé par les États-Unis dans l'Atlantique Sud aux côtés d'une quinzaine de pays¹⁵.

¹¹J. Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique Noire d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1972, p. 16.

¹²J. Pycke, *La critique historique*, Louvain, Bruylant-académia, 2000, p. 33.

¹³Archive du Minepat, Lettre du 03 avril 1986 de Etéki Mboumoua William au Ministre des Affaires Étrangères de la République du Cameroun, demande d'une audience auprès du président Paul Biya.

¹⁴T. C. Patriota, *Le Brésil, un partenaire de l'Afrique Qui s'Affirme*, Bruxelles, Institut français des relations internationales, 2011, pp. 19-20.

¹⁵G. E. Tsayid, "Coopération militaire : mission accomplie pour les "Sea Lions """, [En ligne], mise à jour le 14 octobre 2022, consulté le 08 janvier 2022, sur [www. Cameroon-Tribune.Cm](http://www.Cameroon-Tribune.Cm).

2-La délimitation spatiale

L'espace auquel s'intéresse le présent travail est le Cameroun et le Brésil. Mais dans le cadre de notre étude nous avons circonscrit cette recherche sur le corridor Douala-Kribi.

2-1- Le Cameroun

Pays situé en Afrique centrale, adossé au creux du Golfe de Guinée, il s'étend sur plus de 1500 km de la côte atlantique jusqu'au Lac Tchad en faisant ainsi la jonction d'une kyrielle de régions et de populations¹⁶. Délimité au nord-ouest par le Nigéria sur (822km), au sud-ouest par l'Océan Atlantique, au sud-Est par le Congo sur (525 km), au sud par le Gabon sur (298km) et la Guinée Équatoriale sur (183km) .Il dispose, à l'ouest, d'une ouverture de 400km sur l'océan Atlantique¹⁷, faisant de lui un pays côtier désenclavant les pays continentaux d'Afrique centrale à savoir le Tchad et la République Centrafricaine.¹⁸

Sa situation géographique explique la variété de ses paysages, climats et populations qui lui valent l'appellation "d'Afrique en miniature"¹⁹.D'une superficie d'environ 475442 km²²⁰ avec une population estimée de 25.876.380 habitants en 2021, d'une densité modérée et de 54 personnes par km²²¹ .Ses trois constitutions de 1961, 1972 et 1996 affirment que " la République du Cameroun adopte l'anglais et le français comme langues officielles d'égale valeur" et a pour capitale politique Yaoundé .Il compte au total 10 régions, 58 départements , 360 arrondissements²² et abrite plus de 300 groupes ou peuples²³. Pays le plus peuplé de la sous-région de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et deuxième en matière d'hydroélectricité d'Afrique. Il possède tel que précédemment mentionné, des ressources naturelles qui font la convoitise de plusieurs pays émergents. Paul Biya allant dans le même ordre d'idée affirme que : "de la volonté forte du Cameroun d'attirer, sur son sol,

¹⁶ J. Domo, *Les relations entre frontières : Cameroun-Tchad*, Paris, l'Harmattan, 2013, p.19.

¹⁷J. Pessoonka," La pêche maritime au Cameroun :les aspects traditionnels et les transformations récentes ", Thèse de Doctorat 3^e cycle en Géographie, Université de Yaoundé 1, 1989, p.24.

¹⁸D. B. Yahmed, N. Houstin et Al, *Atlas de l'Afrique*, Paris, Juguar, 2010, p.114.

¹⁹A. Ketchiemen, *Dictionnaire de l'origine des noms et surnoms des pays africains*, Lausanne, Favre, 2014, p.316.

²⁰*Ibid.*

²¹Countryeconomy, "La population du Cameroun en 2021", [One line], consulté le 10 novembre 2021, sur Fr.countryeconomy.com

²²Yahmed, Houstin et Al, *Atlas de*, p.114.

²³Domo, *Les relations entre*, p.20.

toujours plus d'investissements productifs, en vue d'accélérer la croissance économique et la prospérité pour ses populations »²⁴, malgré les menaces sécuritaires.

2-2-Le Brésil

En portugais *Brasil*, est un pays situé au centre de l'Amérique du Sud, sa superficie est de 8 511 966,3 km², son territoire occupe 20,8 % de la superficie totale des Amériques et 47,7 % de celle de l'Amérique du Sud²⁵, (soit plus de 17 fois la taille du Cameroun). La toute première puissance noire dans le monde hormis le Nigéria²⁶, en termes de population aussi cosmopolite et majoritairement catholique de plus 208.846.892 habitants²⁷. Cinquième^{ème} pays le plus grand au monde, après la Chine, la Russie, le Canada et les États-Unis. Il partage des frontières communes avec dix États d'Amérique du Sud, à l'exception du Chili et de l'Équateur. Celui-ci, possède un relief entrecoupé en deux régions majeures : au Nord par la plaine de l'Amazonie dont le bassin hydrographique s'étend sur 47% du territoire et le plateau brésilien, limité à l'Est et au Sud-Est de la plaine côtière atlantique de 50 à 80 km de large, au-dessus de laquelle s'élève une chaîne montagneuse²⁸.

Certains historiens comme Santos affirment que la création de l'État brésilien tire son origine de la signature du traité de Tordesillas, le 07 juin 1494 opposant les portugais et Castillans au sujet d'une découverte²⁹. Le Brésil est une République Fédérative³⁰, avec pour devise "ordre et progrès" en portugais : *ordem e progresso*. Le drapeau Brésilien présente un losange jaune sur le fond vert, ce qui symbolise l'union impériale. Ainsi, il est aussi le plus grand pays lusophone du globe terrestre avec 170 langues³¹ autochtones et le Portugais comme une langue officielle datant de la constitution de 1988. Il a comme capitale Brasilia, et comme monnaie le Réal.

²⁴Extrait du discours d'ouverture du chef de l'État Camerounais à la conférence Économique Internationale de Yaoundé, [En ligne], consulté, le 13 Février 2022, à 15H53 minutes, disponible sur le site internet : www.prc.cm.

²⁵C. L. Luís, " Le Brésil et ses archives : une étude de l'archivistique brésilienne et les perceptions d'archivistes étrangers", *Revue de l'Association des archivistes du Québec*, 2000-2001, n°1, volume 32, p.50.

²⁶Nduda Ebode J.V, 61 ans environs, directeur du centre de recherche d'études politiques et stratégiques de l'université de Yaoundé 2, Yaoundé, le 21 février 2023.

²⁷Promobras, " Population du brésilienne", [One line], consulté le 11 janvier 2022, disponible sur <http://www.promobras.ch>.

²⁸Mission d'analyse électorale, Document informatif sur le Brésil à l'usage des observateurs, OPALC, Janvier 2010, p. 4.

²⁹I. M. Santos, *La découverte du Brésil (1500-1530)*, Paris, Chandeigne, 1999, pp.10-11.

³⁰Eunida, "Constitución política de la República Federativa del Brasil, de 1988" [One line], consulté le 11 Janvier 2022, sur <http://www.eunida.eu/>.

³¹Idem.

Les Brésiliens habitent près de la mer. Assurément, 80 % de la population habite à moins de 300 km de l’océan Atlantique et c’est à l’intérieur de cette zone côtière que se dressent les grandes villes, où se déroulent les activités économiques les plus importantes et où se concentre la population attirée par le marché de l’emploi et les autres moyens de subsistance³².

V- CADRE CONCEPTUEL

Deleuze et Guattari, pensaient que le concept est un construit mental, une synthèse de propriétés et de composantes qui renvoie inévitablement à une problématique en fonction de laquelle il est créé³³. E. Durkheim se prononçait également en ces termes : “la première démarche du sociologue doit être de définir les choses dont il traite afin que l’on sache et qu’il sache bien de quoi il est question .c’est la première et la plus indispensable condition de toute vérification ”³⁴. Bien que nous ne soyons pas en Sociologie, cette conception est néanmoins valable pour l’Histoire également. On peut noter entre autres comme concepts centraux : coopération, sécurité, sécurité maritime, et développement.

Coopération, étymologiquement, avait été empruntée comme terme de théologie au dérivé latin chrétien cooperatio “part prise à une œuvre commune” (en parlant de dieu) en 1435. Entré, le verbe, dans l’usage courant (1488), il avait pris ultérieurement (1828) sa spécialisation économique par calque de l’anglais cooperation³⁵. Selon le dictionnaire usuel, c’est une politique d’aide économique, culturelle et technique aux pays en voie de développement (PVD)³⁶. La notion de coopération internationale avait commencé à évoluer plus réellement après la première Guerre mondiale, en 1919 à la création de Société des Nations (SDN). Et ceci grâce aux principes énoncés dans le traité de Versailles (France), sous l’initiative de l’ancien président américain Woodrow Wilson³⁷. Elle va alors prendre véritablement pour appui la création de l’Organisation des Nations Unies (ONU) en 1945, au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Dans sa charte, elle va mettre une empreinte exceptionnelle sur des archétypes d’égalité des Etats et ayant progressivement évolué jusqu’à la révélation du droit d’autodétermination des territoires sous domination coloniale³⁸.

³²Luís, *Le Brésil et*, pp.50-51.

³³G. Deleuze (sd), *Qu’est-ce que la philosophie ?* Paris, les éditions de Minuit, 1991, p.90.

³⁴E. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1894, p.34.

³⁵A. Rey (sd), *Dictionnaire Historiques de la langue française*, Paris, Le Robert, 2010, p.2421.

³⁶Dictionnaire usuel du français, Paris, Hachette, 1994, p. 243.

³⁷Secrétariat de la SDN, *Dix ans de la coopération internationale*, Genève, 1930, pp.251-252.

³⁸Lire les articles 1 et 2 de la charte d’ONU.

L'histoire de la coopération internationale nous apparaît plus concrètement : d'une part à travers les plans d'assistance à la reconstruction des Etats d'Europe occidentale dans le cadre du Plan Marshall et d'autre part des plans d'assistance mutuelle des pays socialistes de l'Europe de l'Est dans le cadre de la solidarité des Etats prolétaires (ex-Conseil de l'assistance économique mutuelle (COMECON). Sans oublier les plans d'assistance technique aux Etats indépendants, soit par les anciennes puissances, soit par les nouveaux Etats en développement³⁹. D'après Levrat, la coopération est dite internationale lorsqu'elle vise à établir des rapports entre collectivités ou autorités territoriales de deux ou plusieurs parties autres que les rapports de coopération transfrontalière⁴⁰. Guillaume Devin allant toujours dans la même perspective la perçoit comme une dynamique relationnelle entre les Etats et entre les sociétés⁴¹. Au vu de ce qui précède, il apparaît que la coopération dans le cadre de notre étude renvoie à un accord liant deux Etats dont l'un veut apporter à l'autre son savoir-faire en matière de sécurité maritime.

Le terme sécurité est un mot emprunté au latin *securitas* "absence de soucis", "tranquillité", attesté à la fin du XII^e s (1190) et repris vers 1480.⁴² Elle est considérée comme polysémique, plus clairement dit, fait référence à la protection des personnes, et d'autres biens⁴³. Férand note que : "sécurité et sûreté ne sont pas la même chose ; le premier exprime un sentiment et l'autre un état d'assurance, on a souvent de la sécurité sans être en sûreté"⁴⁴. Ulrich Beck⁴⁵, analyse la focalisation des débats contemporains autour de la sécurité et d'une nécessaire gestion globale des risques issus de la nouvelle modernité, dans laquelle nos sociétés produisent elles-mêmes les risques. La sécurité est synonyme de sécurité nationale, c'est-à-dire l'unité dont il s'agit de protéger : la souveraineté étatique, l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale⁴⁶.

Avec Jean-Jacques Rousseau la sécurité est "le problème fondamental auquel l'institution étatique doit apporter une solution"⁴⁷. De façon simple, elle est définie comme absence de menace et de façon approfondie comme absence des menaces sur les valeurs centrales au sens

³⁹M. P. Engemba, " Action de la coopération internationale en faveur des Etats d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique. Cas de la République Démocratique du Congo ", Mémoire en Droit et Sciences Politiques, Université de Kinshasa, 2008, p.4.

⁴⁰N. Levrat, *Le droit applicable entre collectivités publiques infra-étatique*, Paris, PUF, 1994, p.385.

⁴¹G. Devin, *Un seul monde. L'évolution de la coopération internationale*, Paris, GNRs Edition, 2013, p.115.

⁴²Rey, (sd), *Dictionnaire Historiques*, p.8953.

⁴³Dictionnaire le robert, Paris, Sejer, 2018, p.1772.

⁴⁴Wiktionary, " Sécurité", [One line], consulté le 03 octobre 2022, disponible sur Fr.m.Wiktionary.org.

⁴⁵U. Beck, *Risk Society: Towards a New Modernity*, SAGE Publications, Londres, 1992, p. 272.

⁴⁶M. C. Smouts, *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz. 2006, pp.490-491.

⁴⁷J. J. Rousseau, " Du contrat social ", in *œuvres complètes*, Paris, Gallimard, 1964, p. 486.

objectif. Au sens subjectif, elle peut être perçue comme “ absence de la peur que les valeurs centrales ne fassent pas l’objet d’une attaque ”selon Wolfers⁴⁸. Pour Cicéron la sécurité désigne “ l’absence d’anxiété donc dépend une vie heureuse”⁴⁹.

La sécurité maritime d’après le dictionnaire Larousse, est un dispositif du mécanisme d’une arme à feu, interdisant tout départ intempestif du coup⁵⁰. C’est aussi un ensemble de dispositifs, mesures et règles mis en place sur les plans d’eau et leur pourtour pour protéger les personnes et les embarcations⁵¹. Sous l’égide de l’Organisation Maritime Internationale depuis 1948, elle est le fruit de négociations entre représentants d’Etats souverains, chacun cherchant à défendre ses intérêts nationaux⁵². Le Borgne disait que, ce sont les ententes administratives, qui réunissent désormais les pays de neuf régions maritimes mondiales, incarnent des réseaux transgouvernementaux, formes de relations transnationales complexes entre des fonctionnaires qui sont aussi des experts de la sécurité maritime⁵³. En bref, c’est la protection de l’espace maritime contre les pirates, par deux ou plusieurs Etats liés par une convention.

Le développement, est défini par François Perroux comme “la combinaison des changements mentaux et sociaux d’une population qui la rendent aptes à faire croître, cumulativement et durablement, son produit global réel.”⁵⁴ Cependant, les détenteurs de l’école anglo-saxonne⁵⁵ le rattachent à la croissance économique, en y ajoutant d’autres dimensions comme la durabilité environnementale, les droits humains, la participation politique et la bonne gouvernance⁵⁶. Kofi Annan pense qu’il est associé à la sécurité lorsqu’il soutient qu’“ il n’y aura pas de développement sans sécurité ni de sécurité sans développement”⁵⁷. Ainsi, au regard de ces différentes appréhensions, il renvoi à l’utilisation des différents moyens sécuritaires en vue d’élever la sécurité maritime nationale et internationale.

⁴⁸T. Balzac, “ Qu’est-ce que la sécurité nationale ? ” *Revue Internationale et Stratégique*, hiver 2003-2004, n°52, p. 22.

⁴⁹Cicéron, “Disputations”, v. 42, cite par Rothschild, “what is security?” Daedal, 1995, vol.124, n°3, p. 61.

⁵⁰Larousse, “La sécurité maritime”, [One line], consulté le 12 septembre 2022, disponible sur www.Larousse.fr

⁵¹Thesaurus, “La sécurité maritime”, [One line], consulté le 12 septembre 2022, disponible sur www.thesaurus.gouv.qc.ca

⁵²Rigaud, “ La gouvernance européenne, p. 3.

⁵³Les memorandas d’entente sur le contrôle des navires par l’État portuaire comme mécanisme de renforcement de la sécurité maritime : une approche prometteuse..., Bibliothèque et Archives Nationales du Canada, Ottawa, 2012.

⁵⁴Dictionnaire économique et social, Paris, Hatier, 1990, p.115.

⁵⁵R. Ebale, Le concept de développement. Fondements historiques et débats, Yaoundé, Litchasonic Formations, 2012, pp.15-18.

⁵⁶N. Tschirgi, “ L’articulation développement sécurité. De la rhétorique à la compréhension d’une dynamique complexe”, *Annuaire Suisse de politique de développement*, 2006, n° 25, p.68.

⁵⁷*Ibid*, p.68.

VI - REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE

Une riche revue de littérature est l'espace où, le chercheur fait une évaluation critique des différents travaux ayant un rapport direct ou indirect avec le thème choisi. Toutefois, comme le soutenait, Lucien Febvre :

L'histoire se fait avec des documents écrits, sans doute. Quand il y en a. Mais elle peut se faire, elle doit se faire, sans document écrits s'il en existe point. Avec tout ce que l'ingéniosité de l'historien peut lui permettre d'utiliser pour fabriquer le miel, à défaut des fleurs usuelles. Donc avec des mots, [...] des analyses [...]. D'un mot, avec tout ce qui étant à l'homme, dépend de l'homme, sert à l'homme, exprime l'homme⁵⁸.

Dans l'optique de cerner cette réalité dans le cadre de ce travail, nous avons dépouillé un certain nombre de productions scientifiques.

G. L. Amahata Kiabega⁵⁹ et M. B. Mbessa Nya⁶⁰, posent leurs réflexions sur les relations multidimensionnelles entre le Cameroun et le Brésil. Pour aller plus loin, Mbessa évoque juste la confirmation de Serge Amouga d'un accord en matière de sécurité maritime entre le Cameroun et le Brésil. Celui-ci poursuit en affirmant que la marine brésilienne demeure le partenaire privilégié de la marine camerounaise. Cependant, ces mémoires n'entrent pas véritablement en profondeur sur la question de coopération de sécurité maritime Cameroun-Brésil. Ainsi, ces travaux sont dignes d'intérêt parce qu'ils nous permettent d'avoir une vue d'ensemble de cette coopération.

Nei Futuro Bitencourt⁶¹, en justifiant l'accostage du navire de la marine brésilienne, l'"Araguari" en 2013 au port autonome de Douala (PAD). L'auteur ressort la double dimension d'une part multilatérale avec l'intérêt du Brésil dans le Golfe de Guinée sous un angle sécuritaire et le Cameroun comme pivot dans la sécurité de l'Atlantique sud. D'autre part bilatérale en matière de sécurité maritime Cameroun-Brésil, en soulignant que la marine brésilienne devrait coopérer avec la marine camerounaise.

Pokam⁶², procède à une évaluation critique des coopérations bilatérales Cameroun-Chine à celle du Cameroun-Brésil, en comparant leur action diplomatique vis-à-vis de l'Afrique en

⁵⁸L. Febvre, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1953, p.428.

⁵⁹G. L. Amahata Kiabega, "La coopération Cameroun-Brésil de 1960-2012 : entre ruptures et continuités", Mémoire en Sciences Politiques, Université de Yaoundé 2 (SOA), 2012.

⁶⁰M. B. Mbessa Nya, "Les relations Cameroun-Brésil de 1960 à 2018 : une approche historique", Mémoire de Master en histoire des Relations Internationales, Université de Yaoundé 1, 2020.

⁶¹Bitencourt Nei Futuro, cité par Mbessa Nya, "Les relations Cameroun", p.58.

⁶²H. P. Pokam, "Les diplomaties des pays émergents en Afrique : le cas de la Chine et du Brésil envers le Cameroun", [One line], consulté le 09 janvier 2022 à 13 h 26 min, disponible sur : www.afsp.info.st48pokam.pdf.

miniature. Toutefois, l'auteur en parlant de la coopération Cameroun-Brésil, n'aborde pas le pan de la sécurité maritime entre les deux gouvernements. D'où, l'intérêt pour nous dans cette recherche de faire ressortir cet autre aspect de la coopération.

Perrin Banzeu⁶³, dans son Mémoire de Master en Sciences Politiques, nourrit un désir profond d'une coopération Cameroun-Brésil en matière de sécurité. Néanmoins, l'auteur aborde cette coopération Cameroun-Brésil sous cet aspect d'une manière superficielle

Eric Suyru Vernuy⁶⁴, dans son mémoire intitulé : “ La coopération sécuritaire dans le Golfe de Guinée à l'épreuve de la criminalité transfrontalière. État des lieux et esquisse de solution”, évoque une kyrielle d'accords bilatéraux et régionaux des pays non seulement membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), mais aussi avec des puissances étrangères, dans une politique commune en vue de sécuriser les eaux territoriales. Cependant, il déplore l'inexistence formelle de coopération qui devrait s'élargir du bloc de la CEDEAO en intégrant le Nigéria, le Bénin et le Togo, qui sont des pays les plus touchés par la piraterie maritime dans cette région. Vernuy relève aussi l'influence étrangère dans le domaine de la sécurité maritime, notamment la coopération CEEAC-Etats-Unis dans l'optique de renforcer les capacités de l'État-major régional. Toutefois, la multiplication des alliances aujourd'hui s'avèrent inadéquats pour lutter contre la piraterie maritime dans cette partie de l'Afrique.

Éric Koffi Konan , dans sa Thèse de Doctorat de Droit⁶⁵ , fait comprendre que la coopération navale européenne de sécurité maritime avait permis de réaliser des avancées considérables , grâce à la mise en œuvre d'un dispositif européen de lutte contre la piraterie maritime et des vols à main armée envers de nombreux citoyens des pays membres. Pour aller plus loin, l'auteur rappelle que la coopération technique en matière de sécurité entre les pays du Golfe de Guinée, l'organisation maritime internationale (OMI) et les garde-côtes américains avait été bénéfique pour la lutte contre piraterie maritime au travers des exercices militaires.

⁶³B. P. N. Banzeu, “Les coopérations entre les pays émergents et le Cameroun depuis la fin de la guerre froide : le cas du Brésil et de l'inde ”, Mémoire de Master en Sciences Politiques, Université de Dschang, 2014.

⁶⁴E. S. Vernuy, “La coopération sécuritaire dans le Golfe de Guinée à l'épreuve de la criminalité transfrontalière. État des lieux et esquisse de solution”, Mémoire de Master 2 en Relations Internationales, option intégration régionale et management des institutions communautaires, Université de Yaoundé 2, 2011, p .9.

⁶⁵E. K. Konan, “Les risques liés au transport maritime : étude sur la sécurité et la sûreté maritimes”, Thèse de doctorat Ph/D en droit, Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2017.

Digne d'intérêt cette recherche parce qu'elle nous a, non seulement permis de cerner la coopération de sécurité maritime sous aspect bilatérale, mais aussi multilatérale.

GRIP⁶⁶, démontre la stratégie brésilienne sur la sécurité de l'Atlantique, en soulignant que la politique africaine du Brésil est marquée par une diplomatie maritime ou de défense. Ainsi, il conclut en martelant que le Brésil porte un intérêt particulier à travers l'espace maritime "compris entre la côte nord" et "le littoral de l'Afrique de l'ouest".

Mienahou Therarad Doriant Ibarol⁶⁷, dans son mémoire de Master 2 en Droit et Sécurité des activités maritimes et océaniques, livre une brillante stratégie de sécurisation maritime des Etats de la zone CEEAC, du golfe de Guinée, en harmonisant l'action des Etats parties en mer et la surveillance communautaire, au travers des opérations conjointes et des moyens interopérables d'intervention. Il va plus loin en martelant que cette stratégie est mise en œuvre par le Centre Régional de la sécurité maritime de l'Afrique Centrale (CRESMA), pour assurer la maîtrise de l'espace maritime dans la région notamment avec la sécurisation des routes maritimes et la lutte contre la piraterie et les prises d'otage en mer. Doriant s'intéresse aussi aux perspectives d'une stratégie de sécurisation des intérêts vitaux en mer des Etats de la CEEAC du golfe de Guinée, en synergie avec la Commission du Golfe de Guinée (CGG) et la CEDEAO. Néanmoins, certains pays de la zone ont véritablement contribué à la baisse des activités de piraterie.

Ewoudi Ebene Dieudonné⁶⁸, Anangapey Mangola Félicia⁶⁹, Dzou Ntolo Serge Eric⁷⁰, Sébastien Thierry Régis Ombe⁷¹, Pelene François⁷², et Ohambele Mendouga Guy Hervé⁷³

⁶⁶GRIP, *sureté et sécurité maritime dans l'espace CEEAC : enjeux et perspectives*, n°7,2014, pp.14-15.

⁶⁷T. D. I. Mienahou, "Mise en place d'un centre opérationnel de marine (COM) du Congo dans le golfe de Guinée : cadre juridique et procédures opérationnelles", Mémoire de Master 2 en Droit et Sécurité des activités maritimes et océaniques, Université de Nantes, 2010, p.37.

⁶⁸D. Ewoudi Ebene, "Etat des initiatives de la lutte contre le brigandage et la piraterie maritime dans la zone D du Golfe de Guinée depuis 2013", Mémoire de Master en Stratégie, Défense, Sécurité, Gestion des Conflits et des Catastrophes, Université de Yaoundé II, 2017.

⁶⁹F. Anangapey Mangola, "La contribution de la marine camerounaise à la lutte contre la piraterie maritime en zone D au Golfe de Guinée", Mémoire de Master II en Dynamiques, Gestion et Sécurité des Espaces Transfrontaliers, Université de Yaoundé 2, 2013-2014.

⁷⁰S. E. Dzou Ntolo, "La sécurité maritime dans le Golfe de Guinée : Enjeux d'une interaction sécuritaire pour l'émergence de la sous-région", Mémoire en DEA, Université de Yaoundé II, 2010-2011.

⁷¹S.T. Régis Ombe, "La participation de la marine nationale dans la lutte contre la piraterie maritime au Cameroun (1990-2018) : essai d'analyse historique", Mémoire de Master en Histoire Option : Histoire des Relations Internationales, Université de Yaoundé 1, 2022.

⁷²F. Pelene, "La force Bir cotes dans la lutte contre la piraterie maritime", Mémoire de Master en Stratégie, Défense, Sécurité, Gestion des Conflits et des Catastrophes, Mémoire de Yaoundé II, 2019.

⁷³G. H. Ohambele Mendouga, "Le Bataillon d'Intervention Rapide et la problématique de la défense nationale et de la lutte contre la criminalité transfrontalière au Cameroun (1998-2018) : Emphase sur l'opération Alpha et la force BIR cote", Thèse de Doctorat Ph/D en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2024.

montrent la contribution de la Marine camerounaise dans sa politique de lutte contre la piraterie maritime dans la zone D. Grace à ses éléments qui sont déployés dans le Golfe de Guinée. Par ailleurs, ceux-ci mentionnent aussi qu'une panoplie de facteurs aggrave l'essor de ce phénomène comme la prolifération des armes, des drogues, et biens d'autres dans cet espace maritime. Dès lors, ils invitent à un réveil matérialisé par une coopération opérationnelle de la marine nationale contre la piraterie tant au niveau local, national, régional et international.

Charles Ukeje et Wullson Mvomo Ela⁷⁴ abordent les contributions de la France en ce qui concerne les questions de coopération de sécurité maritime dans le Golfe de Guinée. Celles-ci sont perceptibles à travers deux initiatives : l'Appui à la réforme de la Sécurité Maritime dans le Golfe de Guinée (ASECMAR) et le Programme de Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix en Afrique (RECAMP). En outre, ils évaluent aussi les impacts des initiatives déjà entreprises au niveau national, régional et transrégional pour combattre l'insécurité maritime, étant donné que celle-ci en mer constitue une somme de dangers à la stabilité et à la prospérité des pays dans ces régions. Ainsi, ce travail pourrait nous permettre de saisir la genèse et l'évolution de l'insécurité maritime dans le golfe de Guinée.

Alice Ekman⁷⁵, présente la coopération sino-russe en disant que les deux pays ont conduit des exercices conjoints en mer de Chine de sud, en Méditerranée et en mer baltique. Il ajoute encore que la Chine multiplie des exercices dans un maximum de zones, et avec le maximum de pays, dans le but d'apprendre et professionnaliser ses troupes, et en premier lieu sa marine dans l'optique de rattraper son retard en matière de sécurité maritime et de devenir "une puissance maritime". Toutefois, le déploiement de la présence maritime chinoise pose un certain nombre de questions sécuritaires et retombées géopolitiques en méditerranée. Ce constat dans notre travail nous permet de voir la volonté d'une puissance maritime au travers des exercices conjoints en plein mer.

Roland Le Goff, dans sa Thèse de Doctorat Ph/D. intitulée : "La protection des navires soumis au risque de piraterie"⁷⁶, fait ressortir les grandes puissances navales telles que les États-Unis, la France et la Chine déploient leurs navires dans l'Océan Indien dans l'optique de protéger leurs propres intérêts. Ce qui contribue à minimiser dans une certaine mesure le

⁷⁴W. Mvomo, et C. Ukeje "Approche africaine de la sécurité maritime : Cas du Golfe de Guinée ", Abuja, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2013.

⁷⁵A. Ekman, " La Chine en Méditerranée : une présence émergente", Notes de l'Institut français des relations internationales, Ifri, février 2018, pp.19-20.

⁷⁶R. Le Goff, "La protection des navires soumis au risque de piraterie", Thèse de Doctorat Ph/D, Université de Nantes, 2016.

problème de la coopération en matière sécurité maritime dans la région. Il dit qu'à l'exception de l'Afrique du Sud, les Etats africains ne disposent que de capacités très limitées. Cependant, cette thèse reste générale, notamment en ce qui concerne les problèmes de coopération qui nous intéresse. Elle n'entre pas en profondeur ; ainsi elle s'est intéressée à un cadre assez vaste et en plus la zone d'étude est l'océan indien. Or, la nôtre est située dans le Golfe de Guinée.

Fweley Diangitukwa⁷⁷, s'oriente vers la "régionalisation" des problèmes maritimes et littoraux en Afrique de façon distincte sur les questions stratégiques de sécurité maritime. Il souligne que l'absence de coopération entre les pays de l'Afrique centrale permet une exploitation éhontée des richesses naturelles des pays de cette région, en particulier le pétrole et le gaz naturel. Il suggère aux pays qui ont une large frontière naturelle avec l'océan atlantique, comme l'Angola, le Congo Brazzaville, le Gabon, le Cameroun à jouer un rôle important en investissant davantage de ressources financières et humaines dans la formation des garde-côtes et dans la sécurité maritime au niveau régional et dans leur propre intérêt en tant que nations côtières. Cependant, la surveillance maritime sur le pourtour de l'Afrique n'est que pas uniquement l'œuvre des puissances étrangères comme le Royaume-Uni, la France et les États-Unis. Ce travail va nous permettre d'acquérir quelques perspectives stratégiques, politiques et techniques pour le développement international des para-maritimes.

Richard Labévie⁷⁸, explore l'atout stratégique des coopérations suivies avec différents pays de l'Afrique lusophone : programme de développements conjoints (PRONAVAL) avec l'Angola, formation des garde-côtes en Namibie, au Cap-Vert et à Sao Tomé-et-Principe. Il poursuit en disant que la marine brésilienne est engagée à la formation de nombreux marins. Toutefois, le Brésil est toujours confronté à de nombreux défis politiques et économiques. Ainsi dans le cadre de ce travail, il est primordial de souligner le rayonnement de la marine brésilienne dans le partage de son expérience en matière de coopération avec les marines africaines.

Benoît Rigaud⁷⁹, présente le système européen de sécurité maritime dans un domaine de compétence partagé entre les Etats membres depuis le traité de Maastricht en 1992. Il démontre aussi que l'eupéanisation des politiques de sécurité maritime avait permis l'intégration des politiques publiques mais également la mondialisation. Benoît chute en rappelant que les

⁷⁷F. Diangitukwa, "La surveillance des côtes d'Afrique centrale par des équipes de garde-côtes : un impératif pour la sécurisation maritime de la sous-région" *Enjeux*, n°26, 2006.

⁷⁸R. Labévie, "Marine brésilienne : fabrique de rationalités étatiques et citoyennes", *RDN 2018 : l'innovation en marche, Revue défense nationale*, Janvier 2018.

⁷⁹Rigaud, "La gouvernance européenne, p.204.

accidents de Prestige et d'Erika, avaient suscité la création d'une nouvelle Agence Européenne pour la Sécurité Maritime (AESM) par la commission. Ceci, en misant sur les capacités d'adaptation du système européen de sécurité maritime. Cependant, la politique de la communautarisation de la sécurité maritime connaît déjà ses limites aujourd'hui.

Véronique Roger-Lacan⁸⁰, affirme que trois coalitions navales de lutte contre la piraterie somalienne dans l'océan Indien ont été mises en place par l'Union Européenne (UE), l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les États-Unis. En plus elle renchérit en stipulant qu'aucune des propositions de coopération entre les coalitions navales de lutte contre la piraterie somalienne et les États riverains de l'océan indien n'a répondu à cet objectif de faire de cet espace une zone de paix. Ce travail va nous permettre d'explorer et d'analyser certains statistiques sur le nombre de navires cibles dans la mer et les échecs de coopération en sécurité maritime.

Samuel Sylvain Ndutum⁸¹, dans son livre Géopolitique maritime du golfe de Guinée au XXI^e, étudie une approche stratégique navale propre au golfe de guinée, notamment en évoquant la résolution de la piraterie maritime. Il poursuit en suggérant que la guerre côtière soit l'apanage des dispositifs de sécurisation nationaux et que l'application de l'approche synthétique soit réservée aux mécanismes de sécurité collective sous régionale, régionale ou interrégionale. En effet, l'éradication d'une menace asymétrique doit partir d'une vision globale qui cherche, par une combinaison de moyens civils et militaires pour combattre ensemble. L'apport de cette étude à notre sujet se situe au niveau des mécanismes de sécurisation de l'espace maritime au travers des dispositions nationales d'une part et d'autre part régionale.

Violaine Vincent-Genod⁸², dans son mémoire de Master en sciences politiques, s'évertue à démontrer qu'avec la politique africaine de la France dans les années 1990, les troupes de marine étaient devenues des acteurs privilégiés de la coopération militaire. Notamment en participant à la formation et au soutien logistique des armées africaines dans le cadre du projet RECAMP⁸³, mais également dans celui des écoles nationales à vocation régionale

⁸⁰V. R. Lacan, "Lutte contre la piraterie, facteur structurant de sécurité en océan indien ?" *La Découverte Hérodote*, 2012, n° 145, p.128.

⁸¹S. S. Ndutumu, *Géopolitique maritime du Golfe de Guinée au XXI^e*, Paris, l'Harmattan, 2012, p.141.

⁸²V. V. Genod, " Les Écoles Nationales à Vocation Régionale : Instrument pour une appropriation française de la sécurité en Afrique ? ", Mémoire de Master en sciences politiques, Orientation Relations internationales - Finalité Sécurité, paix, conflits, Institut Provincial Supérieur d'Henri La Fontaine, Année académique 2012-2013.

⁸³Ce sigle renvoi au renforcement des capacités Africaines du maintien de la paix.

(ENVR)⁸⁴. Elle poursuit en ajoutant qu'ils partageaient leurs expériences et transmettaient leurs compétences aux soldats africains. Cependant, elle oublie d'évoquer la dépendance des armées africaines vis-à-vis de la France et aussi, l'apport de cette étude se situe au niveau de la dimension géopolitique du Brésil envers le Cameroun.

Robert Dussey⁸⁵, met en exergue une stratégie commune de la lutte contre l'insécurité maritime dans le golfe de Guinée, laquelle avait été adoptée par des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, la CEEAC et la CGG lors du sommet de Yaoundé le 25 juin 2013. Il martèle encore en soulignant que ce sommet a permis de mettre sur pied un mémorandum d'entente sur la coopération de sécurité maritime dans le golfe de Guinée. Dans sa démarche, il ajoute une fois de plus qu'aucun pays de la région ne peut à lui seul résoudre le problème de l'insécurité maritime et ainsi, préconise aux différents acteurs concernés à mutualiser les efforts. Néanmoins, ce travail ne table pas en profondeur sur la formation des marins face au problème de la sécurité maritime.

Nicole Vilboux⁸⁶, analyse les bénéfices qu'apportent les États-Unis dans le cadre d'un partenariat avec les pays du Golfe de Guinée dans le domaine de la sécurité maritime, par le biais des programmes d'assistance technique, d'une approche globale de renforcement des capacités et par l'encouragement de la coopération entre les États littoraux. Elle poursuit en présentant que les États-Unis ne manquent pas l'occasion de reconnaître l'importance des programmes menés dans cette région par ses alliés comme la France, afin d'améliorer la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée. Cependant, l'auteure présente un cas général qui ne répond pas peut-être aux normes de chaque pays de la région ; or notre étude s'oriente vers un cas spécifique.

Edouard Kitio, dans sa Thèse⁸⁷, fait comprendre que la recrudescence de la piraterie dans le milieu maritime avait amené les États de l'Afrique Subsaharienne à mettre sur pied un dispositif de sécurité maritime communautaire. Il va préconiser la création d'une Agence Sous-Régionale pour la Sécurité Maritime en Afrique Centrale (ASSMAC). Ceci dans l'optique de favoriser la formation des groupes de pression par la population civile et l'action sensibilisatrice

⁸⁴Veut dire des écoles nationales à vocation régionale.

⁸⁵Dussey, "La piraterie maritime, p. 176.

⁸⁶N. Vilboux, *Les États-Unis et le Golfe de Guinée*, Paris, Fondation pour la recherche stratégique, 2019.

⁸⁷E. Kitio, "La problématique de la sécurité du transport maritime en zone CEMAC", Thèse de Doctorat Ph/D en Droit des Affaires, Université de Douala, 2010.

des médias. Kitio souhaite par-dessus tout que les pays de la CEMAC persévèrent dans une voie tracée jadis pour la sécurisation maritime.

Tous ces travaux sont dignes d'intérêts. Ils montrent les relations multidimensionnelles entre le Cameroun et le Brésil. Ils abordent également les contributions des Etats dans la coopération de sécurité maritime dans l'optique de renforcer les capacités techniques et logistiques. Par ailleurs, suggérer l'application de l'approche de sécurité collective sous régionale, régionale ou interrégionale. Toutefois, l'autopsie de ces différents travaux siège dans le fait que la coopération Cameroun-Brézil dans la sécurité maritime demeure très élémentaire.

VII -PROBLEMATIQUE

Répondant à la question qu'est-ce qu'une problématique, Youchahou Kouotou affirmait qu'elle "est comprise comme l'ensemble construit autour d'une question principale, permettant une meilleure approche et un traitement fécond du sujet choisi .Elle constitue donc une lampe d'un travail de recherche et son absence pourrait le plonger dans les ténèbres"⁸⁸

Chronologiquement parlant, l'existence d'une coopération militaire sur le terroir camerounais ne date pas d'aujourd'hui. Elle semble tirée ses racines avec l'administration coloniale allemande donc les agissements ambitionnaient la protection de la paix, de la sécurité et l'exécution des résolutions judiciaires et administratives entre les métropoles⁸⁹. Inopportunément, la défaite allemande durant le premier conflit mondial en 1916 va annoncer " le glas du militarisme allemand au Cameroun". Déterminé à prendre le relais malgré le système de tutelle du Cameroun (France et Angleterre) en 1946, la France de De Gaulle apparaît dorénavant comme une puissance mandatrice majoritaire, et en 1960, l'Afrique en miniature va signer une coopération militaire avec cette dernière. Ladite coopération est particularisée ou caractérisée par l'assistance technico-logistique, de l'approvisionnement des matériaux militaires, et de l'orientation vers des champs d'extension et d'application⁹⁰.

Cependant, une coopération de sécurité maritime entre un pays du Nord et un pays du Sud est très coûteuse dans le cadre de la formation initiale et continue des officiers au sein des écoles navales de ce dernier. Or cette même formation est moins subventionnée que la

⁸⁸Y. Kouotou, "L'influence des transports terrestres sur le développement des relations socio-économiques entre le Cameroun et le Tchad (1965-2015)", Projet de Thèse, Université de Yaoundé 1, Année académique 2015-2016, p. 19.

⁸⁹V. B. Wanyaka, " La coopération militaire entre le Cameroun et la France : De l'assistance à la quête d'un partenariat technique (1959-2005), Thèse de doctorat, Université de Yaoundé 1, 2008, p. 21.

⁹⁰Wanyaka, " La coopération militaire., p.26.

précédente dans une académie militaire navale d'un pays sudiste. Et c'est dans cette perspective que la Marine Nationale Camerounaise va paraphraser une coopération de sécurité maritime avec son homologue brésilienne.

À cet effet, il s'agit d'étudier la mutualisation des forces par le Cameroun et le Brésil pour assurer la sécurité maritime dans l'Atlantique sud en général et dans le golfe de Guinée en particulier. Cette remarque fondamentale nous amène à formuler la question suivante : quels sont les véritables enjeux de cette mutualité entre le Cameroun et le Brésil ? Cette préoccupation centrale se décline en trois questions subsidiaires. Quels ont été les instruments et les principales actions menées dans le domaine de la solidarité de la sécurité maritime Cameroun-Brésil ? Cette Coopération de sécurité maritime entre Yaoundé et Brasilia, est-elle prometteuse ? Quelles peuvent être les prescriptions pour optimiser cette union sudiste ? Répondre à ces interrogations revient à recourir à des hypothèses centrale et secondaire.

VIII- HYPOTHESES DE RECHERCHE

D'après R. Quivy et L.V. Compenhoudt, une hypothèse est "une réponse provisoire à la question principale de la recherche ; celle-ci pouvant être confirmée ou infirmée au terme de l'analyse des faits sur lesquels le chercheur a focalisé toute son attention"⁹¹. Alors, comme réponses à la question centrale et questions secondaires soulevées dans ce travail :

1-hypothèse centrale

La marine brésilienne applique la politique de l'assistantat, à celle du Cameroun sur les plans logistiques et techniques en ce qui concerne la sécurité maritime.

2-hypothèses secondaires

Le bilatéralisme Cameroun-Brésil en matière de sécurité maritime est issu d'une fusion des échos mémorables, théoriques, et d'un cadre réglementaire (HS1).

Certains élèves officiers camerounais sont formés dans les académies militaires navales brésiennes, et d'autres à bord des bâtiments de guerre exécutant des exercices militaires (HS2).

Le mariage entre les marines camerounaise et brésilienne connaît quelques turpitudes, et mérite une multitude de prescriptions pour une harmonisation parfaite (HS3).

⁹¹R. Quivy, (sd), *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 1995, p.118.

Le Brésil a signé cette coopération stratégique avec le Cameroun dans le cadre de la matérialisation de sa politique géostratégique en Afrique (HS4).

VIV- OBJECTIFS DE RECHERCHE

L'objectif révèle le mobile complet d'une recherche. Il explicite la visée, en s'appuyant sur les contours et les axes du problème examiné et les arithmétiques procédées pour les accoster. Ce travail est focalisé sur une démarche à la fois syncrétique, empirique et interdisciplinaire, est une prescription mémorable recommandée à disséquer, à partir des composants crédibles, la coopération Cameroun-Brézil dans le domaine sécurité maritime. En cela, ce travail souhaite :

- Retracer les constituants historiques, économique-éducatifs, et idéologiques qui caractérisent la relation Cameroun-Brézil dans le champ de la sécurité navale ;
- Présenter la véracité de la coopération entre marines camerounaise et brésilienne dans une politique d'assistance sécuritaire ;
- Présenter la communautarisation maritime sud-sud existant entre l'Afrique en miniature et le géant sud-américain au centre des dysfonctionnements protéiformes ;
- Esquisser les recommandations capables de bonifier cette alliance nautique sudiste.

X- METHODOLOGIE DE RECHERCHE

M. Beaud en parlant d'une méthode de recherche scientifique déclare que chaque science, chaque spécialité de la recherche dispose des dogmes élaborés et des méthodes acceptées. "Il incombe à l'étudiant chercheur de les connaître et d'en apprécier les fondements et les Postulats avant d'engager sa propre recherche (...) il faut s'enquérir et s'imprégner des méthodes existantes"⁹². Pour mieux décanter cette maxime, il importe de faire détonner toutes les sources subsistantes et accostables pour l'accomplissement de ce labeur de recherche, déployer la méthode de collecte des données, d'approches et d'analyses au travers des sources primaires et secondaires. Pour aboutir à la concrétisation de cette recherche, nous avons optée pour une méthode qualité (opérant autour d'une interdisciplinarité), en collectant les données et

⁹²M. Beau, *L'art de la thèse : comment préparer et rédiger un mémoire de Master, une thèse de doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du net*, Paris, La découverte, 2006, p. 55.

informations importantes. De ce fait, il s'agit des sources orales, iconographiques, archivistiques et électroniques.

1- La collecte des sources orales

Dans le cadre de cette étude nous avons opté pour un entretien semi-directif. Défini par Lorraine Savoie-Zajc comme étant :

Une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène de l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé⁹³.

Ce calibre d'entretien permet de circonscrire une analogie de confiance entre l'érudit et l'interviewé, tout en accordant à cet ultime un certain pouvoir, d'une part en lui laissant choisir le lieu et date de l'entretien, mais d'autre part en le laissant notifier plus librement sur les thèmes abordés.

Elle a été réalisée au cours de nos séjours à Yaoundé, Kribi, Douala, et Bafoussam. Les informations de ces enquêtes sont conséquentes à partir d'une étude qualitative basée sur une multitude d'entretiens administrés auprès des personnes vivant à Douala, Yaoundé, Rio de Janeiro, et Kribi. Cette collecte des données s'est déroulée entre le 10 novembre 2022 et le 10 avril 2023. Concernant les personnes interviewées, nous avons adopté une démarche visant à extorquer un spécimen représentant le mieux possible la diversité de points de vue au sujet du rôle de la coopération Cameroun-Brésil en matière de sécurité maritime.

Le but visé n'était pas d'obtenir un échantillon représentatif de tous les acteurs vivant dans la zone, mais d'interroger des personnes aux profils militaires et civils suffisamment diversifiés pour avoir une vue globale. Par ailleurs, nous avons rencontré des responsables administratifs de la Marine Camerounaise. En résumé, cette démarche s'inscrit dans une vue d'ensemble. Car, il s'agit seulement de recueillir des données dans leurs cadres respectifs afin de comprendre le sens que les acteurs de la sécurité maritime camerounaise et brésilienne donnent à leurs actions.

2- Les sources électroniques et outils de traitement

Les sources électroniques n'ont pas été en reste. L'objectif était de procéder à une investigation simple à travers des moteurs de recherche tels que Google, Google scholar et

⁹³L. Savoie-Zajc, " L'entrevue semi-dirigée ", in Gauthier, Benoit, Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données, Canada, Presses de l'université du Québec, 2009, p.340.

Bring, y compris les sites internet comme Persée, Z-book Africa, FreeFullPDF, Ongola.Com, Ecomatin.net, Monde-diplomatique.fr, Fpae-cameroun.org, Cameroun-tribune.cm et Cain.info. Les outils informatiques tels que Word et Excel ont été nécessaires dans le traitement et l'élaboration de ce travail⁹⁴. En dernier plan, jetant un regard synoptique sur les différentes idées que nous venons d'évoquer, toute porte à croire que la multitude des sources préliminairement énumérées est enrichissante pour notre recherche.

3-Recherche documentaire

Pour les sources secondaires, nous les avons trouvées dans certains centres documentaires de la ville de Yaoundé. Il s'agit de la bibliothèque universitaire de Yaoundé 1, de la FALSH à l'Université de Ngoa Ekelle, des bibliothèques du Cercle Histoire Géographie Archéologie et du département d'histoire de l'université de Yaoundé 1, le Centre Interrégional de Coordination (CIC), du Ministère des relations extérieures (MINREX), l'ambassade du Brésil au Cameroun, à la bibliothèque de l'université de Yaoundé 2 et celle de l'université de Douala également, à la fondation Paul Ango Ela (FPA), de l'Institut des Relations internationales du Cameroun (IRIC), du Ministère de la Défense du Cameroun (MINDEF), de l'État-Major de la Marine (EMM), au Centre de Recherche d'Études Politiques et Stratégiques (CREPS). La méthode de traitement pour l'analyse des données s'est fondée sur l'observation et l'interprétation des faits à la fois historique, interdisciplinaire, qualitative et systémique.

XI - LES THÉORIES DE RECHERCHE

Selon Philippe Braillard la théorie signifie "observer avec émerveillement ce qui se passe, pour le décrire, l'identifier et le comprendre", l'on peut donc considérer qu'elle est toute "expression [...] cohérente et systématique de notre connaissance de [...] la réalité"⁹⁵. Marcel Merle à son tour pense que la théorie a pour mission de tracer les frontières et les pôles des investigations et des études à entreprendre dans un domaine précis⁹⁶. Cette clarification du rôle de la théorie dans ce travail intègre à la fois l'intergouvernementalisme, l'interdépendance, et le constructivisme.

1- L'intergouvernementalisme

Ce paradigme est l'une des théories des relations internationales qui vit le jour dans les années 1960 avec pour précurseur Stanley Hoffmann, un universitaire américain. Cette théorie

⁹⁴Raisonnement composé de trois propositions, la majeure, la mineure et la conclusion.

⁹⁵P. Braillard, *Théories des Relations Internationales*, Paris, PUF, 1977, p. 13.

⁹⁶J. Marcel Merle, *Sociologie des Relations Internationales*, Paris, Dalloz, 1982, p. 68.

visé à comprendre les mécanismes par lesquels les Etats sont conduits dans une association pour répondre plus efficacement aux besoins communs. Stanley Hoffmann parla à ce propos de “mise en commun de la souveraineté ” et comme “un multiplicateur de puissance ” pour chacun des Etats-membres. Cette théorie sera complétée par un autre universitaire américain nommé Andrew Moravesik dans les années 1990. Celui-ci évoquait pour la première fois l’intergouvernementalisme libéral. Aussi, l’idée de cette dimension libérale résidait dans la formation des choix nationaux, mais aussi dans l’idée que les Etats cherchent à faire prévaloir leurs intérêts nationaux⁹⁷. Pour résumer, la finalité de l’intergouvernementalisme est de répondre à des besoins bien spécifiques des populations. Dans le cadre de notre étude, cette théorie a servi à montrer la relation interétatique entre le Cameroun et le Brésil pour l’éradication de l’insécurité maritime.

2-l’interdépendance

La théorie de l’interdépendance fut conçue et développée par Robert Keohane et Joseph Nye aux États-Unis, en 1977 dans leur ouvrage intitulé “Power and interdépendance”. Ils élaboraient cette approche à travers deux expressions à savoir : “l’interdépendance complexe ” et “l’interdépendance asymétrique”⁹⁸. La première renvoie à l’inégalité entre les acteurs traditionnels et nouveaux acteurs sur la scène internationale et la seconde table sur des “sources d’influence pour les acteurs dans leurs relations mutuelles”. Keohane et Roche avaient également élaboré deux instruments de mesure, d’une part la “sensibilité” en évoquant la vitesse et l’ampleur d’un changement radical entre l’État A et l’État B, d’autre part, la “vulnérabilité” en s’intéressant aux possibilités offertes, à l’État B pour l’État A .Ainsi, la notion de puissance est donc envisageable en termes de “contrôle sur les résultats”⁹⁹. Cette théorie nous permet de mieux observer le phénomène d’influence de certains Etats sur d’autres lorsqu’il s’agit d’une ou plusieurs coopérations, précisément dans le domaine de la sécurité maritime qui est notre champ d’étude.

3- Le constructivisme

Ce courant a vu le jour en 1988, grâce à l’opposition des positivistes, post-positivistes, dans la déconstruction et les théories critiques. Celui-ci, a pour mission de comprendre

⁹⁷J. Roche, *Théories des relations internationales*, Paris, Éditions Montchrestien, 2001, pp.138-139.

⁹⁸R. Keohane, (sd), *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1972, p. 428.

⁹⁹Roche, *Théories des relations*, pp. 114-115.

comment les structures sociales influencent l'identité et la conduite des acteurs¹⁰⁰. Alexander Wend¹⁰¹, l'un de ses défenseurs, pense que le constructivisme est un ensemble d'opinions que les Etats ont en partage, que de faire les rapports de force. Wend dans une certaine mesure nous permet d'appréhender le principe, selon lequel les agents transcendent les pratiques et normes au lieu de les appliquer¹⁰². H. Mova Sakanyi dans son livre, chutait en pensant que, la pensée constructiviste en Relations internationales avait orienté les recherches vers des considérations sociologiques et historiques, dans le cadre de l'interaction stratégique entre les acteurs étatiques¹⁰³. C'est dans cette perspective que, l'approche constructiviste nous permet de mieux comprendre que la coopération Cameroun-Brésil résulte d'une idée de partage.

XII - DEFINITION DES CONCEPTS OPERATOIRES

Coopération militaire : c'est un partenariat stratégique d'échanges et de manœuvres mutuels dans le domaine de la défense. Elle peut également accommoder des dispositions techniques et logistiques.

Marine nationale : c'est l'une des composantes des forces armées regorgeant sous son giron des bâtiments de surface et des sous-marins de guerre. Elle est chargée d'assurer la sécurité et la protection de l'espace maritime d'un État.

Piraterie maritime : ensemble des activités maritimes irrégulières comprenant les actes de violences comme l'enlèvement de personnes avec demande de rançon, le vol, le meurtre et le sabotage à bord des navires.

Sureté maritime : c'est l'ensemble des instruments, arrangements et dispositifs établis sur le plan d'eau et son pourtour pour blinder contre les travers comme la piraterie, la contrebande, le trafic humain, la clandestinité, le vol, le terrorisme, et l'espionnage.

Surveillance maritime : c'est le contrôle méthodique de la surface et des abîmes des espaces maritimes par toutes les ressources accessibles dans l'optique de spatialiser, de certifier et de diagnostiquer les déambulations des vaisseaux, des sous-marins naviguant sur les mers et océans.

¹⁰⁰Marchesin, *Introduction aux relations internationales*, Paris, Karthala, 2008, p.62.

¹⁰¹ Ibid.,

¹⁰²Banzeu, "Les coopérations entre", p.41.

¹⁰³H. Mova Sakanyi, *la science des Relations internationales*, Paris, l'Harmattan, 2014, p.169.

XIII-DIFFICULTES RENCONTREES

Christophe Pajon évoquait quatre travers communs aux chercheurs en milieu militaire notamment : la “diffusion restreinte”; la “confidentielle défense” ; le “secret défense” ; et le “Très Secret”,¹⁰⁴ Ainsi, l’aboutissement ce travail relève de nombre d’incommodités comme :

La réticence du personnel de certains ministères tels que le MINREX et le MINDEF à cause de la sensibilité du sujet selon la plupart d’entre eux. Malgré l’autorisation du ministre délégué à la présidence de la république chargé de la Défense pour mener la recherche au sein des services qui sont sous sa juridiction, l’on observait le silence de certains informateurs ciblés. Leur silence s’explique cependant sans doute par un devoir naturel de réserve que l’on se trouve en droit d’attendre de ces très hauts responsables de la Marine Nationale.

La barrière de la langue étrangère. En effet, n’ayant aucune connaissance de la langue portugaise, la confection de ce travail a été très difficile, puisqu’un bon nombre de documents est en portugais. En plus, certains officiers de la Marine Brésilienne n’ont pas véritablement une connaissance de la langue française. Compte tenu de tous ces travers, la détermination a été notre point d’accrochage.

XIV-PLAN DU TRAVAIL

Le travail de recherche que nous avons rédigé rassemble quatre chapitres. Le premier se dénomme "Déterminants généraux de la coopération de sécurité maritime Camerouno-brésilienne" ; il recense le socle de l’union sécuritaire sudiste au travers des faits historiques, idéologiques, économiques, éducatifs et institutionnels.

Le deuxième quant à lui s’intitule " Cameroun-Brésil : un partenariat fructueux pour la Marine Nationale Camerounaise". Ce chapitre est le point d’orgue, au mieux le point culminant de ce travail, car il présente l’apport technico-logistique de la marine brésilienne au sein de la marine camerounaise.

¹⁰⁴C. Pajon rajoute : “Autant si la méfiance semble régner avant l’adoubement officiel, autant l’existence d’un intérêt chez le chercheur civil pour les forces armées est souvent considérée avec sympathie”. Lire “Le sociologue enrégimenté : Méthodes et techniques d’enquête en milieu militaire”, F. Gresle (ed), Sociologie du milieu militaire, Paris, l’Harmattan, 2005, p. 51.

Le troisième chapitre a pour titre " Problèmes de la relation sécuritaire Cameroun-Brésil " ; il met en relief les différents obstacles d'ordre linguistique, financier, social et géostratégique.

Enfin, le dernier chapitre lui s'intitule " Perspectives de la coopération Cameroun-Brésil en matière de sécurité maritime " ; il s'efforce de suggérer les mécanismes pouvant optimiser cette fusion sécuritaire nautique.

**CHAPITRE 1 : DETERMINANTS GENERAUX DE LA
COOPÉRATION DE SECURITE MARITIME
CAMEROUNO-BRÉSILIENNE**

L'échelle internationale est illuminée par le challenge des bilatéralismes et multilatéralismes centré autour des interactions mutuelles entre Etats. De même, le Cameroun et le Brésil vont épouser cette logique. Certes qu'une partie du Cameroun nommée "Cameroun Français" devint indépendant le 1^{er} Janvier 1960¹, et aussitôt elle va s'engager en tant qu'État souverain et acteur des Relations Internationales. Or la deuxième partie c'est-à-dire le Cameroun britannique accédera à son tour en 1961². Quant au Brésil, il faut mentionner qu'il obtint son indépendance bien avant l'Afrique en miniature autrement dit, le 07 septembre 1822³. Cependant, de 1961 à 1964 les gouvernements de Janniot Quadros et João Goulart vont chercher pendant des années à réduire leur dépendance envers les États-Unis, sans oublier la Chine. Brasilia va désormais se rapprocher des pays africains pour tisser des liens de solidarité et faire asseoir une politique étrangère⁴. Ainsi, pour mieux élucider la coopération bilatérale entre le Cameroun et le Brésil, il est nécessaire d'examiner ses fondements, en l'occurrence par une liaison des faits historiques, idéologiques, économique-éducatifs et d'un cadre juridique.

I-FONDEMENTS HISTORIQUES D'UNE RELATION DE COOPERATION

Les trois manœuvres de l'histoire sudiste sont identifiables dans les relations camerouno-brésilienne notamment : le "poids de l'histoire", le "choix de l'histoire" et la "foi en l'histoire"⁵. A la base de la coopération bilatérale Cameroun-Brésil se trouve un certain nombre de facteurs historiques tels que : le commerce triangulaire, l'impérialisme occidental et le paternalisme.

1-Le commerce triangulaire

Il va se déployer du XV^e siècle au milieu du XIX^e siècle. Le premier : de 1440 à 1640 les Portugais auraient eu le monopole sur le commerce d'esclaves africains ; le deuxième, de 1640 à 1807 la traite des Noirs transatlantique aurait atteint son apogée avec la participation de la Hollande, de la France, et la Grande-Bretagne qui commencent à contrôler le commerce négrier à travers leurs compagnies ; et le troisième de 1807 à 1888 se développe la période abolitionniste⁶. Cependant pour le Professeur Jean-Michel Deveau la traite occidentale ou atlantique avait été caractérisée par deux ruptures au cours de son histoire dont : la première

¹V. J. Ngoh, *Cameroun 1884-1985. Cent Ans D'Histoire*, Yaoundé, CEPER, 1990, p.141.

²*Ibid.*, p. 194.

³M. J. Ferreira, "Portugal-Brésil (1910-1922) : reformer une politique d'espace de voisinage culturel", *L'histoire de notre temps*, n° 97-98, p.90.

⁴Patriota, *Le Brésil, un*, p.7.

⁵P. Grosser, "De l'usage de l'histoire dans les politiques étrangères", dans F. Charillon, (eds.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, PFNSP, 2002, p.389.

⁶R. A. Plumette-Urbe, *Victimes des esclavagistes musulmans, chrétiens et juifs*, Paris, Anibwé, 2012, p.29.

rupture de cette histoire a eu lieu en 1815, lorsque, par le traité de Vienne, l'Angleterre fait interdire la traite, qui devient illégale au nord de l'Équateur. La deuxième rupture intervient au milieu du 20^e siècle, avec les principales abolitions, lorsque l'esclavage n'était plus considéré comme productif et qu'une main-d'œuvre libre lui était substituée dans le cadre de l'avènement de l'économie industrielle capitaliste⁷. Pour autant, une telle différence de périodisation ne saurait remettre en cause la pertinence des faits historiques qu'entend poursuivre cette recherche.

Inaugurée au Portugal en 1441, dans l'unique but d'arracher des millions d'êtres humains au berceau de l'humanité, pour les conduire hors de leur terre et pour les rendre esclaves, grâce aux mécanismes de rapt et razzias. William Wilberforce dénonçant ce commerce immoral, il donnait pour sa part quelques exemples des "méthodes" employées par les Européens en Afrique pour les obliger à la "collaboration":

[...] En outre, les capitaines de navires négriers confient leurs marchandises à des facteurs noirs qui les transportent dans l'intérieur des terres, et qui doivent revenir avec un nombre déterminé d'esclaves. Cependant ils ont besoin de se faire remettre par le facteur, plusieurs de ses enfants, ou d'autres membres de sa famille, qui doivent répondre pour la valeur des marchandises confiées. Cela s'appelle des gages, en langue africaine, pawns. Alors les facteurs commencent leur tournée, pour exécuter les termes du contrat. Mais il arrive souvent qu'ils soient frustrés dans leur attente, et que le pays sur lequel ils comptaient pour se fournir d'esclaves, trompe les espérances qu'ils avaient conçues. Cependant le capitaine négrier devient pressant, le navire est prêt à mettre la voile ; d'une manière ou d'une autre, il faut que le malheureux fournisse le nombre d'esclaves qu'il est convenu de fournir, s'il ne veut pas voir ses parents emmenés en esclavage⁸.

Certains historiens pensent que "la découverte" de l'Amérique fut l'œuvre de Christophe Colomb en octobre 1492. Et d'autres affirment le contraire comme Raeders, qui remportait les paroles de l'Empereur constitutionnel du Brésil, D. Pedro dans son livre : "que Christophe Colomb était un grand misérable", et qu'il ne voyait pas "de quoi il allait se mêler de découvrir le nouveau monde"⁹. Néanmoins, il semble avoir mis en relation deux continents : l'Europe et le continent qui devint plus tard l'Amérique. De plus, elle va aussi être un fait catalyseur de la traite négrière transatlantique (TNTA), en donnant lieu à l'exploitation diversiforme par les colons européens. Le besoin de main d'œuvre croissant pour l'exploitation des territoires conquis, provoqua le déplacement de la traite négrière vers le "nouveau monde", surtout après l'interdiction de l'esclavage des Indiens. Et c'est dans cette lignée que Saugera va consentir, en

⁷J. M. Deveau, "La traite transatlantique", in R. Debbasch et (eds), *La traite négrière, l'esclavage et leurs abolitions mémoire et histoire*, Actes du colloque national de Paris, DGESCO, 2006, p.18.

⁸W. Wilberforce cité par L. P. Ajavon, *Traite et esclavage des noirs, quelle responsabilité africaine ?* Anibwé, Paris, 2010, p.92.

⁹G. Raeders, *Le Comte de Gobineau au Brésil Francia*, Nouvelles Editions Latines, 1934, p.9.

stipulant que les immigrants européens ne pouvaient plus remplir la tâche et les populations amérindiennes étaient elles aussi incapables. D'où ils pensaient alors à l'Afrique, qui apparaissait à la fois accessible et inépuisable¹⁰.

Le Cameroun devint alors une tribune inévitable face à ce trafic, du fait de sa proximité avec l'Océan Atlantique. Il fut l'un des ravitailleurs de ce commerce inhumain vers le Nouveau Monde. Cet argument fût vivement partagé par un bon nombre de chercheurs notamment: Le Dr. Lisa Aubrey, qui grâce à ses multiples travaux avait réussi à dénombrer que plus de 166 navires négriers ayant embarqué des esclaves sur la côte camerounaise (Bimbia) entre le XVII^e et XIX^e siècles en direction de Rio Del Rey¹¹. L'onomastique¹² des journaux de bord de ces navires négriers indique que la majorité des captifs provenait de l'intérieur du continent. Fage pour sa part, fait un décompte sur la population esclavagiste et estime qu'environ 2,5 millions d'esclaves auraient été vendus¹³. Et c'est dans cette mouvance que Josiane Kouagheu rétorquait aussi à ce propos :

Plus de 10 % des 12 millions de personnes exilées aux Amériques pendant la traite transatlantique seraient parties de ce village du Sud Camerounais. Parmi ces centres de trafic d'esclaves figurent : Kom , Mankon , Bali , Tinto , Fontem , Bamendjinda , Kamna , Battcham , Bandjoun , Fouban, Bana , Yabassi et biens d'autres¹⁴.

Il faudrait relever de même qu'au cours de cette période plusieurs ethnies camerounaises auraient servi de main d'œuvre au Brésil, parmi lesquelles : les Ngolos ou Mongolos¹⁵, qui sont présents dans les villages de la région du Sud-Ouest, du centre(les Bassa) et du Littoral Camerounais. Il va sans dire qu'ils étaient chargés des travaux champêtres dans les plantations de sucre et le coton du Maranhao, dans les plantations sucrières de Pernambuco¹⁶ ; le groupe soudanais, donc le pseudonyme sert souvent à désigner une hétérogénéité de spécimen aux horizons divergents en venant de régions plus ou moins distantes.

Dominant au Nigeria, ils se seraient retrouvés au Cameroun pour des motifs commerciaux, migratoires et biens d'autres. Et c'est surtout grâce à leur savoir-faire en matière minière, qu'ils avaient été employés dans les multiples mines de Bahia dans une forteresse, au travers de la

¹⁰E. Saugera , *La traite des noirs en 30 questions* ,Paris ,Geste Editions ,1991, p.2.

¹¹Le Monde, " L'ancien port négrier de Bimbia veut sortir de l'oubli", [En ligne], publié le 22 avril 2016 à 02 h 29, Mise à jour le 26 avril 2016 et consulté le 28 février 2022 à 18h41, disponible sur www.lemonde.fr.

¹²Du grec ancien *ὀνομαστική*, c'est l'étude des noms propres.

¹³Unesco, " Bimbia et ses sites associés", [One line], publié le 12 mars 2020, consulté le 7 février 2022 à 12h38 minutes, disponible sur Whc.unesco.org

¹⁴Idem.

¹⁵C.R. Cros, *La civilisation Afro-Brésilienne*, Paris, PUF, 1997, p.45.

¹⁶*Ibid.*

Chapada. De plus, ceux-ci seront une fois de plus présents au milieu des plantations du Maranhão, pour cultiver du coton et du riz plus exactement en 1818 entre des Mearim et Rios Itapicuru. Et les Tikar qui sont une population d’Afrique centrale installée au centre-Ouest du Cameroun, précisément dans la région des Grassfields où l’on trouve aussi les Bamiléké et les Bamoums. D’après leur arbre généalogique, ceux-ci possèdent un ancêtre commun, et avaient servi d’esclaves dans les plantations de Brasilia plus exactement à Bahia¹⁷.

2- L’impérialisme occidental

Le paradigme de l’auto-accusation européenne vis-à-vis de son exploitant africain, reste focalisé sur la victimisation toujours alimentée par certains ressortissants africains dans le sillage que, tous leurs travers ont une provenance extrinsèque et que leur culpabilité est de fond en comble affranchi. Par conséquent, il s’articule d’une façon indéniable que “ comme leurs grands-parents ont pillé l’Afrique, les Européens d’aujourd’hui sont condamnés à réparer”¹⁸. Le Cameroun est semblable au Brésil sous l’aspect de la domination d’une ou plusieurs puissances étrangères. Au-delà de cette similitude, le plus important c’est sans aucun doute les cas du Cameroun et du Brésil abordés dans cette sous-partie.

2-1-Le cas du Cameroun

La colonisation sur le sol camerounais s’est effectuée sous le joug de trois grandes puissances notamment l’Allemagne, l’Angleterre et la France (1884-1961). D’abord, l’empire allemand qui entre véritablement en droite ligne avec le traité germano-Douala signé le 12 juillet 1884¹⁹ entre les firmes commerciales allemandes et deux chefs “indigènes” de la côte camerounaise. Cette période qui s’étend de 1884 à 1916²⁰, est habituellement connue sous l’appellation de “protectorat”.

Le “Kamerun” fut une colonie d’exploitation économique allemande. De nombreuses compagnies commerciales exploitaient celui-ci et contrôlaient également des comptoirs.

Aussi, les plus puissantes étaient :

le *sùdkamerungesellschaft* et le *Nordwestkamerungesellschaft*²¹. En région forestière, elles établissaient le monopole du caoutchouc et l’ivoire. À l’intérieur, elles fondaient des plantations de bananiers, de caféiers, de palmiers à l’huile, d’hévéa. Pour l’accomplir, elles dépossédaient

¹⁷Mbessa, “Les relations Cameroun, p.38.

¹⁸J. Keutcheu. Fankem, *Le Cameroun dans les relations internationales*, Éditions Clé, 2007, p.20.

¹⁹B. Lugan, *Décolonisez l’Afrique ?* Paris, Ellipses, 2011, p.47.

²⁰Ngoh, *Cameroun 1884-1985*, p.76.

²¹Fankem, *Le Cameroun dans*, p.23.

les pauvres paysans de leurs terres. En 1913, l'organisation administrative du Cameroun allemand apparaissait comme suite : 18 districts au centre, au sud et à l'est, c'est le système d'administration directe qui régissait ; 3 résidences au nord où l'on pratiquait le système d'administration indirecte²².

Le 04 mars 1916, la France et l'Angleterre se partageaient le Cameroun. La France occupera les $\frac{3}{4}$ du territoire autrement dit la partie orientale, tandis que la Grande-Bretagne obtint $\frac{1}{4}$ c'est dire la partie occidentale²³. conformément à la charte du traité de Versailles du 10 janvier 1920. Relevons que le Cameroun était classé au mandat B. En juillet 1919, la Grande-Bretagne et la France recevaient de la SDN le mandat d'administrer le Cameroun. Cette Société des Nations dans son article 22 déclare :

Favoriser le bien-être moral et le développement social des populations. Le mandataire ne devra établir sur le territoire aucune base militaire ou navale, n'édifier aucune fortification, ni n'organiser une force militaire indigène sauf pour assurer la police locale et la défense du territoire. Le mandataire doit supprimer tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services²⁴.

Et de plus, dans le cadre de la faisabilité de cette charge, tout mandataire était dans l'obligation de se présenter au Conseil de la SDN muni d'un rapport ayant les mesures prises en compte concernant un régime de mandat donné²⁵. La période de mandat prendra fin plus exactement en 1940, malgré une période intermédiaire. Les deux territoires camerounais seront aussi placés sous la tutelle de l'Organisation des Nations Unies en octobre 1945 avec les mêmes colons. Ainsi, dans l'application de l'article 76 (b) de sa charte, ses missions consistaient à :

Favoriser le progrès politique, économique et social des territoires sous tutelle ainsi que le développement de leur instruction ; favoriser également leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance, compte tenu des conditions particulières à chaque territoire et à ses populations, des aspirations librement exprimées des populations intéressées et des dispositions qui pourront être prévues dans chaque accord de tutelle²⁶.

Jouissant d'une société bien organisée, le Cameroun sous mandat français avait un système politique calqué sous le model de la France. Cette doctrine avait été mise en place par Arthur Girault dans son ouvrage classique intitulé : "*Principes de colonisation et de la législation coloniale*"²⁷.

²²K. Hausen, *Deutskolonialherrschaft in Afrika : Wirtschaftsinteressen und Kolonialverwaltung in Kamerun vor 1914*, Atlantis, Zurich, Fribourg en Br, 1970, p.340.

²³E. Kengne Pokam, *La France et les États-Unis au Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 2009, p.8.

²⁴*Ibid.*

²⁵*Ibid.*, pp.25-26.

²⁶V. Levine, *Le Cameroun, du mandat à l'indépendance*, Paris, Nouveaux Horizons, 1970, p.19.

²⁷A. Girault, *Principes de colonisation et de la législation coloniale*, Paris, Larose, 1^{re} édition, 1895.

L'objectif principal était d'homogénéiser les populations afin d'effacer les particularismes. Elle touchait alors l'ensemble des sphères de la vie d'un peuple. Ceci ne pouvant être atteint qu'en produisant une aliénation du colonisé dont une des dimensions est la dépossession de son histoire, sa culture, sa civilisation. Voilà pourquoi Kange Ewane affirmait qu'il était à cet effet question pour la mission civilisatrice de retirer dans la conscience des populations autochtones leurs croyances, leurs habitudes. Changer du tout le quotidien des assimilés pour les déciviliser sur tous les points, détruire les cultures et les chefs locaux pour les remplacer par la civilisation française²⁸. Mongo Beti allant dans cette perspective explique que :

La pensée révolutionnaire du XVIII^e siècle français est un moyen de mystification si commode et si efficace qu'en sortant des mains des professeurs de français de son petit lycée colonial, le jeune Africain qui en France pour achever ses études croit reconnaître d'abord un Voltaire ou un Montesquieu dans chaque français qu'il rencontre, y compris son épicier²⁹.

Semengue va renchéri également que : "Nous étions vraiment très novices sinon incultes au pays des Blancs. Il fallait faire la distinction entre un W-C et un bidet"³⁰. Ceci dit, le Cameroun sous mandat français avait à sa tête un Commissaire de la République française ou gouverneur assisté en principe d'un Conseil administratif et d'un conseil du contentieux administratif qui recevait les ordres du ministre français des Colonies. En effet, ces tâches consistaient à nommer les administrateurs régionaux (équivalents des officiers de districts), les membres des conseils consultatifs et les chefs de services administratifs³¹.

Le Cameroun accèdera à l'indépendance dans un contexte politique défavorable marqué par des troubles dont il était le théâtre depuis 1955, date de l'interdiction de l'Union des Populations du Cameroun (UPC)³² créée, le 10 avril 1948. Ce musellement était considéré, par les adeptes dudit parti, comme une violation de leurs libertés publiques et c'est dans cette mouvance que le "maquis" (désignation attribuée aux nationalistes upécistes en mouvement dans les forêts d'Ekité) voit brutalement le jour et perdure jusqu'au lendemain des indépendances³³. De 1945 à 1961, la colonisation va prendre une autre tournure plus sombre, par le biais des assassinats et des traitements inhumains. Thomas Deltombe et Als partageaient

²⁸F. Kange Ewane, *Semence et moisson coloniales: un regard d'Africain sur l'histoire de la colonisation*, Yaoundé, Clé, 1985, p.140.

²⁹M. Beti cité par T. Deltombe., M. Domergue, et J. Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la françafrrique 1948-1971*, Paris, Edition La Découverte, 2011, p.187.

³⁰G. Chaffard, " La décolonisation est-elle faite, ou à faire ?", *Combat*, 11 septembre 19967.

³¹Ngoh, *Cameroun 1884-1985*, p.80 .

³²*Ibid*, p.130.

³³P. F. Gonidec, " De la dépendance à l'autonomie : l'État sous tutelle du Cameroun", *Annuaire français de droit international*, Volume 3, 1957, p. 622.

cette conviction en affirmant que l'octroi de l'indépendance camerounaise se fit dans une répression très féroce³⁴.

Au terme de cette réflexion qui a revisité l'évolution politique de 1884 à 1971, il en résulte que le Cameroun était un objet des relations internationales. Mais avec son accession à l'autonomie, il devint un sujet des relations internationales. C'est dire qu'il participerait dorénavant aux mêmes droits que les autres Etats membres de l'ONU à la vie internationale. Il est déterminé à diriger lui-même sa politique extérieure.

2-2-Le cas du Brésil

L'histoire du Brésil colonial s'est matérialisée pendant plus de trois siècles. Dès les débuts de la colonisation, le Portugal avait mis en place l'exploitation du bois et de la canne à sucre au Brésil, ceci visant à réduire l'esclavage des tribus autochtones (Indiens semi-nomades dont les Tupinambas). Boris Fausto nous permet d'avoir une meilleure justification de ce phénomène, lorsqu'il pensait qu'on doit :

Diviser l'histoire du Brésil colonial en trois périodes très inégales en termes chronologiques : la première va de l'arrivée de Cabral à l'installation du gouvernement général, en 1549 ; la seconde est un long laps de temps entre l'installation du gouvernement général et les décennies du XVIII^e siècle ; la dernière va de cette époque à l'indépendance, en 1822. Ce qui justifie que cette périodisation n'est pas les faits relevés en eux-mêmes, mais ce qu'ils expriment. La première période se caractérise par la reconnaissance et la possession de la nouvelle terre et d'un commerce rare. Avec la création du gouvernement général, on établit la colonisation qui se consolidera sur plus de deux siècles, avec des marches et contremarches. Les dernières décennies du XVIII^e siècle sont une référence pour indiquer un ensemble de transformations dans l'ordre mondial et dans les colonies, qui donnent naissance à la crise du système colonial et des mouvements pour l'indépendance³⁵.

Au XVII^{ème} siècle, le Brésil semblait être le plus important producteur et exportateur de sucre au monde, grâce aux esclaves noirs, qui une fois en terre Brésilienne étaient vendus soit aux fermiers, soit aux enchères. Les intermédiaires vont se charger plus tard de la redistribution dans les fermes et les villages de l'intérieur du pays. Néanmoins, il faut relever que cette activité odieuse ne s'arrêtait pas uniquement au flux externe d'approvisionnement³⁶. De nombreux centres de données évoquent d'autres raisons comme la découverte de nouvelles richesses à exploiter ou le simple intérêt des maîtres, qui déplaçaient des esclaves de la campagne vers les villes, de plus dans les zones sucrières aux zones minières, puis vers la production du café par l'intermédiaire de vendeurs à leur profit³⁷.

³⁴Deltombe., Domergue, et Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre*, p.26.

³⁵B. Fausto, *Histoire du Brésil*, São Paulo, Editora de l'Université de São Paulo (EDUSP) 12^{ème} édition, 2006, p.41.

³⁶R. W. Slenes cité par S. H. Lara, et J. A. D. Trabulsi, " L'esclavage africain et le travailleur esclave au Brésil", *Dialogues d'histoire ancienne*, 1993, n°1, Vol .19, p. 219.

³⁷Trabulsi , " L'esclavage africain,p.219.

Il nous est impératif de dire que d'autres puissances occidentales vont également se lancer à la conquête des colonies en terre brésilienne. Ceci dans le but de bénéficier des privilèges qu'offraient ces espaces surtout économiques comme la France, qui en 1504 envoya Binot Paulmier de Gonneville, capitaine du navire L'Espoir. Et en 1555, il sera remplacé par Nicolas Durand de Villegaignon, qui fera une tentative de fondation durable d'une colonie dans la baie de Rio de Janeiro³⁸ ; les Néerlandais qui enlevaient aux Portugais les villes de Recife, Natal et Salvador en 1630 afin de s'assurer une partie de la production sucrière de la compagnie néerlandaise des Indes Occidentales (west-Indische Compagnie). Recife devint alors la capitale de la colonie sous le Mauritsstaat³⁹ avec les Hollandais qui dès 1637 attaquaient Bahia⁴⁰.

En 1807, à cause de la menace d'invasion française du Portugal⁴¹, le Prince João VI transféra la Cour Royale à Rio de Janeiro. C'est également à cette époque que le Brésil obtiendra la libéralisation du commerce avec l'étranger et la possibilité de création de manufactures. L'Angleterre, rivale de Napoléon, devint alors son premier partenaire commercial et son protecteur militaire et naval. En 1822, particulièrement par l'action de Pedro 1er, fils de João VI né au Brésil et devint régent de cette partie du royaume après le retour du roi au Portugal, le Brésil deviendra alors indépendant⁴².

La guerre contre le Paraguay, de 1865 à 1870, et les sacrifices qu'elle engendrait pour la population brésilienne, participaient abondamment à l'émergence des velléités républicaines au Brésil. La République était proclamée en 1889, enjolivée d'une Constitution exaltée par la Constitution américaine et d'une idéologie de la Révolution française, faisant du Brésil une République Fédérale⁴³.

3-Le paternalisme

Le Cameroun et le Brésil partagent en commun cette théorie de Frédéric Le Play développée au XIX^e siècle en France. Le paternalisme désigne une attitude adoptée par certaines personnes consistant à limiter la liberté d'une ou plusieurs autres personnes majeures ou non,

³⁸S. Mouette, "Les balbutiements de la colonisation française au Brésil (1524-1531)", *Cahiers du Brésil contemporain*, 1997, n° 32, p.8.

³⁹Thebrazilbusiness, "From 1624 on : the Dutch Invasions", [En ligne], consulté le 02 mars 2022 à 22h05, disponible sur thebrazilbusiness.com.

⁴⁰L. F. Alencastro, "Le versant brésilien de l'Atlantique-sud : 1550-1850", *Annales histoire / Sciences sociales*, 2006, pp.339-382.

⁴¹D. Delaunay, *La fragilité séculaire une paysannerie nordestine le Ceará(Brésil)*, Paris, l'Éditions d'Orstom Institut Français de recherche scientifique pour le développement en coopération, 1988, p.24.

⁴²Fausto, *Histoire du Brésil*, p.134.

⁴³J. Serra et J. R. Afonso, "Federalismo Fiscal à Brasileira: Algumas Reflexões", *Revista do bndes*, 1999, p.11.

dans l'intention affichée, d'agir pour leur bien, comme le ferait un père, de façon spontanée dans le but d'exercer sur eux une autorité, du moins une certaine influence, donc à maintenir sur eux un rapport de dépendance⁴⁴. À partir du XX^e siècle, cette conception va s'imposer au sein de certains Etats. Ici, nous allons nous concentrer sous des aspects politiques, militaires et culturels.

3 - 1- Le domaine politique

L'assujettissement politique se fera davantage autopsier dans un environnement de paternalisme du flanc Camerounais face à la France et d'un consentement doctrinal de Brasilia face aux États-Unis d'Amérique.

E. Meyomesse pensait que la vision de paternalisme français au Cameroun avait commencé par l'identification de l'individu auquel allait être confié la direction du Cameroun "indépendant". Puis, il martelait en disant que celui-ci aurait subi une imposition des "accords de coopération", qui apparaissaient évidemment inégaux "entre un pays suzerain, la France, et un pays vassal, le Cameroun", d'autant que, ces accords de coopération auraient été signés, le 31 décembre 1958, un an antérieurement à la levée de la tutelle des Nations Unies sur le Cameroun, et le départ, en conséquence, de l'administration coloniale française. C'est-à-dire, pas d'accords de coopération franco-camerounais, pas d'indépendance. Il va chuter en affirmant que pour le gouvernement français, il n'était aucunement question que ceux-ci fussent signés après l'octroi de l'indépendance au Cameroun⁴⁵.

Cette politique paternaliste de la France vis-à-vis du Cameroun, se joue aussi grâce à la survie politique de certains dirigeants africains et de leur régime. Ainsi, au moment de la crise de l'autoritarisme au Cameroun, le président de la république Paul Biya affirme être le "meilleur élève de la France"⁴⁶. Sans prétention à l'exhaustivité, ces différents paradigmes permettent d'illustrer la biographie statocentriste⁴⁷ de l'Afrique dans les relations internationales. La mention doit être faite du "paradigme diplomatique"⁴⁸. Il s'agit d'aborder l'objet "Afrique" dans les relations internationales, et plus précisément, à partir de l'analyse de la structure des

⁴⁴F. Battagliola, "Des aides aux politiques familiales ,1870-1914", *Genèses*, 2000, n°40, p. 152.

⁴⁵E. Meyomesse, *Um Nyobé : le combat interrompu*, Les éditions du kamerun, 2016, pp.9-10.

⁴⁶A. Nzeugang, "Une lecture coopération américano-camerounaise depuis 2001 : contribution à l'étude des dimensions pétrolière et militaire", Master 2, Université de Yaoundé2, 2005, p 9.

⁴⁷Désigne l'ensemble des doctrines, pratiques et politiques qui font de l'État l'acteur central (pour ne pas dire exclusif) du droit comme des relations entre les nations.

⁴⁸J. F. Médard, "La corruption internationale et l'Afrique ", *Revue internationale de politique comparée*, 1997, n°2, p 55.

relations entre Etats africains d'une part, entre Etats africains et le reste du monde d'autre part, à des fins de configuration du système extraverti au profit de l'Occident.

Ainsi, la France en octroyant l'indépendance à la plupart de ses colonies africaines, se serait cachée derrière des régimes qu'elle avait elle-même prit le soin d'installer, de former, et de consolider. Elle s'était également arrangée à contrôler et de faire asseoir son pouvoir en place dans une période très durable. Claude Imbert parlera du "patrimoine français d'Afrique", en expliquant que : "si la France conserve encore une dimension internationale, que son Hexagone ne justifie pas à lui seul, c'est pour beaucoup grâce au réseau politique [...], affectif qu'elle entretient en Afrique avec quinze Etats"⁴⁹. Le Cameroun fut alors le premier champ d'expérimentation de cette politique de pérennité sur le continent africain⁵⁰. Et Ngongang à son tour révèle le paternalisme politique "d'assistanat et de condescendance"⁵¹.

Tablant sur le système politique brésilien, il est important de dire que les relations internationales du Brésil sont marquées par l'omniprésence des États-Unis. De ce fait, il existe de nombreux travaux historiques et sociologiques sur la question. Q. Bocaiuva et J. S. Marinho affirmaient par exemple que la politique de prudence que prônait le Brésil dans les années 1870 avait connu une mutation à celle de l'alignement pratiqué par les États-Unis dans l'optique d'un changement de régime politique, c'est-à-dire le passage de la monarchie à la république⁵².

Cette vision paternaliste sera également plus visible sous les administrations de F. H. Cardoso, et de L. I. da Lula grâce à trois faits très marquants qui ont retenu notre attention dans cet exercice. Premièrement, le positionnement du Ministère des Affaires étrangères brésilien en approuvant la décision des États-Unis de bannir l'ambassadeur J.M. Bustani à la tête de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques, à cause de son refus d'attaquer l'Irak parce que ce pays ne représentait aucune menace à la sécurité des États-Unis⁵³. Deuxièmement, le comportement du chancelier C. Lafer au lendemain des attaques du 11 septembre 2001. Celui-ci acceptait d'enlever ses chaussures pour se normaliser aux exigences de diagnostic établi par l'administration du président américain G. W. Bush et "de concentrer ses énormes ressources militaires pour envahir l'Irak et renverser son gouvernement"⁵⁴ en 2003.

⁴⁹C. Imbert cité par C. G. Mbock, *Décoloniser la France*, Montréal, Kiyikaat, 2010, p.59.

⁵⁰Deltombe., Domergue, et Tatsitsa, *Kumerun ! Une guerre*, p.14.

⁵¹T. Ngongang, "Relations protocolaires. Ascendant, descendance, condescendance", *Les cahiers de Mutations*, 2003, n°014, p.5.

⁵²C. Milani, (eds), " Les rapports Brésil-Etats-Unis : quelle complémentarité ?", *Annuaire Français des Relations Internationales (AFRI)*, Vol XII, 2011, p.2.

⁵³Milani, (eds), " Les rapports Brésil, p.13.

⁵⁴R. Tremblay, *Pourquoi Bush veut la guerre. Religion, politique et pétrole dans les conflits internationaux*, Montréal, Les Éditions des Intouchables, 2003, p.15.

Le but de la manœuvre était de faire dissuader la guerre contre le terrorisme international et le réseau Al-Qaïda, vers l'Irak et son pétrole⁵⁵. C'était alors là une opportunité de faire d'une pierre deux coups.

Troisièmement, le gouvernement de Cardoso fut théoriquement de centre-gauche sur les dossiers sociaux, mais de centre-droit et proche de Washington et New-York concernant les questions économiques⁵⁶. De plus, en 2002 le parti de gauche arrive au pouvoir, dirigé par Luiz Inacio da Lula. Celui-ci tend aussi à être de centre-gauche sur les thèmes sociaux et subordonné au second consensus de Washington pour les problèmes économiques⁵⁷. Notre objectif a été de considérer la version dominante dans l'historiographie sur les relations interaméricaines, selon laquelle Washington tire les ficelles de tous les dirigeants latino-américains, véritables marionnettes au service de la politique impérialiste. Néanmoins, certains chercheurs comme Rodrigo Nabuco de Araujo pensent plutôt que, Washington et Brasília deviennent des rivaux⁵⁸.

3-2- le plan militaire

Quoique dotés de leur indépendance, le Cameroun et le Brésil n'ont pas encore véritablement jusqu'à présent se libérer de la coopération défense avec certaines puissances militaires telles que les États-Unis et la France. En effet, le paternalisme français dans ce domaine tire ses racines à l'ère des indépendances en Afrique francophone.

T. Deltombe, M. Domergue et J. Tatsitsa stipulaient que la pérennité continue d'être assurée par les accords de défense, de coopération et d'assistance technique auxquels leur parrain français obligeait l'Afrique francophone à souscrire au départ de leur accession à l'indépendance. Le Cameroun fut alors le premier territoire africain à se voir doté d'une armée nationale et à "bénéficier" de l'assistance militaire technique française⁵⁹. A. Ondoua renchérit aussi que parmi les secteurs de la vie publique qui démontrent avec acuité de l'étendue de l'influence française en Afrique noire figure, le système de défense. En effet, le Cameroun tout comme d'autres États africains signataires à leur indépendance d'accords de défense, la sécurité intérieure était principalement sous le quadrillage français⁶⁰.

⁵⁵*Ibid.*, p.111.

⁵⁶L. C. Bresser-Pereira, " La politique macro-économique brésilienne (1994-2003) et le second consensus de Washington ", *Problèmes d'Amérique latine*, 2004, n°53, p.104.

⁵⁷*Ibid.*

⁵⁸Araujo, *Conquête des esprits*, p.10.

⁵⁹Deltombe., Domergue, et Tatsitsa, *Kumerun ! Une guerre*, pp.14-15.

⁶⁰A. Ondoua, " Sociologie du corps militaire en Afrique noire : le cas du Cameroun", Thèse de Doctorat, Université de Rennes 1, 2013, pp. 108-109.

Plus précisément dit, la défense revint toujours aux mains de l'ancien colonisateur. Celui-ci poursuit en disant qu'autant il est difficile de contester toute la logique d'assistance et de formation militaire compte tenu du stade embryonnaire de l'État et surtout de ses carences infrastructurelles. Aussi ces seconds accords sont moins défendables, sauf sous l'angle hégémonique. C'est le 21 février 1974 que le Cameroun signe avec la France de nouveaux accords de défense et d'assistance militaire. Les grandes lignes de ces accords indiquent succinctement ceci :

Le Cameroun peut continuer à faire appel à la France pour la défense de son intégrité territoriale réservant à Paris la décision de l'intervention. Il est concédé à la France des facilités de survol, d'escale et d'utilisation des installations aéronautiques ou portuaires ; Un personnel militaire français est détaché dans les armées camerounaises ; la formation des cadres militaires camerounais aussi bien en France qu'au Cameroun ; la fourniture et l'aide à l'entretien de matériels et d'équipements militaires⁶¹.

Jacques Guillemin authentifiait dans le même sens que : “ Les accords de coopération militaire signés au moment de l'indépendance organisaient une collaboration intime entre les forces armées africaines et françaises et consacraient le rôle dominant du partenaire français ”⁶². Par ce moyen, l'ex-État colonial assurait “la dépendance technologique et la soumission idéologique des armées nationales à son égard ” poursuit-il. Une thèse déjà défendue par Ruth First qui soutenait que la vocation première de l'aide militaire “ est de maintenir les pays sous-développés sous le contrôle des métropoles ”⁶³. En allant toujours dans le même ordre d'idée V. Wanyaka se demandait qu'“après quarante-cinq ans de coopération militaire et d'apprentissage reçu par les cadres militaires camerounais, ne devraient-ils pas prendre en charge les échelons subordonnés sans se référer aux coopérants ?”⁶⁴. En définitive, la coopération militaire franco-camerounaise nécessite une renaissance complète.

En évoquant le Brésil, nous avons pu constater la dépendance défensive Brésilienne vis-à-vis des États-Unis d'Amérique en matière militaire. Franck McCann analysait que l'impact de la pénétration allemande sur les relations entre Rio et Washington pendant la Deuxième Guerre mondiale, avait poussé le président Roosevelt à penser la sécurité intercontinentale dans le but de renforcer les postures américaines dans le sous-continent. Ainsi, le Département d'État proposait alors cinq mesures de coopération militaire d'une manière discrète, pour : entraîner les militaires brésiliens dans les écoles militaires états-uniennes, exécuter des escales fréquentes d'avions et de vaisseaux de guerre, appeler des officiers généraux à explorer les installations

⁶¹*Ibid.*, p.109.

⁶²J. Guillemin, “Coopération et interventions : La politique militaire de la France en Afrique noire francophone et à Madagascar ”, Thèse de doctorat 3^e cycle, Université de Nice, 1979, p. 129.

⁶³R. First, “ Les nouveaux masques ”, *Le Monde diplomatique*, 1975, n° 261, p.9.

⁶⁴Wanyaka, “ La coopération militaire, p. 364.

militaires, attribuer des publications. C'est alors en ce moment que le Pentagone intensifie une suggestion d'importance, celle de lancer le commerce des armes avec le Brésil⁶⁵.

Bien qu'étant dans la guerre, les États-Unis représentaient un nouveau palier dans les relations bilatérales. Car Washington exerçait des pressions de plus en plus fortes sur les pays latino-américains. Au-delà de l'appui militaire, certains pays comme le Brésil prenaient de l'importance grâce à la fourniture de matières premières, en particulier de minerais stratégiques. La participation latino-américaine se produit de manière spécifique. Ainsi, seuls la Colombie, le Mexique et le Brésil choisissaient d'entrer dans l'arène du conflit. De surcroît, le gouvernement brésilien devint cependant le seul à envoyer des troupes sur le champ d'opérations européen. La formation de la Force Expéditionnaire Brésilienne (FEB) envoyée combattre l'ennemi fasciste en Italie, en 1944, au milieu des unités américaines sous le commandement du général Mark Clark qui incarne le point fort de leurs relations bilatérales⁶⁶.

La politique brésilienne vis-à-vis des États-Unis s'échafaude, de manière périodique, à travers des pourparlers. Conjointement à Franck McCann, Moniz Bandeira met l'accent prioritairement sur les relations économiques. Son examen était dirigé par l'aperçu d'extension du prototype néo-libéral qu'il ne différencie pas de celui de libre-échange. La politique économique brésilienne durant le gouvernement Dutra (1946-1951) se caractérise par la concentration d'arrangements libre-échangistes et non pas de la dénationalisation des entreprises de l'État⁶⁷.

De ce qui précède, l'on retiendra que, Yaoundé et Brasilia ont construit chacun une arme, malgré qu'ils fussent dans l'ombre de certaines puissances comme les États-Unis et la France, prouvant ainsi la théorie d'une dépendance. Cependant, celle-ci s'exprime une fois de plus sur le plan culturel.

3- 3- la culture

Les mécanismes mis en place pour déciviliser les continents africain et américain vont se déployer dans une sorte de néocolonialisme culturel. Ainsi, ce phénomène continu d'être le quotidien des Camerounais et Brésiliens sous l'angle linguistique.

⁶⁵F. McCann, "Le Brésil et les États-Unis : des relations complexes à l'épreuve du long terme, XIXème – XXème siècles", D. Rolland, (eds), *Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris, l'Harmattan, 1998, p. 27.

⁶⁶*Ibid.*

⁶⁷Araujo, *Conquête des esprits*, p.34.

J. Blomme relève en effet que, jusqu'en 1860 prédominait un certain chauvinisme⁶⁸ culturel, également appelé "conversionniste"⁶⁹. Les Européens s'orientaient alors du principe selon lequel les autres nations étaient désireuses d'intégrer au plus vite la culture occidentale dans leurs propres sociétés⁷⁰. Ainsi, l'usage de la langue française par exemple en Afrique francophone et en particulier au Cameroun passait surtout par une imposition par la force pendant la période coloniale. Mongo Beti allant dans cette perspective fit observer que :

Depuis cette époque le français est perçu par l'Africain comme une langue de prestige et d'unité dans un environnement déconcertant qui aux aurores des indépendances, est caractérisé par le multilinguisme et la multiethnicité. Entraînant cependant l'avalanche du français, sans friction récalcitrant à cette place de prestige qui devint la sienne et resta la sienne avant et après l'époque coloniale. Voilà pourquoi, il va qualifier la langue exogène (française) parmi les unités linguistiques endogènes de "spoliation ou confiscation linguistique"⁷¹.

La "spoliation"⁷² de la langue française restait bien évidemment liée à la conquête du XIX^e au XX^e siècles, selon des cas spécifiques dans chaque territoire français d'Outre-mer. La France décrétait l'obligation de parler le français dans toutes circonstances, en tant qu'élément vital de l'activité des individus ou des collectivités ressortissantes du nouveau territoire administratif : état-civil ; écoles ; professions ; commémorations publiques ; églises missionnaires ; manifestations sportives ou politiques ; commerce ; économie etc. Ainsi, la langue française représentait à la veille des indépendances un outil de domination, de pouvoir et d'émancipation. À ce propos Mongo Béti stipulait que :

Aux peuples africains attardés déchirés de surcroît par les divisions ethniques et l'atomisation linguistique, la France offre généreusement sa belle langue comme facteur d'unité, voie royale d'accès aux valeurs universelles ainsi qu'aux techniques modernes, moyen de communication quotidienne entre individus de diverses origines ethniques⁷³.

Tel était le cas avec le Cameroun où elle figure encore en droite ligne parmi les langues officielles. Celle-ci constitue un moyen quotidien de communication entre les individus de divers groupes ethniques en Afrique y compris au Cameroun, en réduisant néanmoins la richesse que représente la diversité linguistique intrinsèque du peuple africain culturellement hétérogène. Déplorant les dangers de la déculturation que peut poser le système d'éducation en

⁶⁸Patriotisme ou nationalisme exclusif, dénigrant systématiquement tout ce qui est étranger au profit d'une admiration inconditionnelle pour ce qui est national.

⁶⁹Action de se soumettre à la volonté de Dieu, de répondre à l'appel de la grâce

⁷⁰J. Blomme, "L'Europe, l'Afrique et l'Amérique", in *Histoire de l'humanité (1789 -1914)*, Paris, Unesco, 2008, p.171.

⁷¹M. Beti, "Les langues africaines et le néocolonialisme en Afrique francophone", *Peuples noirs, peuples africains*, 1982, n°29, p.106.

⁷²Action de spolier, c'est-à-dire de voler ou de déposséder quelqu'un de ses biens, généralement par la force, la violence ou encore la fraude.

⁷³M. Beti cité par A. Éloïse et Brière, "La réception critique de l'œuvre de Mongo Beti", *Œuvres et Critiques : Revue Internationale de la Réception critique des œuvres Littéraires de Langue Française (RIRLLF)*, 1979, n°2-4, p.135.

français en Afrique francophone par le vent de la colonisation Mongo Bédi les exprimait en ces termes :

L'enfant est arraché très jeune à sa culture originelle pour être scolarisé en français, langue dans laquelle se fera toute sa formation, dit-elle se poursuivre jusqu'au doctorat : à aucun moment, il n'apprendra méthodiquement sa langue maternelle ni ne s'initiera véritablement à la culture ancestrale présentée comme un magma de croyances et mœurs bizarres et barbares⁷⁴.

Il soulevait-là la problématique du délaissement et du désintéressement de l'intellectuel africain vis à vis de sa propre langue. Cela supposerait automatiquement que la langue française devient un outil de marginalisation de la grande majorité, qui est incapable d'utiliser la langue à des fins civiques nécessitant *a priori* sa maîtrise.

En tablant sur le Brésil, l'on observe toujours la continuation de la promotion de la langue du colon comme l'unisson national, officiel et maternel : la langue portugaise. F. S. Ferra partageait ces propos en disant que dans les années 90, la diplomatie brésilienne manifesta un véritable intérêt dans la construction d'une "communauté d'affects lusophone supranationale". Dans la mesure où celle-ci ressortait des tiroirs son leitmotiv, autrement dit le "Brésil, futur du Portugal". Lui permettant ainsi de s'incarner auprès des autres pays lusophones comme l'héritier du Portugal (linguistique). À partir de la mise sur pied de la Communauté des pays de Langue Portugaise (CPLP), les acteurs politiques brésiliens auraient pris conscience que le poids démographique, c'est-à-dire qu'avec les 180 millions de locuteurs, le Brésil devrait alors se doter d'une mission pour la défense et la promotion de la langue portugaise⁷⁵.

Le président brésilien Ferdinando Henrique Cardoso n'hésitait pas d'ailleurs à s'attribuer la paternité brésilienne du projet lusophone affirmant que " le Brésil est à l'origine de l'idée (...) et c'est le motif d'orgueil pour nous". Montrant ainsi une véritable volonté de prendre la défense de la langue portugaise du Brésil et en dehors des cadres institutionnels déjà présents comme la CPLP ou l'Institut International de la Langue Portugaise (IILP). Mais aussi les acteurs politico-culturels brésiliens qui font de la langue Portugaise non seulement un socle politique mais également un emblème de la souveraineté nationale⁷⁶. Soulignons également que le Brésil et les autres pays lusophones se sont farouchement opposés à l'invasion linguistique anglo-américaine contre la langue portugaise. Ceci, adoptant et en votant une loi destinée à

⁷⁴*Ibid.*, p.136.

⁷⁵F. S. Ferra, "Un espace phonique lusophone à plusieurs voix ? Enjeux et jeux de pouvoir au sein de la communauté des pays de Langue portugaise (CPLP)", *Revue Internationale de la politique comparée*, 2007, p.95.

⁷⁶Ferra, "Un espace phonique, p. 97.

assurer la promotion, la protection, la défense et l'usage de la langue portugaise. Dans l'article 2 de leur loi, il est écrit de :

Rendre responsables les pouvoirs publics de la mission de promouvoir, protéger et défendre la langue portugaise en matière d'enseignement et d'apprentissage, d'études et de recherches, de campagne d'éducation, de diffusion du portugais, de la participation du Brésil à la communauté des pays de langue portugaise, de naturalisation des mots étrangers au portugais⁷⁷

Ainsi, le projet de loi attribue à l'académie brésilienne de "lettres le rôle des éléments constitutifs de la langue Portugaise ". Cependant, l'article 3 est encore plus éloquent parce qu'il oblige l'utilisation du Portugais pour les Brésiliens d'origine ou naturalisés et par les résidents durant plus d'une année au pays. Ceci en incluant ainsi le monde de l'enseignement, du travail, des médias ou des biens de consommation et des services⁷⁸. La suite de l'argumentaire met un accent sur les fondements idéologiques et économique-éducatifs.

II-FACTEURS IDEOLOGIQUES ET ECONOMICO-EDUCATIFS D'UNE RELATION CONSISTANTE

Dans un élan de coopération internationale, une place de choix est vivement accordée au bilatéralisme dont les bases s'appuient sur une volonté manifestée par deux Etats souverains de nouer des liens d'intérêt communautaires et d'entreprendre des projets mutuellement bénéfiques. Ainsi, pour examiner les pourtours de la coopération bilatérale entre le Cameroun et le Brésil, il est indispensable d'étudier ses fondements idéologiques et économique-éducatifs.

1- Les motivations d'une idéologie sudiste

Sid-Ahmed soulignait que le fait majeur des années 1970 avait été sans conteste l'avènement de la coopération Sud-Sud à la suite des réajustements des prix du pétrole⁷⁹. Il est néanmoins nécessaire de dire que le Cameroun et le Brésil sont tous issus des pays du tiers monde et par conséquent auraient connus les mêmes calamités. Ainsi, le Mouvement des Non Alignés avait réuni une panoplie de sommets internationaux notamment : Belgrade, Alger, le Caire et la Havane qui constitueront nos principaux centres d'intérêt dans cette articulation.

1-1-La conférence de Belgrade

Il faudrait relever que ce sommet venait s'ajouter après celui de Bandung, où l'on vit naître les germes ou racines du mouvement des non-alignés⁸⁰ plus précisément en Indonésie,

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*, p.128.

⁷⁹ A. Sid-Ahmed, "La coopération Sud-Sud : état et perspectives " *Revue Tiers-Monde*, octobre-décembre 1983, n°96, p.730.

⁸⁰ M. Verlet, "Le mouvement des non-alignés après La Havane : contribution et dynamique", *Revue Tiers Monde*, 1980, p.188.

du 17 au 24 avril 1955, sur l'île de Jakarta, alors que le monde était plongé dans la guerre froide. Les nouveaux États indépendants asiatiques cherchaient en effet à soutenir les peuples encore dépendants du tiers-monde dans leur lutte pour l'émancipation⁸¹. Pendant la tenue de ladite Conférence, les différents représentants avaient étudié le rôle de l'Asie et de l'Afrique, mais aussi d'examiner les moyens grâce auxquels les peuples des pays représentés pouvaient réaliser la coopération économique, culturelle et politique la plus étroite⁸². Ainsi, ils revendiquaient : la décolonisation et l'émancipation des peuples d'Afrique et d'Asie ; la coexistence pacifique ; la non-ingérence dans les affaires intérieures.

Le sommet de Belgrade s'est tenu du 1^{er} au 6 septembre 1961⁸³. Il s'inscrivait dans l'optique de réaffirmer et à préciser l'idéologie du mouvement des non-alignés et marquait également la première édition de conférences non-alignées. Ce sommet s'est principalement orienté sur le sujet de la guerre de froide, dont les pays non-alignés se sont donné pour mission d'apaiser les tensions Est-Ouest⁸⁴. Il avait également fait surgir sur la table de discussion les recommandations et buts notamment : la lutte pour l'indépendance ; la coopération sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel ; l'universalité de l'organisation des Nations Unies et le renforcement structurel ; la recherche de la paix et la coexistence pacifique au travers d'un renforcement du rôle des pays non-alignés pour mieux s'opposer aux formes d'agression ; à l'emploi de la force contre la liberté ; la souveraineté ; l'intégrité territoriale de tous les pays ; la lutte contre le colonialisme et le racisme ; le règlement des différends par des moyens pacifiques ; la cessation de la course aux armements et le désarmement universel ; l'opposition à l'établissement de bases militaires étrangères et de troupes étrangères sur le territoire des autres pays⁸⁵. Il semble opportun d'aborder par la suite le sommet du Caire.

1-2- La conférence du Caire

La conférence du Caire est généralement considérée comme la deuxième édition du mouvement des non-alignés. Elle avait eu lieu au Caire, capitale de l'Égypte du 05 au 10 octobre 1964, avec une panoplie de pays membres et observateurs notamment : l'Afghanistan,

⁸¹CVCE, "La conférence de Bandoeng", [One line], mise à jour le 08/07/2016, consulté le 13 mars 2022 à 20h 41 minutes, disponible sur <http://www.cvce.eu/obj/>.

⁸²Idem.

⁸³Monde-diplomatique, "Ouverture d'une conférence des pays non-alignés à Belgrade", [One line], sur *Perspective Monde*, consulté le 15 mars 2022 à 18 h 53 minutes, disponible sur www.monde-diplomatique.fr

⁸⁴J. Lacouture, "La nouvelle conférence des non-alignés tiendra compte de la querelle sino-soviétique", [En ligne], consulté le 17 mars 2022 à 08 h 10 minutes, disponible sur le monde diplomatique. Fr.

⁸⁵G. Fischer, "La conférence des non-alignés d'Alger", *Annuaire français du droit international*, vol. 19, 1973 p.13.

l'Algérie, l'Angola , l'Arabie Saoudite , Ceylon, Chypre , Congo(Brazzaville) , Cuba , Dahomey , l'Éthiopie , le Ghana , la Guinée Conakry , l'Inde , l'Indonésie , l'Irak , la Jordanie , le Kenya , le Koweït , le Laos , le Liban , le Libéria , la Libye , le Malawi , le Mali , la Birmanie , le Burundi , le Cambodge , le Cameroun , le Maroc , la Mauritanie , le Népal , le Nigéria , l'Ouganda , la République arabe unie , la République Centrafricaine , la République unie de Tanganyika , et Zanzibar , le Sénégal , la Sierra Leone , la Somalie , le Soudan , la Syrie , le Tchad , le Togo , la Tunisie , le Yémen , la Yougoslavie , la Zambie , l'Argentine , la Bolivie, le Brésil , le Chili , la Finlande , le Jamaïque , le Mexique , Trinidad et Tobago , l'Uruguay , le Venezuela , l'Organisation de l'Unité Africaine et la Ligue des Etats Arabes avaient pris part à cette conférence⁸⁶.

Il convient de remarquer que ce sommet du Caire fut la continuité de Bandoeng qui avait impulsé une nouvelle dynamique. Notamment au travers des motivations tels que les chefs d'État et leurs différents représentants souhaitaient désormais tenir des consultations entre eux à l'occasion de chaque session de l'Assemblée générale de l'ONU⁸⁷, et de plus s'adonner au renforcement des relations économiques entre PVD pour ainsi aboutir à la création des Nations Unies sur le commerce et le développement⁸⁸. Avec de multiples guerres qui se déroulaient durant cette période, l'on assistera six ans après à une autre conférence du mouvement des non-alignés. Au travers de ces nombreuses recommandations, l'on aboutira à la concrétisation en Alger.

1-3-La conférence d'Alger

Ce sommet s'est déroulé du 5 au 9 septembre 1973, comptant 75 membres, 12 observateurs et 7 invités. Il s'est tenu sous le haut patronage du président algérien Houari Boumediene, lors des 6^e et 7^e sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les questions des matières premières. De même, le développement et la coopération ouvraient la voie à des grandes négociations internationales sur les problèmes de la coopération et des relations économiques mondiales. Ainsi, des actions concrètes, telles que celles de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) furent impulsées pour stimuler le mouvement⁸⁹.

⁸⁶P. Braillard, *Mythe et Réalité du Non-Alignement*, [En ligne], consulté le 15 mars 2022 à 00 h 26 minutes, disponible sur : books.openedition.org.

⁸⁷ Fischer, " La conférence des, p.11.

⁸⁸*Ibid.*

⁸⁹Verlet, *Le mouvement des*, p.191

Lors du sommet d'Alger, l'action pour un nouvel ordre économique international devait devenir le champ privilégié d'action du mouvement ; doubler la croissance des importations venant d'autres PVD; favoriser le commerce interrégional ; instituer une coopération particulière entre les Banques centrales des PVD ; fortifier entre eux des relations de crédit sur le socle sélectif ; augmenter les communications entre les PVD et rétrécir leur prix⁹⁰. Ainsi, la déclaration économique adoptée à cette occasion traçait les grandes lignes d'une stratégie fondée sur la récupération et la maîtrise, par chaque pays, de ses ressources naturelles⁹¹.

Concernant le secteur politique, le colonialisme et l'impérialisme avaient été l'épine dorsale des grands problèmes de cette époque. De plus, cette conférence avait également posé sur la table les oppressions impérialistes, la domination et l'occupation étrangère, la politique de la force, l'exploitation, le pillage économique, les guerres coloniales et l'apartheid qui gangrenaient les pays du Sud⁹². De même, durant cette réunion l'un des objectifs avait été de définir une véritable orientation du mouvement non-aligné. Dès lors, deux camps apparurent : celui de la fusion entre les Etats socialistes et les pays non-alignés soutenu par Fidel Castro qui avait pour déterminant le combat contre l'impérialisme ; et celui du colonel Mohammed Kadhafi qui préconisait une équidistance entre les superpuissances et qui allouait le socialisme musulman et éthique. À côté de ces remarques, il serait tout autant intéressant d'aborder le sommet de la Havane.

1-4-La conférence de la Havane

C'est le VI^e sommet des pays non-alignés. Il s'est tenu du 3 au 10 septembre 1979 ,18 années après la naissance du mouvement. Cette réunion d'Etats avait eu une résonance internationale mémorable. Dans cette optique, le but de la Déclaration de La Havane était d'assurer :

L'indépendance nationale, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité des pays non-alignés dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme, la ségrégation, le racisme, et toute forme d'agression étrangère, d'occupation, de domination, d'interférence ou d'hégémonie de la part de grandes puissances ou de blocs politiques⁹³.

Sans toutefois oublier de promouvoir la solidarité entre les pays du tiers monde. Celle-ci comptabilisait désormais 95 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que de l'Europe méridionale. La réunion de la Havane se manifestait surtout par un

⁹⁰ Fischer, " La conférence des, p.27.

⁹¹ *Ibid.*

⁹²M. Chloé, *Histoire des relations internationales*, Paris, Ellipes, 2010, pp.145-146.

⁹³Verlet, *Le mouvement des*, p.192.

sentiment d'urgence économique, qui d'ailleurs touchait un certain nombre de pays⁹⁴. Ainsi, les débats et les décisions prises étaient centrés sur trois aspects :

D'abord, donner l'essor à "l'autonomie collective", autrement dit, à la coopération économique, commerciale, scientifique, technique entre PVD. Il faudrait mentionner que quelques semaines avant la tenue de ce rassemblement, il y avait une première, tenue à Georgetown à ce même sujet. Celle-ci avait conclu à un constat d'insuffisance des résultats et la non-application du programme de Colombo de 1976. Dès lors, la coopération dans le secteur des matières premières avait été acceptée comme une base pouvant permettre de booster les relations de coopération⁹⁵.

Ensuite, on doit relever au passage l'impératif de rétrocéder l'impulsion aux négociations internationales pour que le nouvel ordre mondial s'exprime en toute liberté. Ce qui imposait alors de mettre un terme à la désagrégation concernant le "groupe des 77", lequel s'était établi à Manille et de reconcentrer les objectifs. Enfin, les pays non-alignés pendant cette Conférence étaient déterminés à prendre leur part dans ce secteur d'activité. Ceux-ci appelaient aussi à la communauté internationale, ce que Fidel Castro traduisait devant l'ONU à la mobilisation de 300 milliards de dollars sous forme de crédits. Marquée par les paliers avancés que ponctuaient le premier sommet de Belgrade de 1961, du Caire de 1964, d'Alger de 1973 et la logique de susciter un nouvel ordre international, la Havane avait apporté une dynamique qui semble ouvrir des périodes de tassement, d'efficacité, voire de stagnation des non-alignés⁹⁶.

Tout compte fait, il apparaît clairement que la coopération Cameroun-Brésil résulte d'une symbiose idéologique, dans le cadre de la collaboration Sud-Sud. Cependant, le cadre juridique y a occupé également une place de choix.

2-Les facteurs économiques

Le but pour "l'Afrique en miniature" à attacher des coopérations bilatérales avec Brasília s'appuya sur son agrément économique, mais également dans le cadre de l'avènement d'un Nouvel Ordre Économique International (NOEI). Archivé parmi les "nouveaux pays industrialisés", le Brésil est considéré aujourd'hui comme l'un des pays émergents qui s'impose, et classé neuvième économie mondiale avec un PIB de 1960 milliards de dollars en

⁹⁴Chloé, *Histoire des relations*, pp.155-156.

⁹⁵L. Sankari, "Avec les non-alignés, la Havane cherche à s'émanciper de la logique des blocs", [En ligne], consulté le 15 Janvier 2023 à 22 h 26 minutes, disponible sur www.humanite.fr. Fr.

⁹⁶B. B. Ghali, "Les relations entre la Ligue arabe et l'OUA", *Annuaire français de droit international*, vol. 23, 1977, pp.175-176.

2019⁹⁷. Ainsi, les deux pays du sud avaient matérialisé leur volonté en signant un accord commercial et agricole.

2-1-Le commerce

La vision du Brésil à l'échelle internationale ne semble pas loin d'être commercialement altruiste. Sous le prisme de l'accord commercial, Yaoundé et Brasilia partagent une clause depuis 1965. Au terme de l'article 2 de cette convention, il est précisé que :

Les parties contractantes s'accordent mutuellement un traitement non moins favorable que celui que chacune d'elle accorde notamment en ce qui concerne les droits et les taxes douaniers, les restrictions de charge et de commerce extérieur, et la délivrance de licences et certificats d'importation et d'exportation pour les produits originaires du Cameroun et du Brésil et les formalités y afférents⁹⁸.

Le Cameroun qui regorge notamment de nombreuses ressources précieuses telles le pétrole, l'uranium ou le charbon voit dorénavant, plusieurs entreprises brésiliennes s'installer sur son sol pour bénéficier de ses ressources. Saraiva Guerreiro déclarait à ce propos que :

Les pays africains et nous-mêmes, possédons des économies jusqu'à un certain point complémentaire. L'Afrique peut nous fournir le pétrole et les autres matières premières dont nous manquons, comme les métaux non ferreux, le phosphate, certains bois tropicaux, etc. De son côté, ce continent voisin constitue un marché intéressant pour nos produits manufacturés et nos divers services, adaptés comme ils le sont aux conditions tropicales, sans parler de certains produits alimentaires⁹⁹.

À ce propos, l'Afrique en miniature importe principalement du Brésil : le fer, la fonte, l'acier, les sucres, les produits chimiques divers, les viandes et abats comestibles, les machines et appareils mécaniques, les matières plastiques, les aliments, les poissons et crustacés. En retour, le Cameroun exporte vers le Brésil essentiellement le bois ouvré et le coton.¹⁰⁰

Tableau N°1: Importations et Exportations brésilo- camerounaises entre 2010 et 2018 en millions de dollars

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Importations brésiliennes	110	138	107	98,9	83,5	67,4	42,2	98,5	68
Exportations camerounaises	65	4,13	4,054	5,98	3,91	1,70	1,059	1,16	1,69

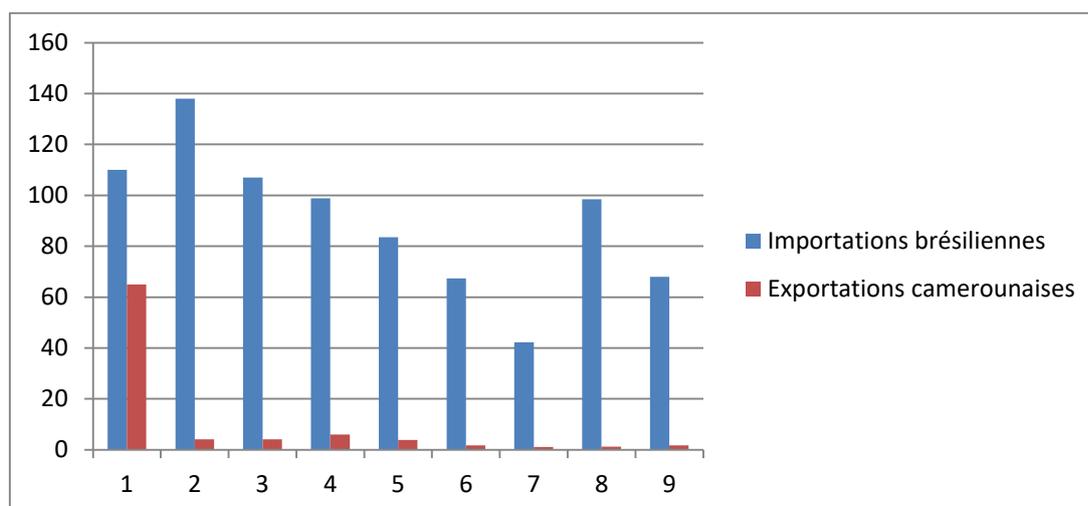
Source : Ndima Nkolo à partir des données recueillies à l'Ambassade du Brésil au Cameroun, le 17 Janvier 2023 à 12h08 min.

⁹⁷World Economic Outlook database, April 2019, *Gross domestic product, current prices*, U.S. dollars / an [En ligne], consulté le 02 avril 2022, sur Fonds monétaire international.

⁹⁸Nguefack Tsafack cité par M. B. Mbessa Nya, "Les relations Cameroun, p.81.

⁹⁹S. Guerreiro, "Líneas generales de la política exterior de Brasil", *Resenha*, 1982, n° 32, p. 52.

¹⁰⁰D. Tsafack, "La coopération Cameroun-Brazil : une relation de partenariat stratégique", [One line], Consulté le 23-04-22 à 16h40 min, disponible sur : <https://www.academia.edu>.

Graphique N° 1: Importations et Exportations Brésil- camerounaises entre 2010 et 2018

Source : Ndima Nkolo à partir des informations collectées à l’Ambassade du Brésil au Cameroun, le 19 Janvier 2023 à 08h08 min.

A la remarque, les échanges commerciaux sont en faveur du Brésil avec le plus fort taux d’importations en 2011 chiffré à 138 millions \$¹⁰¹ alors que le Cameroun, durant la même époque entérinait une insuffisance mémorable de -133.946.000 \$, soit une valeur de -93,6%¹⁰². (Voir Tableau 1 et Graphique 1).

L’on a pu apercevoir qu’en 2011, les importations en provenance du Cameroun ont connu une progression impressionnante de 65 millions \$ en 2010¹⁰³. Ceci établit une prouesse au vue de l’influence péjorative qui les particularise. En revanche l’on ne saurait négliger le fait qu’en 2016, les exportations brésiliennes avaient pris une tapette en immatriculant un montant de 42, 2 millions \$¹⁰⁴, assurément à cause de l’errance politique qu’outrepassait le pays; quoique cette pulsion paraît continuer en 2018 avec une flexion de 25, 5 millions \$ en comparaison de 2017. (Voir Tableau 1).

L’ambassadrice brésilienne, Vivian Loss SanMartin ajoutait en 2020 que: “ nous voulons aider le Cameroun à se développer dans les secteurs importants, on pourra vous transmettre le savoir-faire, booster la production, il ne s’agit pas de venir vous vendre ce que pouvez produire vous-même, on peut travailler dans le sens de la diversification de l’économie”¹⁰⁵. De même, les deux pays entendaient mutualiser leurs efforts pour fluidifier les échanges dans la mouvance

¹⁰¹Cf. tableau 2.

¹⁰²[Http://www.investexportbrasil.gov.br/](http://www.investexportbrasil.gov.br/), consulté le 30 Janvier 2023 à 1h47 min.

¹⁰³Cf. tableau 1.

¹⁰⁴Cf. tableau 7.

¹⁰⁵V. Loss SanMartin, pendant l’expertise Brésilienne au Cameroun (Min-commerce) en 2020.

de l'entrée en vigueur de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAF). Grâce à l'établissement d'une ligne aérienne directe entre Brasilia et Yaoundé.

De façon isolée ou comblée, le 26 octobre 2021, le ministre du commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana accordant une audience à Loss SanMartin. Au cours de cette réunion officielle, la diplomate brésilienne avait indiqué que : “nos deux pays coopèrent en dessous de leur potentiel réel ”, dont il est question de rectifier le tir¹⁰⁶. Pour le ministre du commerce, il est impératif d'axer le partenariat sur l'échange des technologies, les investissements croisés. À ce propos, il préconisait que : “ nous devons promouvoir le partenariat sud/sud qui est un partenariat sûr sûr”.

2-2- L'agriculture

Grâce à la grille interdépendance des relations internationales, F. Goulet, J. J. Gabas et E. Sabourin pensaient que depuis une bonne dizaine années, certains pays émergents montaient en puissance parmi les opérateurs ou bailleurs de la coopération internationale pour le développement. C'est l'exemple du continent africain, dans le secteur agricole, pour lequel un pays comme le Brésil s'impose comme une figure de proue de la coopération Sud-Sud¹⁰⁷.

De plus, le Brésil est nanti de privilèges naturels atypiques. La fertilité du sol, l'ensoleillement et la générosité de l'hydrographie lui permettent d'obtenir des rendements agricoles élevés avec de faibles coûts de production. En tant que puissance agricole majeure et grand producteur-exportateur d'éthanol , de café , de manioc , de cacao , de viande de bœuf ,de poulet , de soja , de riz et d'autres dans le monde¹⁰⁸, le Brésil est convaincu de détenir le savoir-faire susceptible de permettre à l'Afrique d'assurer sa “révolution verte”,et partant ,sa sécurité alimentaire et énergétique mais aussi de jouer son rôle de moteur de la coopération Sud-Sud¹⁰⁹. À cela, l'on peut aussi renchérir qu'il est une “ frontière agricole” de 90 millions d'hectares et une expertise agronomique compétitive à laquelle des déserts à épineux ont été mis en culture,

¹⁰⁶A. Naye, “Échanges commerciaux : le Cameroun et le Brésil renforcent leur coopération”, [En ligne], consulté le 08 mars 2023, disponible sur www.mincommerce.gov.cm

¹⁰⁷F. Goulet, (eds), “ Des idées aux pratiques : la coopération technique agricole brésilienne à l'épreuve du terrain africain”, *sociologies pratiques*, 2013, n°27, p.75.

¹⁰⁸Borghino, “Comment s'implanter au”, p.31.

¹⁰⁹M. Traikovic, “Une nouvelle impulsion à la coopération économique ”, *Revue de politique internationale*, 1987, n°896-7, p.8.

l'on est alors en droite de ligne de comprendre la provenance de sa place parmi des premières puissances agricoles mondiales¹¹⁰.

Le statut brésilien de puissance agricole ne pouvait pas laisser le Cameroun indifférent. Ce doyen qui est toujours déterminé dans son programme de passage à l'agriculture de "deuxième génération". Cette coopération pour le Cameroun était une manne idoine pour s'approprier une "technologie appropriée" et conforme aux conditions du pays. Ainsi, dans le cadre de la concrétisation de cet accord le Cameroun et le Brésil avaient eu des assises lors de la Commission mixte, les 4 et 5 août 2005¹¹¹. Au sortir de ces différents pourparlers, les deux pays ont statué sur la création d'un champ semencier du cacao à Mfou, et de la construction d'un centre de formation en cacaoculture à Mbalmayo¹¹².

Dans le cadre de la faisabilité du projet de formation de Ressources Humaines et le transfert de technologie pour le Développement d'une cacao culture durable en République du Cameroun¹¹³, deux groupes de techniciens de la Société de Développement du Cacao (SODECAO) avaient été formés sous le sol brésilien en 2007, puis au Cameroun en 2009, et sans oublier le soutien de l'État fédéral par l'entremise de la Commission Exécutive du Plan Cacao (CEPLAC) en partenariat avec la SODECAO, pour la mise en exécution d'une bio fabrique de cacao au Cameroun en 2010. Lors d'une interview accordée en octobre 2019 au magazine "Investir au Cameroun", l'Ambassadrice brésilienne auprès du Cameroun, Vivian Loss SanMartin laissait également entendre que l'agriculture était un domaine prioritaire dans les liens de coopération entre les deux nations en ces termes :

Nous pouvons apporter notre expertise, par exemple, à travers des consultants que nous pouvons mettre à la disposition des agriculteurs pour les aider à améliorer leur productivité et la qualité de leur production. Grâce à des technologies que nous avons développées au Brésil et qui sont adéquates aux climats et sols des pays tropicaux, comme les nôtres, nous pouvons aider le Cameroun et ses producteurs à sortir d'une agriculture peu performante pour migrer vers une agriculture très performante¹¹⁴.

Il apparaît en lisant et en analysant cette citation que, le Brésil ayant une grande expérience agricole et souhaite la partager. Ainsi, pendant la première session du mécanisme

¹¹⁰A. Rouquié, "Le Brésil, un état sud-américain parmi les grands ? ", in C. Jaffrelot ,(eds), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, *Presses de sciences-po*, 2008, pp.115-116.

¹¹¹M. P. E. Mvondo, "La coopération culturelle et technique entre le Cameroun et Brésil de 1972 à 2010", Mémoire de master en histoire, Université de Douala, 2013, p. 74.

¹¹²Mbessa Nya, "Les relations Cameroun, p.84.

¹¹³MRE, *Coopération technique du Brésil en Afrique*, Brasília, IPEA, ABC, 2010, pp.54-55.

¹¹⁴B. R. Mbodiam, "Vivian Loss Sanmartin : il y'a de nombreux secteurs dans lesquels le Brésil peut apporter son expertise au Cameroun ", *Investir au Cameroun*, 2019, n°90, pp.15-16.

de consultations politiques entre les MINREX des deux pays à Yaoundé le 17 Juin 2021, elle matérialisait un projet de la culture du coton, en affirmant que le Brésil avait l'ambition de soutenir la production à travers la mécanisation, la fourniture de semences de qualité et le transfert de technologie¹¹⁵. Explorons maintenant le secteur de l'éducation.

3-Une coopération universitaire

Tout partirait des objectifs de l'accord culturel signé à Yaoundé le 14 novembre 1972 entre la République Fédérale du Brésil et la République du Cameroun, et sans toutefois oublier le mémorandum d'entente signé à Brasilia le 12 mai 2004 entre le Ministre de l'Éducation de la République Fédérative du Brésil et le Ministre de l'Éducation nationale de la République du Cameroun¹¹⁶. Les deux parties manifestaient déjà leur détermination à procéder à la reconnaissance du système éducatif de l'un et de l'autre, ainsi que le partage d'expérience dans les domaines d'intérêt communs. Ainsi, dans un contexte pragmatique du protocole d'application à son article 2, il est écrit que : "la coopération fera l'objet de missions temporaires d'enseignement des experts des institutions des deux pays dans les disciplines ci-après : Histoire, Littérature négro africaine, Archéologie, Psychologie, Philosophie, Sociologie et Anthropologie".

Une visite officielle de M. l'Ambassadeur Celso Amorim, ministre d'État, ministre des Relations extérieures du Brésil et sa délégation de trois membres à Yaoundé. Précisément, les 17 et 18 janvier 2005, avait engagé une séance de travail entre les experts camerounais et brésiliens, en vue de la mise en route de la coopération universitaire [...] entre les deux pays¹¹⁷. Au cours de cette réflexion, la problématique centrale était de savoir comment les universités brésiliennes et camerounaises devraient se comporter pour affronter les problèmes qui leurs affectent communément. À ce propos l'universitaire brésilien Carlos Antunes, répondait que : "L'université brésilienne avait besoin d'animer un processus non seulement de production des connaissances, d'enseignements et de transmission des savoirs, mais aussi un système cognitif attaché aux réalités sociales, afin de suggérer les voies de résolution des crises et autres conflits issus des particularités de la société". Il poursuivait en disant que : "L'université brésilienne devra également devenir de plus en plus agile, flexible, dynamique, avec une structure plus

¹¹⁵Y. Bounoung, "La Coopération en revue", *Cameroon Tribune*, n°12371/8570 (21 June 2021), p.4.

¹¹⁶Il s'agit du protocole d'application de l'accord culturel entre le gouvernement de la République Fédérative du Brésil et de la République du Cameroun et relatif à l'enseignement supérieur.

¹¹⁷Compte rendu de l'audience accordée à la délégation des experts brésiliens par le Ministre de l'enseignement supérieur dans le cadre de "la coopération universitaire, scientifique et culturelle entre la République du Cameroun et la République Fédérative du Brésil", Yaoundé les 17 et 18 janvier 2005, p.4.

large, moins couteuse et engagée dans la mobilité sociale des étudiants et des enseignants”¹¹⁸. Ainsi, le chef de la délégation brésilienne, le Professeur Lima chutait en martelant que :

Nous proposons aux enseignants Camerounais, qui viendront délivrer des conférences ou dispenser des enseignements, le même traitement que celui réservé aux enseignants brésiliens de nos universités. Le premier contingent des conférenciers camerounais est déjà attendu et j’espère que les coordonnateurs de nos accords du Ministère de l’Enseignement supérieur vont nous faire parvenir leurs curricula vitae et les propositions des thèmes de conférence par courrier électronique le plutôt possible¹¹⁹.

En clair, nous pouvons dire que plusieurs experts camerounais avaient eu à intervenir au Brésil lors des conférences ou débats, regroupés en quatre groupes respectifs dans les années 2005 à 2006. Dont il serait intéressant, de représenter dans les tableaux 2 à 5 ci-dessus :

Tableau N°2: Le Groupe des experts n° 2 (mars-avril 2005)

N°	Noms et Prénoms	Titres	Discipline
1.	Nnomo Marcelline	Maitre de Conférence, conseiller technique coordonnateur/MINESUP	Littérature négro Africaine comparée / et Littérature et critique féminine
2.	Mbede Raymond	Professeur Directeur de la Recherche / coordonnateur/ MINESUP	Science de l’éducation /Psychologie
3.	Essomba Joseph- Marie	Professeur	Archéologie
4.	Abwa Daniel	Professeur	Histoire
5.	Ongba Richard Laurent	Maître de Conférences	Littérature coloniale
6.	Atangana Minko Abolo Marthe	Maître de Conférences	Littérature africaine comparée
7.	Onambele Lucine	Chargé de Cours	Science de l’éducation /Psychologie

Source : Compte rendu de l’audience accordée à la délégation des experts brésiliens par le Ministre de l’Enseignement supérieur dans le cadre de “ la coopération universitaire, scientifique et culturelle entre la République du Cameroun et la République Fédérative du Brésil”, Yaoundé les 17 et 18 janvier 2005, p.7

¹¹⁸*Ibid.*, pp.4-5.

¹¹⁹*Ibid.*

Tableau N°3: Le Groupe des experts n° 2 : (octobre-novembre 2005)

N°	Noms et Prénoms	Titres	Discipline
1.	Minyono Nkodo Mathieu François	Professeur	Littérature et critique Négro-Africaines
2.	Nga Ndongo valentin	Professeur	Sociologie
3.	Nkolo Foe	Maître de Conférences	Philosophie
4.	Dong' Aroga Joseph	Maître de Conférences	Littérature Négro-Africaine (orale)
5.	Nol Alembong	Chargé de Cours	Littérature Négro-Africaine (orale)

Source : Compte rendu de l'audience accordée à la délégation des experts brésiliens par le Ministre de l'enseignement supérieur dans le cadre de " la coopération universitaire, scientifique et culturelle entre la République du Cameroun et la République Fédérative du Brésil", Yaoundé les 17 et 18 janvier 2005, p.7.

Tableau N°4: Le Groupe des experts n°3 (mars-avril 2006)

N°	Noms et Prénoms	Titres	Discipline
1.	Mballa Ze Barnabé	Maître de Conférences	Littérature Francophone
2.	Mbock Minlend Aurore	Chargé de Cours	Histoire et Géographie
3.	Mbassi Bernard	Chargé de Cours	Littérature Francophone
4.	Ossah Mvondo Jean Paul	Chargé de Cours	Histoire
5.	Ntonfo André	Professeur	Littérature Négro-Africaine

Source : Compte rendu de l'audience accordée à la délégation des experts brésiliens par le Ministre de l'enseignement supérieur dans le cadre de " la coopération universitaire, scientifique et culturelle entre la République du Cameroun et la République Fédérative du Brésil", Yaoundé les 17 et 18 janvier 2005, p.8.

Tableau N°5:Le Groupe des experts n°4 (octobre-novembre 2006)

N°	Noms et Prénoms	Titres	Discipline
1.	Bissa Enama	Chargé de Cours	Littérature Francophone
2.	Tang Alice	Chargé de Cours	Littérature Francophone
3.	Eyezo'o Salvador	Chargé de Cours	Histoire
4.	Onomo Abena Sosthène	Maître de Conférences	Espagnol/ Langues et linguistique
5.	Bilola Edmond	Maître de Conférences	Langues et linguistique

Source : Compte rendu de l'audience accordée à la délégation des experts brésiliens par le Ministre de l'enseignement supérieur dans le cadre de " la coopération universitaire, scientifique et culturelle entre la République du Cameroun et la République Fédérative du Brésil", Yaoundé les 17 et 18 janvier 2005, p.8.

De plus, ils proposèrent aussi des projets de thèmes de conférences au Brésil, notamment : déracinement, esclavage, exil et reconstruction de l'identité nègre dans la société multiraciale brésilienne à l'ère de la mondialisation ; l'esclavage et la question du retour aux sources africaines ; les fondements rationnels de la pensée africaine traditionnelle et du Cameroun-

Brésil : le dialogue des civilisations africaines et sud-américaines pour une université au service de la société¹²⁰ .Au cours des multiples présentations de projets au sein des universités brésiliennes , bon nombre d’universitaires et étudiants étaient stupéfaits du savoir camerounais dans le domaine académique.

La coopération interuniversitaire entre le Cameroun et le Brésil avait également connu un vent nouveau, lors de la visite de travail au Brésil, du professeur Roger Tsafack Nanfosso en novembre 2021. Au cours de cette visite, le recteur de l’université de Dschang et sa délégation composée du Pr. Ngameni Emmanuel, doyen de la Faculté des Sciences, et le prof. Choukem Siméon, doyen de la Faculté de médecine et des sciences pharmaceutiques¹²¹. Monsieur le recteur et sa suite avaient été édifiés sur la volonté du gouvernement d’initier une coopération profitable avec l’université Fédérale de Paraíba et l’université de Para. Séance tenante, les deux institutions universitaires étaient représentées par leurs responsables hôtes comme : le Pr. Valdiney Veloso Gouveia (Recteur), et le Pr. Edmar Tavaras Da Costa (Vice-Recteur en charge de la coopération internationale).

En guise de réponse à la demande du professeur Roger Tsafack Nanfosso, le ministre d’État, ministre de l’enseignement supérieur, le Pr. Jacques Fame Ndongo avait reçu le secrétaire d’État à l’enseignement supérieur de la République Fédérale du Brésil, le Dr. Vilas Boas Wagner De Souza et sa délégation pour une visite de travail au Cameroun, le 18 avril 2022. Cette visite avait alors conduit à la signature d’accord entre l’Université de Dschang et les deux universités brésiliennes sollicitées¹²². De surcroît, l’université de Paraíba et son homologue camerounaise de Yaoundé II (SOA), avaient également signé un accord, dans les domaines académiques, culturels et de la recherche entre le Pr. Adolphe Minkoa She , recteur de l’UY2-SOA et le Pr. Valdiney Veloso Gouveia, recteur de l’université Fédérale de Paraíba¹²³.

¹²⁰Compte rendu de, p.9.

¹²¹Anonyme, “ L’université de Dschang en accord parfait avec deux universités brésiliennes”, [One line], mise à jour le 19/04/2022, consulté le 11 mars 2023 à 22h05, disponible sur www.Univ-dschang.org.

¹²²E. Ziemine Ngoumou, “Coopération universitaire : le Cameroun et le Brésil main dans la main ”, [En ligne], mise à jour le 19/04/2022, consulté le 11 mars 2023 à 23h09, disponible sur www.Cameroon-tribune.cm.

¹²³I. Rabiyaatou, “Coopération universitaire : Yaoundé .II-SOA et Paraíba liées”, [En ligne], mise à jour le 20/04/2022, consulté le 12 mars 2023 à 20h09, disponible sur www.Cameroon-tribune.cm.

En dehors des facteurs idéologiques et économique-éducatifs qui ont privilégié la relation entre Yaoundé et Brasilia, il devient intéressant d'étudier également le cadre juridico-institutionnel.

III-CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA COOPERATION CAMEROUN-BRESIL

Selon Lacharrière, le cadre juridique est un ensemble de mécanismes juridiques (conception et application du droit) permettant de mettre en exécution une idéologie politique par une institution publique ou une instance privée, en prenant le droit comme un instrument d'expression¹²⁴. En d'autres termes, "l'un des objets de la politique, et non pas nécessairement son fondement"¹²⁵, et fait ainsi partie des cartes (armes) qu'un Etat peut utiliser pour influencer l'espace public et la politique internationale. Dans le cas de la coopération Cameroun-Bésil, le cadre juridique est multidimensionnel. De même, le cadre institutionnel s'est mis en place.

1- Une kyrielle d'accords ratifiés dans une multiplicité de domaines

Dès 1965, le Cameroun et le Brésil avaient signé de nombreux accords dans plusieurs domaines. Ceux-ci concernent indistinctement le commerce et l'économie, la culture et l'éducation, la santé et l'agriculture, le tourisme et le sport, la justice, etc. Le tableau ci-après donne une vue panoramique de ce cadre juridique :

Tableau 6:Les Accords signés

N°	Noms d'accords	Date de signature et/ou ratification
1.	Accord commercial	1965
2.	Accord relatif à l'exemption de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques ou de service	2005
3.	Accord subsidiaire à l'Accord de base de coopération technique en matière de promotion de la cacaoculture au Cameroun	2005
4.	Protocole d'Entente en matière de santé	2005
5.	Protocole d'Application de l'Accord culturel relatif à l'Enseignement supérieur	2005 à Yaoundé
6.	Accord aérien	2006 à Rio de Janeiro
7.	Accord complémentaire à l'Accord de coopération technique en vue de la mise en œuvre du projet "Appui au programme de prévention et contrôle du paludisme"	2007
8.	Protocole pour la protection et la promotion des droits de l'Homme et de l'inclusion sociale	2010

¹²⁴G. De Lacharrière, *La politique juridique extérieure*, Institut français des relations internationales, Paris, Enjeux internationaux, 1983, p.236.

¹²⁵J. Combacau, "Science du droit et politique juridique dans l'enseignement du droit international", RGDIP, 1984, p.219.

9.	Mémorandum d'entente dans le domaine du tourisme	04/08/2010
10.	Protocole d'entente dans le domaine du sport	04/04/2010
11.	Mémorandum d'entente dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage	04/09/2010 à Brasilia
12.	Accord relatif à l'exercice d'activités rémunérées du personnel diplomatique, consulaire, technique et administratif	2010
13.	Accord en matière de pêche et d'aquaculture	2010
14.	Accord en matière de sport	2010 à Brasilia
15.	Mémorandum sur la sécurité alimentaire	2010
16.	Programme exécutif culturel	2010
17.	Protocole d'exécution de l'Accord culturel	2020

Source : Ekwe L. M, 40 ans environs, Sous-directeur des accords des traites et suivi, au Ministère des Relations Extérieures du Cameroun, Yaoundé le 18 avril 2022.

En faisant une lecture de ce tableau, on observe que le cadre juridique de la coopération entre les deux pays du sud a connu une évolution en dents de scie, mais elle s'est renforcée à partir de 2005, année marquant la réouverture de l'ambassade du Brésil à Yaoundé. L'on constate de même que, la plupart de ces accords avaient été signés au cours des Commissions mixtes ou des visites au sommet, précisément en 2010.

2- Le cadre institutionnel

Pour établir et entretenir la coopération entre deux ou plusieurs pays, certaines institutions jouent les rôles de facilitatrices dans le cadre de la mise en place des accords. Ici, nous nous intéressons aux représentations diplomatiques ou ambassades qui ont été ouvertes entre le Cameroun et le Brésil dans leurs capitales respectives. Et ceci, bien que les deux pays aient une relation économique depuis 1965. Il apparaît ainsi que, ceux-ci avaient eu également à étendre cette relation sur le plan diplomatique qu'à partir 1976¹²⁶. Néanmoins, l'accréditation d'ambassadeurs résidents à Yaoundé et à Brasilia avait eu lieu exactement entre 1983 et 1984. Ainsi, dès 1984, le Cameroun accrédite de manière incessante et autorisée un ambassadeur résident à Brasilia.

Tableau N° 7: Les ambassadeurs du Cameroun au Brésil

N°	Noms et prénoms	Durée du séjour
1.	Mvondo She Pierre	1984-1989
2.	Mbarga Nguele Martin	1989-2008
3.	Mbeng Martin Agbor	2008...

Source : Seme F.F, 35 ans environs, premier secrétaire de l'ambassade du Cameroun au Brésil, Kribi le 25 avril 2022.

¹²⁶Seme, le 25 avril 2022.

La représentation diplomatique camerounaise à Brasilia date depuis 1984 avec le tout premier ambassadeur Mvondo She Pierre ; puis en 1989 avec Monsieur Mbarga Nguele Martin et enfin en 2008 avec Mbeng Martin Agbor. Il faut relèver que, la succession des différents ambassadeurs camerounais en cette terre est d'une manière constante. Le Brésil quant à lui a connu depuis lors huit ambassadeurs et cinq Chargés d'Affaires Comme : M. Augusto Estellita-Lins ; M. Jayme Villa-Lobos ; M. Roberto Pessoa Da Costa ; M. Bassul Athuil Netto ; M. Sergio Elias et Arnaldo Salabert sur le sol camerounais.

Tableau N°8: Les ambassadeurs du Brésil au Cameroun

N°	Noms et prénoms	Durée du séjour
1.	Vilas Boas Castro	1983-1987
2.	Annunciata Salgados Dos Santos	1992-1996
3.	Bassul Athuil Netto	1997-1999
4.	Roberto Pessoa Da Costa	2005-2008
5.	Orlando Galveês Oliviera	2009-2012
6.	Nei Futuro Betencourt	2013-2017
7.	Vivian Loss SanMartin	2018-2022
8.	Patricia Maria Oliveira Lima	2022...

Source : Perira Da Silva L. L, 45 ans, capitaine de frégate /consultant à l'ambassade du Brésil au Cameroun, Douala, le 26 Janvier 2022.

Au regard de tout ce qui précède, il apparaît que l'avenue de la coopération Brésil-Cameroun peut se justifier par le canal des événements historiques et, les facteurs idéologiques et économique-éducatifs. Hormis, cet ensemble d'éléments, il y a lieu de souligner que, c'est encore grâce à un cadre juridique et institutionnel bien défini que cette coopération doit son effectivité. Abordons dès à présent la seconde grande articulation de notre étude, qui porte sur Cameroun-Brazil : un partenariat fructueux pour le développement de la sécurité maritime.

**CHAPITRE 2 : CAMEROUN-BRESIL : UN
PARTENARIAT FRUCTUEUX POUR LA
MARINE NATIONALE CAMEROUNAISE**

Le 05 mai 1961 la Marine Nationale Camerounaise avait vu le jour à Douala, lors d'une célébration officielle que dirigeait l'ancien président de la république. Ahmadou Ahidjo en présence de tout son gouvernement, du corps diplomatique et de toutes les forces vives de la nation. Elle fut basée dès sa création à la capitale économique jusqu'en 2004, date à laquelle l'EMM avait été transféré à Yaoundé¹. Face à la poly-criminalité maritime qui affecte l'État camerounais en mer, et en appliquant peut être le conseil du V. wanyaka d'entretenir "avec les autres Etats", une coopération militaire hormis le partenaire historique qu'est la France². Le gouvernement de Yaoundé s'est engagé alors à nouer une coopération sud-sud dans le domaine de la sécurisation navale avec le Brésil pour la professionnalisation de sa marine. Ainsi, notre but dans ce chapitre est de montrer comment les deux pays ont pu matérialiser leur lien maritime de 1986 à 2022. Pour cela, l'on a subdivisé le présent chapitre en trois segments ; d'abord le décollage de la coopération Cameroun-Brésil en matière de sécurité maritime : contexte de validation (1986-2018) ; puis ses outils diplomatiques (1972-2019) ; et enfin l'appui technique et logistique (2020-2022) qu'apporte la marine brésilienne à celle du Cameroun.

I- DÉCOLLAGE DE LA COOPERATION TECHNIQUE CAMEROUN-BRESIL EN MATIÈRE DE SECURITE MARITIME : CONTEXTE DE VALIDATION (1986-2018)

Historiquement, le Brésil manifestait déjà son désir ardent d'établir une coopération militaire avec les pays africains à partir des années 1980, à travers la vente des armes. Allant dans ce sens Santana affirmait que : "le commerce des armes fut l'autre segment important dans les inters échanges entre le Brésil et l'Afrique durant la décennie des années 80"³. Et cette stratégie de coopération ne peut que découler logiquement de sa politique étrangère à l'endroit de plusieurs pays sub-sahariens y compris le Cameroun⁴. Ayant fixé le lien de rapprochement de la coopération de sécurité maritime avec Yaoundé, l'autorité brésilienne semait alors les germes d'un futur partenaire maritime aux enjeux généraux et spécifiques.

¹A. Medjo, "La Piraterie maritime dans la presqu'île de Bakassi ", Mémoire en Science Politique, Université de Yaoundé 2 (SOA), 2008-2009, p.96.

²Wanyaka, " La coopération militaire, p. 250.

³I. Santana, "Notes et commentaires sur la dynamique du commerce Brésil-Afrique durant les décennies 1970-1990", *Revue Brésilienne de Politique Internationale*, Brasilia, 2003, n°2, p.123.

⁴Zang, " La coopération Sud, p.39.

1- Enjeux généraux de la coopération sécuritaire maritime Cameroun-Brésil

Dans cette sous partie du travail, il est question de faire ressortir les enjeux généraux de la relation stratégique existant entre Yaoundé et Brasilia. Dans le but d’y arriver, il est nécessaire de s’appesantir sur deux aspects importants à savoir : l’Atlantique Sud et le Golfe de Guinée

1-1- L’Atlantique Sud : point de rapprochement maritime transnational entre le Cameroun et le Brésil

Il nous semble très judicieux de souligner avant toute chose que l’Atlantique Sud" est un vaste continent liquide, un continent maritime composé de deux continents conjugués, les deux Amériques d’un côté, le continent européen et l’africain, de l’autre".

Le Brésil Possédant 3,6 millions de km² de territoire maritime⁵, et d’une grande diversité de ressources naturelles dans son sol et son sous-sol marin, celui-ci avait contribué à la revalorisation géostratégique de la région ainsi qu’à la projection du pays dans et en dehors de cet espace⁶. Par conséquent, en cherchant en 1986 la validation de son initiative de coopération de sécurité maritime, au sein de l’Organisation des Nations Unies (ONU) en tant que résolution de l’Assemblée Générale. Donc, les enjeux principaux étaient la région se trouvant entre l’Afrique et l’Amérique du Sud, et la protection de ses côtes et ses ressources dans l’Atlantique Sud⁷.

Le Cameroun avait reçu au cours de la même année, le ministre de la Défense brésilien, AL d’Escadre José Maria Do Amaral Oliveira, qui était porteur d’un message du président brésilien à son Homologue camerounais. Celui-ci lui avait remis une invitation du président de la république fédérale du Brésil au chef de l’État camerounais à effectuer une visite officielle au Brésil⁸. Dans l’optique de promouvoir un rapprochement entre les pays des deux rives de cet océan autour d’une idée d’appartenance commune à la “région sud-atlantique” pour renforcer la sécurité maritime⁹. Cette politique géo-stratégiste se reposait également sur la promotion

⁵Signifie “qui se fait sur, par mer ” (1690), “qui concerne la mer, la navigation ” (1690), et “qui croit au bord de la mer ” (1751, dans un pin maritime). Il a été substantivé (XX^e s.) pour désigner les gens dont le métier a trait à la marine, particulièrement la marine marchande.

⁶A. Geudens, *Le Brésil : un acteur pertinent en Afrique ? Le projet de la Zone de paix et de coopération de l’Atlantique Sud (ZOPACAS) : de l’émergence au déclin*, Bruxelles, Institut royal supérieur de défense Centre d’études de sécurité et défense, 2019 p.18.

⁷*Ibid.*, p.3.

⁸Archive du Minepat, Lettre du 03 avril 1986 de Etéki Mboumoua William au Ministre des Affaires Étrangères de la République du Cameroun, demande d’une audience auprès du président Paul Biya.

⁹Owona Nguini E.M, 53 ans environs, vice-recteur (chargé de la recherche, de la coopération et des relations avec le monde des entreprises à l’université de Yaoundé 1), Yaoundé, le 24 Janvier 2023.

active de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (ZOPACAS) en tant que principale plateforme de règlement des conflits dans l'espace atlantique sud et sur l'intensification des programmes de coopération technique comme instruments supplémentaires d'un rapprochement politique entre le Brésil et les pays africains¹⁰.

De ce fait, de nombreux projets de coopération en matière de sécurité maritime avaient été mis en place durant les cinq premières réunions ministérielles de la ZOPACAS¹¹. Étant membres de la ZOPACAS, la relation entre le Cameroun et le Brésil a connu une mutation dimensionnelle, c'est-à-dire du multilatéralisme au bilatéralisme dans le domaine de la sécurité maritime. Le Livre Blanc soutient d'ailleurs que les projets bilatéraux aident à la consolidation des liens de coopération dans l'Atlantique Sud¹². Il sera alors intéressant de mentionner que, l'un des enjeux déterminants de la mise sur pied de la coopération de sécurité maritime entre Yaoundé et Brasilia, tient aussi du fait que le Cameroun tout comme le Brésil sont tous victimes du phénomène de serpent de mer¹³.

1-2-Le golfe de Guinée : unisson entre le Cameroun et le Brésil

Représentant à lui seul 90%¹⁴ des enlèvements en mer dans le monde, le golfe de Guinée est composé d'environ 16 pays qui se partagent environ 600 kilomètres de littoral continu. Du Nord-Ouest de l'Afrique en dégringolant, ces pays sont le Sénégal, la Sierra Leone, le Liberia, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin, le Nigéria, le Cameroun, la Guinée Équatoriale, le Gabon, l'Ile de Sao Tomé-et-Principe, la République du Congo, la République Démocratique du Congo et l'Angola sur les franges de l'extrême Sud¹⁵. En incluant huit capitales économiques telles qu'Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou, Lagos, Douala, Bata, Pointe-Noire. Avec 12 ports importants (Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou, Lagos, Douala, Warri, Port Harcourt, Port Gentil, Pointe Noire, Malabo, Luanda), mais aussi des petits ports comme Kribi, Limbe, Bata,

¹⁰C.C. Kede, "La Zone de paix et de coopération de l'atlantique sud, évolution, défis et perspectives", Mémoire de Professionnel, Université de Yaoundé 2, 2010-2011, p.112.

¹¹Les réunions avaient eu lieu à Rio de Janeiro en 1988, à Abuja en 1990, à Brasilia en 1994, à Somerset West en 1996 et à Buenos Aires en 1998.

¹²A. Abdenur, (eds), "L'Atlantique Sud et la coopération en matière de défense entre le Brésil et l'Afrique", in Moraes (eds), Le Brésil et la sécurité dans son environnement stratégique : l'Amérique du Sud et l'Atlantique Sud, Brasilia, Ipea, 2014, p. 226.

¹³Bell Bell E.I, 50 ans environs, chef de division de la gestion de l'information et de la coordination du CIC, Yaoundé, le 04 avril 2022.

¹⁴Ministère des Armées, Dossier de Presse – opération Corymbe - Octobre 2021, p.3.

¹⁵Mvomo, et Ukeje, "Approche africaine de, p.9.

Libreville, Lobito San-Pedro, Sekondi-Takouradi, Tema , Calabar et bien d'autres ayant une façade maritime avec atlantique¹⁶.

Situé à la croisée des grandes routes maritimes et abritant d'importantes ressources pétrolifères, halieutiques et minérales, cette zone stratégique, vit donc au quotidien d'innombrables menaces¹⁷. Conséquemment, une validation de la stratégie de sécurisation maritime de cet espace à Yaoundé les 24 et 25 juin 2013, avait été décidée, d'abord par les institutions régionales telles que : la CEEAC, la CEDEAO, la CGG, ensuite par les États riverains du Golfe de Guinée , et enfin par les observateurs comme l'UE , l'Organisation maritime internationale (OMI) , l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAOC) , le Commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM) , le centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), et l'Institut d'Études de Sécurité (ISS)¹⁸ au travers de la signature du mémorandum et de la signature du code de conduite .

Notons que, ce sommet avait été organisé sur la recommandation du conseil de sécurité (2039/29 février 2012), qui invitait à une élaboration d'une " stratégie régionale de lutte contre la piraterie, en coopération avec l'Union Africaine (UA), et le soutien des bureaux régionaux du secrétaire général de l'ONU en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale"¹⁹. C'est pour cette raison qu'Ilinca Mathieu fulminait d'ailleurs qu'il s'agit en effet de lutter contre les menaces de toute nature : pêche illicite, narcotrafic, trafics d'armes, trafics d'êtres humains, pollutions volontaires ou involontaires²⁰.

Manifestement, Alassane Quattara rappelait que ce territoire représentait à lui seul 70% de la production du pétrole dans le continent²¹. Cependant, il avait été érigé que, l'Afrique en miniature était l'État pivot²² sécuritaire entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale, en lui accordant le siège du CIC, matrice de ladite stratégie. En conséquence, pour mieux répondre à la mise en œuvre de la conduite de Yaoundé, dont le CIC, qui apparait dorénavant comme le

¹⁶L. Koungou , "Piraterie et insurrections dans le Golfe Guinée", *Institut Français des relations internationales (IFRI)* "politique étrangère", 2018, p.117.

¹⁷S. T. Régis Ombe, " La participation de la marine nationale, 2022, p.63.

¹⁸*Ibid.*, p.123.

¹⁹G. H. Mbia Yebega, " Insécurité dans le golfe de Guinée : de la dépendance stratégique à la nécessité d'affirmation de puissance", *Enjeux*, n°52, Janvier-Mars 2017, p.5.

²⁰M. Ilinca, " Le CIC, clé de voûte de l'architecture de Coopération interrégionale dans le Golfe de Guinée", *Revue Défense Nationale*, n° 792, 2016, p.98.

²¹Koungou , *Piraterie et insurrections*, p.120.

²²Les "Etats pivots" sont les Etats devant freiner les avancées des puissances émergentes et sont à même d'influer sur une stabilité régionale ou internationale. Cf. R. H. Chase et P. Kennedy, "Pivotal states and us strategy, dans *Foreign Affairs* January/February, 1996, p.50.

centre de commandement et le véritable garant. Le Cameroun était obligé de moderniser sa gouvernance maritime interne. Ce qui pourrait passer par un partenariat rénové sud-sud gagnant pour lequel le Brésil apparaissait comme partie indispensable, fort de son expertise multidimensionnelle sur le plan d'eau²³.

Loin d'être un simple fait du hasard, plusieurs offres de coopération bilatérales du Brésil envers le Cameroun avaient été en effet de nature à garantir la modernisation des processus et contenus de formation des personnels de la Marine Nationale, de même à contribuer pour la consolidation politique administrative et technique d'un processus national d'Action de l'État en mer²⁴. Durant la même date, l'élaboration de projets de plan d'actions structurés entre experts pour l'implémentation et la validation avaient été soumises à l'approbation de la Haute Hiérarchie²⁵.

2-Enjeux spécifiques de la coopération Cameroun-Brésil

De manière exclusive, la coopération entre le Cameroun et le Brésil dans le domaine de la sécurité maritime avait été initiée en 2013, sous l'impulsion du Ministère des Relations Extérieures, de l'Ambassade du Cameroun au Brésil et de la Marine Nationale Camerounaise²⁶. En février 2015, une délégation Camerounaise avait séjourné au Brésil. Ladite délégation était conduite par S. E. Martin Mbeng Agbor, Ambassadeur du Cameroun au Brésil, et comprenait le Contre-amiral (CA) Jean Mendoua, chef d'EMM, M. Elanga Obam Georges, conseiller technique dans les services du premier Ministre, le capitaine de Frégate(CF) Atonfack Cyrille Serge, conseiller technique du Ministère de la Défense (MINDEF) et de M. Tchenzette Paulin Martial, sous-directeur des relations avec les pays d'Amérique du Sud²⁷.

Outre les questions de coopération bilatérale, cette visite officielle s'inscrivait aussi dans le cadre de la recherche des partenaires internationaux en vue du financement des activités du CIC de la stratégie de sûreté et de sécurité maritimes²⁸. Il était alors question pour le Cameroun, d'ouvrir les portes pour faciliter une collaboration au profit du CIC. Ce qui d'ailleurs avait été exécuté. À l'issue de cette visite, plusieurs conclusions avaient dégagé à savoir :

²³Kadir A, 45 ans environs, chef service de la coopération économique, technique, scientifique et culturel, Yaoundé, le 13 avril 2022.

²⁴Le Ministère des Relations extérieures au Cameroun, l'état de la coopération bilatérale en matière de sécurité maritime.

²⁵Idem.

²⁶Kadir, le 13 avril 2022.

²⁷Informateur ayant requis anonymat.

²⁸Idem.

- L'effectivité de l'exploration des axes de coopération entre marines brésilienne et Camerounaise ;
- La nécessité de la mise en œuvre d'un cadre juridique de coopération en matière de sécurité maritime ;
- La mise en place des canaux de collaboration et d'accompagnement entre l'École Navale Brésilienne et l'École d'Application des Officiers de Marine ;
- La visite d'un AL brésilien au Cameroun, à l'invitation de la partie camerounaise, afin de faire l'état des lieux préalable et déterminer l'appui que le Brésil pourrait apporter au Cameroun, en matière de sécurité maritime²⁹.

Tachons de garder que, les différents engagements pris ont été pour la plupart respectés tel que le dénote l'effectivité de la visite d'un AL brésilien au Cameroun en 2016³⁰. Ladite délégation conduite par le CA Valter Citavicius qu'accompagnaient trois officiers supérieurs avait permis de consolider les efforts de coopération non seulement du point de vue de coopération avec le CIC mais aussi en ce qui relève de l'état des lieux de la cooptation bilatérale. Cette mission avait pour épine dorsale d'accélérer voire consolider le niveau de coopération entre le Cameroun et le Brésil en matière de sécurité maritime³¹. Mais de façon spécifique, les retombées projetées de cette visite étaient :

- La définition d'un cadre d'appui infrastructurel, technique et opérationnel que le Brésil apportera au Cameroun ;
- L'appui du Brésil à la mise en place effective du Bureau de l'Action de l'État en mer ;
- La finalisation des négociations d'un partenariat entre les Écoles de Marines des deux pays , l'enjeu étant que l'École des Officiers d'Actives de Marine camerounaise , puisse bénéficier dès cette année , de l'appui du Brésil et que des élèves Officiers camerounais accèdent aux Écoles navales et/ou de perfectionnement au Brésil ³².

Par ailleurs, en 2017, le CA Jean Mendoua, s'était rendu à nouveau au Brésil dans l'optique de la consolidation de cette union. Cette visite , avait été plus pratique avec des engagements plus fermes ,elle avait également permis au chef d'EMM camerounaise de se voir décorer de la médaille de l'ordre de Tamandaré , le commandant de la Marine Brésilienne avait dit à

²⁹Informateur ayant requis l'anonymat.

³⁰Bell Bell E.I, le 04 avril 2022.

³¹Kadir, le 13 avril 2022.

³²Idem.

cette occasion à son homologue camerounais toute sa détermination à œuvrer au décollage du partenariat entre les deux marines³³.

Il avait ainsi fait part, de l'offre de l'admission des camerounais à l'École Navale de Rio de Janeiro, de la participation systématique du Cameroun aux différentes formations organisées au Brésil, de la mise prochaine, à la demande du Cameroun, d'un officier de liaison auprès du CIC afin de l'aider à développer son plan de montée en puissance, de la signature des projets de coopération inter-marines³⁴. À l'issue de cette visite, les différents engagements avaient presque tous été respectés. Les experts avaient également amorcé et finalisé la négociation des accords qui seront signés un an plus tard à Yaoundé.

Cette première partie du chapitre pose les enjeux déterminants de la coopération de sécurité maritime Cameroun-Bésil. Nonobstant, il est important pour la suite de s'appesantir sur des ustensiles diplomatiques de cette dernière.

II-INSTRUMENTS DIPLOMATIQUES DE LA COOPERATION DE SECURITE MARITIME CAMEROUN-BRESIL (1972-2019)

La diplomatie est devenue un exercice d'influence, dont l'objectif est d'une part de gagner un État à sa cause dans une négociation internationale ou d'autre part dans la mise en place d'une coalition militaire³⁵. Cependant, les jonctions communicantes reliant la coopération de sécurité maritime entre Yaoundé et Brasilia sont : l'accord-cadre de coopération technique ; le mémorandum d'entente ; et les programmes de coopération.

1- L'accord-cadre de coopération technique

Lionel Amahata Kiabega dans son ouvrage intitulé, *le positionnement du Brésil dans le paysage diplomatico-politique africain : l'exemple du Cameroun*, certifie que la coopération technique constitue un instrument principal de la politique extérieure brésilienne³⁶. C'est aussi le renforcement des relations existantes entre deux ou plusieurs parties dans le but de fortifier, d'approfondir et diversifier leurs rapports dans les domaines d'intérêt commun.

À ce propos, le ministre brésilien des Relations Extérieures Mario Gibson Barbosa avait effectué un voyage dans huit pays d'Afrique en 1972. Parmi lesquels le Cameroun, où il avait

³³Ngonge Sone E, 51 ans, inspecteur technique de la marine nationale, Douala le 20 avril 2022.

³⁴Tientcheu Ntichi H, 47 ans, officier de marine/responsable de la surveillance maritime, Yaoundé, le 28 février 2023.

³⁵R. Delcorde, *La diplomatie d'hier à demain*, Canada, Mardaga, 2021, p.87.

³⁶L. Amahata Kiabega, *Le positionnement du Brésil dans le paysage diplomatico-politique africain : l'exemple du Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 2019, pp.29-30.

signé un accord-cadre avec ce dernier précisément le 14 novembre. Cet accord a été ratifié par le décret n°72-700 du 9-12-72³⁷, et tient compte des domaines suivants : industrie, agriculture, science, administration publique et méthodologie de la formation et du perfectionnement professionnel des cadres techniques³⁸.

Olomo Mendouga ajoutait aussi que, la vision de la coopération technique internationale pour le Brésil tourne autour de l'apport en expérience, en connaissance technique appliquée sur le processus de développement et de partage des pratiques destinées à encourager les changements qualitatifs et structurels au profit des pays partenaires³⁹. Alors, il est clair que la coopération bilatérale de sécurité maritime Cameroun-Bésil tient grâce à cet accord-cadre.

2-Le mémorandum d'entente

Également appelé "aide-mémoire", c'est une note diplomatique ou une démarche diplomatique, par laquelle un État présente une demande particulière à un autre État⁴⁰. Le mariage entre les marines camerounaise et brésilienne, verra le jour grâce à plusieurs facteurs à savoir : l'intention de construire une plate-forme de coopération multiforme entre les parties ; le désir de la Marine camerounaise (MC) et de la Marine Brésilienne (BN) d'accroître les relations de bonne entente ; l'esprit d'intérêt commun que représente le maintien de la paix et la sécurité maritime dans l'Atlantique sud ; développer les objectifs liés à la mer ainsi que les liens entretenus depuis des années dans le but de construire un partenariat solide dans le domaine de la sécurité des hommes⁴¹.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'article 1 du protocole stipule que :

The main objective of this Memorandum (Mou) of understanding, hereinafter referred to as Mou, is to provide cooperation between the parties in areas of common interest, with the purpose of improving Maritime Situational Awareness and the safety of maritime traffic, in accordance with the institutional objectives of each party, under the principles of equality and reciprocity.

Autrement dit, l'objectif principal de ce mémorandum est de fournir une coopération entre les parties dans les domaines d'intérêt commun dans le but d'améliorer la connaissance de la situation maritime et la sécurité du trafic maritime, conformément aux objectifs institutionnels de chaque partie selon les principes d'égalité et de réciprocité⁴².

³⁷"Décret n°72-700 du 9-12-72", [En ligne], consulté le 25 février 2023, disponible sur <http://www.minrex.premierspas.op.cit>.

³⁸Selon l'article 1 de l'accord-cadre de coopération technique de 1972.

³⁹A.C. Olomo Mendouga " The development diplomacy of Cameroon in light of cooperation with Brazil ", mémoire de Master en Relations Internationales, Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), Université de Yaoundé II, Décembre 2012, p.27.

⁴⁰*Ibid*, p.21.

⁴¹Préambule du mémorandum d'entente entre la Marine Camerounaise et la Marine Brésilienne.

⁴²C'est un principe jouant un rôle central dans les relations internationales. En application de ce principe, un État ne confère des droits ou des avantages à un autre État que si ce dernier lui donne les mêmes droits et avantages.

L'article 3 poursuit en disant que les parties s'engagent dans le respect des lois rationnelles et des engagements internationaux, à développer des actions de coopération dans les sphères suivantes :

- Connaissance de la situation maritime ;
- Appui technique dans le développement et la mise en place de la surveillance du trafic maritime ;
- Formation initiative et spécialisée du personnel et ;
- Tout autre domaine pertinent identifié par les parties.

Parlant des autres instruments fondamentaux, l'article IV du mémorandum d'entente, prévoyait que les activités de coopération convenues par les parties seront renforcées et décrites dans le programme biennal de coopération. Ce programme sera mis à jour lors des réunions bilatérales qui se tiendront tous les deux ans. Et le plan d'action sera joint au programme de coopération, détaillant chacune de ses activités. L'article V poursuit en stipulant que :

-un groupe de travail Brésil-Cameroun composé d'un maximum de 04 hauts fonctionnaires de chaque pays, sera chargé de l'identification, de la coordination, de l'encadrement et de l'entraînement des actions menées dans le cadre du présent mémorandum.

-Les membres du groupe de travail Brésil-Cameroun seront sous l'autorité du commandant de la marine de leurs pays respectifs.

L'article VI martèle aussi que les réunions semestrielles auront pour objet d'évaluer la mise en œuvre du programme de coopération en cours et de proposer les activités qui constitueront le programme du prochain biennal. Les réunions auront lieu durant les six derniers mois de validité du programme de coopération, qui seront chauffées alternativement entre le Cameroun et le Brésil.

Il faut savoir que, ce mémorandum avait été signé au Cameroun(Yaoundé), le 22 août 2018 entre le CA Jean Mendoua , et son homologue brésilien Paulo Cezar De Quadros Kuster , chef des opérations navales du Brésil⁴³ . De plus, il vise à soutenir le Cameroun dans ses multiples efforts pour la lutte contre la criminalité et la piraterie maritime dans ses eaux territoriales et le Golfe de Guinée.

⁴³D'après le mémorandum d'entente entre la marine camerounaise et brésilienne.

3- Les programmes de coopération

Michel Virally définit le programme de coopération comme étant la transmission de connaissances techniques ou encore la réalisation d'un travail⁴⁴. C'est également un dispositif établi entre les parties indiquant des initiatives coordonnées à matérialiser. L'on serait tenté de dire que, le protocole d'entente entre les marines camerounaise et brésilienne avait déjà défini les axes de coopération. Toutefois, il est à noter que les programmes de coopération vont décliner ces multiples axes en activités de coopération, pour ensuite décliner ses activités en tâches dans un plan d'action⁴⁵. De ce point de vue, il en existe deux programmes de coopération pour les intervalles 2019-2020, et 2021-2022.

Le premier s'intéresse à la période 2019-2020, et avait rassemblé une délégation de la marine brésilienne composé notamment de l'AL Eduardo Ferreira, de l'AL José Augusto Vieiro da Cunha, du CA Paulo Cezar de Quadros kuster, du capitaine (cpt) Paulo Renato Rohwer Santos, du cpt Guilherme Da Silva Costa, du cpt Sergio Blanco Ozorio, du commandant (cdr) Giovanni Corrêa, et du cdr Maunlo de Souga Vilas Boas des représentants de la marine camerounaise étaient constitués du CA Jean Mendoua , le cdr Cyrille Serge Atonfack Guemo, et le cdr Emmuel Ngonge Sone à Yaoundé⁴⁶.

Au cours de la réunion, les deux parties avaient discuté sur les activités à développer durant cet exercice biennal, et intégré dans le plan d'action. Ce programme de coopération était essentiellement focalisé sur trois axes majeurs :

- Connaissance de la situation maritime(MSA) : l'invitation de la marine camerounaise à devenir membre de Trans-Regional Maritime Network(TRMN) de la marine brésilienne, en tant que nation technique leader demandera l'inclusion formelle du Cameroun, qui a été finalisée à la fin 2019.
- Connaissance de la situation maritime(MSA) : avec le partage et l'échange d'information d'intérêt, sur le trafic horaire, entre le COMCONTRAM, de la marine camerounaise au Maritime Operation Center(MOC) au niveau national, et le Multi-National Coordination Center(MCC) au niveau sous-régional (zone "D").

⁴⁴M. Virally, *La notion de programme-un instrument de la coopération technique multilatérale*, Annuaire Français de Droit International, 1968, p.553.

⁴⁵Tientcheu Ntichi H, le 28 février 2023.

⁴⁶Selon le programme de coopération 2019-2020 entre la marine camerounaise et brésilienne, p.2/4.

- Appui technique : avec l'adoption du Système Intégré de Sécurité du Trafic Maritime (SISTRAM) comme système de gestion du trafic maritime de la marine camerounaise, pour l'installer à la base navale de Douala.

Nous tenons par ailleurs à souligner que, ce programme de coopération 2019-2020 avait été signé entre le CV Jean Mendoua et le CV Paulo Cezar de Quadros kuster, le 22 aout 2018 à la capitale politique du Cameroun⁴⁷. Avec comme résolutions :

- Amélioration de la conscience situationnelle maritime ;
- Renforcer les capacités : à travers la formation des personnels, et le support technique ;
- Partager les expertises et les bonnes pratiques, sur les sujets d'ordre opérationnel.

En évoquant le deuxième programme de coopération qui touche l'intervalle 2021-2022 entre les deux marines sudistes. Notons en gros que, plusieurs éléments figurant ont marqué celui-ci notamment :

- Recevoir les officiers brésiliens au Cameroun ;
- Participer à l'indépendance du Brésil, et l'exercice multilatéral UNITAS⁴⁸.

Sur la base des informations du terrain, ce second programme de coopération réajustait simplement le premier. De ce qui précède, il ressort que la validation de la coopération de sécurité maritime entre Yaoundé et Brasilia tient sur des accessoires diplomatiques. Bien entendu qu'il faut d'avantage explorer la piste de l'appui technique et logistique de la marine brésilienne à son homologue camerounaise.

III- APPUI TECHNICO-LOGISTIQUE DE LA MARINE BRÉSILIENNE AU CAMEROUN (2018-2022)

Rappelons que, la marine brésilienne avait commencé à amener des actions de coopération pour accroître le savoir-faire de la marine camerounaise à partir de 2013 dans un cadre multilatéral. Ceci grâce à l'accostage du navire de la marine brésilienne, l'"Araguari" au PAD. Cette articulation avait tournée autour de deux pans : d'une part l'assistance technique, qui se matérialisait avec l'adhésion des élèves officiers à des écoles militaires navales brésiliennes, à des formations en haute mer, et d'autre part l'appui logistique réciproque, à travers des structures de maintenance, et le partage d'information maritime.

⁴⁷Cf. le programme de coopération de la marine camerounaise et brésiliennes 2019/2020.

⁴⁸Tchenzette M. P, 48 ans environs, diplomate/ chercheur, Bafoussam, le 15 mars 2023.

1-L'assistance technique

Selon le jargon des organisations internationales, l'assistance technique a pour objectif de renforcer la compétence des PVD à conduire une politique d'autonomisation en terme de développement. En vue de mettre à la disposition de ceux-ci des connaissances techniques. Pour Karim Coulibaly, c'est un : "outil incontournable de formation maritime et en sécurité maritime"⁴⁹. Pour être clair, il est question de parler dans cet argumentaire de la formation initiale et continue des élèves officiers camerounais dans les académies militaires navales brésiliennes d'une part, et d'autre part du perfectionnement et l'entraînement des officiers marinières (sous-officiers) et officiers camerounais en mer dans la pratique des exercices militaires.

1-1-La formation initiale et continue des élèves officiers camerounais dans les académies militaires navales brésiliennes

Un point mérite cependant d'être rapidement clarifié, la Marine Nationale Camerounaise coopère militairement avec plusieurs pays pour envoyer ses éléments se faire former dans diverses écoles comme l'École Royale Navale, le Centre d'Instruction de la Marine Royale (Maroc), l'Annapolis Naval Academy (les États-Unis), l'Académie Hellénique Navale d'Athènes, l'École des sous-officiers permanents de la Marine (la Grèce), l'Université d'Ingénierie Navale (Chine).

Pour revenir au sujet, le CF Honoré Tientcheu, coordonnateur des questions électroniques et des transmissions et par ailleurs, point focal du suivi de la coopération avec le Brésil, au niveau de la Marine Nationale camerounaise, relevait que, l'admission des élèves officiers marins camerounais au sein des écoles militaires navales brésiliennes, comme l'école du service hydrographique national du Brésil, dans le but de favoriser la montée en puissance du nouveau centre national d'hydrographie et d'océanographie (CNHO) date de 2018. Et que, même les élèves officiers de l'armée terre en bénéficient⁵⁰.

La sociologie de la formation qui élargit le champ de la sociologie de l'éducation aux problèmes de l'acquisition des compétences professionnelles dans les situations de travail, à travers des processus formels de construction des compétences et des rapports entre formation et qualification⁵¹. S'inscrit en droite ligne avec la coopération militaire entre le Cameroun et

⁴⁹Rapport sur la piraterie maritime au large du littoral atlantique africain : Ampleur et perspectives pour une lutte plus efficace, Tanger, 18-19 Septembre 2017.

⁵⁰Tientcheu Ntichi H, le 28 février 2023.

⁵¹G. Ferréol, *Dictionnaire de Sociologie*, Paris, Armand Colin, 2002, p.160.

Brésil dans le sens où celle-ci fut magnifiée de fort belle manière en livrant la première cuvée d'officiers, le samedi 05 décembre 2020 à l'école Académie Militaire D'Agulfias Negras (AMAN), de Resendes par Rio de Janeiro. Précisément trois élèves officiers d'actives des Forces de Défense camerounaises, arrivaient au terme de leur formation dans les Académies militaires de la République Fédérale du Brésil. Ceci en présence du président brésilien S.E. Jair Bolsonaro, lui-même lauréat de cette académie de formation des officiers de l'Armée de terre⁵².

Inlassablement, l'intergouvernementalisme et le constructivisme trouvaient tous leur sens avec les félicitations adressées aux jeunes officiers, Bolsonaro leur avait dispensé des enseignements qui allaient dans le sens de la dévotion et de l'enclenchement pour leur nation en tout lieu et en toutes éventualités. Le président brésilien avait également martelé à cette circonstance que l'officier, en sa compétence de phosphorescence ou lumière de la collectivité, devrait toujours rayonner afin de se comporter en prototype ou modèle. L'Attaché de Défense auprès de l'Ambassade du Cameroun au Brésil, le Capitaine de Vaisseau (CV) Tatason Vikram Baba, qui participait à cette glorification avait aussi réquisitionné cet événement pour s'entretenir avec l'ensemble élèves Officiers camerounais encore en formation au Brésil. En dehors de ces 03 heureux élus du jour, 12 camerounais au total, donc six dans les rangs de l'Académie Navale et six autres à l'AMAN⁵³, bénéficiaient encore de cette coopération particulièrement fructueuse entre les deux pays sudistes.

D'après le Ministère des Relations Extérieures en 2021, le premier conseiller à l'Ambassade⁵⁴ du Cameroun au Brésil, le docteur Paulin Martial Tchenzette, et, Attaché de Défense Tatason avaient reçu un nouveau contingent d'élèves officiers camerounais pour suivre une formation dans les écoles navales et militaires brésiliennes. Suite à l'accueil à l'aéroport international de Rio de Janeiro (Photo2), le CV Tatason Vikram Baba leur avait remis deux drapeaux camerounais et leur rappelait la valeur du drapeau, en faisant écho aux paroles du chef de l'État, ceci en présence des officiers. Il les avait exhortés une fois de plus à défendre les couleurs nationales avec honneur et loyauté⁵⁵.

⁵²P. A. Ntchapda, "Cameroun-Coopération militaire : Des officiers camerounais terminent leur formation au Brésil", [En ligne], mise à jour le 09 décembre 2020, consulté le 15 janvier 2023 à 10 h 33 min, disponible sur www.Cameroon-Info.Net

⁵³Tchenzette M. P, le 15 mars 2023.

⁵⁴Ce terme désigne à la fois l'ensemble du personnel choisi par un État pour exercer des fonctions diplomatiques dans un autre État et les locaux dans lequel ce personnel travaille.

⁵⁵F. G. Mbala, "Le Brésil accueille des hommes en tenue camerounais dans le cadre de la coopération sécuritaire", [En ligne], mise à jour le 15 février 2021 à 14 h 30, consulté le 15 janvier 2023 à 12 h 33 min.

Photo N°1: L'accueil des élèves officiers camerounais à l'aéroport international de Rio de Janeiro par le CV Tatason Vikram Baba et le docteur Paulin Martial Tchenezette



Source : www.lebledparle.com, mise à jour le 27 décembre 2021, consulté le 10 janvier 2023 à 21 h 03 min.

Le premier conseiller les avait également exhortés à être les ambassadeurs du Cameroun, fièrement en défendant et promouvant avec intégrité et dignité, les valeurs des institutions de la République du Cameroun. Car cette année avait été marquée par la rareté de l'admission des Officiers étrangers aux écoles navales brésiliennes. Actuellement, le Cameroun est le premier pays africain qui bénéficie de l'offre de formation des élèves officiers au Brésil à titre gratuit (Tableau N°9)⁵⁶. Pour information, nous avons aussi 10 sous-officiers qui sont admis au centre de formation des officiers au Brésil. Après une formation de deux ans, ils sortiront officiers⁵⁷.

Tableau N° 9: L'effectif des élèves officiers camerounais formés et en cours de formation au sein des académies navales et militaires brésiliennes entre 2018-2022

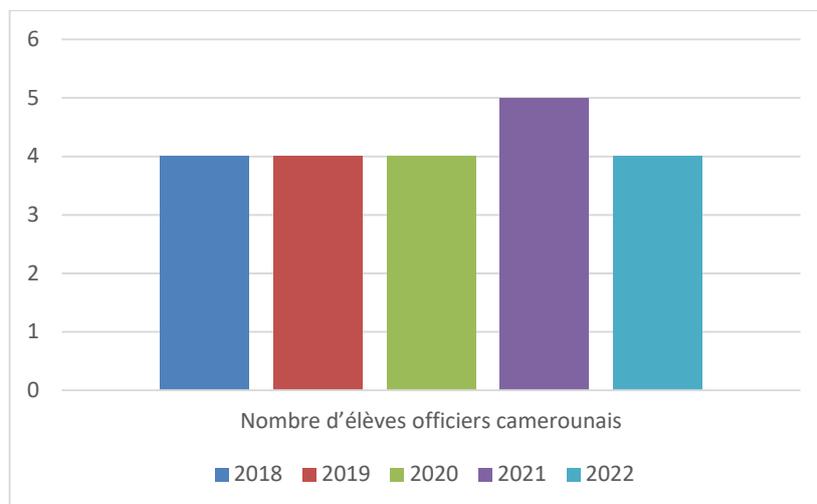
Années	Nombre d'élèves officiers camerounais	Total
2018	4	4
2019	4	4
2020	4	4
2021	5	5
2022	4	4
Total général		21

Source : Auteur

⁵⁶ Tchenezette M. P, le 15 mars 2023.

⁵⁷ Idem.

Graphique N°2: L’effectif des élèves officiers camerounais formés et en cours de formation au sein des académies navales et militaires brésiliennes entre 2018-2022



Source : Auteur

À l’analyse de ces statistiques, il est loisible de constater que le nombre d’élèves officiers camerounais dans les écoles navales et militaires brésiliennes, au cours des années avait augmenté en 2021. Cependant, si les académies militaires navales ont pu renforcer le mariage entre les deux marines, il n’en est pas moins de la formation des officiers mariniers et officiers à bord des navires.

1-2-Le perfectionnement et l’entraînement des officiers mariniers (sous-officiers) et officiers camerounais en mer dans la pratique des exercices militaires

a) L’accostage de l’ARAGUARI P122 à Douala

Évaporé de son port d’acointance Natal⁵⁸ au Brésil, le 25 février 2021, le patrouilleur océanique brésilien, après une traversée de l’océan Atlantique pendant 12 jours, avait fait une escale de sociabilité en Namibie, puis avait mis le bec au nord pour le Cameroun, où il participait au côté de la Marine Nationale, à l’exercice multinational “OBANGAME EXPRESS 2021”⁵⁹, en stimulant trois scénarios à bord des embarcations.

De prime abord, le scénario de “contrôle des pêches”, qui s’était déroulé le dimanche 21 mars 2021, avec un comportement très honorable du fait de la participation de deux inspecteurs du Ministère de l’Élevage ,des Pêches et Industries Animales (MINEPLA) dans

⁵⁸Ville-capitale de l’Etat du Rio de Janeiro Grande do Norte, située au bord de l’océan Atlantique dans la région Nord-Est du Brésil.

⁵⁹L. F. Lima Santos, “Guinex ,comissao capitaneada pela marinha do Brasil a partir de 2021 no golfo da Guiné : qual a sua importância para o Brasil ?, Escola de Guerra Naval, Rio de Janeiro , 2021 , p.45.

l'embouchure de la Sanaga⁶⁰. Par la suite, le scénario d'"immigration clandestine"(photo 3), qui avait eu lieu le 22 mars 2021 au large de Mabeta, entre l'OPV *ARAGUARI P122* de la Marine Brésilienne et le *CNS EBODJE*⁶¹.

Photo N° 2: La pièce d'immigration clandestine



Source : Navy cameroon, consulté le 21 mars 2023 à 11 h 30 min.

Cette pièce visait l'entraînement des équipes de visite et le suivi des procédures de remise des migrants aux autorités compétentes. Ainsi, chaque navire allait à son tour joué le rôle de cible, permettant à l'équipe de visiter l'autre, de l'aborder pour contrôlé, après enquête de pavillon⁶². Et enfin, le scénario de "libération d'otages" avec une escouade de commandos de la compagnie des Palmeurs de Combat (COPALCO), le 23 mars 2021. Cet engin de guerre brésilien accostera alors plus tard au PAD, le lundi 29 mars 2021 aux environs de 21 h.

En fixant un regard de la conjoncture internationale, les interactions étaient très réduites à cause de la pandémie de la Covid 19 qui battait son plein sur la ville. Le bateau devait embarquer sur son trajet de retour un jeune officier Navigateur camerounais pour Abidjan. Le lendemain, c'est-à-dire le 30 mars, le CV Christophe Ndzana Mvomo, Cdr de la Base Navale de Douala (BND) offrait au nom du CA Mendoua, un cocktail au profit des membres de l'équipage de l'OPV *ARAGUARI*⁶³.

⁶⁰Mindjos M. P, 55 ans environs, le directeur du développement des industries animales, Yaoundé, le 04 avril 2022.

⁶¹Ce nom dérive d'un petit village de pêcheurs situé à une cinquantaine de kilomètres de Kribi, Ebodje s'illustre depuis une vingtaine d'années comme une véritable oasis pour les animaux aquatiques. Selon I. M Bidima et M. Ngeuga dans " Ebodje, village protecteur des tortues marines au Cameroun ", [En ligne], consulté le 30 mars 2023 sur infocongo.org

⁶²Informateur ayant requis l'anonymat.

⁶³ Entretien sous anonymat.

Dans le même temps , le commandant du caboteur de guerre océanique brésilien avait également reçu, S.E Madame Vivian Loss Sanmartin, Ambassadeur du Brésil au Cameroun, accompagnée de son époux, le chef de la BND, de l'officier en charge de la coopération avec le Brésil et le meneur des forces de surface (Photo 4) à bord pour une visite.

Photo N°3: Hospitalité de Vivian Loss Sanmartin et sa suite par Robledo de Lemos Costa e sà



Source : Navy cameroon, consulté le 10 janvier 2023 à 09 h 30 min.

Avant la séance de prise de vue, synonyme de l'immortalisation du passage de ce navire militaire au Cameroun, l'assistance avait eu droit à deux prises de parole, celle de l'Ambassadeur Sanmartin et celle du leader de la BND. Chacun à son tour avait revisité les relations Cameroun-Brésil, aussi exaltantes, que fructueuses et porteuses⁶⁴.

b) L'accostage d'un bâtiment de guerre brésilien à Kribi

Dénoté *FREGATE INDEPENDENCIA F44*, ce navire de guerre brésilien avait accosté le mardi 24 août 2021 en début d'après-midi au quai du Port autonome de Kribi (PAK) pour une escale de routine, dans le cadre de la coopération militaire entre l'Afrique en miniature et le Brésil, en provenance de Rio de Janeiro. À bord se trouvait le CF André Martins Perreira et un équipage de 260 personnes⁶⁵.

⁶⁵ Biesseme G. D, 40 ans environs, journaliste à la Crtv, Kribi, le 03 mars 2023.

Malgré l'absence d'un communiqué public des autorités selon certains témoignages, il apparaît néanmoins que la présence d'un bâtiment de surface brésilien en terre camerounaise, marquait inéluctablement une réponse directe du chef de l'État brésilien à l'invitation du chef des forces armées camerounaises, un bateau dénommé *FREGATE INDEPENDENCIA F44*. D'ailleurs, le CV Joseph Ambassa Ayissi, le responsable de la Base Navale de Kribi (BNK) le rappelait que le chef de l'État avait décidé d'inviter, cette grande frégate dans la ville balnéaire, pour conduire certains exercices militaires⁶⁶.

Cette délégation brésilienne avait été aussitôt Conduite par l'officier en charge de la coopération de la Marine Nationale, pour effectuer des visites de courtoisie à M. le Préfet de l'Océan d'abord, ensuite à Monsieur le Maire de la ville de Kribi et enfin le Cdr de la BNK.

Photo N°4: J. Ambassa Ayissi recevant André Martins Perreira à la BNK



Source : Navy cameroon, consulté le 08 janvier 2023 à 22 h 30 min.

Au vu de ce que précède, l'on remarque qu'au niveau bilatéral, la visite du CV brésilien à son homologue camerounais avait eu un impact majeur qui est celui du renforcement des liens de coopération entre les marines brésilienne et Camerounaise.

Concrètement, pendant quatre jours des éléments de la Marine Brésilienne, conduits par le CF André Martins Perreira réalisaient une panoplie d'exercices militaires ; de débarquement, de ravitaillement, d'arraisonement et de la lutte contre la piraterie maritime avec les forces navales camerounaises.⁶⁷ Ces exercices se déroulaient à bord du *DIPIKAR*⁶⁸, visant ainsi à

⁶⁶Ambassa Ayissi J, 49 ans environ, commandant de la Base Navale de Kribi, Kribi, le 11 avril 2023.

⁶⁷B. Tounoudjou, "La marine brésilienne va former les forces navales camerounaises sur la lutte contre la piraterie maritime ", [En ligne], consulté le 10 janvier 2023, disponible sur ecomatin.net.

⁶⁸C'est le patrouilleur Grèbe de la marine française mesurant 52 mètres de long pour 9,8 mètres de large, construit par les chantiers SFCN à Villeneuve-La-Garenne, il avait été lancé le 16 novembre 1989 et est entré en service le 06 avril 1991 et retiré du service actif de la marine française en novembre 2010. En février 2017, l'ex-patrouilleur

renforcer la formation et les capacités opérationnelles des forces navales camerounaises dans le cadre de la lutte du serpent de mer. Le CA Jean Mendoua partagea de plus ces propos en affirmant que : “le FREGATE *INDEPENDENCIA* avait effectué plusieurs manœuvres navales au large de Kribi avec les patrouilleurs *Hauturies CNS Dipikar et CNS LE NTEM* ”⁶⁹. Au bout de ses multiples exercices en haut mer entre les deux marines, l’on assistait alors à un échange des gâteaux⁷⁰.

Avant de mettre un point final à ce séjour au Cameroun, les éléments de la marine brésilienne avaient procédé à des actions civilo-militaires en effectuant une remise de dons à l’infirmerie de la Garnison militaire⁷¹ et allaient aussi visiter une panoplie de sites touristiques et historiques dans la cité balnéaire, à l’instar de la place de la déportation des esclaves noirs vers le Brésil⁷². De tout ceci, nous relevons que la marine brésilienne offre également les formations aux personnels de la Marine camerounaise (niveau 0-2 ou 0-3) à bord de navires de la Marine brésilienne pendant au moins un mois, vice-versa et la participation d’observateurs de la Marine camerounaise aux exercices amphibies de la Marine Corps Forces (MCF)⁷³.

c) Le déploiement d’un groupe de deux patrouilleurs de la Marine Nationale Camerounaise au Brésil.

Bien avant, l’embarcation des deux navires camerounais ; le *CNS LA SANAGA* et le *CNS LE NTEM*⁷⁴, le 12 août 2022 à Douala, ayant chacun à son bord 32 personnes. Le CA Jean Mendoua leur avait souligné dans un rituel solennel que :

Vous portez l’espoir d’une marine, celui d’un peuple fier, celui de la Nation des Lions indomptables. Le choix de la détermination de votre mission témoigne de ce sentiment. Vous êtes des Sea Lions on the move ! Allez donc rugir par-delà les mers et les océans. Vous avez la responsabilité de mener cette mission avec courage, sérieux et abnégation⁷⁵.

français sera livré à la marine camerounaise par la société *SOFEMA* d’où il fut rebaptisé *DIPIKAR*, qui est une île fluviale du Cameroun située à proximité avec la Guinée équatoriale.

⁶⁹ Nwaha D, 40 ans environs, journaliste à la crt, Kribi, le 10 avril 2023.

⁷⁰ Idem

⁷¹ Biloa C. M ,37 ans environs, Infirmière militaire à l’hôpital de la garnison militaire de Kribi, le 26 avril 2022.

⁷² Guruman, “Coopération militaire : Le Cameroun accueille un navire de guerre brésilien”, [En ligne], mise à jour le 24 août 2021, consulté le 10 janvier 2023, sur www.mimimefoinfo.com.

⁷³ Kadir, le 13 avril 2022.

⁷⁴ Il est question de deux navires de construction chinoise et acquissent en 2013.

⁷⁵ Alliance, “Coopération militaire : cap sur le Brésil”, [En ligne], mise à jour le 16 août 2022, consulté le 10 février 2023, sur www.Cameroun-tribune.com.

Après huit jours d'aéronavale nautique sans suspension au départ d'Abidjan pour une escale technique, la Base Navale de Natal (BNN)⁷⁶ se décelait "enfin au petit matin du 26 août" aux patrouilles camerounais⁷⁷ (Photo 5).

Photo N°5: Le *CNS la SANAGA* et le *CNS le NTEM* à la BNN



Source : www.journalducameroun.com, consulté le 14 janvier 2023 à 22 h 39 min.

Le symposium d'accueil avait été celui des grands honneurs militaires et les poignées de main de l'Ambassadeur du Cameroun au Brésil, qui avait spécialement fait le voyage de Brasilia pour vivre ce moment inédit dans l'histoire de la marine camerounaise. Voilà pourquoi, il déclarait que : " j'étais vraiment très fier de voir les drapeaux camerounais dans des deux navires, vraiment c'est la fierté légitime pour nous de les recevoir, faire un parcours de plus de deux semaines en mer et arrivé ici sans incident, vraiment c'est historique"⁷⁸.

Accompagné du responsable de la BNN, son S. E. Martin avait été convié à visiter les deux submersibles de guerre camerounais, avant d'être briefé sur la mission des "Sea Lions on the move"⁷⁹. Ils seront ensuite rejoints par le Cdr de la 3^e région militaire navale du Brésil, qui avait salué la coopération entre les deux marines en rétorquant que : " je suis très honoré de voir l'état des deux bateaux qui sont venus ici pour honorer la fête de l'indépendance du Brésil, et nom de l'AL nous vous remercions d'être ici c'est un très grand honneur".

⁷⁷Medoung O, 41 ans environs, journaliste à la crtv, Yaoundé, le 16 janvier 2023.

⁷⁸Seme, le 25 avril 2023.

⁷⁹C'est l'appellation de dédicace attribué aux équipages de deux patrouilleurs de la marine nationale camerounaise qui avaient mis sur le Brésil.

En marge des activités du bicentenaire de l'indépendance du Brésil, une délégation Camerounaise conduite par le CA Jean Mendoua, avait effectué à Rio de Janeiro le vendredi 09 septembre 2022, une visite de sociabilité au Centre d'Instruction *AL Wandenkolk* (CIAW), commandé par le CA Iunistavora Said. Cette rencontre avait pour point saillant, la présentation de ladite institution qui, accueille actuellement une dizaine de stagiaires, personnels non officiers de la Marine Nationale⁸⁰.

Au cours de la même date, le CA, chef d'EMM Camerounaise avait reçu à bord du patrouilleur *CNS LE NTEM* la visite d'une délégation américaine conduite par Monsieur le Secrétaire à la Marine des États-Unis, aussi connu sous l'acronyme de SECNAV dans le jargon naval, Carlos Del Toro. Après une présentation des navires et leur mission, suivie de la signature du livre d'or (Photo 9), un cocktail avait été offert à l'hôte de marque⁸¹.

Photo N° 6: La signature de la lettre d'or par le Secrétaire à la Marine des États-Unis à bord du navire *CNS LE NTEM*



Source : Navy cameroon, consulté le 11 février 2023 à 06 h 39 min.

Dans la matinée 10 septembre 2022, 22 navires étaient au mouillage au pied de l'école navale de Rio de Janeiro dans le cadre de la célébration du bicentenaire, parmi lesquels la flotte camerounaise, qui avait participé à la parade navale et attirait la grande curiosité de voir le *CNS LA SANAGA* et le *CNS LE NTEM* tutoies les grandes puissances comme les États-Unis. Il est à

⁸⁰Ngonge Sone, le 28 février 2023.

⁸¹Tientcheu Ntichi, le 28 février 2023.

noter que le sous-marin brésilien escortant son président lors du défilé avait à son bord les convives de marque côtoyant celui-ci comme, le CA Jean Mendoua⁸².

Le 11 septembre, la Task Group entamait sa deuxième phase de mission, commandé par le CV Nkouonchou Théophile, en participant à la 63^e édition de l'exercice multinational *UNITAS*⁸³ organisé par les États-Unis aux côtés des pays suivants : Pérou, République dominicaine, Royaume-Uni, Belize, Brésil, Chili, Colombie, Corée du sud, Équateur, Espagne, France, Guyane, Jamaïque, Mexique, Panama, Paraguay, Namibie, et Uruguay⁸⁴. Ainsi, les deux navires qui avaient pris part aux scénarios de l'activité, avaient leurs équipages constitués : des officiers mariniers (sous-officiers), des officiers et les militaires de rang. Deux officiers étaient dans l'état-major de l'exercice, l'un comme évaluateur (le CV Lackmata Jean, actuel sous-chef d'EMM chargé des opérations), et l'autre comme animateur (le CF Tientcheu Ntichi Honoré)⁸⁵. Au total, 66 participants avaient pris à cet entraînement. Il semble important de relever que, le Cameroun n'était pas le seul pays africain ayant pris part à cette édition, puisque la Namibie y était présentée, malgré le fait leur bateau était assisté par les marins brésiliens durant l'exercice. Au-delà de cela, le lien étroit de défense qui existe entre ces deux pays, a déjà permis que plus de 600 marins namibiens soient formés au Brésil au cours des ans⁸⁶.

Pour la petite histoire : “il n’y avait que le Cameroun et le pays organisateur qui avaient deux navires [...] et cela était une curiosité, d’autant plus qu’ils ont tenus bon pendant l’exercice qui se passait nuitamment, avec une mer particulièrement agitée au point où le bateau uruguayen a dû abandonner”⁸⁷. Pour information, c’était la deuxième participation de la marine nationale camerounaise à l'exercice *UNITAS*. Or la première fois la marine nationale avait

⁸²P. Kipre, “Forces navales africaines : la marine camerounaise au Bicentenaire”, [En ligne], mise à jour le 12 septembre 2022, disponible sur www.dzaleu.net.

⁸³Mot latin désignant l'unité, cette exerce militaire a lieu chaque année depuis 1960. Ses objectifs sont formés les forces pour conduire des opérations maritimes conjointes contre les bâtiments de surface, les sous-marins, les aéronefs, des opérations amphibies et de guerre électronique, pour ainsi améliorer la capacité de combat et l'interopérabilité.

⁸⁴Nkouonchou T, 59 ans environ, Chef du chantier naval de la Marine de Douala, Douala, le 21 mars 2023.

⁸⁵Tientcheu Ntichi, le 28 février 2023.

⁸⁶Anonyme, “Deux pays africains se joignent à une formation navale au Brésil”, [En ligne], mise à jour le 29 mai 2023 et consulté le 28 février 2024 à 18h41, disponible sur www.adf-magazine.com

⁸⁷G. E. Tsayid, “Coopération militaire : mission accomplie pour les “Sea Lions””, [En ligne], mise à jour le 14 octobre 2022, consulté le 08 janvier 2022, sur www.Cameroon-Tribune.cm

envoyé, l'inspecteur technique de la marine, le CV Sone Emmanuel comme observateur en 2015⁸⁸.

La journée du 19 septembre était dédiée aux portes ouvertes organisée par la Task Forces Sea Lions à Rio de Janeiro. En prélude de cette matinée, M. Samuel Eto'o était arrivé dans la même ville le 18 septembre où il avait été accueilli à sa sortie de l'avion, par le Dr Paulin Martial Tchenzette, au nom de S.E. Martin Mbeng, Ambassadeur du Cameroun au Brésil, Attaché de Défense à Brasilia, le CV Tatason Vikram Baba et le Représentant de la Marine du Cameroun, le CF Tientcheu Honoré. Pour soutenir en bon Lion Indomptable les Sea Lions dans leur aventure transocéanique au service de la diplomatie navale⁸⁹.

À l'occasion, un cocktail avait été offert à bord des jumeaux patrouilleurs le *CNS LA SANAGA* et le *CNS LE NTEM* à plus de trois cent visiteurs camerounais et brésiliens fière de cet exploit. Dès-lors, l'histoire de la Marine Nationale camerounaise s'écrivait "ainsi en lettre d'or, parmi celles des marines transocéaniques"⁹⁰. Au vu que la formidable traversée de deux navires de la marine nationale marquait la première fois de l'histoire de la marine sous-régionale de l'Afrique centrale. Donc tous les voyants sont au vert et une visibilité plus que bonne définie l'avenir sécuritaire entre le Cameroun et le Brésil. Analyse faite, ces différentes périodes d'instruction opérationnelle visaient notamment à former les marins camerounais et à entretenir leurs savoir-faire pour qu'ils soient en mesure d'assurer la sécurité maritime de leurs propres eaux de façon autonome. Car comme le soulignait Weber le processus de professionnalisation est le passage d'un ordre social traditionnel à un ordre social, selon les critères rationnels de compétences et de spécialisation⁹¹.

2-L'assistance logistique réciproque

Il est légitime de se rappeler que, ce soutien est généralement établi qu'après la signature d'un accord stratégique, dans l'optique de faciliter l'approvisionnement mutuel de produits et services entre les parties. S'interroger sur l'appui logistique de réciprocité de cette relation, nous oblige de manière indéniable de parler d'une part des structures de maintenance et d'autre part de l'échange d'informations maritimes.

⁸⁸Ngonge Sone, le 28 février 2023.

⁸⁹Tientcheu Ntichi, le 28 février 2023.

⁹⁰Ngonge Sone, le 28 février 2023.

⁹¹Ferréol, *Dictionnaire de Sociologie*, p.161.

a) Les structures de maintenance

Il est question de dire qu'un navire camerounais, qui arrive au Brésil va bénéficier de l'appui des techniciens brésiliens pour effectuer un diagnostic et de faire des réparations en cas de pannes. Au surplus, d'un certain nombre d'avantages tels que : la gratuité d'accès au quai des bases navales militaires brésiliennes ; d'électricité ; de l'enlèvement des ordures et des eaux usées⁹². Le CF Léonardo Lopes Perira Da Silva allant dans le même ordre d'idée affirmait qu' : "à chaque fois qu'on aura un bateau camerounais, qui entre dans les eaux brésiliennes, celui-ci est pris en charge par la marine brésilienne".

D'ailleurs, lors de la mission des " Sea Lions on the move Brazil 2022", des jumeaux patrouilleurs le *CNS LA SANAGA* et le *CNS LE NTEM* avaient eu droit à un ravitaillement de carburant⁹³. Inversement, un bateau brésilien qui accoste au Cameroun va aussi bénéficier de l'appui des techniciens Camerounais pour effectuer un diagnostic et de faire des réparations en cas de pannes. En plus, des avantages comme : la gratuité d'accès au quai des bases navales camerounaises ; à l'eau ; à l'électricité ; et à une ligne de téléphone s'il existe⁹⁴.

b) L'échange d'informations maritimes

Le déploiement à titre gratuit du Système Intégré de Sécurité du Trafic Maritime (SISTRAM) au Cameroun, par la marine brésilienne avait marqué inéluctablement un transfert de compétence. Ce programme est dirigé par le centre intégré de sécurité maritime (CISMAR), qui abrite les services de surveillance et de contrôle du vaste espace maritime brésilien⁹⁵. À ce propos, un technicien brésilien travaille au Centre Opérationnel de Surveillance et de Contrôle (COSCO) qui fait office du centre opérationnel maritime de la BND pour un relais d'un an. Présentement, nous avons le capitaine Anderson, qui est chargé de former et d'entraîner des marins camerounais, dans la maîtrise parfaite de ce système, étant donné que celui-ci est évolutif, c'est-à-dire le passage du système 4 au système 5⁹⁶.

En 2021, plus précisément à Rio de Janeiro du 5 au 9 juillet, le Lieutenant de Vaisseau (LV) Abega Martin Arnold avait eu l'immense honneur avec sa délégation d'assister à un séminaire sur le contrôle du trafic maritime. Il était question de la présentation de l'espace maritime dans sa diversité et sa spécificité. Le Brésil possède neuf districts maritimes qui disposent

⁹² Idem.

⁹³ Perira Da Silva, le 26 Janvier 2022.

⁹⁴ Tientcheu Ntichi, le 28 février 2023.

⁹⁵ Abega M. A, 30 ans, chef du Centre Opérationnel de Surveillance Côtière de Douala, Douala le 13 mars 2023.

⁹⁶ Pereira Silva A, 45 ans, capitaine de frégate de la Marine brésilienne de Douala, Douala, le 04 avril 2022.

chacun d'un sous-centre intégré de sécurité et donc le contrôle, la surveillance et la protection de la partie de mer allouée fait partie des principales prérogatives⁹⁷.

Y étant, les participants avaient pu revisiter les méthodes de collecte, analyse et diffusion des informations. De même, ils avaient partagé l'expérience des opérateurs brésiliens enrôlés au CISMAR et échange sur les difficultés liées à la surveillance permanente des espaces maritimes sous juridiction. Ce séminaire s'est soldé par un échange convivial de cadeaux (photo 11) entre nos deux marines, renforçant ainsi encore plus cette coopération bilatérale qui monte en puissance⁹⁸.

Photo N° 7: Échange de cadeaux entre le lieutenant de vaisseau Abega Martin Arnold et le commandant du CISMAR, Gustavo Calero Garriga Pires



Source : Navy cameroon, consulté le 04 février 2023 à 08 h 34 min

En 2022, le Commandement des Opérations Maritimes et de la Protection de l'Amazonie bleue (COMPAAZ), avait absorbé le CISMAR. Cette organisation regroupe toutes les administrations qui ont un intérêt en mer. Et elle est placée sous la direction de la marine brésilienne, commandé par un AL⁹⁹. À titre de rappel, lorsqu'on parle de l'Amazonie Blue, il ne s'agit pas de la forêt amazonienne mais d'une Zone Economique Exclusive (ZEE) du Brésil¹⁰⁰. Retenons que, le logiciel de surveillance maritime brésilien SISTRAM installé sur la

⁹⁷Abega, 30 ans, le 13 mars 2023.

⁹⁸Ngonge Sone, le 28 février 2023.

⁹⁹Tientcheu Ntichi, le 28 février 2023.

¹⁰⁰*Ibid.*

côte camerounaise par le Brésil nous permet d'interagir et de bénéficier d'un échange de données maritimes.

Ce chapitre permet de démontrer le background de l'envol de la mutualité sécuritaire maritime Cameroun-Bราซิล via les manœuvres diplomatiques et les assistanats technico-logistiques qu'apporte la marine brésilienne à celle du Cameroun, quoique certains problèmes apparaissent au sein de cette relation.

**CHAPITRE 3 : PROBLEMES DE LA RELATION
SECURITAIRE CAMEROUN-BRESIL**

L'augmentation des fonds, fut l'une des revendications d'un groupe de plus de deux mille marins de la Marine Brésilienne dans la baie de la Guanabara, dans la nuit du 22 novembre 1910. Ceux-ci avaient pris le contrôle de quatre grands cuirassés appelés Sao Paulo, Bahia, Minas Gerais et Deodoro, "et avaient tourné leurs armes contre le siège du pouvoir fédéral"¹. Face aux nombreuses menaces maritimes, les grandes puissances du Nord et Sud se sont lancées dans la politique du renforcement des capacités militaires. À travers des coopérations multilatérales et bilatérales, car aucun État pris individuellement n'a les moyens d'affronter ces phénomènes. De tous les accords de coopération entre Brasilia et Yaoundé, celui de la sécurité maritime est particulier, parce qu'il avait été directement accompagné d'un plan d'action. Cependant, en analysant de plus près les contours des rapports existant entre les deux pays sudistes, plusieurs aspects freinent sa mise en œuvre effective. S'interroger sur les problèmes de cette relation, nous oblige de manière indéniable à parler des turpitudes rencontrées dans sa mise marche. Il est donc clair que, dans ce chapitre nous jetterons un intérêt particulier sur les travers économiques, linguistiques, sociaux, et même sur les ambitions cachées de la relation brésilo-camerounaise.

I-COOPÉRATION BRESILO-CAMEROUN : PROBLÈME ECONOMICO-LINGUISTIQUE

La binationalisation a toujours été une politique de choix pour la communautarisation d'ordre sécuritaire mondial. L'unisson maritime entre Brasilia et Yaoundé y adhère parfaitement. Dans cette partie, il sera question pour nous de présenter tour à tour les difficultés économiques et linguistiques.

1- Problèmes Économiques

Notons que les économies brésilienne et camerounaise sont confrontées au retour de l'inflation depuis 2021. Ce qui nous donne l'occasion de nous tourner vers l'insuffisance des ressources financières "budget serré".

1-1-L'insuffisance des ressources financières "budget serré"

L'un des travers majeurs que rencontre la coopération Cameroun-Brésil repose sur l'insuffisance financière dans la mesure où le financement existant ne permet pas la prise en charge de toutes les activités y réfèrent. Plusieurs officiers, et Certains haut-cadres de la Marine

¹S. Capanema, "Quand la République arrive dans la marine de guerre brésilienne : quel projet " modernisateur" pour les équipements et pour le personnel ? (1889-1910)", *Illes i Imperis*, 2019, n°.21, p.80.

Nationale Camerounaise ayant été formés ou en cours de formation au sein des académies militaires navales brésiliennes, témoignent et déplorent le problème du soutien financier de l'État du Cameroun. D'aucuns tentent de justifier leurs argumentaires en stipulant que “ le budget alloué au Ministère de Défense du Cameroun est serré”. Malgré, des enveloppes budgétaires colossales de 175 353 milliards de FCFA en 2010², et de 248 milliards de FCFA pour assurer la sécurité en 2020³, apparaissaient insuffisantes pour gérer son fonctionnement, son investissement, ses missions régaliennes et ses engagements opérationnels en cours depuis des années. Pour mieux comprendre cette insuffisance en ressource financière, il est important de de jeter un regard rétrospectif sur la situation crisogène qui sévit au Cameroun depuis huit ans, en commençant d'abord par l'avènement des bandes BokoHaramistes dans l'Extrême-Nord, ensuite par les sécessionnistes séparatistes au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, puis les anti-balaka à l'Est, et enfin les prises d'otages, demande de rançon et enlèvement répétitif dans la région de l'Adamaoua.

Pour revenir sur la guerre contre Boko-Haram⁴ par l'État Camerounais, il semble idoine de dire que bien avant atteindre l'état d'urgence en 2014, ce groupe terroriste était très influent à Maiduguri (Nigéria), son fief et la capitale de l'État de Borno. Ainsi, Boko Haram étendrait son influent d'abord dans la forêt de Sambisa, ensuite dans les montagnes de Mandara et enfin le long de la frontière avec l'Afrique en miniature et au tour de la vallée du Lac Tchad. A partir de décembre 2013, Boko-Haram va procéder à des attaques dans la ville de Maiduguri à travers des attentats suicides dans des voitures piégées contre une patrouille de police, contre une station essence, et un raid dans un aéroport⁵. La région de l'Extrême-Nord du Cameroun ne va pas échapper à cette insurrection djihadiste de Bokoharamiste, avec des actes comme la vente

²L. Koungoun, *Culture stratégique et concept de défense au Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 2015, pp.116-117.

³N. Aïcha Nsangou, “Ministère de la Défense : plus de 248 milliards pour la sécurité ”, [En ligne], mise à jour le 30 novembre 2020 à 13 h 09 minutes, consulté le 10 février 2023, disponible sur [www. Cameroun tribune.cm](http://www.Camerountribune.cm).

⁴C'est un nom qui est issue de l'unification des termes boko, mot haoussa signifiant livre “apprentissage livresque” et haram, terme arabe désignant les choses impies, le péché. “ Boko haram ”apparaît non seulement comme un groupe mais aussi un slogan, qui proclame que “ l'éducation occidentale est sacrilège ”. Le fondateur du groupe, Mohammed Yusuf l'avait d'ailleurs bien décrit au cours son entretien avec la chaîne de télévision BBC en 2009 : “ l'éducation de style occidentale est liée à des questions qui vont à l'encontre de nos croyances dans l'Islam. C'est le cas par exemple de la pluie. Pour nous, il s'agit d'une création de Dieu, plutôt que du fruit de l'évaporation causée par le soleil qui, en se condensant, se transforme en précipitations. Ou dire que le monde est une sphère. Si quelque chose est contraire aux enseignements d'Allah, nous le rejetons également la théorie du darwinisme”. C'est une théorie de l'évolution qui insinue que les espèces vivantes seraient continuellement en pleine transformation, et endurent au fil du temps et des générations des mutations anatomiques notamment génétiques. Selon Charles Darwin dans son ouvrage, *L'origine des espèces* apparu en 1859.

⁵J. T. Mfomo, “Enjeux et défis de la mutualisation des politiques de lutte contre le terrorisme international : cas de Boko-Haram ”, *Mémoire de géopolitique*, Université de Yaoundé 2, 2015, pp.34-35.

de restes humains à des fins occultes, des cas de profanation des tombes, d'assassinats d'hommes, femmes et enfants avec disparition des organes génitaux, des yeux ou même de la tête, principalement dans les communes de Kousséri, de Mindif, de Moulvoudaye, de Mémé, de Bogo. Face à ces actes odieux, un effort de guerre considérable avait été imposé aux caisses du gouvernement Camerounais, pour soutenir les soldats au front. Il convient de signaler dans le même registre que, le budget 2012 de l'UA se chiffrait à 278,2 millions de Dollars, la contribution des Etats membres représentait 44% soit 122,87 millions Dollars. Et des partenaires internationaux était estimée à 56% soit 155,36 millions de Dollars US. Relevons que le budget du départ qui était prévu pour les opérations de paix s'estimait 160,73 millions, soit 58 % du budget total.⁶.

Pour soutenir non seulement les soldats, mais également les victimes cette secte. En revenant sur la crise anglophone, il est trivial de dire que, celle-ci a un lien restreint avec la crise sociopolitique qui régnait dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest depuis 2016. Initialement basée sur des revendications des avocats et enseignants, qui "réclamaient la traduction en langue anglaise des actes uniformes de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) et la préservation de la spécificité du système judiciaire et du système éducatif anglo-saxon dans les deux régions"⁷. Le 29 novembre 2017, le président Paul Biya lors du sommet UA-UE à Abidjan, relevait que le Cameroun est victime des attaques à répétition d'une bande de terroristes qui s'autoproclamé mouvement sécessionnistes⁸. Témoin des atrocités orchestrées par ce groupe séparatiste armé justifiées à travers : les assassinats des autorités administratives , des civiles sans défense(enfants , femmes , hommes , et vieillards), les mutilations, les décapitations des éléments des Forces de Défense et de sécurité (avec cas illustratif de l'agent pénitentiaire de Florence Ayafor) , des destructions des infrastructures, des édifices publics, et des incendies des écoles et des hôpitaux.⁹

Un déploiement des forces spéciales dans la deuxième et la cinquième région militaire interarmées dans ces régions mobilisant ainsi de nombreuses ressources financières pour maintenir les soldats au front. La Banque de Développement (BAD) soulignait à ce titre en 2019 que : " si cette crise persiste, elle pourrait accroître le niveau des dépenses de défense et

⁶A. B. Bado, "L'union africaine et la sécurité collective ", Sécurité mondiale, bulletin, 2012, n°58, p.6.

⁷J. Nkuété, "Crise dans le Noso le temps du dialogue ", L'Action, n°1225 du septembre 2019, p.2.

⁸Anonyme, " Crise anglophone au Cameroun : Paul Biya dénonce une "bande de terroristes" ", [En ligne], consulté le 17 mai 2024, disponible sur www.jeuneafrique.com.

⁹*Ibid.*

des sécurités, affectant ainsi les prévisions budgétaires”¹⁰. Au-delà de l’aspect sécuritaire, le gouvernement camerounais paye le prix fort au niveau économique, le directeur général Franklin Ngoni Njie chargé des plantations d’hévéas, de bananes et de palmiers à huile avait établi un inventaire allant jusqu’à 29,6 milliards de FCFA pour la réhabilitation de ses sociétés nationales. Plus de 90% des 22000 employés ont abandonné les postes, pour effacer les arrières de salaires, Yaoundé avait décaissé une somme de 2,7 milliards de FCFA¹¹.

Dans le secteur de la télécommunication, la destruction des infrastructures est estimée à 100 milliards. À cela s’ajoute la reconstruction de ces trois régions évoquées plus haut nécessite des investissements globaux d’environ 1000 milliards de FCFA¹², et cela donne un coup au budget du ministère de la défense. S’il est vrai que la sécurité n’a pas de prix, il n’en demeure pas moins vrai que la sécurité a un coût. C’est d’ailleurs ce qui est développé par Léon Koungou dans son livre intitulé *culture stratégique et concept de défense au Cameroun* :

La stratégie des moyens depuis l’indépendance du pays en 1960 occupe une place de premier plan dans la culture stratégique. L’effort consenti par le pays pour se doter de ses propres moyens conventionnels n’est pas sans incidence sur le budget de l’État. Il convient de relever que les forces de défense militaire, soit six composantes majeures (l’armée de terre, la marine nationale, l’armée de l’air, la gendarmerie nationale, le corps des sapeurs-pompiers et la garde présidentielle), auxquelles s’adjoignent les services de renseignements, d’espionnage et de contre-espionnage, totalisent un effectif d’environ 30000 hommes¹³.

Pour lui, le problème budgétaire alloué au Ministère de la Défense camerounaise ne date pas d’aujourd’hui, car il tire ses racines de l’autonomie du pays dans des années 60.

2-Barrière linguistique

De manière générale, toute la coopération Cameroun-Brésil porte véritablement un frein au niveau de la communication verbale. Étant donné que, l’un a pour langues officielles le français et l’anglais, alors que pour l’autre, c’est le portugais. Ce qui oblige parfois, les délégations à recourir aux traducteurs qui ne semblent pas rétrocéder intégralement les dires des orateurs lors des séances de travail durant les visites et missions officielles. À titre d’exemple, le ministre délégué auprès du Ministère de l’Agriculture et du Développement rural (MINADER), Clémentine Ananga Messina et sa délégation avaient été victimes de ce dilemme de langue pendant leurs multiples visites de travail à Brasilia (2010-2011), où ils se sont sentis

¹⁰Anonyme, “ Cameroun : la BAD estime que la crise anglophone pourrait accroître le niveau des dépenses de défense et de sécurité en 2019”, [En ligne], consulté le 14 mai 2024, disponible sur www.actucameroun.com.

¹¹O. Mbadi, “ Crise anglophone au Cameroun : les entreprises dans la tourmente”, [En ligne], consulté le 10 mai 2024, disponible sur www.jeuneafrique.com.

¹²D. Mbassi, “Le temps du dialogue ”, Repères, n°775, lundi 7 octobre 2019, pp.5-6.

¹³ Koungoun, *Culture stratégique et*, p.116.

contrains d'avoir recours à des interprètes¹⁴. Quelques années plus tard, une délégation brésilienne va se rendre au Cameroun avec pour chef de file, le ministre plénipotentiaire Martial Tchenezette, et trois ingénieurs agronomes brésiliens dans le cadre de la culture et de la transformation du manioc. Durant les différentes séances de travail et de visite à l'Ambassade du Brésil au Cameroun, ce dernier était obligé de temps en temps de traduire soit en français, soit en portugais.

L'on peut ainsi comprendre de manière explicite que, le Brésil privilégie d'abord les pays lusophones sub-sahariens. Ceci, se matérialisait avec les gouvernements de José Sarney et Fernando Henrique Cardoso, qui avaient conduit une forte activité diplomatique africaine tournée vers l'Angola, le Cap-Vert, la Mozambique et bien autres¹⁵. Alfredo Valladao soulignait d'ailleurs à ce propos que :

La lusophonie pourrait se concevoir comme un espace de relations cordiales entre des Etats qui partagent de nombre racines culturelles communes. Non pas un projet politique, mais un réseau de liens tissés par des individus, des familles, des entreprises, des artistes. Une trame socio-culturelle permettant aux Etats lusophones d'agir naturellement de concert quand l'occasion s'en fait sentir¹⁶.

Pour Alfredo, la lusophonie (CPLP) vise à maintenir la politique de la communautarisation sur l'échelle internationale et à maximiser la coopération militaire entre les membres d'abord. Sous l'égide de l'ONU, cette organisation avait joué un rôle d'intermédiaire pendant de nombreuses crises politiques à l'instar de la Guinée Bissau en 1998, à Sao Tomé et Principe en 2003. Dans le même sillage, le géant sud-américain et le Portugal avaient été chargés de former des médecins africains au Cap-Vert. En restant dans la même logique, le président Lula à Maputo avait engagé le financement de la construction deux sociétés de fabrications de médicaments génériques, dédiés à soigner le sida en 2003 en Namibie et au Mozambique¹⁷.

Pour revenir à notre sujet, l'écueil de la langue se manifeste de façon spécifique dans le domaine de la sécurité maritime, du fait que, les marins camerounais intègrent les académies navales militaires brésiennes sans une maîtrise parfaite de la langue portugaise. Et leurs instructeurs brésiliens ne disposent pas des connaissances de la langue française et parfois même anglaise. De plus, la documentation qui existe au sein de ces institutions est uniquement en portugais¹⁸. Le sous-chef des ressources humaines de la Marine Nationale, CV E. Njonou

¹⁴ Mvondo, "La coopération culturelle, p.86.

¹⁵F. Lafargue, *Le Brésil, une puissance africaine ? Afrique Contemporaine*, 2008, n°228, p.137.

¹⁶A. Valladao, "Le Brésil, l'adieu à la géopolítica ", Paris, la découverte, 1990, n°57, p.195.

¹⁷Lafargue, *Le Brésil, une puissance*, p.150.

¹⁸Perira Da Silva, le 26 Janvier 2022.

Akoutou affirmait d'ailleurs à ce propos que la marine camerounaise essaye : “quand même de contourner ce dilemme ”, en envoyant les bénéficiaires dans une formation initiale et continue au sein de l'Ambassade du Brésil au Cameroun pour l'apprentissage de la langue portugaise entre 06 à 09 mois. Ceux-ci vont poursuivre cette formation linguistique, une fois au Brésil pendant 02 mois¹⁹. Total 11 mois pour maîtriser une langue étrangère. Néanmoins, elle aide pour une meilleure insertion et une bonne cohésion dans la conquête du monde maritime. Que dire des travers sociaux.

II- ALLIANCE SUD-SUD FACE AUX TRAVERS SOCIAUX

Le Brésil tout comme le Cameroun demeure des pays aux inégalités sociales. En faisant donc cette réconciliation, nous nous précisons dès à présent à l'insécurité sociale et la discrimination raciale dans l'argumentaire de cette partie.

1-L'insécurité sociale

En partant du fait que, les officiers camerounais admis dans les centres de formation militaire brésiliens ne résident pas dans les camps militaires, comme c'est le cas avec les coopérants du Nord par exemple la France, l'Angleterre, la Belgique, les États-Unis pour ne que citent ceux-là. Ces officiers vont se loger dans les villes parfois difficiles, où certains sont d'ailleurs agressés ou exposés aux agressions.

Tout laisse croire que, ce phénomène réside seulement dans des grandes agglomérations du géant sud-américain. Nonobstant, les politologues Frédéric Louault et Olivier Dabène expliquent que : “la première décennie du XXI^e siècle voit les villes réputées violentes telles que Rio de Janeiro et São Paulo réduire la criminalité, tandis que dans les États du Nord-Est, les taux d'homicides augmentent fortement, allant jusqu'à tripler à Bahia”²⁰. Il est à comprendre que la criminalité ne se monopolise pas exclusivement dans les grandes mégapoles et les localités urbaines, elle est le résultat d'une progression économique bien partitionnée sur toute l'étendue du territoire. Le spécialiste en investissement international, management stratégique et intelligence économique, interprète qu'il s'agit d'un des plus grands sophismes du pays : “À mesure qu'il est devenu de plus en plus riche, performant à l'international, influent régionalement, et que les inégalités ont commencé à significativement

¹⁹Njonou Akoutou E ,40 ans environs, sous-chef des ressources humaines de la marine nationale de Yaoundé, Yaoundé, le 06 mai 2023.

²⁰O. Dabène, et, F. Louault, *Atlas du Brésil. Promesses et défis d'une puissance émergente*, Paris, 2018, p. 74.

se réduire, le Brésil a connu une explosion de la violence.”²¹ Devant cette éventualité embarrassante et inquiétante, “l’appareil policier demeure peu professionnalisé [...] le manque de moyens techniques, humains, financiers et d’information sur la situation du crime au niveau local constitue un sérieux handicap”²². De plus :

80% des 81 milliards de réais (un peu moins de 20 milliards d’euros) dépensés annuellement au profit de Polices Civiles et Militaires, dont les pouvoirs sont limités aux frontières des États, sont assurés par les seuls États Fédérés. L’État Fédéral ne garantit en aucun cas ces budgets (au contraire de ceux de la santé et de l’éducation), et ils finissent souvent par être le parent pauvre des budgets locaux. Confrontés à de vrais problèmes de fonctionnement, d’armement, de recrutement et de salaires, nombre de policiers locaux sombrent au mieux dans la négligence, au pire dans le racket, la corruption et la complaisance (voire la complicité) à l’égard de groupes criminels²³.

Tel que l’on peut le constater, Nicolas soutient que, le budget à l’alloué à la police civile et militaire n’est pas une prioritaire pour l’État fédéral brésilien. Par conséquent, cela donne considérable aux forces de l’ordre, en engendrant ainsi quelques déviances. Le vice-président de la Fédération nationale des policiers fédéraux, Flavio Werneck Meneguelli lors de son entretien avec Bruno Racouchot²⁴ affirmait, que ce travers est le numéro un des maux qui minent la société brésilienne aujourd’hui. L’annuaire brésilien de sécurité de publique de 2018 inventoriait 63880 homicides, en 2017, donc une augmentation de 2,9% au regard de 2016. Soit un pourcentage de 30,8% pour 100000 habitants.

Pour mémoire, l’on comptabilisait moins de 20000 homicides par année au Brésil à la lueur des années 80. L’Atlas de la violence en 2017 démontre que le chiffre de meurtre est étroitement en liaison avec des actes de terrorisme qui demeure secondaire au nombre d’homicides commis au Brésil. Pour une période de trois semaines on compte 3314 morts au terrorisme par an contre 3400 décès toutes les trois semaines au Brésil²⁵. Une profonde enquête dans l’aire criminelle brésilienne montre pour ce qui est des viols notifiés 60018 en 2017, soit une augmentation de 8,7 % par rapport à 2016. En évoquant le milieu pénitentiaire, le forum brésilien de la sécurité publique en 2016 dénombrait 729 463 personnes incarcérées, le Brésil figurait alors comme ayant la troisième population carcérale du monde juste après la Chine et les États-Unis.

²¹N. Dolo, “Racines sécuritaires de la percée électorale de Jair Bolsonaro”, *Sécurité globale*, vol. 16, n° 4, 2018, p. 17.

²²Dabène, et, Louault, Atlas du Brésil, pp. 74-75.

²³Dolo, “Racines sécuritaires de”, p.19.

²⁴B. Racouchot, “ Brésil : la criminalité, problème numéro un ”, *Outre-terre*, 2019, n° .56, p.136.

²⁵ *Ibid.*

De plus, le Brésil est limitrophe aux pays opérateurs de la cocaïne comme le Pérou, la Bolivie et la Colombie, ce qui fait de lui un point de passage pour les trafiquants de drogue. Ivenio Hermes, chercheur et coordonnateur de l'observatoire de la violence dans le Rio Grande do Norte (OBVIO), partageait cet avis en prenant de le cas de Natal en ces termes : "c'est une certitude : la drogue est la cause première des malheurs de Natal, [...] plus de 60% de la violence qui frappe la ville est due aux affrontements entre bandes rivales ou aux assassinats de ceux qui ne paient pas ou volent la marchandise"²⁶. Par conséquent, le taux d'homicide dans l'état de Rio Grande do Norte (Natal) avait triplé en passant de 14,9 pour 100000 habitants en 2006, à plus de 53,4 en 2016. Dans l'immédiat, le conseil citoyen pour la sécurité publique et la justice pénale ²⁷(ONG mexicaine), avait publié que Natal figurait parmi le top 50 des plus dangereuses villes au monde.

On peut voir que, Rio de Janeiro indique aussi la même flambée avec les accrochages de circonscription entre les gangs, c'est le cas de la tentative d'agression de Morro do Macaco le 17 octobre 2009. " Les bandes de trafiquants ont mis en péril la vie de milliers de personnes, expulsé de force des familles des favélas voisines et contraint d'autres habitants, qui craignaient d'être tués, à partir de chez eux. Des milliers d'enfants n'ont pas pu aller à l'école, tandis qu'employés et commerçants ne pouvaient se rendre à leur travail"²⁸ Dans le même sillage évolue la corruption évoqué plus haut de la force régaliennne des autorités publiques, troublant tous les échelons de l'administration, "la corruption a coûté au bas mot au pays, en 2017, la bagatelle de 200 milliards de réais (soit environ 50 milliards d'euros), un chiffre probablement sous-évalué"²⁹.

2-La discrimination raciale

Plusieurs bénéficiaires de cette coopération ayant séjourné au Brésil avouent avoir été victimes de ce dilemme. En parcourant la sociologie nord-américaine durant la période 1950, la discrimination raciale avait été marquée par l'orthodoxie postulat de l'interactionnisme

²⁶G. Biassette, " Le Brésil face au défi de l'insécurité, à Natal ", [En ligne], le 07 / 04/2019 à 10 h 35 minutes modifié le 07/04/2019 à 10 h49 minutes, consulté le 10 mai 2023, disponible sur www.la-croix.com.

²⁷El consejo ciudadano para la seguridad pública y la justicia penal, est une ONG mexicaine créée en 2002 par une kyrielle organisations commerciales, universitaires et syndicales, donc l'objectif social, est de coopérer avec les autorités de sécurité publique pour rechercher à réduire la violence et mener des actions concrète visant à chercher la paix publique. Depuis 2009, cette organisation fait des évaluations concernant les homicides internationaux dans le classement des villes les plus violentes au monde.

²⁸Amnesty International, " Brésil. La violence à Rio de Janeiro : un défi pour l'avenir", [En ligne], le 19/019/2009, consulté le 17 mai 2024, disponible sur www.amnesty.org.

²⁹B. Racouchot, " Brésil : la criminalité, problème numéro un", *Outre-Terre*, vol. 56, n° 1, 2019, p. 124.

emblématique, ceci grâce au concept de “race” pour ainsi dire la catégorisation sociologique, métaphoriquement composée, émanant des rapports entre subdivisions.³⁰ Donald Pierson en 1940 révèle les conflits existant à Bahia en relevant “la forme d’antagonismes de classes et non d’antagonismes raciaux”, et détaille qu’il existerait “une tendance à voir un conflit racial, dans des situations où c’est en réalité la compétition entre classes qui est en jeu”³¹. L’accointance désappointée à la politique institutionnelle est accentuée par une incrédulité accolée à l’arrangement politique observable par des Afro-descendants. Ramos soutient à titre d’illustration que, quand une municipalité avait commandé par le Parti des Travailleurs, ce dernier avait été mandaté comme rapporteur dans un algorithme de reconnaissance d’héritage d’un endroit de remémorer l’esclavage :

J’étais à nouveau l’unique Noir du Conseil du patrimoine historique de la ville. Je représentais l’Institut d’architecture et je devais faire une expertise sur des enjeux de cultures matérielle et immatérielle d’un bâtiment. Mais, c’est sûr que le fait d’être noir a contribué au choix [du rapporteur]. J’ai fait le rapport et le maire a choisi la semaine de la conscience noire pour annoncer la patrimonialisation. Si le rapporteur du conseil municipal est noir, en termes de stratégie et de visibilité politique, c’est sûr que ça produit un impact plus grand.³²

L’on peut ainsi comprendre de manière explicite que, la scène politique brésilienne incarne bien le phénomène de discrimination raciale. Le sociologue et politiste Marchadour évoquait aussi une forme de discrimination raciale au sein de l’enseignement supérieur basée sur le genre dans le cadre de recrutement des employés noires et féminines qui s’attache à la méritocratie et à des politiques universelles³³. Pour essayer de résoudre ce fléau, la France avait par exemple élaboré un dispositif institutionnel mandaté de collecter les plaintes des victimes pour la lutte contre la ségrégation raciale, qu’il n’est pas cependant véritablement accompagner des sanctions pour les administrer. De plus, le transfert de ses plaintes au ministère public reste exceptionnel, à cause des institutions en place comme la police et la justice, qui jugent creux de parlementer sur le cas en question, “mais également du fait de la réticence des individus à entamer une procédure longue, coûteuse et jugée parfois trop lourde au regard des attentes des victimes”. Il faut néanmoins mentionner une nette différence avec l’établissement de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l’Égalité (HALDE), car elle symbolise un

³⁰R. E. Park, *Race and Culture*, New York, the Free Press, 1950.

³¹D. Pierson, *Negroes in Brazil: A Study of Race Contact in Brazil*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 1942.

³²G. Marchadour, “L’égalité raciale dans les politiques antidiscriminatoires au Brésil : effet de conjoncture ou bouleversement du récit national ? ” *Revue SociologieS*, 2022, p.9.

³³*Ibid*, p.7.

vent nouveau dans le mécanisme de l'officialisation de la bataille contre la xénophobie en France³⁴.

Le Brésil à son tour avait implémenté la politique de discrimination positive³⁵. Cette politique apparut pour la toute première fois aux USA à l'endroit des descendants d'esclaves. Elle naquit par le fait que l'égalité de droit n'était synonyme d'égalité des chances pour les Noirs qui restaient sous-représentés dans les emplois homologués, les médias, et les universités par exemples. John Kennedy en tant que président américain avait alors innové en mentionnant "affirmative action", et à partir des années 60 des emplois préférentiels avaient été mis en place³⁶. L'analyse menée dans cette partie présente les tars de la collaboration sud-sud sur un ordre social : l'insécurité sociale et la discrimination raciale.

III- LES AMBITIONS VOILÉES DE LA RELATION BRESILO-CAMEROUNAISE

La stabilité géostratégique mondiale, au début du XXI^e siècle ressort de nombreuses mutations par rapport à la période de la guerre froide. Parmi ceux-ci, on peut notifier les retentissements de l'internationalisation des transactions, l'ajournement du consortium westphalien sur certaines portions de la terre, et l'accroissement de certaines formes de virulences³⁷. Aujourd'hui, les pressions géostratégiques s'accroissent, et les études prospectives montrent d'ailleurs que cette tendance devrait se poursuivre. À cause de leur vision qui permet à chaque acteur du système international actuel, en fonction de ses intérêts nationaux, de déterminer les zones pivots dans lesquelles il doit capitaliser sa présence diplomatique³⁸. Le Japon par exemple avait révélé d'abondantes invasions de subaquatiques chinois comprises entre 7 et 25 fois dans sa ZEE, sans avoir eu un communiqué du gouvernement chinois, lui

³⁴La prescription du 30 décembre 2004 instaure ce récent commandement. "Concernant les cas de discrimination, l'autorité pourra soit être saisie directement par la victime ou par l'intermédiaire d'un parlementaire ou d'un représentant français au Parlement européen ou encore être saisie conjointement par la victime et une association. Enfin l'autorité pourra également s'autosaisir, si une victime identifiée ne s'y oppose pas. L'auto-saisine est particulièrement importante en matière de discrimination indirecte, où des pratiques collectives excluant des groupes de personnes peuvent être révélées, sans qu'une intention délictueuse puisse être dégagée et sans qu'on puisse toujours identifier précisément des victimes", A.Poli, "Faire face au racisme en France et au Brésil : de la condamnation morale à l'aide aux victimes", Cultures & Conflits, 2005, p.24.

³⁵J. Adesky, *Racismes et antiracismes au Brésil*, Paris, l'Harmattan, 2001.

³⁶J. Vinciane, "Quatas au Brésil : quels pays pratiquent la discrimination positive ?", [En ligne], mise à jour le 23/03/2023 à 13h55 minutes, consulté le 13 mai 2023 à 12h 34, disponible sur www.la-croix.com.

³⁷P. Boulanger, *Géographie militaire et géostratégique*, Paris, Armand Colin, 2011, pp.12-13.

³⁸R. Batenguene, "Les pays de l'Europe communautaire dans la politique Étrangère du Cameroun (1960-2000)", Ph/D en Histoire des Relations Internationales, Université de Yaoundé 1, 2008, p.20.

prévenant de l'avenu de ceux-ci dans son espace maritime comme pourtant conclut par les deux pays en 2001. Pour être plus significatif, un sous-marin atomique de la classe Han en expédition près d'Okinawa avait été identifié et pourchassé dans les eaux territoriales par des destroyers et un P-3C japonais en 2004³⁹.

1-L'avancée des eaux territoriales brésiliennes

Le rapprochement d'un État colossal et d'un État intermédiaire, est d'une particularité extraordinaire du macrocosme mondial, car cela entraîne toujours des conséquences géostratégiques. Le Brésil avait matérialisé cette politique en s'adossant au Cameroun (qui est un espace-temps des géostratégies des pays européens et asiatiques)⁴⁰ pour être d'abord un acteur majeur dans le Golfe de Guinée. Ensuite mener sa compétitivité face aux autres puissances, et enfin "de garder la maîtrise de la route maritime" comme l'avait théorisé l'officier de la marine britannique, Julian Corbett⁴¹. Étant donné que, pour certains observateurs, cet espace maritime stratégiquement situé totalise 24 milliards de barils de réserves de pétrole et devrait muter à long terme pour être le premier axe planétaire d'exploitation off-shore maximal⁴². Persuadé que, le géant lusophone doit être "le nombril diplomatique" et le leader de la passerelle entre l'Atlantique, le pacifique et l'Asie pour imposer sa projection de puissance au XXI^e siècle, Jean Marie⁴³, encourageait d'ailleurs cette politique influence géo-stratégiste brésilienne en Afrique .

Ropivia affirmait à ce titre que l'Afrique fait partie de la stratégie impériale, définie avec précision et clarté par un diplomate brésilien que : " la politique internationale du Brésil a pour objectif central la neutralisation de tous les facteurs externes qui peuvent contribuer à la limitation de sa puissance nationale"⁴⁴. Désormais classé au rang de puissance internationale, le Brésil entend faire jouer une portée de plus en plus importante en bousculant les hiérarchies établies⁴⁵. Relevons également que, la diplomatie navale brésilienne va bien au-delà du pétrole, car les stratèges de cette armada (marine) semblent déjà élaboré un prototype, associant tactique

³⁹Hébrard, "Un dragon caché, p.68.

⁴⁰T. Tomo Ndjoko, "Maîtrise de la mer et dynamique de conquête de la cote camerounaise par les grandes puissances (XV^e-début du XXI^e siècle). Une analyse historique", Ph/D en Histoire des Relations Internationales, Université de Yaoundé 1, 2016, p.325.

⁴¹J. Corbett cité par M. Bergès, *Penser les relations internationales*, Paris, l'Harmattan, 2008, p.111.

⁴²J. C. Servant, " Une priorité géostratégique : offensive sur l'or noir africain ", in *Le Monde diplomatique*, janvier 2003, p. 19.

⁴³J. M. Bohou, *Géopolitique et projection de puissance du Brésil au XXI^e siècle*, Paris, l'Harmattan, 2007, p.370.

⁴⁴M. L. Ropivia, "Géopolitique et géostratégie : l'Afrique noire et l'avènement de l'impérialisme tropical gondwanien", *cahiers de la géographie du Québec*, 1986, p.19.

⁴⁵*Ibid*, p.106.

nautique et appui. Ceci se confirme d'ailleurs avec des accords d'assistance avec la Namibie⁴⁶. Dans la logique, d'un suivi d'activité et d'interdiction dans l'espace océanique atlantique, afin de contrôler l'aéronavale des zones les plus proches de l'Amazonie bleue⁴⁷. L'US Navy applique déjà cette politique "dans chaque mer du globe et en permanence une flotte complète incluant un groupe aéronaval avec porte-avions nucléaire, capable à la fois de détruire tout ennemi potentiel présent sur la zone et d'atteindre des objectifs terrestres sur toutes les parties du monde avec un préavis maximum de vingt-quatre heures."⁴⁸

Le diagnostic de Ntuda Ebode collabore sur la question, en relevant que, la coopération afro-brésilienne peut être perçue comme une "puissance d'appoint stratégique"⁴⁹. L'analyse situationnel du Professeur Eric Mathias, note que chaque pays engagé dans les rapports de partenariat de défense, peut le faire en fonction d'une évolution propre, pour maximiser ses intérêts. Il renchérit une fois de plus que, c'est tout à fait légitime pour cette puissance sudiste montante, en ce qui concerne la sécurité maritime⁵⁰. Cela dit, "une puissance normative est une puissance qui n'a fondamentalement que la norme comme instrument privilégié, voire exclusif, d'action internationale"⁵¹.

Fait observable par Olinga, "nous devons nous montrer vigilants et disposés à coopérer, [...], à la défense sans restriction de l'Afrique de l'ouest et du sud qui nous est frontière : d'où un ennemi actif pourra nous menacer directement en maîtrisant les communications de l'Atlantique centre-sud"⁵². Il chutait en martelant que : "c'est certainement un des mobiles pour lesquels, Brasilia reconnut rapidement l'indépendance du Cameroun"⁵³. En Relations Internationales, il n'y a guère d'amis mais que des intérêts. Les échanges ont toujours été dans le but d'obtenir quelque chose. Dans cet atmosphère d'hégémonie masquée, les pays du Golfe de Guinée en général et en particulier le Cameroun doivent connaître, qu'elles sont leurs attentes dans le jeu de la géostratégie brésilienne et d'en tirer le meilleur.

⁴⁶G. Leite Cypriano Neves, "La montée en puissance navale comme levier de développement national", Défense et sécurité internationale, septembre 2014, n°106, p. 65

⁴⁷ C.A Nélío de Almeida, "O CFN e a defesa da Amazônia Azul", Âncoras e Fuzis, Ano XV, N° 47, 2016.

⁴⁸ Bergès, *Penser les relations*, p.113.

⁴⁹J. V. Ntuda Ebode, "Le Japon dans le paysage géopolitique africain : une puissance d'appoint stratégique", in Revue Africaine d'Études Politiques et stratégiques, n°3, 2003, p.131.

⁵⁰Owona Nguini, le 24 Janvier 2023.

⁵¹L. Zaki, "La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne", Presses de Sciences Po, 2013, p..2

⁵²G. R. Olinga, "La coopération sud-sud : le cas du Brésil et de l'Afrique", Mémoire du Master en Relations Internationales option : Diplomatie, Institut des Relations Internationales (IRIC), Yaoundé, 2011-2012, p.23.

⁵³ *Ibid.*

2-Les obstacles d'ordres stratégiques

“La question principale que tout type d’organisation humaine se pose, depuis que le monde est mondé, est celle du pouvoir. Et le principal problème est d’identifier celui qui le détient, de vérifier par quel moyen il l’a obtenu, l’usage qu’il en fait, les méthodes qu’il utilise, et quelles sont ses ambitions?”⁵⁴. De l’avis de certains informateurs, l’on observe une certaine réticence de l’État camerounais face aux multiples offres du Brésil. Et cela fait en sorte que, certains aspects de cet accord ne sont pas véritablement exploités de façon optimale. D’autres au contraire anathématisent sur la concentration du commandement. Parallèlement, il est impératif de connaître que les autorisations au sein de l’Armée parcourent une tangible structuration donc le président de République, incarne le titre de chef supérieur des forces Armées. Demeurant l’unique à procéder aux jugements excessivement classés défense d’État, s’il est notifié de l’aléa au moment propice. Toutefois, Ondoua expliquait que la “présidentialisation du système de défense qui place le Président de la République au centre de toutes les décisions et attentions n’est pas sans résonance”⁵⁵.

Fleurdorger en parlant des Chefs d’Etats africains et leurs armées disait que : “ chaque souverain regarde son armée tristement ; ce colosse assis à ses pieds, immobile et muet, le gêne et l’épouvante ; il ne sait que faire, et craint qu’il ne se retourne contre lui ”⁵⁶. La poltronnerie (angoisse) indéfrisable d’un chamboulement de gouvernement par la force des armes toutim la fébrilité du possesseur d’exécutif en Afrique sub-saharienne. “ On se souvient que M. Ahidjo redoutait l’armée... Il a fait quitter les rangs à son propre fils ”⁵⁷. L’obligation d’une méfiance de toutes les ramifications de ce milieu champêtre de ce fait une dévotion totale, puisque, “le contrôle des mutinions et du matériel roulant lourd comme les chars sont directement gérés depuis la sécurité présidentielle”. Luc Sindjoun renchérisait que tout “se déroule dans le marché des positions politiques, constitué par l’ensemble des relations concurrentielles et complémentaires entre acteurs du pouvoir d’État tissées autour du Président de la république. C’est celui-ci qui distribue les rôles et les positions de prestige, organise la proximité ou la distance vis-à-vis de lui ”⁵⁸.

⁵⁴J. Saramago, “En marge du pouvoir économique : Que reste-t-il de la démocratie ?”, Le Monde Diplomatique, Août 2004, p. 20

⁵⁵Ondoua, “Sociologie du corps militaire, p.193.

⁵⁶Fleurdorger cite par A. Ondoua , “Sociologie du corps militaire ,p.265.

⁵⁷C. A. Eyene, Le général Pierre Semengue , p. 173.

⁵⁸Déchiffre, “ Le Président de, p. 12.

En somme, ce chapitre nous a permis de dénombrer les problèmes qui minent la Coopération sécuritaire nautique Cameroun-Bésil grâce à des faits, économiques, linguistiques, sociaux, et ainsi que ses ambitions cachées. Dans le chapitre qui va suivre, nous allons nous atteler sur perspectives susceptibles d'améliorer le cadre de la coopération Cameroun-Bésil en matière de sécurité maritime.

**CHAPITRE 4 : PERSPECTIVES DE LA
COOPERATION CAMEROUN-BRESIL EN
MATIERE DE SECURITE MARITIME**

La modernisation de sa flotte navale en Amérique du sud entre 1893 et 1910 évoquait automatiquement son adhésion à la compétition d'équipement en armes, et la poursuite des contrées du septentrion. Ainsi, le Brésil se débattant pour le protagoniste sud-américain avec la Chili et l'Argentine va opter pour cette nouvelle donne. Ceci est identifiable dans un rapport de Carlos Ballbazar Silveira, ministre de la Marine en 1898 : "nous possédons une force navale qui nous garantit la suprématie dans cette partie du continent¹". Indiquons que, cet engagement ressortait aussi de l'expérimentation de la bataille russo-japonaise de 1904 à 1905, car elle avait suscité aux yeux de plusieurs nations l'influence d'une marine omnipotente (toute-puissante) dans un affrontement contemporain². Conscient de cette actualité mondiale du moment, la marine brésilienne va multiplier des chantiers navals au fil des années, notamment la construction des cuirassés de 13000 tonnes avec le groupe Armstrong Whitworth & Co. Limited en 1905, du Dreadnought avec la force royale britannique en 1906, et des deux édifices de guerre Minas-Gerais et São Paulo en 1907. De plus, l'acquisition de ces nouveaux navires lui avait permis être classé comme étant " la sixième puissance navale mondiale " concernant le nombre d'engins de combat³. Succinct, l'aperçu historique glorieux de l'armada (marine) brésilienne montre à suffisance que celle-ci regorge d'un savoir-faire pluridimensionnel, qui semble une aubaine pour le Cameroun.

I-MAXIMISATION D'ORDRE TECHNO-LOGISTIQUE ENTRE LES MARINES CAMEROUNAISE ET BRÉSILIENNE

La coopération militaire dans un monde de plus en plus interdépendant, constitue à l'ère de la mondialisation une nécessité incontournable donc les accords de coopération constituent un fondement tangible. Dés-lors, l'auteur du projet de création d'une marine au Cameroun en 1931, posait la question de connaître s'il fallait prévoir une marine dépendante de l'Afrique Equatoriale Française, ou au mieux, une marine autonome. À ce propos, la réponse donnée par le commissaire de la République nommé Marchand, était que, dans le domaine militaire le Cameroun constituerait une dépendance sur le plan naval⁴. Cependant, son partenariat avec le

¹Rapports annuels élaborés par des différents ministres de la Marine, 1888-1911, [En ligne], sur <http://ddsnext.crl.edu/titles?f%5B0%5D=collection%ABrazilian%20Documents&f%5B1%5D=grouping%3AMinisterial%20Reports>, consulté le 12 mai 2022.

²S. Capanema, "Quand la République, p.89.

³A. Dias, *Nossa Marinha : notas sobre o renascimento da Marinha de guerra do Brazil no quadriennio de 1906 a 1910*, Rio de Janeiro Officinas Graphicas da Liga Maritima Brasileira, 1910, P.45.

⁴Dictionnaire historique et géopolitique du 20^{ème} siècle, Paris, Edition La découverte, 2000, p. 315.

géant de l'Amérique du sud peut lui permettre de s'éloigner de cette maxime, pour une politique d'autonomisation navale sur différentes sphères.

1-La continuation de l'offre technique et logistique

La marine brésilienne est extrêmement expérimentée, diversifiée et très moderne. Une vraie tradition maritime (calquée sous le modèle de la marine portugaise) allant jusqu'à 200 ans d'histoire. Projetée comme étant la première armada Sud-Américaine, devant ses semblables argentine et chilienne⁵. Elle possède un Centre technologique de la Marine à São Paulo (CTMSP) et l'Institut de recherche de la Marine (IPqM)⁶, Il est important de rappeler qu'il y a 100 ans, cette armada avait déjà les sous-marins⁷. En 2016, elle avait procédé à l'installation du tout premier radar transhorizon brésilien, à Santa Vitória do Palmar dans l'extrême sud du pays, ceci avec l'appui de la firme IACI Soluções Tecnológicas post (entreprise brésilienne de défense stratégique)⁸. De plus, la marine brésilienne intègre la liste des marines maîtrisant l'usage de la technologie nucléaire et du cycle du combustible dans une kyrielle de champs d'application.⁹

Par ailleurs, elle a une armature logistique graduelle et continue dans le domaine de la sécurité maritime, lui permettant de surveiller et de sécuriser sa superficie maritime (4 451 766 km²)¹⁰. C'est le cas par exemple du système de contrôle de l'Amazonie Blue, le SiSGAAz (Sistema de Gerenciamento da Amazônia Azul), qui est le programme du système de Maritime Domain Awareness brésilien¹¹. Ce système renferme à son sein une panoplie de sous-systèmes notamment : la surveillance acoustique de sous-marins, le système de surveillance par satellite et le système automatique d'identification¹². Dans le même ordre idée, celle-ci détient également un système basé sur des satellites juxtaposés des détecteurs terrestres, aéroportés et

⁵H. Masson, (eds), " Production d'armement : le Brésil en quête d'autonomie", *Fondation pour la recherche stratégique*, 2015, n°2, p.88.

⁶R. Corrêa Silva, " La restructuration de l'industrie de défense brésilienne : Un défi pour pays qu'il n'y a pas de menaces", Master 2 professionnel, Institut supérieur de l'armement et de la défense (Université de Paris 2), 2016, p.51.

⁷Tientcheu Ntichi, le 28 février 2023.

⁸R. Lopes, "Cercado pelo isolamento e pela discricão, o radar OTH da IACIT vira alternativa à ausência do SisGAAz ", *Poder Naval*, 21 de junho de 2018.

⁹Barros, " Internationaliser. Moderniser : vers, p.9.

¹⁰*Ibid*, p.47.

¹¹M. M. Antônio, "Marinha implements surveillance program in Guanabara Bay to crack down on drug traffickers", *G1 Rio*, 07/01/2018

¹²N. Frozel Barros, " Internationaliser. Moderniser : vers une nouvelle pensée stratégique brésilienne ", *Centre d'études supérieures de la Marine*, Février 2013, p.3.

navals¹³, et un système de radiogoniométrie¹⁴. De fait, la modernisation de la force sous-marine brésilienne demeure une priorité majeure. Alors, “le monde développé doit aider le monde en développement à pousser ses dents ; sait-on jamais ? Les nantis perdront-ils un jour les leurs ?”¹⁵.

2-La diversification des offres de formation

La Marine nationale brésilienne possède des capacités de connaissances et d’expertises qui peuvent être bénéfique à son synonyme Camerounaise.

2-1- L’industrie navale militaire

S’adosser sur cette industrie navale militaire brésilienne peut nous permettre de développer et booster la nôtre, car la Marine du Brésil avait créé l’Empresa Gerencial de Projetos Navais (EMGEPRON) en 1982 pour guider des programmes et impulser l’industrie navale militaire, et la fabrication de projectiles. l’Emgepron est une entreprise publique brésilienne liée au ministère de la Défense du Brésil par l’association de l’EMM. Elle opère sur la construction navale, l’ingénierie navale, les munitions navales et la propulsion nucléaire. Elle avait d’ailleurs été sélectionnée pour piloter, superviser la construction d’un chantier naval en Angola et former le personnel industriel et naval associé le cadre dans le programme de développement de la puissance navale angolaise (PRONAVAL)¹⁶. En plus de gérer l’usine de munitions AL Jurandyr da Costa Muller de Campos (FAJCMC), qui appartient à la marine brésilienne depuis 1996. Celle-ci avait fourni des spécialistes du CTMSP pour soutenir deux des projets de production d’énergie nucléaire de la marine brésilienne à savoir : le projet du cycle du combustible et le projet de Laboratoire de génération de noyau électrique (LABGENE)¹⁷.

De plus, la marine brésilienne détient une qualification dans la construction des sous-marins conventionnels, et à jaillissement atomique d’ici 2030¹⁸. Grâce au développement du système SN-BR Alvaro Alberto que, le laboratoire de production d’énergie nucléo-électrique a

¹³Masson, (eds), “ Production d’armement : le, p.38.

¹⁴A. Bondaz ,(eds), “ Stratégies de défense et enjeux capacitaires : les cas de la Chine, de l’Inde et du Brésil ”, *Fondation pour la recherche stratégique*, n°6 Janvier 2019, p.31.

¹⁵Houphouët Boigny cité par H. Pokam de prince, *Le multilatéralisme Franco-Afrique à l’épreuve des puissances*, Paris, l’Harmattan, 2013, p.130.

¹⁶V. Barreira, “L’Angola commande des patrouilleurs au Brésil”, *La défense hebdomadaire de Jane*, 2014, p.51.

¹⁷“Brésil-Enquête sur les agences et installations nucléaires”, *Rapport du centre open source*, 2009, pp.11-12.

¹⁸Perira Da Silva, le 26 Janvier 2022.

déjà lancé la mise en œuvre dans l'état de São Paulo (Ipero). Étant donné que, le Brésil aspire à adhérer le groupe des possesseurs de la technologie de sous-marins nucléaires, constitué de six pays tels que : la Chine, l'Angleterre, l'Inde, la France, les États-Unis, et la Russie¹⁹. Réaffirmons que, l'objectif nucléaire date du gouvernement de 1979, avec la création du Programme Nucléaire de la Marine du Brésil (PNMB), donc l'ambition est la dénomination technique pour propulser, architecturer, remettre en œuvre et sauvegarder des systèmes de jet nautique avec des turbines nucléaires, mais également détenir le cycle de développement de combustible atomique²⁰.

La stratégie nationale de défense brésilienne avait portée des fruits en décembre 2008, lorsque le président brésilien Luis Inacio Lula da Silva et son homologue français Nicolas Sarkozy avaient conclu un partenariat stratégique appelé le Programme de Développement de sous-marins (Prosub)²¹. Il s'agissait du programme le plus coûteux de l'histoire de la Marine brésilienne, pour un montant de 31,85 milliards de réais BR, et envisageait l'association du groupe français Naval Group (qui se nommait Direction des constructions navales et services, DCNS jusqu'en 2017) et de l'industriel local brésilien Odebrecht à travers la société Itaguai Construções Navais (ICN)²². Ayant pour objectif, la construction d'un complexe industriel à Itaguai avec deux chantiers navals, une base navale et l'unité de fabrication de structures métalliques. Le Prosub avait mobilisé un transfert de technologie poussé dans plusieurs domaines comme la construction des sous-marins, le système de combat, et l'infrastructure industrielle au sein de la Marine Brésilienne²³.

L'AL d'Escadre Bento Costa Lima Leite d'Albuquerque Junior²⁴, directeur général du Développement Nucléaire et Technologique de la Marine (DNTM), soutenait d'ailleurs que, l'aggiornamento (modernisation) de l'armada conventionnelle démontre une multiplication du pouvoir de surveillance et de défense des eaux brésiliennes. Et que l'avenue d'un sous-marin nucléaire poussera vers un autre horizon, puisqu'un sous-marin classique est projeté par un appareil électrique ravitaillé au graissant diesel. Étant donné qu'une oxydation de ce graissant

¹⁹Barros, "Internationaliser. Moderniser : vers, pp.10-11.

²⁰H. Masson, (eds), "Production d'armement : le Brésil en quête d'autonomie", *Fondation pour la recherche stratégique*, n°2/2015, pp.87-88.

²¹A. Baner, "Le premier sous-marin franco-brésilien bientôt à l'eau", publié le 21 février 2018 à 19 h 26, consulté le 25 mars 2023 à 18h09. Disponible sur www.lesechos.fr

²²A. Bondaz., (eds), "Stratégies de défense, pp.31-32.

²³Mer et Marine, "Gros plan sur le chantier de construction des futurs sous-marins brésiliens", [En ligne], publié le 16 décembre 2014, consulté le 27 mars 2023 à 23h11, disponible sur www.meretmarine.com

²⁴Ces propos ont été recueillis sur le site internet pesquisa, disponible sur www.revistapesquisa.fapesp.br.

diesel résulte de l'oxygène, le vaisseau aura continuellement besoin d'apparaître deux fois par jour pour recueillir le gaz de l'atmosphère, ou mieux planté un canal jusqu'à la surface appelé snorkel. Il faudrait également se ravitailler constamment en diesel. Et durant cette période, l'engin de guerre est démasqué et devient une proie facile à agresser en temps de guerre.

En revanche, un sous-marin nucléaire est moins attaquable, car son générateur d'énergie est un propulseur atomique dont la chaleur produite évapore de l'eau, et c'est cette émanation qui est utilisée dans les réacteurs. Dès-lors, celui-ci a la capacité de rester sous l'eau pendant une durée incalculable vu qu'il obnubile une source probablement inexhaustible d'énergie. Ce pronunciamiento (programme) Prosub avait également occasionné le renouvellement de sa flotte de surface autour de deux programmes. Le premier concernait l'acquisition des nouvelles frégates de 6 000 tonnes, qui avait été gère par Dilma Rouseff .Et le deuxième fait référence au programme de corvettes Tamandaré de 3 000 tonnes, portant sur un premier lot de 4 bâtiments et visant 12 acquisitions²⁵.

2-2-L'aéronavale Brésilienne

Connue sous l'appellation de troisième dimension dans le jargon militaire, elle est possédée par toutes les grandes marines du monde. L'aviation navale brésilienne qui fait l'objet de cet argumentaire, est puissante, moderne, splendide, et a une technologie de pointe systématiquement sollicitée en matière d'aéronautique et une maturité électronique²⁶. Celle-ci avait d'ailleurs jouée un rôle important durant le premier conflit mondial. Ceci grâce à la participation de ses aviateurs à des missions de reconnaissance, sous le giron de la Royal Naval ensuite de la Royal Air Force²⁷. Désignée Força Aeronaval (force navale), cette composante aérienne de la marine avait été constituée en 1916, disposant d'une école, d'une flottille, et d'un siège sur la base aéronavale de Sao Pedro da Aldeia à environ 100 kilomètre à l'est de Rio de Janeiro. Dont le rôle est de protéger simultanément le parc aérien, et fait aussi office de centre d'éducation et de formation de la force aéronavale. Elle était constituée de 1150 personnes en 2018, chargée de procurer un appui adapté aux prescriptions des expéditions dans l'accomplissement des objectifs afin de seconder à la matérialisation des exercices maritimes et terriens à physionomie nautique²⁸.

²⁵M. Cabirol, "Naval Group reste en course au Brésil pour la vente de quatre corvettes, *La tribune*, 18/10/2018,

²⁶Perira Da Silva, le 26 Janvier 2022.

²⁷Selon le site officier du commandement de la Force aéronavale brésilienne, consulté 30 mars 2024.

²⁸"Historico e Missão", [En ligne], consulté le 28 mars 2023 à 12 h 45 minutes, sur Commando da Força Aeronaval.

Une politique autonomisation de la Força Aeronaval da Marinha do Brasil (la force aéronavale du Brésil) avait amené cette dernière à la quête des appareils de patrouille maritime accompagné d'un transfert de technologie au fil des années. Comme 12 des 23 chasseurs A-4KU Skyhawk (Photo 1) rédimés d'aubaine au Koweït en 2000, opérationnels depuis le porte-avion São Paulo. Grâce à ceux-ci, le Brésil fut l'une des prodigieuses nations au monde à contracter ces avions à voilure fixe ; avec l'Italie, la Russie, la Chine, l'Inde, la France, la Thaïlande et l'Espagne²⁹.

Photo N° 8: L'avion de chasseur A-4KU Skyhawk



Source : www.military-history.fandom.com

Ce chasseur avait été produit aux États-Unis en 1950 spécifiquement pour le compte de l'US Navy et United States Marine Corps en substitution au Douglas A-1(AD) Skyraider à hélice. C'est un avion compact, simple, et léger pour cette époque. Sa masse maximale au décollage est de 11100kg, soit environ la moitié de la spécification de poids de la Marine. Avec une configuration d'aile delta à courte portée, un train de roulement tricycle et est propulsé par un seul turboréacteur. En 1952, l'US Navy l'avait mis en contrat.

Le MH-16, dénommé localement par quatre hélicoptères SH-60B, ce patrouilleur naval conserve une avionique et de multiples détecteurs de la dernière génération. Il avait été intégré au sein du 1^{er} escadron d'hélicoptères anti-sous-marin. Et en 2014, deux autres spécimens identiques au prototype avaient été accueillis pour substituer le SH-3A/B³⁰. L'aéronavale brésilienne avait par ailleurs timbré et enrégimenté en 2018, le porte-hélicoptère HMS Océan précipitamment écarté en fonction par la Royal Navy³¹. Cet Océan avait rejoint le TCD Bahia,

²⁹Masson, (eds), " Production d'armement : le, p.37.

³⁰ "Brazilian Navy receives final upgraded AF1 fighter", [En ligne], consulté le 23 décembre 2023, sur Defense Briel.

³¹Bondaz , (eds), " Stratégies de défense, p.31.

qui rien d'autre que l'ex-Siroco, livré par la France en 2015, pour régénérer la potentialité de représentation de l'aviation navale brésilienne .Le tout premier H225M, doté d'une capacité de combattre des cibles de surface, emporte deux missiles AM.39 Exocet. Cet hélicoptère pouvant être équipé d'un système supplémentaire sur le côté droit du fuselage, et d'un ravitaillement en vol, il a déjà fait ses preuves en réalisant un tir avec le missile Exocet en juin 2021³². Possédant des systèmes de défense anti-aérienne et des avions interception comme le 57 Northrop F-5EM/FM Tiger II (qui ont été remplacés par les Saab F-39E Gripen , bien que remis au gout du jour avec les biréacteurs d'origine américaine)³³.

Le KC-390, qui est un avion de chasse permet de “transporter sans escale un escadron entier de l'extrême sud à l'extrême nord d'un territoire aux dimensions continentales”³⁴, et du AMXA1 pour l'attaque au sol³⁵. Elle avait entamée en 2012, la phase d'essais de son troisième programme de lancement de satellite³⁶. Étant donné que, l'ambition de Brasilia est la maîtrise parfaite du cycle de construction et de lancement de satellites par des fusées³⁷. Réceptionnant en 2013, son premier chasseur A-1M modernisé sur le site d'industriel d'Embraer à Gaviao peixoto (Sao Paulo)³⁸. Mentionnons que, ce chasseur était issu d'un programme de modernisation des 43 chasseurs. Le 3 février 2015, les pilotes d'essais Mozart Louzada et Marcos Salgado de Oliveira Lima, assistés des ingénieurs d'essais en vol Raphael Lima et Roberto Becker, avaient volé une heure et vingt-cinq minutes à bord du Embraer KC-390³⁹. Il est trivial de dire que, s'appuyer sur une marine comme cela nous aidera à coup sûr à vite progresser en termes de formation, de capacité à construire des vaisseaux de surface. En un mot, elle constitue “une force et une source d'inspiration”.

II- ELARGISSEMENT DE LA COLLABORATION DANS LES DOMAINES D'ARMEMENT ET TECHNICO-MILITAIRE

Connue comme étant la toute première armature militaire, l'armée égyptienne des pharaons était centrée autour du char à deux chevaux. En chevauchant par l'armée d'Athènes,

³² F. Morlon, “ Aibus Helicopters livre le premier H225M version naval à la marine brésilienne ”, consulté le 26 mars 2023 à 18h09, disponible sur www.aerobuzz.fr

³³ Selon le site de Força Aérea Brasileira.

³⁴ Cepik, “ La politique de défense brésilienne, p.8.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Frozel Barros, “ Internationaliser. Moderniser : vers, p.8.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ H. Chachaty, “ l'armée de l'air brésilienne reçoit son premier A-1 ”, [En ligne], mise à jour le 04 septembre 2013, consulté le 26 mars 2023 à 13h09, disponible sur www.Journal-aviation.com.

³⁹ A. Angrand, “ L'Embraear KC390 fait son premier vol”, [En ligne], mise à jour le 03 février 2015, consulté le 26 décembre 2023 à 23h08, disponible sur www.Air.cosmos.com.

qui fut reconnue de par la phalange, et la légion romaine réputé spécifiquement de par sa cavalerie constituée de : sabre, arc, lance, baïonnette, et chars à canon⁴⁰. Actuellement, ces différentes armes ont été remplacées par des hélicoptères de combat, des avions de chasse ultra modernes, des véhicules blindés, des vaisseaux de surface, et des sous-marins conventionnels et atomiques. Au regard du résultat fabuleux obtenu dans le domaine de la sécurité maritime avec le Brésil, l'État camerounais devrait élargir ce partenariat stratégique dans d'autres domaines.

1- Le secteur d'armement

Le géant lusophone a une ingéniosité de défense proportionnellement hétérogène et pointilleuse pour la commande des équipements pour notre Armée. Au moment que nous regardons l'histoire de l'industrialisation de l'armement brésilienne, nous nous rendons compte que, sa projection naît dans les années 1970 avec les gouvernements autoritaires, qui cherchaient "à constituer une base industrielle de défense diversifiée afin de réduire la dépendance à l'égard des fournisseurs étrangers en matière d'équipements"⁴¹. Le début des années 1980 sera spectaculaire, car, cette industrie de défense va assurer pour la toute première fois, une grande partie des exigences des forces armées (armes légères, systèmes d'artillerie, munitions, véhicules militaires à roues et avions de transport, d'entraînement et de combat léger)⁴². De 1985 à 1986, le géant sud-américain devint alors l'un des importants exportateurs de matériel de défense, atteignant même le rang de neuvième concessionnaire mondial, et une facture de solde approchant les deux milliards de dollars. À cette époque, 90 % des liquidations brésiliennes à l'extérieur se collationnaient aux avions Xavante, aux véhicules blindés EE-9 Cascavel et EE-11 Urutu, et au technique d'artillerie Astro II⁴³.

L'industrie d'armement brésilienne va connaître des périodes de turbulences, mais un sursaut apparaîtra, sous l'administration du président Lula da Silva en 2010, dans l'optique de métamorphoser la machine de défense du territoire. Aujourd'hui, cette industrie de défense est toujours en plein redoublement. Totalisant environ cinq cents entreprises dont la plupart sont centralisées dans les régions sud-est et sud du pays, comme Taurus, qui est le fabricant national d'armes à feu, et tient 85 % du marché national indique une hausse de 28 % de ses ventes

⁴⁰H. Brunschwig, *Le partage de l'Afrique noire*, Flammarion, Paris, 1971, p.150.

⁴¹R.de Melo, "La base industrielle de défense brésilienne : projet ou réalité ? ", *Revue Outre-Terre*, 2015, n° 42, p.198.

⁴²*Ibid.*

⁴³*Ibid*, p.199.

d'armes soit 1,2 million d'unités au total en 2019⁴⁴. Les principales demeurent un génotype des grands projets militaires lancés dans les années 1970 et 1980, comme Embraer et Helibras, que nous avons choisis d'étudier dans le cadre de ce travail. »⁴⁵.

Classée 3^e avionneur de défense du monde et pionnier groupe du pays dans le secteur de la défense. Embraer (Empresa Brasileira de Aeronáutica)⁴⁶, est un constructeur brésilien cantonné dans les avions de chasse, de télédétection, de transport d'autorités, et civile de petite et moyenne taille. Cette entreprise avait reçu plusieurs offres exports des appareils de défense comme le KC-390 (l'acquisition de 32 appareils) par la Colombie, l'Argentine, la Chili, le Portugal et la République tchèque. Le Super Tucano par des États au Moyen-Orient et de l'Afrique, l'EMB-145 AEW&C, par le Royaume-Uni et Moyen-Orient. En février 2016, 5 de ses appareils avaient été sélectionné aux côtés de 10 Beechcraft Texan T-6C et 23 Grob G120TP comme plateformes d'entraînement dans le cadre du programme de formation des pilotes militaires britanniques UKMFTS⁴⁷. Cela étant dit, cet avionneur assure déjà la maintenance de l'aviation militaire camerounaise. Et les négociations sont en cours pour l'achat d'un avion de chasse⁴⁸.

Helibras⁴⁹ (Helicópteros do Brasil), connue comme étant l'irremplaçable hélicoptériste en Amérique du Sud grâce à son développement permanent de création, avec à son actif plus de 600 hélicoptères fournis entre 1978 et 2011. Le protocole d'appropriation de 50 EC 725 de navigation consistant pour l'armée brésilienne d'effectuer un transfert de technologie équitable. Dans l'optique de redoubler la compétence de son centre d'ingénierie et d'inaugurer un institut technologique en affinité avec l'université d'Itajubá⁵⁰. Son modèle d'hélicoptère ayant obtenu

⁴⁴B. Meyerfeld, "Taurus, symbole de la course à l'armement de la société brésilienne", *Le Monde*, 5 janvier 2021.

⁴⁵*Ibid*, p.201.

⁴⁶Créée en 1969 avec pour premier président, l'ingénieur Ozires Silva, qui avait propulsé le développement de l'avion Embraer EMB-110 Bandeirante, dénommé Bandeirante. Au départ, la majorité de son personnel avait été formé par l'Institut Technologique d'Aéronautique (ITA), du Centre Technique Aérospatial (CTA). Embraear avait fusionnée en 1980 avec l'industrie aéronautique Neiva, et deviendra une société filiale. Au cours de la même année, cette nouvelle entreprise avait obtenu une panoplie de commandes sur le plan national et international, des avions comme Bandeirante, Xingu et Brasília. À nos jours, cette société a une croissance remarquable avec des contrats de vente et comptabilise près de 20000 employés.

⁴⁷Silva, "La restructuration de", pp.61-62.

⁴⁸Informateur ayant requis l'anonymat.

⁴⁹Fondée en janvier 1978 à São José dos campos, dans l'État de São Paulo. Situé à Itajubá, une ville et une municipalité du Sud-ouest de l'Etat de Minas Gerais. Au début, elle était issue d'une collaboration de MGI participações, Bveninvest et Europter. À partir de 2006, Helibras est devenue une filiale à 100% d'Europter sous la dénomination d'Airbus Helicopters.

⁵⁰Silva, "La restructuration de", p.59.

un succès énorme est l’Eurocopter AS350 Écureuil (Photo4) que la marine brésilienne use toujours pour sauvegarder le programme antarctique brésilien depuis 1984⁵¹.

Photo N° 9: L’hélicoptère l’Eurocopter AS350 Écureuil



Source : www.aviationsmilitaires.net, consulté le 23 janvier 2024 à 15 h 26 min.

Fabriqué sous licence au Brésil (Helibras), cet appareil en exercice a la particularité d’avoir été développé en versions mono et biturbine⁵² aux États-Unis sous la dénomination d’AStar et TwinStar. L’AS350 avait donné naissance à une version dotée d’un anti-couple de type fenestron, et renommé Eurocopter H130. Cet nouvel avait encore servi de support pour la confection du Changhe Z-11 chinois, en collaboration avec Changhe Aircraft Industries Corporation.

Entre 1988 et 2010, Helibras avait eu trois grands contrats, donc le premier fut des hélicoptères Eurocopters AS565 Panthers avec l’état-major de l’aviation de l’armée brésilienne, le second, 50 Europter EC725 dans le contexte d’un achat d’un milliard de dollars⁵³, que l’État brésilien avait communiqué en 2008, fabriqué dans son usine d’Itajubá Minas Gerais. Et ses hélicoptères devaient entrer en service au sein de la marine, de la force aérienne et à l’état-major de l’aviation de l’armée brésilienne. C’est à partir de décembre 2010 que trois hélicoptères passaient des essais en vol pour gagner le rang de l’administration militaire, et deux ans plus tard le rassemblement du supplément de la livraison avait député. Dans le troisième contrat, elle avait l’obligation de restituer à diapason 34AS365K Panther le même

⁵¹B. Morant, “La marine brésilienne : l’écureuil en Antarctique. Archivé le 14 juin 2015 à la wayback Machine”, [En ligne], consulté le 27 décembre 2023 à 20h08, disponible sur *Rotor Online*.

⁵²C’est un appareil avec rotor principal à trois pales tournant dans le sens des aiguilles d’une montre vue de dessus.

⁵³I. Farias, “Le Brésil produira des hélicoptères pour les forces armées du Minas Gerais”, *Agence du Brésil*. Récupéré le 11 juillet 2009.

degré de puissance que l'AS365K2⁵⁴. On note aussi qu'en septembre 2014, le Panther K2 avait décroché son sondage de manœuvre technique, avec un taux honorable de 98% durant la date d'essai, cela permettait la continuation du programme d'aggiornamento intégral. En avril, Helibras et MBDA Missiles Systems⁵⁵ avaient procédé à l'intégration du missile antinavire Exocet réalisé à 50 % au Brésil. Le 19 juin l'armada brésilienne avait de manière solennellement procédé à la délivrance du premier EC725. Et un an après, toutes les forces armées brésiliennes avaient pris livraison de 16 H225M, ses livraisons se sont poursuivies jusqu'en 2019⁵⁶.

2- Le secteur technico-militaire

L'acquisition des armes de dissuasion sur le plan international a parfois été le fruit d'une collaboration conjointe, car c'est un moyen de s'autonomiser, permettant ainsi de mieux se protéger contre un fortuit défi et de prémunir l'affermissement d'un pays. Le Brésil peut aider son compagnon sudiste (Cameroun) à établir un programme de développement des sous-marins conventionnel et nucléaire, lui permettant ainsi d'acquérir une autonomie technologique et d'intensifier encore son industrie nationale plus efficace. Le ministre de Défense brésilien soutenait d'ailleurs à ce propos que : "la stratégie de développement conditionne et motive la stratégie de défense, et la stratégie de défense constitue un rempart et un symbole pour la stratégie de développement"⁵⁷.

C'est dire que, les manœuvres de défense et développement sont impérativement joints et ont une collision de l'une de l'autre. Entretenant à moderniser son armée et à y mettre un certain prix, l'Inde par exemple avait approuvé cette politique en signant une coopération militaro-technique avec la Russie pour : la location d'un sous-marin nucléaire d'attaque, le K-43 projet 670 (classe Charlie I) délaissé en réservation par Moscou pour trois ans (1988-1991)⁵⁸ ; d'un développement conjoint du sous-marin atomique polyvalent 971I (classe Akula II), construit au chantier naval de l'Amour (l'est de la Russie) et du sous-marin 518 Nerpa mis en service en juin 2006⁵⁹ ; la fabrication en chaîne d'hélicoptères radar Ka-31, de missiles air-air RVV-AE

⁵⁴C. Hoyle, "Des hélicoptères pour moderniser les panthers de l'armée brésilienne", [En ligne], consulté le 27 décembre 2024 à 17h17 sur Wayback Machine Flight International.

⁵⁵ C'est une institution industrielle du domaine aéronautique et spatial et de l'industrie de l'armement, pionnier européen en ce qui concerne des missiles et des systèmes de missiles.

⁵⁶"Poursuite de la livraison du H225M pour les forces armées brésiliennes malgré l'annonce d'un retard de 2 ans" [En ligne], consulté le 27 décembre 2024 à 17h, sur Wayback Machine Defense Industry Daily.

⁵⁷J. Battaglino, " O Brasil e a criação do conselho sul-Americano : uma convergência de vantagens", *Nueva sociedad*, 2009, pp.79-89.

⁵⁸S. Hutinet, " France-Brésil : et pour quelques Rafale de plus", *Le progrès*, 10/09/2009

⁵⁹I. Facon, " Russie, Inde, coopération militaro-technique ", Paris, *Fondation pour la Recherche Stratégique*, 2008, pp.30-31.

(AA-12), de missiles antinavires 3M24E Ouran-E (SS-N-25), Kh-35 (AS-20) et 3M54E Club (SS-N-27B), des missiles de croisière 3M14E (SS-N-27A), de nouvelles variantes des missiles aériens Kh-31 (AS-17)⁶⁰. Aujourd'hui, grâce au transfert de Charlie mentionné plus haut, l'Inde avait conçu son sous-marin atomique nommé INS Arihant⁶¹ (Photo4).

Photo N° 10: Le sous-marin nucléaire indien INS Arihant



Source : www.ouest-france.fr, consulté le 23 janvier 2023 à 12 h 34 min.

L'image ci-dessus représente l'indien INS Arihant en pleine navigation, donc la locomotion de surface est de 6000 à 7000 tonnes, similaire à celui d'un sous-marin nucléaire russe de la classe Boreï de 18000 t⁶², son panneau est disproportionné et son duplicata de coque est caparaçonné de tuiles anéchoïques, et du pavillon se trouvant à l'avant du bâtiment. Il a sous son gril quatre silos à missiles armés à partir du deuxième building, quatre missiles mer-sol balistiques tactiques Agni-III : K-14 à 20 tonnes, d'une oscillation de 3500 kilomètres et pouvant embarquer une cargaison militaire d'une tonne, de transporter une charge conventionnelle de 500 kilos ou une ogive nucléaire de 750 km d'amplitude. Ce sous-marin avait effectué son tout premier tir le 28 février 2008.⁶³

La coopération technico-militaire entre la Russie et le Venezuela en est aussi une parfaite illustration. Car ce partenariat de Défense était basé sur la construction de deux industries d'armement. Actuellement, le Venezuela apparaît comme étant le plus grand importateur d'armes russes en Amérique latine, avec à son actif des contrats pouvant aller jusqu'à 11 milliard de dollars (en 2013). Les clauses de leur accord prévoyait : 53 hélicoptères Mi-35M2

⁶⁰*Ibid*, p.17.

⁶¹En sanskrit (langue nationale indienne) c'est : vainqueur ses ennemis

⁶²La classe Boreï est le code OTAN pour la classe de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de 4^e génération de la flotte maritime militaire de Russie. Développé par la Russie depuis la chute l'union soviétique. Dénommé au départ comme "projekt 935", il va connaître son figement dans les années 1990, pour renaitre avec le code "projekt 955".

⁶³G. Corilobé, " L'Inde a montré qu'elle pouvait concevoir un missile balistique sous-marin ", [En ligne], consulté le 23 mars 2023, *Sur corlobe.tk*.

et Mi-17V, 24 avions de combat sukhoi S4-30MK2, 12 systèmes anti-aériens ZU-23-2, 1800 systèmes anti-aériens portatifs SA-24, et 100,000AK-103 devraient être commercialisés avec le Venezuela⁶⁴. Pour surabonder dans le même, la coopération technologie et militaire existant entre les États-Unis et le Pakistan depuis 1956, donc le but avait été d'effectuer un transfert de technologie dans le domaine de l'énergie nucléaire. Une commission mixte d'énergie atomique avait été mise sur pied entre les deux États. En 1958, le physicien et prix Nobel de physique (1979) Abdus Salam avait adhéré à cette commission, et approuvait d'ailleurs en mars 1959 l'adoption de l'administration en place de négociier auprès des États-Unis le tout premier réacteur atomique de recherche.

En 1962, le pays avait alors démarré sa construction à Multan et deux ans après, la commission avait créé un institut public de recherche nucléaire à Islamabad nommé le Pakistan Institute of Nuclear Science and Technology (PINSTECH)⁶⁵. Ce programme nucléaire va connaître un coup de pouce avec le débarquement de Qaderre Khan à la tête de la commission, puisque celui-ci créera en 1970 le laboratoire nucléaire de Kahuta, qui comptabilisait près de 1300 centrifugeuses abritées dans un logement d'environ 1300 mètres carrés⁶⁶. À partir de 1986, le pays avait suffisamment la capacité de produire le combustible pour créer une bombe. C'est finalement après, une solide augmentation de tension avec l'Inde (son concurrent nucléaire), que la commission va publier d'avoir effectué ses cinq premiers essais nucléaires le 28 mai 1998 (Chagai-I)⁶⁷. Au demeurant, le prolongement de ce mariage sur les plans d'armement et technico-militaire pourra non seulement permettre à l'État camerounais d'acquérir des armes, des avions de combat, des hélicoptères de combat, mais aussi un transfert de technologie sur le nucléaire.

III- OPTIMISATION D'ORDRE SECURITARO-STRATEGISTE ET LINGUISTIQUE

Anéanti, au XIX^e siècle, le phénomène de serpent de mer avait effectué son retour au XX^e siècle. Actuellement, la piraterie maritime apparaît “ sous le effet du développement du commerce maritime et du phénomène d'Etats faillis incapables d'assurer la souveraineté et la

⁶⁴J. Cortinhas, (eds), “ Géopolitique de la nouvelle Amérique latine”, *Institut de relations internationales et stratégiques*, paris 2016, p.43.

⁶⁵A. Khan, “Development of the Nuclear power industry in pakistan”, [En ligne], consulté le 11 mai 2023, disponible sur scribd.com.

⁶⁶J. Henno, “ les laboratoires atomiques de Kahuta (Pakistan), au centre du réseau de prolifération”, [En ligne], consulté le 11 mai 2023, disponible sur *henno.com*.

⁶⁷*Ibid.*

sécurité sur leurs territoires et leurs abords maritimes”⁶⁸, comme dans le détroit de Malacca, le golfe d’Aden, le large des côtes somaliennes, la mer des caraïbes et le Golfe de Guinée. La résurgence de ce fléau n’a tout de même pas été sans conséquence. Mais avant d’y parvenir, il est nécessaire de présenter les moyens de lutter face à ce travers.

1-La mutualisation opérationnelle des forces pour la lutte contre la piraterie maritime

Conscients de l’inefficacité de la ZOPACAS à mettre en place une véritable politique de matérialisation pour la sécurisation de l’espace maritime de l’Atlantique sud, malgré les beaux textes écrits depuis 1986. L’on n’est tenté de dire que son champ d’action reste le renforcement des capacités pour l’insécurité maritime. Charles et Ela partageaient d’ailleurs cette opinion en affirmant que :

L’initiative s’est transformée en “document de réflexion” pour la relance de la coopération régionale entre les pays au sein de la zone Sud Atlantique (y compris les pays du Golfe de Guinée) dans quatre domaines d’intervention : la cartographie et l’exploration des fonds marins, l’environnement (océanographie, pêche), la sécurité maritime et le transport (aérien, maritime et ports). Depuis 1993, des opérations navales dénommées “Atlas Sur” sont organisées tous les deux ans avec l’appui de la marine de l’Afrique du Sud, du Brésil, de l’Argentine et de l’Uruguay⁶⁹.

Cela étant dit, la sécurité maritime est tributaire pour protéger les bénéfiques des contrées littorales, ainsi que les activités économiques comme le transport maritime, l’aquaculture, la pêche et les services écosystèmes marins. Une analyse rétrospective, de la coopération bilatérale en matière sécurité maritime entre les pays du golfe de guinée et les grandes puissances comme la France, les États-Unis, l’Angleterre et la chine demeurent mitigé. Pour le cas des États-Unis par exemple, l’armada américaine se focalise sur des escales régulières avec certains pays côtiers pour un appui logistique et entraîner leurs marines au travers des exercices militaires. De plus, les États-Unis s’embrigadent sur la maximisation de la Capacité Régionale de Connaissance Maritime (RMAC) en procédant aux installations des appareils comme des radios, radars et des Systèmes d’Identification Automatiques (SIA). L’Angleterre poursuit la même philosophie que les USA avec une assistance bilatérale aux marines nationales et le renforcement des capacités logistiques⁷⁰.

Le gouvernement britannique avait contribué à la mise en exécution d’un Centre d’Échange d’Informations sur le Commerce Maritime (MTISC) au Ghana sous la coordination du Forum Marin International des Compagnies Pétrolières (OCIMF). Donc l’objectif central, était

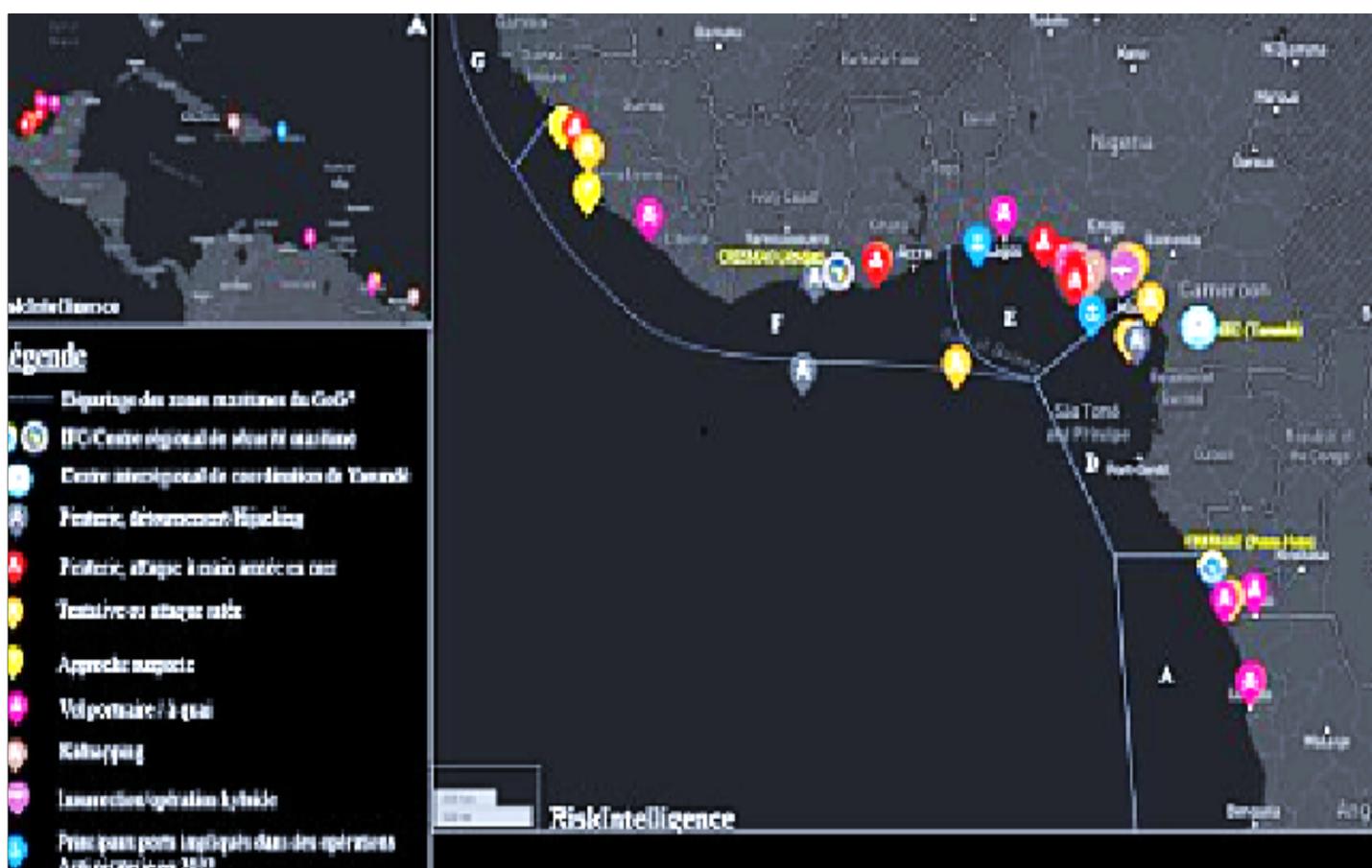
⁶⁸P. Boniface, *La géopolitique des relations internationales*, Paris, Eyrolles, 2011, p.70.

⁶⁹Mvomo et Ukeje, " Approche africaine de, p.29.

⁷⁰Mvomo et Ukeje, " Approche africaine de, p.30.

d'installer des systèmes de partage d'informations sophistiqués pour harmoniser les moyens de lutte contre la piraterie. La Chine avait fait son apparition dans la région avec l'opération multinationale "Obangame" qui avait eu lieu le 28 février 2013 à Douala, avec la contribution des puissances émergentes telles le Brésil, et l'Inde⁷¹. La France avait également épousée cette même logique de renforcement, avec deux initiatives, le RECAMP et l'ASECMAR. Il est donc clair que, les multiples moyens que ces puissances mettent en jeu dans cette région restent non seulement sommaire, mais aussi contribues plutôt à la protection de leurs intérêts dans cette zone immensément riche et non à éradiquer véritablement la piraterie maritime dans cet espace maritime stratégique, qui sème la terreur depuis les décennies (carte3).

Carte 1: La piraterie maritime dans Golfe de Guinée en 2022.



Source : L. Borer, "Piraterie maritime : quels récents développements d'une bien ancrée ?", mise à jour le 26 février 2023, disponible sur www.diploweb.com, consulté le 23 janvier 2024 à 12 h 34 min.

Pour être plus explicite, quatre à six groupes opèrent dans la zone en disposant des vaisseaux hautement raffinés pouvant atteindre les 250 nautiques en plein mer. A ceux-ci se rajouter les activistes, qui utilisent la même recette mathématique, en visant l'industrie pétrolière dans un contexte de réclamation. En guise d'exemples, le Niger Delta people's

⁷¹Ibid.

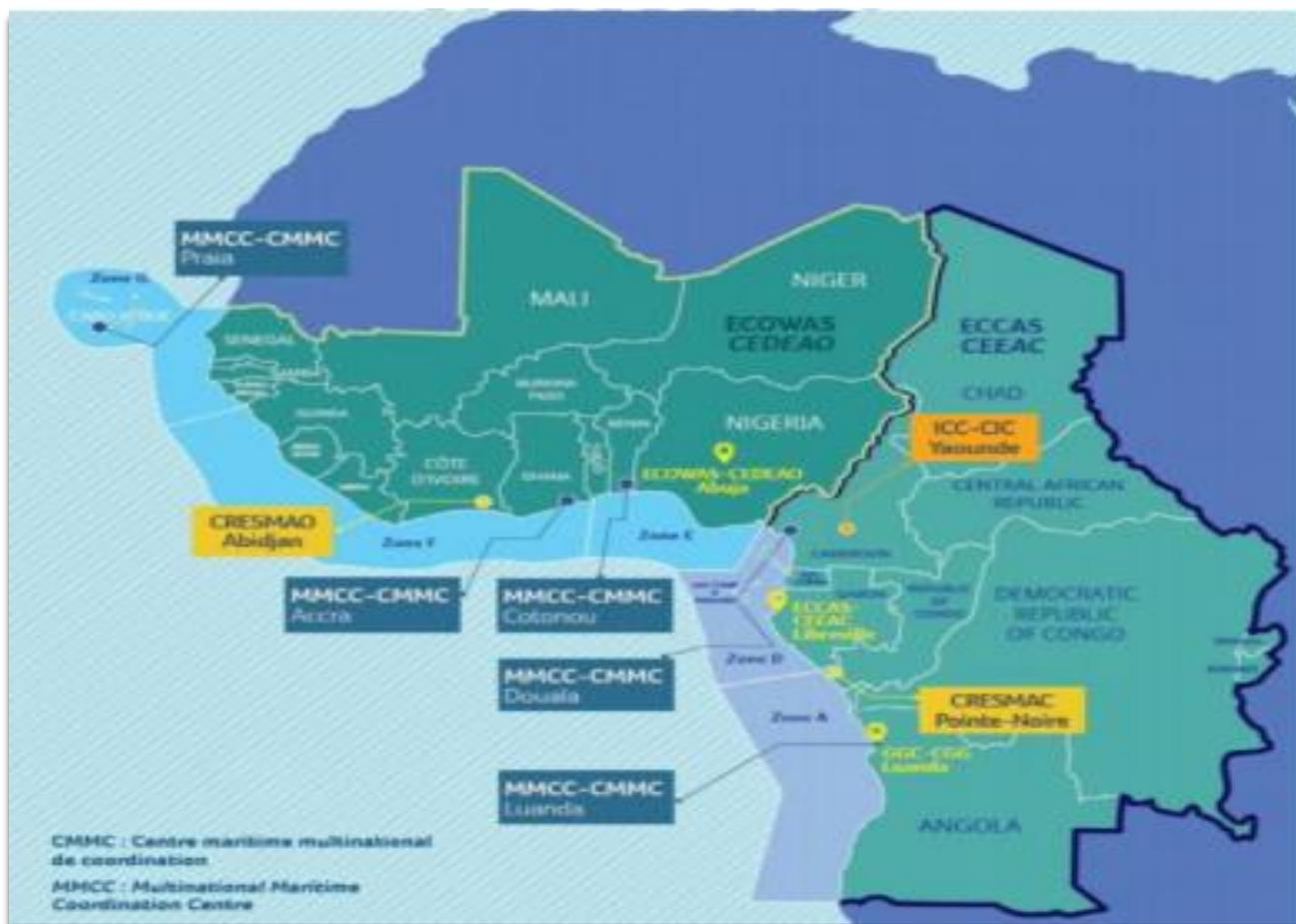
Volunteer Force (NDPVF) et le Mouvement pour l'Émancipation du Delta du Niger (MEND), qui au-delà de la piraterie maritime opère dans le braquage des banques, la prise d'otage avec paiement de rançon, précisément en Afrique en miniature et la Guinée Équatoriale. La majorité des embuscades se dissémine près des périphéries et au cheminement des ports, comme les eaux territoriales et la ZEE. Les eaux du Cameroun, Benin et Togo sont aussi touchés par une partie des propagandistes opérant à un trajet de 40 nautiques, ciblant des embarcations de pêches, de logistique pétrolière, des cargos de flétri gabarit en opération de sabotage, auxquels s'intensifient de populeux maraudages immobilistes à quai.

La mise en place des trois organisations d'intégration régionale de l'Afrique de l'ouest et l'Afrique centrale, le mémorandum d'entente sur la création d'un réseau sous-régional intégré des gardes côtiers de l'Afrique de l'ouest et centrale, le règlement concernant la gouvernance des affaires maritimes. Et l'adoption du code de conduite de Djibouti⁷², du code de conduite de Yaoundé concernant la lutte contre la piraterie maritime et les crimes commis en mer demeurent "de nature déclaratoire au lieu de constituer une étape concrète vers l'élaboration des mécanismes pour s'attaquer effectivement aux menaces complexes à la sécurité et à la sûreté maritime dans le Golfe de Guinée"⁷³. Il faut néanmoins relever une nette différence avec le sommet de Yaoundé, puisque "la sécurité et de la stabilité dans l'espace maritime de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest par la mobilisation des moyens opérationnels adéquats tant institutionnels que logistiques" sont déjà implémentées par certains grands axes régionaux de l'architecture interrégionale (carte3) de sécurité maritime.

⁷²A. Caligiur, "La charte de Lomé comme instrument pour une nouvelle gouvernance maritime en Afrique", [En ligne], mise à jour le 06 mars 2017, consulté le 23 mars 2023, disponible, <http://revel.unice.fr/psei:index.html?id=1454>.

⁷³Mvomo et Ukeje, " *Approche africaine de*, p.33.

Carte 2: Architecture du sommet de Yaoundé



Source: https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-maritime-security-factsheet-gulf-guinea_en

Cette carte présente le centre régional de sécurité maritime pour l’Afrique centrale (CRESMAC) et le centre régional de sécurité maritime pour l’Afrique de l’Ouest (CRESMAO). Le premier est constitué de deux zones maritimes, à savoir la Zone D, avec pour Centre Maritime Multinational de Coordination (CMMC) Douala, rassemble le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale et le São Tomé-et-Principe, et est fonctionnelle ; et la Zone A, dont l’installation du CMC est attendu en Angola (Luanda), n’est pas encore opérationnelle, regroupe l’Angola, la RDC et le Congo. Le deuxième couvre trois zones maritimes, à savoir, la Zone G, dont la mise place du CMC est prévue à Praia (Cap-Vert) n’est pas encore efficiente, masse le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert et le Mali ; la Zone F, partiellement agissante, avec l’implantation du CMC à Accra (Ghana), réuni le Burkina Faso, la Côte d’Ivoire, la Guinée Conakry, le Liberia et la Sierra Leone ; et enfin la Zone E, active avec le CMC basé à Cotonou (Benin), groupe le Benin, le Niger, le Nigeria et le Togo. Tout ceci pour dire que, trois CMMC sont seulement opérationnels pour la lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe Guinée.

Ce qui constitue un véritable problème, puisque cette lutte doit se faire simultanément. Pour revenir au sujet, le Brésil est inclus dans cette équation, car son commerce extérieur qui s'achemine par voie maritime est de 95%, et ses ressources offshore "occultent bien [...] cet espace maritime"⁷⁴. Ainsi, par une conjugaison d'efforts, entre Yaoundé et Brasilia, pour la mobilisation des moyens humains, matériels et financiers pour asseoir une politique d'offensive en s'appuyant sur les organisations comme CEEAC, CEDEAO, CGG, OMI, OMAOC, AFRICOM, CESA, ISS et quelques partenaires internationaux tels que la Russie, la Chine, l'Espagne et la Corée du Nord pour non seulement procéder au renforcement des capacités, mais aussi mener des patrouilles conjoints, comme c'est le cas dans le golfe d'Aden avec des opérations internationales de lutte contre la piraterie depuis 2009⁷⁵, ainsi que des démonstrations de groupes navals dans le Pacifique pendant plusieurs mois⁷⁶. En établissant des structures fonctionnelles dans des pays stratégiques, et avoir surtout une "stratégie partagée". Voilà pourquoi S. Ndutumu pensait d'ailleurs que la solution idoine est de mutualiser les différents moyens dont disposent les États pour intervenir en mer⁷⁷.

2-La discontinuité d'une assistance continue

La pensée stratégique qui est un terme militaire, signifie dans l'armée vue d'ensemble ou long terme, semble être l'option privilégiée de la Marine Brésilienne par le moyen de la politique d'assistanat continue dans les écoles navales brésiliennes pour d'avantage imposer sa doctrine aux éléments camerounais en formation au sein de ses académies. C'est d'ailleurs ce que fait la Marine française à cette dernière depuis des années. Albert Buchalet étant, attaché militaire français au Brésil, proposait de : "mettre sur pied un système régulier d'envoi de conférenciers militaires [...] qui professerait à l'École d'EMM, à l'École supérieure de guerre, à l'École de guerre navale, à l'École de guerre aérienne" afin de "maintenir ou d'accroître leur influence militaire et politique au Brésil"⁷⁸.

⁷⁴A.R. Violante, "Politica externa, politica de defesa e cooperação sul-sul como grande estratégia na Afri Occidental: um estudo de caso em cabo verde e são Tomé e Príncipe. (Mestrado em Estudos Estratégicos da Defesa e da segurança) –PPGEST", *Universidade Federal Fluminense*, 2017, p.366.

⁷⁵ Hébrard, "un dragon caché, p.60.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷S. S. Ndutumu, "Les réponses nationales : la problématique du renforcement de l'action de l'État en mer", in *Défis sécuritaires dans le golfe de Guinée, Symposium international*, Citée par Tedongmo, "Piraterie maritime, p. 46

⁷⁸A. Buchalet cité R.N.de Araudjo, "Conquête des esprits et commerce des armes : la diplomatie militaire française au Brésil (1945-1974)", *Revue de l'université Toulouse le Mirail –Toulouse II*, 2011, p.227.

Le colonel Buchalet va plus loin en proposant d'instaurer la propagande culturelle militaire française, malgré qu'elle soit déplorable. Selon lui, son successeur devrait faire la divulgation de publications militaires, techniques et d'organiser la diffusion de bibliographies commodes avec prix des ouvrages militaires français. Cependant, Jean Tassel, remplaçant à Albert Buchalet à l'ambassade de France à Rio, persistait auprès de l'EMM de française, dès 1955, et il souligne une fois de plus l'intérêt des stages brésiliens à Paris. L'armée de terre dépêchait chaque année un colonel suivre les enseignements de l'école supérieure de guerre (ESG)⁷⁹ de Paris. Toutefois, le chef d'état-major général de la Défense nationale, le général brésilien Paul Ély avait diagnostiqué cette guerre psychologique, aussitôt il avait pris le dossier pour remettre au ministère des Affaires étrangères, administré par Maurice Couve de Murville. Par conséquent, une nouvelle résolution avait été attribuée au ministère des Armées brésilien obligeant " le transfert vers le Quai d'Orsay d'officiers spécialistes de la guerre psychologique, de sorte que nous pouvons alors nous demander dans quelle mesure les représentants de la France ne seraient pas eux-mêmes victimes de leur service de propagande ? " ⁸⁰.

En tirant les leçons de l'histoire avec la coopération militaire française, le Cameroun gagnerait d'être d'une grande maturité stratégique, avec le Brésil. Il serait louable de dire que, l'arrimage à la maritimisation nécessite une inscription intellectuelle car, le développement selon Samir Amin, n'est pas synonyme d'arrimage suiviste au système mondial. Il ne faut pas être emporté par des invariants novateurs qui viennent de l'extérieur. Il faut copier de la technologie en leur apportant de l'hospitalité. Ainsi donc, l'État intensifie ses prédispositions défensives et/ou offensives. Ce qui engage une réaction en chaîne des autres États, qui à leur tour vont désenvelopper leurs capacités. La poursuite de la sécurité acquise par les uns, prolifère mathématiquement l'insécurité chez les autres. Pour Herz, cette alternative de sécurité est " le fait que les actions entreprises unilatéralement par un État pour assurer sa sécurité tendent, quelles que soient ses intentions, à accroître l'insécurité des autres États " ⁸¹. Voilà pourquoi Raymond Aron soulignait que : "j'appelle puissance militaire" sur la scène internationale la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités ⁸².

⁷⁹Créée en 1876 au sein de l'école militaire française, elle fut le plus grand établissement d'enseignement militaire voué à former des officiers d'état-major et des officiers généraux.

⁸⁰Araudjo, "conquête des esprits, p.194.

⁸¹T. S. Struye, " Les États-Unis face aux puissances émergentes : quelles stratégies à disposition des protagonistes ? ", *UCL, Note d'analyse 6*, Février 2010, p. 13.

⁸²P. Boniface, *Relations Internationales*, Paris, Dunod, 1995, p, 193.

3-La revalorisation de l'enseignement des langues étrangères

Une langue d'héritage coloniale doit être favorable au changement linguistique dans une nouvelle situation de contact de langues (changement des langues)⁸³. Ceci illustre parfaitement la coopération sud-sud qui fait l'objet de notre argumentation puisque l'un est franco-anglophone, et l'autre lusophone. Cependant, la communication constitue un véritable frein entre les deux parties. Dans le but de maintenir cette relation qui existe depuis les années 60, les gouvernements doivent mobiliser les moyens nécessaires pour mettre place une véritable politique d'accompagnement dans le cadre de l'apprentissage des trois (français, anglais et portugais). Dans le cadre la sécurité maritime, qui fait l'objet de notre étude, la marine nationale du Cameroun doit non seulement ouvrir un centre à Douala pour limiter les déplacements de ses éléments à Yaoundé. De plus, il faut revoir le nombre d'années pour pouvoir aller suivre la formation au Brésil, puisque certains y vont sans maîtriser la langue portugaise. En ce qui concerne la marine brésilienne, ses éléments doivent tout faire pour maîtriser l'une des deux utilisées en Afrique en miniature. Pareil pour les professeurs ou instructeurs qui se trouvent dans des académies navales militaires pour faciliter la compréhension entre enseignant et l'étudiant.

Au terme de ce chapitre, il a été question de suggérer quelques prescriptions en vue d'impulser le cadre de la Coopération de sécurité maritime Cameroun-Brazil. Il ressort donc que, cette union sudiste doit militer pour une maximisation d'offres de formation d'ordre technico-logistique entre les marines brésilienne et camerounaise. De plus, elle doit s'étendre dans les domaines d'armement, technico-militaire, sécuritaire-stratégiste, et envisagée aussi une redynamisation de la pédagogie des langues allogènes.

⁸³F. Scetti, "Évolution de la langue portugaise dans sa dynamique de transmission au sein de la "communauté portugaise" de Montréal", *Thèse de doctorat de Sciences du Langage, Université Paris Descartes*, 2016, pp.58-59.



CONCLUSION GENERALE

L'intitulé du présent mémoire est : " La coopération Cameroun-Brésil à l'aune de la sécurité maritime (1986-2022)". Son objectif est d'examiner les enjeux du mariage entre les marines camerounaise et brésilienne dans le domaine de la sécurité maritime. Sur la forme, ce travail a donné lieu à quatre chapitres. Le chapitre 1 s'est attelé sur les bases fondamentales de la coopération Cameroun-Brésil, au travers des événements historiques, idéologiques, économique-éducatifs et d'un cadre juridique.

Ensuite, le chapitre II s'est articulé autour de la matérialisation du partenariat entre trois parties en abordant le démarrage de la relation technique entre Yaoundé et Brasilia concernant la sécurité maritime, puis, met en lumière les outils diplomatiques de leur coopération, et pour chuter l'apport technico-logistique de la marine brésilienne à son homologue camerounaise. Plus loin, le chapitre III démontre les problèmes existant au sein de l'union Cameroun-Brésil grâce à des faits, économiques, linguistiques, sociaux, et ainsi que les prétentions cachées de celle-ci. Cela a permis de décliner le répertoire des freins qui mine cette Coopération brésilo-camerounaise

Le chapitre IV quant à lui a souligné l'amélioration du cadre de la Coopération sur trois volets, le premier concerne la maximisation d'ordre technico-logistique entre les marines brésilienne et camerounaise, en maintenant cette offre d'une part, et d'autre part en diversifiant cette offre de formation, c'est dire en optant pour l'industrie navale militaire et l'aéronavale. Deuxièmement, l'élargissement de cette collaboration dans les secteurs d'armement et technico-militaire. Et troisièmement enfin, l'optimisation d'ordre sécuritaro-stratégiste et linguistique orientée vers la mutualisation opérationnelle des forces pour la lutte contre la piraterie maritime et la revalorisation de l'enseignement des langues étrangères.

Pour répondre à cette préoccupation, l'analyse s'est adossée sur une démarche pluridisciplinaire. À ce titre, ce travail a fait appel à d'autres sciences telles que la géographie, la sociologie, la politique, la linguistique, l'économie, le droit, et la géopolitique. Ces différentes disciplines nous ont permis d'établir l'herméneutique de la coopération de sécurité maritime, de saisir au passage l'étiologie, les enjeux, les acteurs, mais aussi les moyens optés. Nous nous sommes donc appuyés sur une documentation constituée d'une note d'archive, des thèses, des mémoires, d'articles, et d'ouvrages divers.

Au plan théorique, l'analyse s'est appuyée sur l'intergouvernementalisme, l'interdépendance, et le constructivisme comme grilles de lecture explicative. Au final, l'appui technique et logistique en matière de sécurisation navale est bien réel. Mais, pour autant, peut-

on vaincre durablement le phénomène de piraterie maritime rien qu'en optant pour le renforcement des capacités, sans une mutualisation des forces de patrouilleurs opérationnelles ? Il n'est pas très aisé de répondre de manière tranchée à cette question. Sur le plan pratique, il faut dire que les deux Etats se concèdent à achopper les aboutissements escomptés pour ce qui est de la condamnation des actes de pirateries et d'autres actes criminels en haute mer. L'hypothèse principale de ce travail qui, est la marine brésilienne applique la politique de l'assistanat, à celle du Cameroun sur les plans logistiques et techniques en ce qui concerne la sécurité maritime, se trouve ici confirmée. À ce titre, il est idoine de proposer des solutions rationnelles capables de perfectionner le mariage existant entre les marines brésilienne et camerounaise.

Comme premier enseignement de ce travail, il est impératif d'effectuer un investissement des fonds sur la marine nationale camerounaise, tout abord pour une meilleure professionnalisation de ses éléments au sein des académies militaires navales brésiennes. Ensuite, pour permettre de "s'armer afin de lutter par soi-même et pour soi-même" contre la piraterie maritime. Par ailleurs, le Cameroun, perçoit Brasilia comme "une puissance souveraine, dont la puissance s'accroît et sûre de ses forces, dont l'autorité et les capacités créatrices sont reconnues de toute l'humanité"¹ ou mieux encore l'un des "centres de puissance". De ce fait, celui-ci devrait établir un partenariat stratégique plus poussé avec les transferts de licences de production d'arme de dissuasion (le nucléaire), des avions de combat et des hélicoptères sophistiqués. Car comme l'affirmait Pierre le Grand : "tout potentat qui n'a que la puissance terrestre n'a qu'un bras. Mais s'il y ajoute la puissance maritime, il a les deux"². Et enfin le président américain George Washington avait renchérit à son tour en disant que : "sans force navale décisive, nous ne pouvons rien faire de décisif et, avec elle, tout est honorable et glorieux"³.

Comme dernier enseignement, la marine camerounaise peut se développer avec l'armada brésilienne au travers d'une collaboration saine, transparente, et co-constructive. De plus, promouvoir "une coopération intellectuelle", qui a pour but "d'amener dans tous les domaines qui relèvent d'elle une coordination des efforts, une collaboration susceptible, non seulement

¹Pour rejoindre les propos de l'ancien ambassadeur de Russie en Inde, A. M. Kadakine, "La Russie et l'Inde-partenaires stratégiques", lors de son interview à ITAR-TASS le 1er juillet 2004.

²J. S. Mongrenier, "Poutine et la mer. Forteresse Eurasie et stratégie océanique mondiale", *Hérodote*, n° 163, 2016, p.85.

³J. Henrotin, "Projection de puissance vers la terre depuis la mer et évolution des systèmes d'armes", *Stratégie*, n°114, 2016, p. 395.

d'éviter des pertes de temps, de faciliter l'information, la diffusion du progrès, mais aussi de provoquer la formation, lente peut-être, mais continue, de l'esprit international"⁴. Cependant, Comme l'a relevé avec beaucoup de justesse l'historien africain Joseph Ki-zerbo "on ne développe pas, on se développe" Cela étant dit, l'acteur promeut le développement endogène, c'est dire compter sur ses forces comme piste solution.

⁴P. Valéry cité par J. J. Renoliet, *L'Unesco oubliée. La société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, publication de la Sorbonne, 1999, p.325.



ANNEXES

Annexe 1: Attestation de recherche

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

 FACULTE DES ARTS, LETTRES
 ET SCIENCES HUMAINES

 DEPARTEMENT DE
 HISTOIRE



UNIVERSITY OF YAOUNDE I

 FACULTY OF ARTS, LETTERS
 AND SOCIAL SCIENCES

 DEPARTMENT OF HISTORY

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Professeur BOKAGNE BETOBO EDOUARD, chef de Département d'histoire de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiant NDIMA NKOLO matricule 17B260 est inscrit en Master II dans le dit département, option Histoire des Relations Internationales. Il mène, sous la codirection du Pr WANYAKA BONGUEN VIRGINIE et la direction du Dr. EBENE MIREILLE (chargé de cours), une recherche universitaire sur le thème : « la coopération de sécurité maritime entre le Cameroun et le Brésil (1961-2021) ».

Nous le recommandons aux responsables des administrations, des centres de documentations, d'archives et toutes autres institutions nationales ou internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente autorisation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé le ... 10 DEC 2021



Professeur

B6p

Edouard Bokagne Betobo

Maître de Conférences

Annexe 2: Autorisation de recherche académique

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
MINISTERE DE LA DEFENSE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
MINISTRY OF DEFENCE

Yaoundé, le... 15 FEV 2023

N° 201117 /LE/MINDEF/01

Le Ministre Délégué à la Présidence Chargé de la Défense
The Minister Delegate at the Presidency in Charge of Defence

- YAOUNDE -

A

Monsieur NDIMA NKOLO
Tel : 674 25 35 38/657 82 15 23
Email : ndimankolodaniel@gmail.com

- YAOUNDE -

Réf. : V/L en date du 02 février 2023

Objet : *Votre demande d'accès à l'Etat-Major de la Marine Nationale, et aux Bases Navales de Kribi et de Douala*

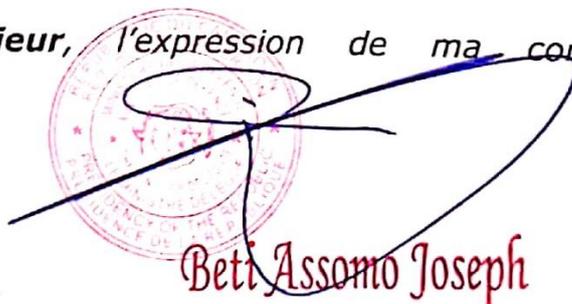
Monsieur,

Faisant suite à votre correspondance ci-dessus visée en référence et par laquelle vous sollicitez une autorisation d'accès à l'Etat-Major de la Marine Nationale et aux Bases Navales de Kribi et de Douala,

J'ai l'honneur de vous signifier mon accord.

Pour ce faire, vous voudrez bien prendre attache avec les services concernés.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée./-


Beté Assomo Joseph

Annexe 3: Lettre de Recommandation de recherche académique

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX – TRAVAIL – PATRIE
UNIVERSITE DE YAOUNDE I

*Vice-recteur chargé de la Recherche, de la
Coopération et des Relations avec le Monde des
Entreprises*

B.P. 337- YAOUNDE
TÉL./FAX : (237) 22 22.13.20



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE – WORK – FATHERLAND
THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

*Vice-Rector in charge of Research, Cooperation and
relations with Business World*

YAOUNDE, le 09 FEB 2023

N° - 10605 /UYI/VR-RCRME/mngl

Lettre de Recommandation

Monsieur NDIMA NKOLO, matricule 17B260, s'est inscrit en cycle Master depuis l'Année Académique 2021-2022, au Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I. Il effectue les travaux de recherche sur le thème: «*la coopération bilatérale de sécurité maritime entre le Cameroun et le Brésil*». Ce travail lui permettra de révéler par la démarche scientifique l'apport de la marine brésilienne à celle du Cameroun sur plus le plan technique et logistique. A cet effet, les travaux de Monsieur NDIMA NKOLO lui permettront en outre de contribuer à la recherche des solutions aux problèmes maritimes en géostratégiques pour éviter la dépendance maritime camerounaise, entre autre éviter la politique de l'assistanat perpétuel. Ce travail lui permettra de d'avoir plus d'arguments lors de la rédaction de son mémoire de Master.

La ténacité et le sens d'abnégation au travail de Monsieur NDIMA NKOLO ont été remarquables. Cet étudiant fait montre d'une assiduité et d'une obéissance remarquables tout au long de son cursus académique.

Ces différents atouts de Monsieur NDIMA NKOLO m'offrent les raisons pour recommander fortement sa demande de recherche à l'Etat-Major de la Marine Nationale, et aux bases navales de Kribi et de Douala.

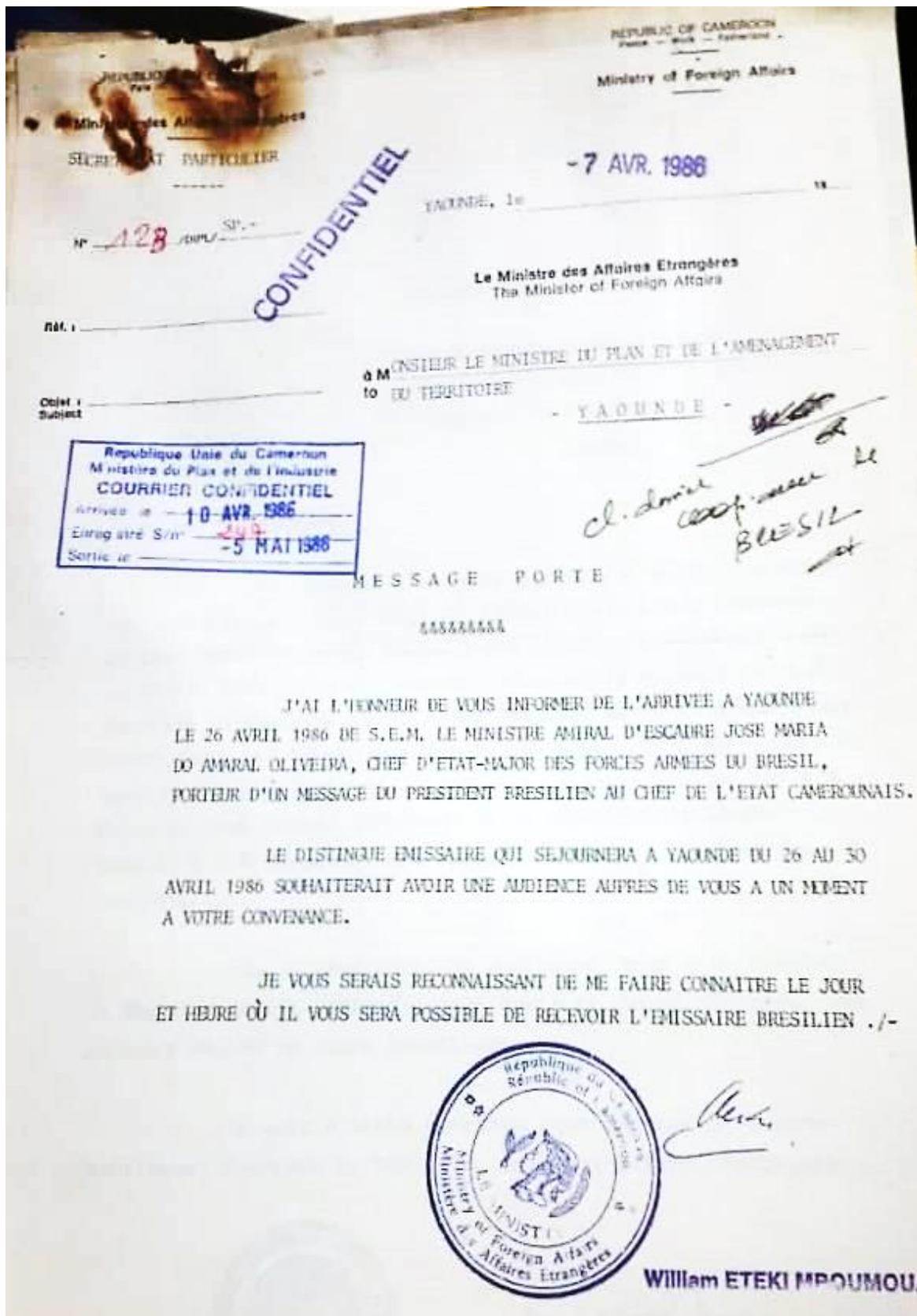
En foi de quoi la présente lettre de recommandation lui est établie pour servir et valoir ce que de droit.



*Vice-Recteur chargé de la Recherche,
de la Coopération et des Relations
avec le Monde des Entreprises*

Dr. Mathias Eric OWONA NGUINI

Annexe 4: Lettre de William ETEKI annonçant l'arrivée du Ministre Amiral Brésilien d'Escadre José Maria Do Amaral Oliveira



Source : Archive du MINEPAT boîte 3E 47.

**Cooperation Plan 2019/2020 - Brazilian Navy and
Cameroon Navy**

1. Within the framework of the Memorandum of Understanding between the Brazilian Navy (BN) and Cameroon Navy (CN), a meeting was conducted in Brasilia on June 29th 2017.
 2. The BN and CN were represented by senior level delegations headed on the Brazilian side by ADMIRAL EDUARDO BACELLAR LEAL FERREIRA BN Commander and from the Cameroonian side by REAR ADMIRAL JEAN MENDOUA CN Chief of Staff
- Composition of the delegations

- **BN:**

- Acm Jose Augusto Vieira da CUNHA de Menezes (BN Commander's Chief of Staff)
- Cpt Paulo Renato ROHWER Santos (CO COMCONTRAM)
- Cpt GUILHERME da Silva Costa (Operations Organization and Material Adviser to BN Commander).
- Cpt Sérgio Blanco OZÓRIO (Chief of International Engagement Division BN General Staff)
- Cdr GIOVANI Corrêa (Executive Assistant to BN Commander) and
- Cdr (FN) Maurilo de Souza VILAS BOAS (Assistant to Operations Organization and Material Adviser)

- **CN:**

- Cdr Emmanuel Ngonge SONE (Limbe Naval Base Commander).
- Cdr Cyrille Serge ATONFACK GUEMO (Technical Adviser to Cameroon's Minister in charge of Defense).

- Mr. Paulin Martial TCHENZETTE MBOUEMBEU (Sub Director in charge of relations with South America at Cameroon's Ministry of External Relations and

- Ens Jules FOUTE TANTO (IT Engineer from CN)

3. During the meeting both Parties discussed issues of mutual interest aimed at improving their bilateral cooperation in the following areas

- **Maritime Situational Awareness (MSA);**
- **Technical support; and**
- **Training of personnel.**

4. In particular both parties agreed on the following activities, per area of interest to be developed during the biennium 2019/2020, further detailed in the Action Plan contained in the appendix to this Cooperation program

4.1. **Maritime Situational Awareness (MSA)** – with the invitation of CN to become a member of Trans-Regional Maritime Network (T-RMN) The BN, as a leading technical nation, will begin the formal inclusion of Cameroon, which should be finalized by the end of 2019

4.2. **Maritime Situational Awareness (MSA)** – with the sharing and exchanging of information of interest, about maritime traffic, between the COMCONTRAM, the CN Maritime Operations Center (MOC), at the national level, and the Multi-National Coordination Center (MCC), at the sub regional level (Zone "D" Yaoundé Protocol), through the SISTRAM IV platform, with the possibility of using the ATRIA System as well

4.3. **Technical support** - with the adoption of SISTRAM IV as maritime traffic management system in the CN MOC and MCC, both located in Douala The first step would be the installation of SISTRAM by BN Naval Systems Analysis Center (CASNAV) in those centers, as an integrator of the

Services available in Cameroon: AIS C, SeaVision and TimeZero. There will also be the possibility of integrating the Long Range Identification and Tracking

- LRIT system after the inclusion of Cameroon into the LRIT Network through the Regional Data Center (RDC) LRIT Brazil. The integrated system will be customized to reflect local realities

4.4. Training of personnel - with courses and trainings contained in *Courses and Stages of Naval Education for the Personal Extra Navy Catalog 2017* (CENPEM 2017, abbreviation in Portuguese) to be offered to CN as follows:

- a Invitation for two (2) Cameroonians to participate in the Naval Academy Graduation Course in 2019 and two (2) more in 2020
- b Invitation to other courses contained in the *Courses and Stages of Naval Education for the Personal Extra Navy Catalog* (CENPEM 2017, in Portuguese), per request by the CN and approval of the BN's Staff

4.5. Training of personnel - with Naval Control Shipping (NCS) courses to be taught annually (2019 and 2020) in Cameroon, in English, and practical training of students that have concluded it, to be done in Brazil. The NCS courses traditionally taught by COMCONTRAM would be used as a model for a program designed specifically for the CN, covering the following topics:

- a. Assistance in the preparation of teaching materials;
- b. Configuration of computer systems;
- c. Introduction to Naval Cooperation and Guidance for Shipping (NCAGS) Doctrine;
- d. Familiarization with LRIT system;
- e. Familiarization with ATRIA system;

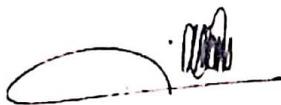
Classification of Special Interest Ship (NAEsp) in Portuguese and
Naval Control Shipping (NCS) Exercise

Appendix

- Action Plan 2019-2020

SIGNED in Yaounde, Cameroon on the 22nd of August, 2018

FOR THE CAMEROON NAVY



Rear Admiral
Jean MENDOUA
Chief of Naval Staff
CAMEROON

FOR THE BRAZILIAN NAVY



Fleet Admiral
Paulo Cezar de Quadros KÜSTER
Chief of Naval Operations
BRAZIL

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES

DIRECTION DES AFFAIRES D'AMERIQUE
ET DES CARAIRES

N° _____ *JH* **DIPL/D3/SDRPAS/CSCETSC**



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS

DEPARTMENT OF AMERICAN AND
CARIBBEAN AFFAIRS

Yaoundé, le 21 septembre 2020

**COMPTE RENDU
A/S
VISITE DE TRAVAIL AU CAMEROUN D'UNE DELEGATION D'OFFICIERS DE LA MARINE BRESILIENNE, 14-19
SEPTEMBRE 2020.**

Du 14 au 19 septembre 2020, une délégation d'Officiers de la Marine brésilienne a effectué une visite de travail au Cameroun. Ladite visite dont l'objet porte sur l'évaluation des acquis et perspectives de la mise en œuvre du MOU signé en 2018, du Programme de Coopération et du Plan d'Action, s'inscrit dans le cadre des échanges du Groupe de Travail Brésil-Cameroun sur la coopération en matière de sécurité maritime.

Au cours de cette visite qui a vu la composition des délégations bien déterminée (I), des audiences ont eu lieu avec les Autorités camerounaises (II) ainsi que des descentes sur les différents sites de la Marine camerounaise (III). A l'issue des réunions bilatérales dudit Groupe de Travail (IV), des observations ont été faites (V), et celles-ci ont permis de procéder aux recommandations (VI).

I- LA COMPOSITION DES DELEGATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL BRESIL-CAMEROUN

La délégation brésilienne conduite par **M. GUSTAVO CALERO GARRIGA PIRES**, Capitaine de Vaisseau (Colonel), Commandant du Centre Intégré de Sécurité Maritime (CISMAR), était composée de: **M. MARCO AURELIO**, Capitaine de Vaisseau (Colonel), et nouvel expert brésilien désigné auprès du Centre Interrégional de Coordination à Yaoundé, **M. LEONARDO LOPES PEREIRA DA SILVA**, Capitaine de Frégate (Lieutenant Colonel), Chef de la Division de Sécurité Maritime du CISMAR, **M. ROGERIO RAMOS MEDEIROS FILHO**, Capitaine de Frégate (Lieutenant Colonel) et Adjoint au Chef de Division des Relations Internationales de la Marine brésilienne.

L'équipe officielle du Cameroun à ces assises était constituée du Premier Conseiller de l'Ambassade du Cameroun au Brésil, **M. Paulin Martial TCHENZETTE**, le Chef d'Etat-Major Adjoint de la Marine en charge de la Logistique, le Capitaine de Vaisseau **NGONGE SONE Emmanuel**, le Chef de Division de la Communication du MINDEF, le Capitaine de Vaisseau **ATONFACK GUEMO Cyrille** et le Capitaine de Frégate **Honoré TIENCHEU**, en charge de la coordination du Groupe de Travail sur la Sécurité Maritime à l'Etat Major de la Marine camerounaise. Le Chef de Service de la Coopération Economique, Technique, Scientifique et Culturelle (CSCETSC) avec les pays d'Amérique du Sud au MINREX, **M. ABDOUL KADIR** a pris part aux travaux.

II- LES AUDIENCES AVEC LES AUTORITES CAMEROUNAISES

A l'entame de la visite proprement dite, la délégation brésilienne a été reçue en audience par les Autorités camerounaises. Trois audiences officielles ont été accordées à ladite délégation, entre le 14-15 septembre 2020, respectivement par l'Ambassadeur du Brésil au Cameroun, par la Secrétaire Générale du Ministère des Relations Extérieures et par un Représentant du Chef d'Etat-Major de la Marine camerounaise. Au cours de ces audiences, une évaluation a été faite de la coopération bilatérale relativement nouvelle mais dynamique dans le domaine de la sécurité maritime, et de nouvelles pistes ont été explorées pour renforcer les liens entre les deux Marines.

III- LES VISITES SUR LES DIFFERENTS SITES DE LA MARINE CAMEROUNAISE

Outre les réunions bilatérales du Groupe de Travail Cameroun-Brazil, les visites sur le terrain pour apprécier les installations de la Marine camerounaise, ont conduit la délégation brésilienne sur les sites suivants: le Centre Interrégional de Coordination (CIC) pour la Sécurité Maritime dans le Golfe de Guinée situé à Yaoundé, le Dock (quai) flottant du Chantier Naval de la Marine et de la Base Navale à Kribi, le Centre de Coordination

Multinationale (CCM) de la Zone D à Douala, les différents sites de la Marine camerounaise à Douala, notamment le Quartier Général des Forces de Surface (FORSUR), le Quartier Général des Forces de la Marine (FORFUMAPCO), la Base Navale, le Centre de Contrôle Maritime, le Bureau des Forces de l'ordre et les locaux du Chantier Naval de la Marine. A côté de ces visites, il y a lieu de mentionner les dîners et réceptions offerts à cette délégation brésilienne par la Partie camerounaise tant à Yaoundé, Kribi qu'à Douala.

Ces visites sur le terrain ont permis à la délégation brésilienne de mieux comprendre la structure et le fonctionnement de la Marine camerounaise, et au Groupe de Travail d'explorer de nouvelles pistes de coopération.

IV- LA TENUE DES REUNIONS BILATERALES DUDIT GROUPE DE TRAVAIL

Les réunions dudit Groupe ont consisté en un échange d'idées, entrecoupé de présentations du CISMAR et du SISTRAM (Système Intégré de Sécurité du Trafic Maritime) par le Chef de la délégation brésilienne, le Capitaine GUSTAVO CALERO GARRIGA PIRES. Au cours de ces séances, les deux Parties ont débattu des questions d'intérêts mutuels visant à améliorer leur coopération dans les domaines suivants: - Augmentation de la connaissance de la situation maritime (-MSA- *Maritime Situational Awareness*); - Renforcement des capacités sur le support technique; - Renforcement des capacités de formation du personnel; - Partage d'expertise et les meilleures pratiques sur un éventail de questions opérationnelles.

Les deux Parties ont approuvé un plan de coopération, sous réserve de validation par leurs Hiérarchies. Elles ont également convenu d'établir le plan d'action 2020-2021 et de soumettre un projet final avant le mois de novembre 2020. La Partie brésilienne soumettra à son homologue camerounais par les canaux appropriés au cours du mois d'octobre 2020, la liste des évolutions de formation disponible en 2021/2022. A partir de cette liste de programmes de formation, la Partie camerounaise choisira et informera la Partie brésilienne de ses préférences, dans un délai de deux semaines pour permettre leur inclusion dans le prochain plan d'action. En plus, les deux Parties sont convenues de lancer des exercices entre la Marine brésilienne et la Marine camerounaise, chaque fois que possible.

S'agissant de la question de la formation en langue portugaise des Officiers de la Marine camerounaise, les deux Parties ont discuté de plusieurs options, notamment des cours en ligne, un cours de base au Cameroun soutenu par l'Ambassade du Brésil à Yaoundé, mais financé par le Cameroun, et enfin, des programmes d'immersion linguistique au Brésil.

Concernant le LRIT (*Long Range Identification and Tracking*), qui vise la diffusion et la recherche des informations relatives à l'identification des navires, la délégation brésilienne a recommandé l'adhésion rapide du Cameroun à cette exigence internationale et a soumis un projet d'Accord avec l'*Empresa Gerencial de Projetos Navais (EMGEPRON)*, au cas où le Cameroun serait prêt à rejoindre cette communauté internationale via le Brésil. Suite à la présentation détaillée du LRIT par le Capitaine GUSTAVO CALERO GARRIGA PIRES, Commandant du CISMAR, les deux Parties ont convenu de l'importance du LRIT pour le Cameroun. La Partie camerounaise a informé le Groupe que son Chef d'Etat avait déjà autorisé l'adhésion à la communauté LRIT. La Marine camerounaise a accepté l'offre de la Marine brésilienne de tester certains nouveaux équipements moins coûteux du Système d'Identification Automatique Côtière (AIS-C), actuellement en cours d'expérimentation au Brésil. Il est potentiellement plus fiable que l'AIS régulier actuellement utilisé et si ces tests réussissent, alors l'AIS-C pourrait être une source précieuse d'entrée dans le SISTRAM.

La Marine brésilienne a également fait les offres suivantes visant à renforcer les relations bilatérales: l'accès du Personnel de la Marine camerounaise (niveau O-2 ou O-3) à bord de navires de la Marine brésilienne pendant au moins un mois, et vice-versa, la participation d'observateurs de la Marine camerounaise aux exercices amphibies de la Marine Corps Force (FFE), l'embarquement du personnel de la Marine camerounaise sur les navires de la flotte brésilienne en déploiement opérationnel dans le Golfe de Guinée, l'offre de créneaux horaires au Cameroun pour la formation de base des Officiers au CFOMA (Stage for Friendly Navies) en fonction des disponibilités.

Le Marine camerounaise s'est résolue d'officialiser le poste de Superviseur de la mise en œuvre du SISTRAM au COSCO (Centre Opérationnel de Surveillance et de Contrôle) de Douala et de résoudre les difficultés liées à son séjour au Cameroun, d'accepter sous réserve de la validation par la Hiérarchie la proposition du personnel de la Marine brésilienne à bord des navires de la Marine camerounaise.

La Partie brésilienne a suggéré de suspendre les points suivants, en attendant la validation de sa Hiérarchie: offrir des indemnités aux cadets camerounais à l'Académie Navale brésilienne, comparables à celles offertes à leurs camarades à l'Académie militaire, l'admission d'Officiers camerounais aux cours d'Etat-Major / CEMOS (niveaux O-4, O-5). Concernant la désignation officielle des membres du Groupe de Travail Brésil-Cameroun, la Partie camerounaise a rappelé que, sous la supervision du Chef d'Etat-Major de la Marine, les membres camerounais du Groupe sont les quatre dont les noms sont mentionnés ci-dessus et qui ont participé à l'actuelle session. La Partie brésilienne a déclaré qu'en raison de la mobilité du personnel de la Marine brésilienne, il est difficile d'avoir des noms permanents. Mais la composition du Groupe sera probablement encore constituée de deux personnes du CISMAR, une de la Division des relations internationales de la Marine brésilienne et l'Officier de liaison brésilien au CIC.

Au terme de cette visite, la délégation brésilienne s'est dite satisfaite de la qualité des échanges et marquée par l'importance que le Cameroun accorde à la coopération avec son pays en dépit de la crise sanitaire liée au coronavirus, tout en remerciant le Gouvernement camerounais pour avoir reçu la délégation des Officiers de la Marine brésilienne.

En définitive, les assises de ce Groupe de travail Brésil-Cameroun ont été clôturées dans une atmosphère empreinte de convivialité, par les échanges de cadeaux lors d'un dîner de fin de séjour offert par la Partie camerounaise et l'accompagnement de la délégation brésilienne à l'Aéroport International de Douala le 19 septembre 2020. /-

V. OBSERVATIONS:

Durant les assises de ce Groupe de Travail, il est à remarquer l'absence d'un Représentant du MINREX dans la délégation officielle du Cameroun. Or à chaque étape de la descente sur le terrain à Yaoundé, Kribi et à Douala, M. ABDOUL KADIR, Chef de Service de la Coopération Economique, Technique, Scientifique et Culturelle avec les Pays d'Amérique du Sud était présent, et il lui a été même signifié qu'il n'était pas concerné par deux sessions dudit Groupe, notamment dans la fin d'après-midi de jeudi et vendredi 17-18 septembre 2020.

Par ailleurs, il convient de souligner qu'à la création de ce Groupe de Travail Brésil-Cameroun, le MINREX avait un Représentant comme membre statutaire. Mais depuis la nomination des Responsables au MINREX en 2017 qui a vu l'affectation à l'extérieur dudit Représentant dans ce Groupe, le Département n'a pas siégé officiellement à ses assises car, son ancien Représentant nommé à l'extérieur continue d'y siéger au détriment des Responsables de la D3. Par conséquent, il nous semble que les Services Centraux du MINREX ne peuvent se faire substitués par ses Services Extérieurs dans le développement et le suivi de la coopération bilatérale à l'intérieur du territoire national.

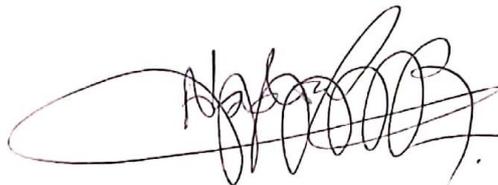
Bien plus, il est à observer que l'Attaché de Défense de l'Ambassade du Cameroun au Brésil, le Capitaine de Vaisseau **TATASON VIKRAM Baba** ne faisait pas partie de la délégation officielle de notre pays à ces travaux, raison de plus pour justifier que le MINREX ne devrait pas se faire représenter par AMBACAM/Brasilia au sein du triangle national.

En outre, au regard de l'excellente qualité des relations bilatérales entre le Cameroun et le Brésil, la D3 suggère que cette coopération sécuritaire soit étendue au secteur de la sécurité aérienne pour l'assistance technique, le transfert de technologie ou le *know how*, et l'échange d'expertises entre nos deux pays. Aussi, la D3 estime-t-elle qu'il serait important de saisir les Administrations techniques concernées à cet effet.

VI. RECOMMANDATIONS :

- Informer PRESICAM de la visite de travail au Cameroun de la délégation d'Officiers la Marine brésilienne.

- Saisir le MINDEF de la nécessité d'intégrer officiellement dans la liste de la délégation camerounaise un Représentant du MINREX. /-



M. ABDOUL KADIR
Chef de Service de la Coopération Economique,
Technique, Scientifique et Culturelle avec les Pays
d'Amérique du Sud

POINT DE SITUATION ETAT DE LA COOPERATION BILATERALE CAMEROUN-BRESIL EN MATIERE DE SECURITE MARITIME

La République Fédérative du Brésil est le premier pays à reconnaître la République du Cameroun le 1^{er} Janvier 1960. Les deux pays établiront des relations diplomatiques en 1976. Cependant, l'Accord-cadre de coopération technique entre les deux pays avait déjà été signé depuis 1972.

Sur la base de cet accord-cadre, différents secteurs techniques de la coopération bilatérale ont été développés notamment en matière d'agriculture, de pisciculture et d'élevage, de tourisme, d'éducation, d'économie sociale, mais également de télécommunication, à travers l'installation d'une fibre optique reliant Kribi au Cameroun à Fortaleza au Brésil.

La coopération sécuritaire est quant à elle, véritablement amorcée en 2013, au cours d'une mission de prospection conduite par S.E. Martin A. MBENG, Ambassadeur du Cameroun au Brésil, assisté des représentants des SPM, du MINREX, du MINDEF et de la DGSN.

A l'issue de cette mission, plusieurs axes de coopération vont connaître une accélération, notamment en matière de sécurité maritime.

Sur ce dernier point précisément, coté brésilien, en 2015, le Contre-Amiral brésilien Valter CITAVICIUS a effectué une visite de travail au Cameroun, assisté de 03 officiers de marine. En 2018, l'Amiral d'escadre Paulo Cesar de KUSNER effectue une visite de travail au Cameroun, en qualité de représentant personnel de l'Amiral d'Escadre Eduardo BACELLAR LEAL FERREIRA, Commandant d'alors, de la Marine brésilienne. Coté camerounais, le Contre-Amiral Jean MENDOUA, commandant la Marine, s'est rendu au Brésil respectivement en 2016 et en 2017.

En termes de retombées concrètes de ce partenariat dans le domaine de la sécurité maritime, sur la base du Mémoire d'Entente, du Programme de coopération et du Plan d'Action signés en 2018 entre les deux Marines, il peut être fait mention de :

- l'admission de camerounais à une formation d'élèves officiers à l'Ecole Navale de Rio de Janeiro depuis 2018;
- la mise à disposition du Centre Interrégional de Coordination de la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée dont le siège est à Yaoundé, depuis 2017, à la demande du Chef de l'Etat S.E. Paul BIYA, d'un officier de la Marine brésilienne, en vue de l'apport d'une expertise technique, pour le déploiement opérationnel de ce Centre ;
- le renforcement des capacités du personnel officier de la Marine camerounaise, à travers la participation à divers cycles de formation et de perfectionnement ;
- le déploiement à titre gratuit au Cameroun, par la Marine brésilienne, du Système Intégré de Sécurité du Trafic Maritime (SISTRAM). Il a pour avantage de permettre au Cameroun, d'avoir accès à une base de données importantes en matière de sûreté et de sécurité maritimes. Un personnel de la Marine brésilienne est d'ailleurs mis à la

Annexe 8 11: Accord de coopération technique entre le gouvernement de la

disposition de la Marine camerounaise depuis 2018, pour le déploiement du SISTRAM.

Il y a par ailleurs lieu de souligner que le Chef de l'Etat a, à titre exceptionnel, nommé dans l'ordre de valeur et du mérite camerounais, respectivement un Officier Général et un Officier Supérieur de la Marine brésilienne. De même, le Contre-Amiral, Commandant la Marine camerounaise et l'Ambassadeur du Cameroun au Brésil, ont été décorés par le Commandant de la Marine brésilienne. Des signaux qui témoignent de la vitalité des perspectives de cette coopération bilatérale.

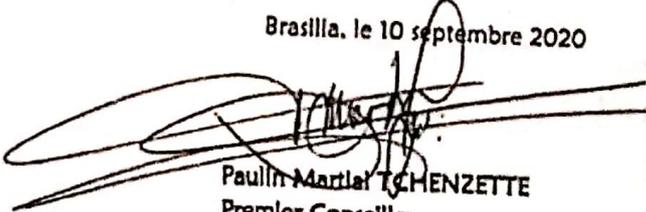
En termes de perspectives, Il est prévu dans un contexte général, le renouvellement à l'horizon 2021, du Plan d'Action et du Programme de Coopération entre les deux Marines, signés à Yaoundé en 2018. La visite au Cameroun en septembre 2020, de la délégation brésilienne dont ci-joint la liste, s'inscrit d'ailleurs dans le cadre de la finalisation des Instruments sus mentionnés. Sur la base desdits Instruments, Il est attendu :

- l'augmentation du nombre d'élèves officiers retenus à l'Ecole Navale de Rio de Janeiro ;
- l'admission des camerounais à une autre école de la Marine brésilienne ;
- la poursuite du renforcement des capacités du personnel de la Marine camerounaise ;
- la finalisation du déploiement du SISTRAM ;
- l'adhésion du Cameroun au programme Long Range Identification and Tracking, qui vise la diffusion et la recherche des Informations relatives à l'identification des navires ;
- les rencontres au Sommet des deux Marines, au cours desquelles seront signés les instruments sus évoqués.

La visite de la délégation technique brésilienne au Cameroun s'étendra du 14 au 19 septembre 2020. Elle s'effectuera entre Yaoundé, Douala et Kribi. Elle sera marquée par des audiences de courtoisie au MINREX, à l'Etat Major de la Marine, à l'Ambassade du Brésil à Yaoundé. Ladite visite intégrera également des visites de terrain au CIC à Yaoundé, aux Structures de la Marine camerounaise à Douala et à Kribi. Il est également prévu des séances de travail technique entre experts camerounais et brésiliens en charge du suivi du dossier.

Il conviendrait de souligner enfin, eu égard à ce qui précède, que le partenariat entre le Cameroun et le Brésil, en matière de sécurité maritime, est prometteur et devrait être accompagné, afin de tirer d'avantage profit de la grande expertise brésilienne en la matière./-

Brasilia, le 10 septembre 2020



Paulin Martial TCHENZETTE
Premier Conseiller
Ambassade du Cameroun au Brésil

ACCORD DE COOPERATION TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE
LA REPUBLIQUE FEDERATIVE DU BRESIL ET LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

Le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil et Le Gouver-
nement de la République Unie du Cameroun,

Désireux de promouvoir une mutuelle connaissance;

Considérant le besoin de créer des conditions qui permettent l'accès aux
expériences et aux connaissances spécifiques, acquises par les Parties
Contractantes, dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la
science et de l'administration publique;

Convaincus que cet échange d'expériences pourra être d'une application
immédiate étant donné la similitude des conditions écologiques tropicales
et le fait qu'il s'agit de pays en voie de développement;

Désireux d'accélérer la formation et le perfectionnement de leurs cadres
techniques;

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

Les Parties Contractantes organiseront des visites d'étude et d'information
de hauts fonctionnaires chargés de formuler et d'exécuter des plans et des
programmes de développement de leur pays, en vue de connaître les condi-
tions et les facilités existant dans l'autre Partie, dans les domaines suivants:
industrie, agriculture, science, administration publique et méthodologie de
la formation et du perfectionnement professionnel des cadres techniques.

Article II

Basées sur les connaissances acquises au cours de ces visites, des programmes de coopération technique pourront être préparés, dans les cas dont l'intérêt aura été reconnu, moyennant:

- a) l'envoi d'experts isolés ou en groupes;
- b) l'échange d'informations sur des sujets d'intérêt commun;
- c) l'envoi de l'équipement indispensable à la réalisation d'un projet spécifique; et
- d) la formation et le perfectionnement professionnels dans tous les domaines mentionnés.

Article III

Les programmes et projets de formation et de perfectionnement professionnels pourront être mis en oeuvre, soit par l'accueil de boursiers, soit par l'envoi de professeurs ou de personnel technique qualifié.

Article IV

Les Parties Contractantes chercheront, dans la mesure du possible, à connecter les programmes et projets, visés à l'Article II, à des programmes et projets déjà en voie d'exécution.

Article V

Chaque Partie pourra désigner, pour l'exécution des programmes ou projets spécifiques, des organismes publics ou privés.

Article VI

Les experts et les professeurs désignés par l'une des Parties fourniront aux experts et aux professeurs de l'autre Partie toutes les informations utiles concernant les techniques, les pratiques et les méthodes applicables à leurs domaines respectifs ainsi que les principes sur lesquels sont fondées ces méthodes.

Article VII

La Partie Contractante qui recevra des experts et des professeurs devra accorder à ceux-ci des facilités pour bien s'acquitter de leur mission.

Article VIII

Lors de la préparation d'un programme de coopération technique, ou d'un projet spécifique, les Parties Contractantes définiront d'un commun accord, les moyens de réalisation.

Article IX

1. Chacune des Parties Contractantes appliquera aux experts, aux professeurs et aux stagiaires de l'autre Partie, ainsi qu'à leurs familles et à leurs biens, en ce qui concerne les privilèges et les immunités, les dispositions en vigueur sur son territoire.

2. Le même principe sera appliqué à l'entrée dans le pays de l'équipement envoyé par l'autre Partie Contractante, et destiné à un projet spécifique.

Article X

Chaque fois que la nécessité s'en fera sentir, les Parties Contractantes se consulteront sur l'opportunité d'organiser au Brésil ou au Cameroun une réunion mixte pour faciliter l'application du présent Accord.

Article XI

Chacune des Parties Contractantes notifiera l'autre de la conclusion des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur du présent Accord, qui entrera en vigueur à la date de la dernière de ces notifications.

Article XII

1. L'une ou l'autre des Parties Contractante pourra dénoncer le présent Accord, par une notification écrite à l'autre Partie Contractante, et ses effets dureront jusqu'à six mois après la date de la notification.

2. La dénonciation n'affectera pas les programmes et projets en cours d'exécution, à moins que les Parties n'en conviennent différemment.

En foi de quoi, le sous-signés, dûment autorisés à cet effet par leurs respectifs Gouvernements, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Yaoundé, le 14 novembre mil neuf cent soixante douze, en double exemplaire, dans les langues portugaise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la
République Fédérative du Brésil:
Marlo Gibson Barboza

Pour le Gouvernement de la
République Unie du Cameroun:
Vincent Efon

en voie de développement.

En tenant compte des prochaines négociations commerciales multilatérales, les deux Ministres se sont mis d'accord sur la nécessité d'encourager l'adoption des mesures visant à une plus grande participation directe des pays en voie de développement à l'expansion de leur commerce et de leurs moyens de transports internationaux. En outre, ils ont manifesté leur opposition aux tendances néo-protectionnistes de certains pays hautement industrialisés.

- Les deux Ministres réaffirment leur volonté d'unir leurs efforts pour que la nouvelle réglementation du commerce international et la révision du système monétaire s'effectuent avec la pleine participation des pays en voie de développement, en tenant compte de leurs besoins spécifiques, y compris la protection de la valeur réelle de leurs exportations et de l'accroissement de l'aide internationale.

Le Ministre Mario Gibson Barboza a écouté avec intérêt l'exposé du Ministre Vincent EFEN ainsi que plusieurs membres du Gouvernement Camerounais sur les problèmes particuliers posés par le café dans l'économie camerounaise et de ses répercussions sur la vie sociale.

Les deux Ministres sont convenus de :

a) reconnaître l'intérêt fondamental qu'il y a de conserver entre tous les pays producteurs de café une étroite collaboration, eu égard à l'importance de ce produit dans le processus générateur de devises et le maintien du niveau de l'emploi dans leurs économies nationales respectives.

b) continuer à développer la coopération bilatérale entre le Brésil et le Cameroun notamment au niveau des négociations internationales afin d'aboutir à une solution adéquate et équitable des problèmes ci-dessus évoqués.

Les deux Ministres se sont également mis d'accord sur le fait que l'objectif principal de cette coopération entre producteurs de café doit être l'obtention de revenus plus justes et améliorés en de termes réels y compris au moyen du perfectionnement des mécanismes de l'Accord International sur le Café, instrument de bonne coopération entre producteurs et consommateurs.

... / ...

DECLARATION CONJOINTE

Sur invitation du Gouvernement Camerounais, le Ministre des Relations Extérieures de la République Fédérative du Brésil, l'Ambassadeur Mario Gibson Barboza, a effectué une visite officielle en République Unie du Cameroun du 12 au 15 Novembre 1972.

Il a été reçu par le Ministre d'Etat, S.E.M. Salomon TANDENG MUKA et a eu des entretiens avec son Homologue Camerounais, S.E.M. Vincent EFOU, ainsi qu'avec plusieurs autres membres du Gouvernement.

Le Ministre des Relations Extérieures du Brésil, ayant accentué l'incalculable importance de l'apport des peuples africains à la formation historique du peuple brésilien, a rehaussé l'intérêt de préserver, par une coopération étroite, les valeurs culturelles communes.

Dans le but de renforcer davantage et d'étendre les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays, les deux Ministres ont procédé à un échange de vues sur les sujets intéressant leurs pays respectifs ainsi que sur les problèmes de l'actualité internationale.

Les conversations se sont déroulées dans un climat de franchise et de cordialité ayant abouti à une compréhension plus ample, qui permettra des relations plus étroites entre les deux pays.

Pour consolider l'harmonie de points de vue ainsi obtenue, les Ministres ont signé la suivante

Déclaration Conjointe.

Les deux Ministres des Affaires Etrangères ont ratifié le respect de leurs pays aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies, notamment en ce qui concerne l'Egalité des Etats, l'autodétermination des peuples, la non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats, et la solution pacifique des différends, ainsi que la non-discrimination sous quelque forme que ce soit.

... / ...

Reconnaissant l'importance du cacao dans les exportations de leurs pays, les Ministres ont manifesté un intérêt commun et profond de la nécessité de défendre les cours internationaux de ce produit. Pour ce faire, ils se sont mis d'accord pour donner leur entier appui aux efforts réalisés en vue de conclure l'Accord International du Cacao.

Le Gouvernement Brésilien s'étant engagé à contribuer au financement du Fonds Africain de Développement (F.A.D.), les Ministres ont examiné de nouvelles modalités de coopération financière.

Ils ont recommandé à leurs Gouvernements respectifs de faciliter l'échange de Missions Techniques et Commerciales appartenant aux secteurs public et privé des deux pays.

Conscients des possibilités effectives d'échanges techniques dans les domaines de l'élevage du bétail, des travaux publics et de l'urbanisme, les Ministres ont manifesté le désir de voir s'établir des contacts entre les secteurs concernés.

Les deux Ministres sont convenus de prendre les mesures nécessaires en vue de réactiver l'Accord Commercial signé en 1965 entre le Brésil et le Cameroun et ont décidé à cet effet de convoquer pour le mois d'avril 1973 à BRASILIA la Commission mixte prévue à l'article 11 dudit Accord.

La Commission mixte aura pour mandat : la révision des listes des principaux produits d'échange annexés à l'Accord Commercial de 1965, l'examen des problèmes de transport maritime entre les deux pays, l'étude des possibilités d'une coopération financière en vue de promouvoir les échanges commerciaux.

Inspirés par le désir commun de mieux se connaître et de resserrer les liens dans les domaines culturel et technique, afin de fixer les bases du développement et de la diversification des relations culturelles d'une part, et d'établir les bases d'une collaboration dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de la science et de l'administration publique entre les deux pays d'autre part, les deux Ministres ont signé ce jour deux accords : l'un culturel et l'autre de coopération technique fixant les bases de l'action des deux Gouvernements.

... / ...

5.

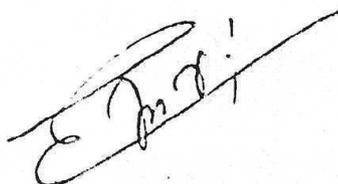
Les deux Ministres ont examiné avec intérêt la possibilité d'établir des relations diplomatiques directes en créant des représentations diplomatiques de leurs pays respectifs à Brasilia et à Yaoundé.

Le Ministre d'Etat des Relations Extérieures du Brésil a invité son homologue camerounais à visiter officiellement le Brésil. Le Ministre des Affaires Etrangères du Cameroun l'a remercié de l'invitation à laquelle il a donné son accord de principe.

Fait à Yaoundé, le 14 Novembre 1972

LE MINISTRE D'ETAT DES
RELATIONS EXTERIEURES
DU BRESIL

LE MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES DE LA
REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN



**Annexe 13: Mémorandum d'entente entre la marine Camerounaise et
Brésilienne**

**MEMORANDUM OF UNDERSTANDING
BETWEEN
THE BRAZILIAN NAVY
AND THE
CAMEROON NAVY**

The Brazilian Navy (BN) and the Cameroon Navy (CN), hereinafter referred to as the "Parties" and separately as the "Party";

Desiring to increase the good and cordial relations between the Parties, as well as their cooperation ties;

Considering the intention to construct a multifaceted cooperation platform between the Parties through reciprocal actions in areas of mutual interest;

Bearing in mind the common interest in maintaining peace and maritime security in the South Atlantic;

Considering the tradition and common objectives related to the sea, as well as those related to their respective interests;

Considering the ties developed since 2015 with the objective of building a partnership in the area of maritime security;

Hereby agree on the following:

**ARTICLE I
OBJECTIVE**

The main objective of this Memorandum of Understanding, hereinafter referred to as MoU, is to provide cooperation between the Parties in areas of common interest, with the purpose of improving Maritime Situational Awareness and the safety of maritime traffic, in accordance with the institutional objectives of each Party, under the principles of equality and reciprocity.

**ARTICLE II
LEGAL NATURE**

1. This MoU does not constitute an international act between States, in accordance with the Vienna Convention of 1989 on Law of the Treaties, and cannot generate any kind of obligation in the international juridical field, nor affect the situation and obligations of both Parties under national and international law.
2. This MoU neither entails charges nor places incidental constraints on the national patrimony. Its eventual costs are limited to those included in the

BN Budget, under the terms of Item I of Article 49 of the Brazilian Federal Constitution, and therefore is not subject to the approval of the Brazilian National Congress or the Cameroon National Assembly.

ARTICLE III
AREAS OF COOPERATION

The Parties agree, in accordance with national laws and international commitments, to the development of cooperation actions in the following areas:

1. Maritime Situational Awareness;
2. Technical support in the development and implementation of maritime traffic monitoring systems;
3. Initial and specialized training of personnel; and
4. Any other relevant area identified by the Parties.

ARTICLE IV
COOPERATION PROGRAM AND ACTION PLAN

Cooperation activities agreed to by the Parties will be listed and described in the Biennial Cooperation Program (Annex to this MoU). This program will be updated during bilateral meetings which will be held every two years. An Action Plan will be attached to the Cooperation Program, detailing each of its activities.

ARTICLE V
WORKING GROUP (GT BRACAM)

1. A Brazil-Cameroon Working Group (BRACAM WG), composed of up to four (04) senior officials from each country, will be responsible for identifying, coordinating, implementing and monitoring the actions and activities conducted within the framework of this MoU.
2. The members of the BRACAM WG will be under the authority of the Navy Commander of their respective Countries.

ARTICLE VI
BRACAM WG MEETINGS

The biannual meetings will have the purpose of evaluating the implementation of the Cooperation Program in progress and propose the activities that will constitute the Program of the following biennium. The meetings shall occur during the last six months of validity of the Cooperation Program, and will be

hosted alternately between Brazil and Cameroon, over a period of three days. The official language of the Meetings will be English.

ARTICLE VII
COMPOSITION OF THE DELEGATIONS FOR BRACAM WG MEETINGS

The visiting delegation will be comprised of the members of the BRACAM WG, as described in Article V, paragraph 1. The Naval Attaché accredited to the host country may be incorporated into the delegation.

ARTICLE VIII
AGENDA BRACAM WG

The Agenda of the meetings will follow these guidelines:

1. An agenda will be established based on direct and informal agreements between the Points of Contact (PoC) of the BRACAM WG, specially designated by the Commander of their respective Navy;
2. The agenda of the meetings will be drafted based on the concepts of centralized coordination by the respective headquarters staff and decentralized execution by the responsible organ of each party; and
3. The agenda will be agreed to by the Parties at least forty-five days before the meeting.

ARTICLE IX
MINUTES OF THE MEETINGS AND DRAFT PROGRAM OF COOPERATION FOR THE FOLLOWING BIENNIUM

At the end of each meeting of the BRACAM WG, minutes will be drawn up (in two copies, in english), signed by the heads of the respective delegations, with an attached draft of Cooperation Program and Action Plan for the subsequent biennium. Each Party will have 60 (sixty) days after the closing of the Meeting to notify the other Party by official letter, of its total or partial adoption of the Cooperation Program and the Action Plan.

ARTICLE X
SUPERVISION OF COOPERATION

The supervision and control of the execution of this MoU will be entrusted to the Head of each Party.

ARTICLE XI
FINANCIAL PROVISIONS

1. This MoU does not entail any financial obligation on the Parties; and

2. Unless mutually agreed otherwise, each Party will be responsible for own costs relating to the activities conducted within the framework of this MoU, including, but not limited to:
 - a. transportation costs to and from the point of entry in the Host State;
 - b. expenses related to personnel, including lodging and feeding; and
 - c. expenses related to medical and dental treatment, as well as removal or evacuation of sick, injured or deceased persons.

ARTICLE XII **CONFIDENTIALITY**

The Parties will ensure, in accordance with the laws in each country, the protection of intellectual and industrial property rights, as well as the confidentiality of classified information.

ARTICLE XIII **RESPONSIBILITY AND LIABILITY**

1. A Party will not institute any civil action against the other Party, or member of the other Party for damages caused in the performance of official duties within this MoU;
2. In accordance with the national law of the respective countries, the Parties will compensate for any loss or damage to third parties caused by members in the performance of official duties within this MoU;
3. If both Parties are responsible for loss or damage caused to third parties, the Parties will repay equally; and
4. If a member of a Party intentionally causes loss or damage to third parties or does so due to negligence, the Party concerned will be entirely responsible.

ARTICLE XIV **AMENDMENTS**

1. Any amendment to this MoU will be made in writing and signed by each Party;
2. PoC updates are not considered as amendments to this MoU; and
3. No modification shall affect the purpose and legal nature of this MoU.

ARTICLE XV
ENVIRONMENTAL PROTECTION

In the conduct of activities arising from this MoU, the parties are committed to environmental protection and sustainability, in accordance with national laws and international commitments.

ARTICLE XVI
DISCONTINUITY

1. If a Party decides unilaterally to discontinue cooperation, it shall communicate its intention to the other Party in writing, at least 90 (ninety) days in advance.
2. The discontinuance of this MoU will not affect any activities, projects and/or programs that the Parties have already initiated. Such activities, projects and/or programs are expected to continue unless the Parties, together, resolve otherwise in writing.

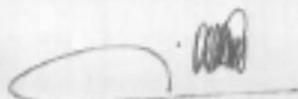
ARTICLE XVII
VALIDITY AND DURATION

1. This MoU will take effect on the date of signature for four years, and may be renewed tacitly unless it is challenged by one of the Parties;
2. To this end, the Representatives of the Parties sign this MoU in English, French and Portuguese. In case of discrepancies or misunderstandings, the English version will be considered valid.

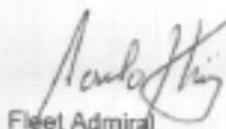
SIGNED in Yaounde, Cameroon, on 22nd of August, 2018, in two copies of each language (English, French and Portuguese), all equally authentic.

FOR THE CAMEROON NAVY

FOR THE BRAZILIAN NAVY



Rear Admiral
Jean MENDOUA
Chief of Naval Staff
CAMEROON



Fleet Admiral
Paulo Cesar De Quadros KÜSTER
Chief of Naval Operations
BRAZIL

Président de séance : Professeur Jacques FAME NDONGO, Ministre de l'Enseignement Supérieur

Coordonnateurs des travaux : Pr. Marcelline NNOMO, CT2/MINESUP
Pr. Raymond MBEDE, DPRC pi/MINESUP

- Participants :**
1. Pr. LIMA/ Chef Délégation /Brésil
 2. Alexandre PRESTES SILVEIRA, Conseiller Technique / Ministère de l'Education du Brésil/
 3. Expert Brésilien
 4. Pr. Joseph Marie ESSOMBA/ Chef Délégation /Cameroun
 5. Joseph DONG'AROGA /Université de Yaoundé I/Maître de Conférences
 6. Valentin NGA NDONGO/ Université de Yaoundé I/Maître de Conférences
 7. Pr. André NTONFO /Université de Yaoundé I
 8. Marthe ATANGANA-ABOLO/ Ecole Normale Supérieure/Maître de Conférences
 9. NOL ALEMBONG /Université de Yaoundé I/Chargé de Cours
 10. Lucine ONAMBELE /Université de Yaoundé I/Chargée de Cours
 11. OYONO ZEH /Cadre/DPRC/CC/MINESUP
 12. Gérard-Marie MESSINA/Cadre AC/CT2/MINESUP

Ordre du jour

1. Mot introductif du Ministre de l'Enseignement Supérieur
2. Intervention du Chef de la délégation brésilienne
3. Présentation des Curricula vitae des Experts camerounais
4. Présentation des projets de thèmes de conférences et de séminaires
5. Elaboration d'un avant-projet de protocole d'accord entre les Universités brésiliennes et camerounaises
6. Elaboration d'un calendrier de travail pour l'année 2005-2006
7. Perspectives de la Coopération entre les Universités brésiliennes et camerounaises

I - Mot introductif **du Ministre de l'Enseignement Supérieur aux Experts** **brésiliens et camerounais**

(traduit du français vers l'anglais par Monsieur Gérard-Marie MESSINA, Cadre Assistant de contrôle aux services du Conseiller Technique N°2).

Je voudrais, en vous présentant mes souhaits chaleureux de bienvenue en terre camerounaise vous dire combien je me félicite de la politique d'ouverture de Son Excellence Monsieur Luis INÁCIO LULA da SILVA, qui vise le renforcement des relations de coopération entre le Brésil et l'Afrique en général, entre le Brésil et le Cameroun en particulier.

Le Cameroun s'enorgueillit de l'intensification de ces rapports bilatéraux depuis l'année 2003 et salue avec une grande satisfaction, la visite officielle qu'effectue au Cameroun Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur CELSO AMORIM, Ministre d'Etat, Ministre des Relations Extérieures du Brésil depuis hier, 17 janvier 2005.

Avant de vous libérer pour vous permettre de vous retrouver dans le cadre de la séance de travail entre les Experts brésiliens et camerounais, en vue de la mise en route de la coopération universitaire, scientifique et culturelle entre nos deux pays, je voudrais dire un mot sur l'importance et le bien fondé de cette coopération.

Le Cameroun et le Brésil sont deux pays frères et amis qui ont des points communs et partagent des préoccupations communes liées au multiculturalisme, aux questions de développement, aux problèmes de conscience et de quêtes identitaires et surtout à l'exploitation de leurs écosystèmes respectifs qui se trouvent singulièrement être presque identiques.

La problématique essentielle est de savoir comment les Universités brésiliennes d'une part et les Universités camerounaises d'autre part pourraient franchir la ligne des limites physiques pour sortir du carrefour des problèmes qui affectent mutuellement et réciproquement leurs communautés. Et à cette question épineuse et fondamentale, l'Universitaire brésilien Carlos ANTUNES, répondait en ces termes : « l'Université brésilienne avait besoin d'animer un processus non seulement de production des connaissances, d'enseignement et de transmission des savoirs, mais aussi un système cognitif attaché aux réalités sociales, afin de suggérer les voies de résolution des crises et autres conflits issus des particularités de la société.

Au cours de la même interview, l'Universitaire brésilien avait insisté sur le fait que l'Université, dans son pays, comme partout ailleurs, devrait s'adapter certes aux lois de transmission du savoir, mais surtout à la production d'un savoir de qualité supérieur. Pour lui, l'Université brésilienne devra devenir de plus en plus agile, flexible, dynamique, avec une structure plus large, moins coûteuse et engagée dans la mobilité sociale des étudiants et des enseignants.

Par rapport à la diversité des origines raciales et compte tenu de l'importance de la question de l'esclavage dans l'histoire du Brésil, le projet d'extension des

structures de production des savoirs de qualité supérieure entraîne de manière inexorable la résurgence de la question de l'identité nègre. A ce niveau, l'Afrique devient un important champ d'investissement de la recherche universitaire en termes de production des savoirs non pas savants, mais pratiques dans la mesure où ces savoirs contribuaient à la construction de l'identité non seulement de l'importante population noire du Brésil, mais aussi de toute la nation en tant que devoir de mémoire. Surtout que l'un des principaux défis de la mondialisation c'est la reconstruction des identités ».

Chers Invités Brésiliens,
Mesdames et Messieurs les Experts,

Il vous revient donc à vous, universitaires de renom, de trouver le cadre et d'élaborer les termes de références d'un protocole d'accord permettant au Cameroun et au Brésil de proposer les solutions idoines aux questions auxquelles leurs pays respectifs sont confrontés, dans un contexte aussi périlleux que celui de la mondialisation que nous vivons aujourd'hui.

C'est sur ce vœu que je déclare ouverts les travaux des Experts brésiliens et camerounais pour la coopération entre les universités du Brésil et du Cameroun.

II – Intervention du Professeur LIMA, Chef de la Délégation brésilienne

Je remercie Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur pour ses mots aimables et pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé.

Je le remercie également pour l'opportunité qu'il offre au Brésil d'engager des relations d'ordre scientifique et socioculturel avec le Cameroun.

Nous sommes venus au cours de cette visite pour mettre en œuvre, l'accord cadre de 1972 et le mémorandum d'entente de 2004. Il s'agit de deux programmes dont le premier concerne la mission des Experts camerounais au Brésil pour des conférences dans les domaines prioritaires qui ont été identifiés dans le mémorandum.

Le deuxième programme porte sur les bourses que le Brésil se propose à offrir aux étudiants camerounais des niveaux Maîtrise et Doctorat et aux chercheurs soucieux d'aller approfondir leurs travaux dans centres de recherche et les Universités brésiliennes.

Nous proposons aux enseignants camerounais, qui viendront délivrer des conférences ou dispenser des enseignements, le même traitement que celui réservé aux enseignants brésiliens de nos universités. Le premier contingent des conférenciers camerounais est déjà attendu et j'espère que les coordonnateurs de nos accords au Ministère de l'Enseignement Supérieur vont nous faire parvenir leurs Curricula Vitae et les propositions des thèmes de conférence par courriers électroniques le plus tôt possible.

III – Remise des cadeaux aux Hôtes brésiliens par le Ministre de l'Enseignement Supérieur

Avant de se retirer pour permettre aux Experts d'engager des discussions sur les perspectives concernant la coopération entre les universités brésiliennes et camerounaises, le Ministre de l'Enseignement Supérieur a offert des objets d'art camerounais aux Experts brésiliens pour sceller l'amitié entre les universitaires brésiliens et camerounais.

IV – Les principales conclusions des travaux entre Experts brésiliens et camerounais

1. Les champs d'intérêt et les disciplines qui intéressent le Brésil

Cette coopération fera l'objet des missions temporaires d'enseignement des Experts des Institutions des deux pays dans les domaines prioritaires ci-après :

- 1- Histoire ; 2- Lettres Négro-Africaines ; 3- Archéologie ; 4- Psychologie ;
- 5- Philosophie ; 6- Science de l'Education ; 7- Sociologie ; 8- Anthropologie.

La partie camerounaise fournira des Experts dans les domaines sus-visés. Deux contingents d'Experts seront envoyés dans ce cadre dans les Universités brésiliennes chaque année.

2. Les conditions de prise en charge des Experts universitaires camerounais

La partie brésilienne s'engage à prendre en charge :

- les titres de transport pour l'itinéraire allant du Cameroun à l'Université d'accueil des Experts appelés à effectuer des missions au Brésil, soit pour délivrer des conférences pour une durée allant de quinze à trente jours, soit pour effectuer des enseignements dans les Universités brésiliennes pour une durée allant de trois à douze mois ;
- les frais de séjour ;
- le traitement (honoraires, assurance, etc.) selon la réglementation en vigueur au Brésil.

3. Les offres de bourses brésiliennes pour étudiants et chercheurs camerounais

La partie brésilienne s'engage également à accueillir des chercheurs et étudiants camerounais, dans les laboratoires du Brésil et à fournir des bourses dans le cadre des programmes de niveau Master et Doctorat/PhD, notamment dans les domaines de la Médecine tropicale, Pharmacie, Informatique, Agro-Alimentaire, Architecture, Littérature, Tourisme.

I - INTERVENTION DES EXPERTS CAMEROUNAIS AU BRESIL

Conférences-débats

Groupe I : (Mars-Avril 2005)

Experts

N°	Noms et prénoms	Titre	Discipline
	NNOMO Marcelline	Maître de Conférences Conseiller Technique Coordonnateur/MINESUP	Littérature Négro-Africaine comparée/et Littérature et critique féminines
	MBEDE Raymond	Professeur Directeur de la Recherche Coordonnateur/MINESUP	Sciences de l'éducation /Psychologie
	ESSOMBA Joseph-Marie	Professeur	Archéologie
	ABWA Daniel	Professeur	Histoire
	OMGBA Richard Laurent	Maître de Conférences	Littérature coloniale
	ATANGANA MINKO ABOLO Marthe	Maître de Conférences	Littérature africaine comparée
	ONAMBELE Lucine	Chargé de Cours	Sciences de l'éducation/Psychologie

Groupe II : (Octobre-Novembre 2005)

Liste des Experts

N°	Noms et prénoms	Titre	Discipline
1.	MINYONO NKODO Matthieu-François	Professeur	Littérature et critique Négro-Africaines
2.	NGA NDONGO Valentin	Professeur	Sociologie
3.	NKOLO FOE	Maître de Conférences	Philosophie
4.	DONG'AROGA Joseph	Maître de Conférences	Littérature Négro-Africaine (Orale)
5.	NOL ALEMBONG	Chargé de Cours	Littérature Négro-Africaine (Orale)

Groupe III : (Mars-Avril 2006)

Liste des Experts

N°	Noms et prénoms	Titre	Discipline
1.	MBALLA ZE Barnabé	Maître de Conférences	Littérature Francophone
2.	MBOCK MINLEND Aurore	Chargé de Cours	Histoire et Géographie
3.	MBASSI Bernard	Chargé de Cours	Littérature Francophone
4.	OSSAH MVONDO Jean Paul	Chargé de Cours	Histoire
5.	NTONFO André	Professeur	Littérature Négro-Africaine

Groupe IV : (Octobre-Novembre 2006)

Liste des Experts

N°	Noms et prénoms	Titre	Discipline
1.	BISSA ENAMA	Chargé de Cours	Littérature Francophone
2.	TANG Alice	Chargé de Cours	Littérature Francophone
3.	EYEZO'O Salvador	Chargé de Cours	Histoire
4.	ONOMO ABENA Sosthène	Maître de Conférences	Espagnol/Langues et Linguistique
5.	BILOA Edmond	Maître de Conférences	Langues et Linguistique

**PROJETS DE THEMES DE CONFERENCES PROPOSES PAR
LES EXPERTS CAMEROUNAIS**

1. Déracinement, esclavage, exil et reconstruction de l'identité nègre dans la société multiraciale brésilienne à l'ère de la mondialisation
2. L'esclavage et la question du retour aux sources africaines
3. Les fondements rationnels de la pensée africaine traditionnelle
4. Cameroun-Brésil : le dialogue des civilisations africaines et sud-américaines pour une Université au service de la société

CONCLUSION

Le présent compte rendu des travaux des Experts camerounais et brésiliens dégage des points saillants qui méritent des propositions appropriées en vue de la redynamisation des rapports de coopération entre le Brésil et le Cameroun :

1. L'expertise universitaire camerounaise est sollicitée et les domaines d'intervention sont inventoriés. Vis-à-vis de cette situation, la partie brésilienne s'est engagée à concrétiser son cahier de charges par l'achat des titres de transport des Experts camerounais, ainsi que par la prise en charge de leurs frais de séjour et autres honoraires liés à leurs perspectives pédagogiques au Brésil.

Sur ce plan, le Cameroun doit proposer un calendrier des missions de ses Experts et le Brésil identifier les Universités susceptibles de les accueillir.

2. Concernant les bourses d'études, il serait souhaitable que la partie brésilienne saisisse la partie camerounaise pour une offre de bourses dans les domaines déjà identifiés et ce, pour l'année universitaire 2005-2006.

Toutes ces questions peuvent être évoquées et traitées lors de la prochaine commission mixte Brésil-Cameroun, prévue à Brasilia au mois d'avril 2005.

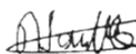
A cette même occasion, le projet de convention élaboré récemment pourra être réexaminé et adopté.

Il restera posé le problème de la langue de travail au Brésil pour les Camerounais.

Le Comité des Experts suggère à cet effet que des cours intensifs de Portugais soient organisés à l'intention des experts camerounais afin de faciliter les échanges. Le bilinguisme Français/Anglais est aussi une condition nécessaire pour faciliter les échanges.

Les Rapporteurs

Gérard-Marie MESSINA

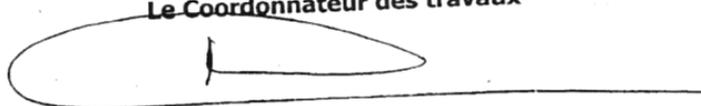


Cadre Assistant de Contrôle/CT2

OYONO ZEH



Cadre/CC/DPRC

Le Coordonnateur des travaux

Pr. Marcelline NNOMO, Conseiller Technique N°2

Le Président de Séance

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur


Jacques Fume Ndongo

Fait à Yaoundé, le ... 8 .F.E.V. 2005..

Annexe N°11 : Guide d'entretien

Ce guide est adressé aux informateurs dans le cadre d'une étude pour la rédaction d'un Mémoire de Master en Histoire Militaire sur le sujet suivant :

**“ La coopération Cameroun-Brésil à l'aune de la sécurité maritime
(1986-2022)”**

Nom de l'étudiant : Ndim Nkolo sous la direction du Dr. Fouapon Alassa

NB : Les informations recueillies au terme des différents entretiens sont confidentielles et ne peuvent être utilisées que dans le cadre de cette étude.

IDENTIFICATION DE L'INFORMATEUR

NOM ET PRENOM.....

.....

AGE.....

STATUT.....

LIEU.....

DATE.....

TEL.....

**Questionnaire sur la coopération Cameroun-Brésil à l'aune de la sécurité maritime
(1986-2022)**

1- Parlez-nous de votre formation au sein de l'académie militaire navale brésilienne?.....
.....
.....
.....
.....

2- Comment s'effectue l'appui logistique de la marine brésilienne à celle du Cameroun ?.....
.....
.....
.....

3- Quels étaient les objectifs du plan de coopération 2021-2022 entre la marine camerounaise et brésilienne?.....
.....
.....
.....

4- Pensez-vous que, le défi d'une Marine Nationale transocéanique avait été accompli en 2022 à Rio de Janeiro ? Si oui comment
.....
.....
.....

5- A combien estimez-vous ,le nombre d'élèves officiers camerounais forment au sein des académies navales brésiennes jusqu'aujourd'hui ?.....
.....
.....
.....

- 6- Ne pensez-vous pas que la langue portugaise semble être un frein pour la formation des élèves officiers camerounais dans les académies navales brésiliennes ?.....
.....
.....
.....
- 7- Que pensez-vous aussi , de ceux qui disent que le Brésil nourrit les objectifs géostratégiques vis-à-vis des pays du Golfe de Guinée y compris le Cameroun ?.....
.....
.....
.....
- 8- Quels peuvent être autres difficultés multiformes de la coopération de sécurité maritime Cameroun-brésil ?.....
.....
.....
.....
- 9- Quelles peuvent être les perspectives de cette coopération de sécurité maritime entre le Cameroun et le Brésil?.....
.....
.....
.....
.....
.....
- 10- Que pensez-vous de la mise sur pied d'une coopération de défense en mer en cas d'attaque d'un navire camerounais ou brésilien ?.....
.....
.....
.....



SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I-SOURCES

1. SOURCES ORALES

	Noms et Prénoms	Age	Fonction	Lieu et Date d'entretien
01	Abega Martin Arnold	30 ans	Chef du centre opérationnel de surveillance côtière de Douala	Douala, 13 mars 2023
02	Abdoul Kadir	45 ans	Chef service de la coopération économique, technique, scientifique et culturel au Minrex	Yaoundé, le 13 avril 2022
03	Ambassa Ayissi Joseph	48 ans environ	Commandant à la base navale de Kribi	Kribi, le 11 avril 2023
04	X			
05	X			
06	X			
07	X			
08	X			
09	Bell Bell Emmanuel Isaac	50 ans	Chef de division de la gestion de l'information et de la communication du CIC	Douala, le 04 avril 2022
10	Bilola Marie Chantal	37ans	Infirmière militaire à l'hôpital de la garnison militaire de Kribi	Kribi, le 26 avril 2023
11	Biesseme Guy Denise	40 ans	Journaliste à la CRTV	Kribi, le 03 avril 2023
12	Dieudonné Nwaha	40 ans environ	Journaliste à la CRTV	Kribi, le 10 avril 2023
13	Léonardo Lopes Pereira Da Silva	45 ans	Capitaine de frégate / consultant à l'ambassade du Brésil au Cameroun	Yaoundé, le 26 Janvier 2023
14	Mathias Eric Owona Nguini	53 ans environ	Vice-recteur, chargé de la recherche de la coopération et des relations avec le monde des entreprises à l'université de Yaoundé 1	Yaoundé, le 13 avril 2022

15	Mahéva Nériza Ekwe	40 ans environs	Sous-directeur des accords, des traités et suivi au Minrex	Yaoundé, le 18 avril 2022
16	Mindjos Paul Martin	55 ans	Directeur du développement des industries animales	Yaoundé, le 04 avril 2022
17	Nt+uda Ebodé Joseph Vincent	61 ans environs	Directeur du Centre de recherche d'études politiques et stratégiques de l'université de Yaoundé 2	Yaoundé, le 21 février 2023
18	Ngonge Sone Emmuel	51 ans environs	Inspecteur technique de la Marine Nationale	Douala, le 22 avril 2022
19	Njonou Akoutou Eric	40 ans environs	Sous-Chef des ressources humaines de la Marine Nationale	Yaoundé, le 06 mai 2023
20	Nkouonchou Théophile	59 ans environs	Chef du chantier naval de la Marine Nationale	Douala, le 21 mars 2023
21	Oswald Medoung	41 ans environs	Journaliste à la CRTV	Yaoundé, le 16 Janvier 2023
22	Pereira Silva Anderson	40 ans environs	Capitaine de frégate à la Marine Brésilienne	Douala, le 04 avril 2022
23	Seme Frédéric Francis	35 ans environs	Premier secrétaire de l'ambassade du Cameroun au Brésil	Kribi, le 25 avril 2022
24	Tchenzette Martial Paulin	48 ans environs	Diplomate/ chercheur	Bafoussam, le 15 mars 2023
25	Tiencheu Ntichi Honoré	47 ans	Officier responsable de la surveillance maritime	Yaoundé, le 28 février 2023

2. Archive

Archive du Minepat, boîte 3E 47, Lettre de demande d'une audience auprès du président Paul Biya par Etéki Mboumoua William, Ministre des Affaires Étrangères de la République du Cameroun, le 03 avril 1986.

3. Rapports

Rapport sur la piraterie maritime au large du littoral atlantique africain : Ampleur et perspectives pour une lutte plus efficace, Tanger, 18-19 Septembre 2017.

Rapport du centre open source, Brésil-Enquête sur les agences et installations nucléaires", 2009.

Mission d'analyse électorale, Document informatif sur le Brésil à l'usage des observateurs, OPALC, Janvier 2010.

Peyronnet J.C., (sd), Lutte contre la piraterie maritime : une loi utile, une mission sans fin, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois, Rapport d'information n° 499 (2011-2012).

Ménard C., sur la piraterie maritime, Rapport d'information n°1670 ,2012.

Ministère des Armées, Dossier de Presse – opération Corymbe - Octobre 2021.

Le Ministère des Relations extérieures au Cameroun, l'état de la coopération bilatérale en matière de sécurité maritime.

Rapports annuels élaborés par des différents ministres de la Marine.

II. SOURCES ECRITES

A. Ouvrages généraux

Eba'a G. R., Affaire Bakassi Genèse, évolution et dénouement de l'affaire de la frontière terrestre et maritime Cameroun-Nigeria (1993-2002), Yaoundé, presses de l'Ucac, 2008.

Nietzsche F., La volonté de puissance, traduction par Henri Albert, Mercure de France, vol.13, tome 2, 1903.

Ki-Zerbo J., Histoire de l'Afrique Noire d'hier à demain, Paris, Hatier, 1972.

Domo J., Les relations entre frontières : Cameroun-Tchad, Paris, l'Harmattan, 2013.

Yahmed D. B., (sd), A, Atlas de l'Afrique, Paris, Juguar, 2010.

Deleuze G., (sd), Qu'est-ce que la philosophie ? Paris, les éditions de Minuit, 1991, p.90.

Levrat N., le droit applicable entre collectivités publiques infra-étatique, Paris, PUF, 1994.

Devin G., Un seul monde. L'évolution de la coopération internationale, Paris, GNRS Edition, 2013.

Beck U., Risk Society: Towards a New Modernity, SAGE Publications, Londres, 1992.

Febvre L., Combats pour l'histoire, paris, Armand colin, 1953.

Ndutumu S. S., Géopolitique maritime du golfe de quinée au XXIe, Paris, Harmattan, 2012.

Braillard P., Théories des Relations Internationales, Paris, PUF, 1977.

Marcel Merle J., Sociologie des Relations Internationales, Paris, Dalloz, 1982.

Roche J., Théories des relations internationales, Paris, Éditions Montchrestien, 2001.

Keohane R., (sd), Transnational Relations and World Politics, Cambridge, Harvard University Press, 1972.

Marchesin, Introduction aux relations internationales, Paris, Karthala, 2008.

Mova Sakanyi H., La science des Relations internationales, Paris, l'Harmattan, 2014.

- Ajavon L. P., Traite et esclavage des noirs, quelle responsabilité africaine ? Paris, Anibwé, 2010.
- Raeders G., Le Comte de Gobineau au Brésil Francia, Nouvelles Éditions Latines, 1934.
- Saugera E., La traite des noirs en 30 questions, Paris, Geste Éditions ,1991.
- Cros C.R., La civilisation Afro-Brésilienne, Paris, Puf, 1997.
- Keutcheu Fankem J., Le Cameroun dans les relations internationales, Éditions CLE, 2007.
- Kengne Pokam E., La France et les États-Unis au Cameroun, Paris, l'Harmattan, 2009.
- Levine V., le Cameroun, du mandat à l'indépendance, Paris, Nouveaux Horizons, 1970.
- Girault A., principes de colonisation et de la législation coloniale, Paris, Larose, 1895.
- Kange Ewane F., Semence et moisson coloniales: un regard d'Africain sur l'histoire de la colonisation, Yaoundé, Clé, 1985.
- Deltombe T, M. Domergue, et J. Tatsitsa, Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la françafrique 1948-1971, Paris, Edition La Découverte, 2011.
- Meyomesse E., Um Nyobé : le combat interrompu, Les éditions du kamerun, 2016.
- Mbock C. G., Décoloniser la France, Montréal, kiyikaat, 2010.
- Tremblay R., Pourquoi Bush veut la guerre. Religion, politique et pétrole dans les conflits internationaux, Montréal, Les Éditions des Intouchables, 2003,
- De Lacharrière G., La politique juridique extérieure, Institut français des relations internationales, Paris, Enjeux internationaux, 1983.
- Delcorde R., La diplomatie d'hier à demain, Canada, Mardaga, 2021.
- Virally M., La notion de programme-un instrument de la coopération technique multilatérale, Annuaire Français de Droit International, 1968.
- Bergès M., Penser les relations internationales, Paris, l'Harmattan, 2008.
- Eyene C. A., Le général Pierre Semengue : toute une vie dans les armées, Yaoundé, Editions Clé, 2002.
- Pokam de prince H., Le multilatéralisme Franco-Afrique à l'épreuve des puissances, Paris, l'Harmattan, 2013.
- Brunsch wig H., Le partage de l'Afrique noire, Paris, Flammarion, 1971.
- Boniface P., La géopolitique des relations internationales, Paris, Eyrolles, 2011.
- Boniface P., Relations internationales, Paris, Dunod, 1995.
- Renoliet J. J., L'Unesco oubliée. La société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946), Paris, publication de la Sorbonne, 1999.
- Ngoh V. J., Cameroun 1884-1985. Cent Ans D'Histoire, Yaoundé, CEPER, 1990.
- Chloé M., Histoire des relations internationales, Paris, Ellipes, 2010

Vilboux N., Les États-Unis et le Golfe de Guinée, Paris, Fondation pour la recherche stratégique, 2019.

B. Ouvrages spécifiques

Santos I. M., La découverte du Brésil (1500-1530), Paris, Chandeigne, 1999.

Patriota T. C., Le Brésil, un partenaire de l'Afrique Qui s'Affirme, Bruxelles, Institut français des relations internationales, 2011.

Fausto B., Histoire du Brésil, São Paulo, Editora de l'Université de São Paulo (EDUSP) 12^{eme} édition, 2006.

Plumette-Urbe R. A., Victimes des esclavagistes musulmans, chrétiens et juifs, Paris, Anibwé, 2012.

Bohou J. M., Géopolitique et projection de puissance du Brésil au XXI^e siècle, Paris, le harmattan, 2007.

Ropivia M.L., Géopolitique et géostratégie : l'Afrique noire et l'avènement de l'impérialisme tropical gondwanien, cahiers de la géographie du Québec, 1986.

Amahata Kiabega L., le positionnement du Brésil dans le paysage diplomatico-politique africain : l'exemple du Cameroun, l'Harmattan, Paris, 2019.

Koungoun L., Culture stratégique et concept de défense au Cameroun, Paris, l'Harmattan, 2015, pp.115-117.

Dabène O., (sd), Atlas du Brésil. Promesses et défis d'une puissance émergente, Paris, 2018.

Park R.E, Race and Culture, New York, the Free Press, 1950.

Pierson D., Negroes in Brazil: A Study of Race Contact in Brazil, Carbondale, Southern Illinois University Press, 1942.

Adesky J., Racismes et antiracismes au Brésil, Paris, l'Harmattan, 2001.

Boulangier P., Géographie militaire et géostratégie, Paris, Armand Colin, 2011.

Delaunay D., La fragilité séculaire une paysannerie nordestine le Ceará (Brésil), Paris, l'Éditions d'Orstom Institut Français de recherche scientifique pour le développement en coopération, 1988, P.24.

MRE, Coopération technique du Brésil en Afrique, Brasília, IPEA, ABC, 2010.

Lugan B., Décolonisez l'Afrique ? Paris, Ellipses, 2011.

Hausen K., Deutskolonialherrschaft in Afrika : Wirtschaftsinteressen und Kolonialverwaltung in Kamerun vor 1914, Atlantis, Zurich, Fribourg en Br, 1970.

Ebale R., Le concept de développement. Fondements historiques et débats, Yaoundé, Litchasonic Formations, 2012.

C- Ouvrages méthodologie et dictionnaires

- Quivy R., (sd), Manuel de recherche en sciences sociales, Paris, Dunod, 1995.
- Pycke J., La critique historique, Louvain, Bruylant-académia, 2000.
- Beau M., L'art de la thèse : comment préparer et rédiger un mémoire de Master, une thèse de doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du net, Paris, La découverte, 2006.
- Durkheim E., Les règles de la méthode sociologique, Paris, Puf, 1894.
- Gresle F., (eds), Sociologie du milieu militaire, Paris, l'Harmattan, 2005.
- Dictionnaire économique et social, Paris, Hatier, 1990.
- Dictionnaire le robert, Paris, Sejer, 2018.
- Dictionnaire usuel du français, Paris, Hachette, 1994.
- Dictionnaire historique et géopolitique du 20^{ème} siècle, Paris, Edition La découverte, 2000.
- Dictionnaire de l'origine des noms et surnoms des pays africains, Lausanne, Favre, 2014.
- Dictionnaire Historiques de la langue française, Paris, Le Robert, 2010.
- Dictionnaire des relations internationales, Paris, Dalloz. 2006.
- Dictionnaire de Sociologie, Paris, Armand Colin, 2002.

D- Articles

- First R., " Les nouveaux masques ", Le Monde diplomatique, n° 261, 1975.
- Henrotin J., "Projection de puissance vers la terre depuis la mer et évolution des systèmes d'armes", Stratégique, n°114, 2016.
- Mongrenier J. S., "Poutine et la mer. Forteresse Eurasie et stratégie océanique mondiale", in La Découverte Hérodote, n° 163, 2016.
- Struye T. S., " Les États-Unis face aux puissances émergentes : quelles stratégies à disposition des protagonistes ? ", UCL, Note d'analyse 6, Février 2010.
- Cortinhas J., (eds), " Géopolitique de la nouvelle Amérique latine", Institut de relations internationales et stratégiques, paris 2016.
- Facon I., " Russie, Inde, coopération militaro-technique ", Fondation pour la Recherche Stratégique, paris 2008.
- Battaglino J., "O Brasil e a criação do conselho sul-americano: uma convergência de vantagens", Nueva sociedad, 2009.
- Melo R., " La base industrielle de défense brésilienne : projet ou réalité ? ", Revue Outre-Terre, n° 42, 2015.
- Bondaz A., (eds), " Stratégies de défense et enjeux capacitaires : les cas de la Chine, de l'Inde et du Brésil ", Fondation pour la recherche stratégique, n°6 Janvier 2019.

- Masson (sd) H., “ Production d’armement : le Brésil en quête d’autonomie”, Fondation pour la recherche stratégique, n°2/2015.
- Frozel Barros N., “ Internationaliser. Moderniser : vers une nouvelle pensée stratégique brésilienne ”, Centre d’études supérieures de la Marine, Février 2013.
- Capanema S., “ Quand la République arrive dans la marine de guerre brésilienne : quel projet « modernisateur » pour les équipements et pour le personnel ? (1889-1910)”, *Illes i Imperis*, n° .21, 2019.
- Zaki L., “La norme sans la force. L’énigme de la puissance européenne ”, Presses de Sciences Po, 2013.
- Ntuda Ebode J.V., “Le Japon dans le paysage géopolitique africain : une puissance d’appoint stratégique ”, *Revue Africaine d’Études Politiques et stratégiques*, n°3, 2003.
- Nélio de Almeida C.A., “O CFN e a defesa da Amazônia Azul”, *Âncoras e Fuzis*, Ano XV, n° 47, 2016.
- Leite Cypriano Neves G., “La montée en puissance navale comme levier de développement national ”, *Défense et sécurité internationale*, n°106, 2014.
- Poli A., “Faire face au racisme en France et au Brésil : de la condamnation morale à l’aide aux victimes”, *Cultures & Conflits*, 2005.
- Marchadour G., “L’égalité raciale dans les politiques antidiscriminatoires au Brésil : effet de conjoncture ou bouleversement du récit national ?” *Revue SociologieS*, 2022.
- Racouchot B., “ Brésil : la criminalité, problème numéro un”, *Outre-Terre*, vol. 56, n° 1, 2019.
- Dolo N., “Racines sécuritaires de la percée électorale de Jair Bolsonaro”, *Sécurité globale*, vol. 16, n° 4, 2018.
- Valladao A., “Le Brésil, l’adieu à la géopolítica ”, Paris, la découverte, n°57, 1990.
- Bado A. B., “L’union africaine et la sécurité collective ”, *Sécurité mondiale*, bulletin, n°58, 2012.
- Lima Santos L. F., “Guinex ,comissao capitaneada pela marinha do Brasil a partir de 2021 no golfo da Guiné : qual a sua importância para o Brasil ?”, *Escola de Guerra Naval*, Rio de Janeiro , 2021.
- Ilinca M., “ Le CIC, clé de voûte de l’architecture de Coopération interrégionale dans le Golfe de Guinée”, « *Revue Défense Nationale* », n° 792, 2016.
- Kennedy P., (eds), “Pivotal states and us strategy”, dans *Foreign Affairs* January/February, 1996.

- Mbia Yebega G. H., “ Insécurité dans le golfe de Guinée : de la dépendance stratégique à la nécessité d’affirmation de puissance”, *Enjeux*, n°52, Janvier-Mars 2017.
- Moraes (eds), *Le Brésil et la sécurité dans son environnement stratégique : l’Amérique du Sud et l’Atlantique Sud*, Brasilia, Ipea, 2014.
- Santana I., “Notes et commentaires sur la dynamique du commerce Brésil-Afrique durant les décennies 1970-1990”, Brasilia, *Revue Brésilienne de Politique Internationale*, n°2, 2003.
- Combacau J., “Science du droit et politique juridique dans l’enseignement du droit international”, *RGDIP*, 1984.
- Mbodiam B.R., “Vivian Loss Sanmartin : il y’a de nombreux secteurs dans lesquels le Brésil peut apporter son expertise au Cameroun ”, *Investir au Cameroun*, n°90, 2019.
- Rouquié A., “ Le Brésil, un état sud-américain parmi les grands ? ”, Jaffrelot C., (eds), Paris, Presses de sciences-po, 2008.
- Traikovic M., “ Une nouvelle impulsion à la coopération économique ”, *Revue de Politique Internationale*, n°896-7, 1987.
- Goulet F., (eds), “ Des idées aux pratiques : la coopération technique agricole brésilienne à l’épreuve du terrain africain”, *Sociologies pratiques*, n°27, 2013.
- Guerreiro S., “Líneas generales de la política exterior de Brasil”, *Resenha*, n°32, 1982.
- Dussey R., “ La piraterie maritime Quels enjeux pour le golfe de Guinée ? ”, Editions Choiseul, *Géoéconomie*, n°68 ,2014.
- Oyono J.B., “La piraterie maritime dans le golfe de guinée : nouvelle donne de l’insécurité en Afrique ”, *Enjeux*, n°42, Janvier - Mars 2010.
- Mvulle G., “Les intérêts des puissances étrangères dans les conflits en Afrique centrale : une sociologie des acteurs, des enjeux et des rôles”, *Enjeux*, n°42, Janvier - Mars 2010.
- Owona. Nguini M. E., “ Les otages à Bakassi : éléments d’analyse stratégique ”, *Enjeux*, n°37, Octobre - Décembre 2008.
- Rousseau J. J., “ Du contrat social ”, in *œuvres complètes*, Paris, Gallimard, 1964.
- Balzac T., “ Qu’est-ce que la sécurité nationale ? ”, *Revue Internationale et Stratégique*, n°52, hiver 2003-2004.
- Rothschild, “what is security?” *Daedal*, n°3, vol.124, 1995.
- Mvomo. W et Ukeje . C, “ Approche africaine de la sécurité maritime : Cas du golfe de Guinée ”, Abuja, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2013.

- Ekman A., “ La chine en Méditerranée : une présence émergente”, Notes de l’Institut français des relations internationales, Ifri, février 2018.
- Diangitukwa F., “ La surveillance des côtes d’Afrique centrale par des équipes de garde-côtes : un impératif pour la sécurisation maritime de la sous-région”, Enjeux, n°26 ,2006.
- Labévie R., “Marine brésilienne : fabrique de rationalités étatiques et citoyennes ”, RDN 2018 : l’innovation en marche, Revue défense nationale, Janvier 2018.
- Lacan V. R., “Lutte contre la piraterie, facteur structurant de sécurité en océan indien ? ”La Découverte Hérodote, n° 145 ,2012.
- Savoie-Zajc L., “ L’entrevue semi-dirigée ”, in Gauthier, Benoit, Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données, canada, presses de l’université du Québec, 2009.
- Ferreira M. J., “ Portugal-Brésil (1910-1922) : reformer une politique d’espace de voisinage culturel”, L’histoire de notre temps, n° 97-98,2010.
- Deveau J. M., “La traite transatlantique ”, in R. Debbasch et al, La traite négrière, l’esclavage et leurs abolitions mémoire et histoire, Actes du colloque national de Paris, Dgesco, 10 mai 2006.
- Chaffard G., “ La décolonisation est-elle faite, ou à faire ?”, Combat, 11 septembre 1996.
- Gonidec P. F., “ De la dépendance à l’autonomie : l’État sous tutelle du Cameroun”, Annuaire français de droit international, Volume 3, 1957.
- Lara S. H., (eds), “ L’esclavage africain et le travailleur esclave au Brésil”, Dialogues d’histoire ancienne, Vol .19, n°1, 1993.
- Mouette S., “Les balbutiements de la colonisation française au Brésil (1524-1531) ”, Cahiers du Brésil contemporain, n° 32, 1997.
- Alencastro L. F., “Le versant brésilien de l’Atlantique-sud : 1550-1850”, Annales histoire / Sciences sociales, 2006.
- Alfonso J. R., (eds), “Federalismo Fiscal à Brasileira: Reflexões”, *Revista do bndes*”, 1999.
- Battagliola F., “ Des aides aux politiques familiales ,1870-1914”, Genèses, n°40,2000.
- Médard J.F., “La corruption internationale et l’Afrique ”, Revue internationale de politique comparée, n°2, 1997.
- Ngongang T., “Relations protocolaires. Ascendant, descendance, condescendance ”, Les cahiers de Mutations, n°014, 2003.

- Milani C., (eds), " Les rapports Brésil-Etats-Unis : quelle complémentarité ?", Annuaire Français des Relations Internationales (AFRI), Vol XII, 2011.
- Bresser-Pereira L. C., " La politique macro-économique brésilienne (1994-2003) et le second consensus de Washington ", Problèmes d'Amérique latine, n°53, 2004.
- McCann F., "Le Brésil et les États-Unis : des relations complexes à l'épreuve du long terme, XIXème – XXème siècles", Rolland D., (eds), Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes, Paris, Harmattan, 1998.
- Blomme J., "L'Europe, l'Afrique et l'Amérique", in Histoire de l'humanité (1789 -1914), Paris, Unesco, 2008.
- Ghali B. B., "Les relations entre la Ligue arabe et l'OUA", Annuaire français de droit international, vol. 23, 1977.
- Béti M., "Les langues africaines et le néocolonisme en Afrique francophone", Peuples noirs, peuples africains, n°29, 1982.
- Éloïse A., (eds), "La réception critique de l'œuvre de Mongo Beti", Œuvres et Critiques : Revue Internationale de la Réception critique des œuvres Littéraires de Langue Française, n°2-4, 1979.
- Ferra F. S., "Un espace phonique lusophone à plusieurs voix ? Enjeux et jeux de pouvoir au sein de la communauté des pays de Langue portugaise(CPLP)", Revue Internationale de la politique comparée, 2007.
- Sid-Ahmed A., "La coopération Sud-Sud : état et perspectives " *Revue Tiers-Monde*, octobre-décembre 1983.
- Verlet M., "Le mouvement des non-alignés après La Havane : contribution et dynamique", *Revue Tiers Monde*, 1980.
- Fischer G., " La conférence des non-alignés d'Alger ", Annuaire français du droit international, vol. 19, 1973.
- Servant J.C., " Une priorité géostratégique : offensive sur l'or noir africain ", in *Le Monde diplomatique*, janvier 2003.
- Saramago J., " En marge du pouvoir économique : Que reste-t-il de la démocratie ?", *Le Monde Diplomatique*, Août 2004.
- Antônio M.M., " Marinha implements surveillance program in Guanabara Bay to crack down on drug traffickers", G1 Rio, 2018.
- Lopes R., "Cercado pelo isolamento e pela discricção, o radar OTH da IACIT vira alternativa à ausência do SisGAAz", *Poder Naval*, 2018.

- Barreira V., “L’Angola commande des patrouilleurs au Brésil”, *La défense hebdomadaire*, 2014.
- Meyerfeld B., “ Taurus, symbole de la course à l’armement de la société brésilienne ”, *Le Monde*, 2021.
- Farias I., “Le Brésil produira des hélicoptères pour les forces armées du Minas Gerais”, *Agence du Brésil*, 2009.
- Violante A.R., “Política externa, política de defesa e cooperação sul-sul como grande estratégia na Afri Occidental: um estudo de caso em cabo verde e são Tomé e Príncipe .(Mestrado em Estudos Estratégicos da Defesa e da segurança) –PPGEST/” ,*Universidade Federal Fluminense* ,2017.
- Koungou L., “ Piraterie et insurrections dans le Golfe de Guinée”, *Institut Français des relations internationales (IFRI) “politique étrangère”*, 2018.
- Geudens A., “Le Brésil : un acteur pertinent en Afrique ? Le projet de la Zone de paix et de coopération de l’Atlantique Sud (ZOPACAS) : de l’émergence au déclin”, *Bruxelles, Institut royal supérieur de défense Centre d’études de sécurité et défense*, 2019.
- Pokam H. P., “ Les diplomaties des pays émergents en Afrique : le cas de la chine et du Brésil envers le Cameroun ”, *Congrès AFSP, n°48*, 2013.
- Hutinet S., “ France-Brésil : et pour quelques Rafale de plus”, *Le progrès*, 2009.
- Cabirol M., “ Naval Group reste en course au Brésil pour la vente de quatre corvettes, *La tribune*, 2018.
- Dias A., “ Nossa Marinha: notas sobre o renascimento da Marinha de guerra do brazil no quadriennio de 1906 a 1910”, *Rio de Janeiro Officimas Graphics da Liga Maritima Brasileira* , 1910.
- Lafargue F., “ Le Brésil, une puissance africaine ?” *Afrique Contemporaine, n°228*, 2008.
- Mbassi D., “Le temps du dialogue ”, *Repères, n°775*, 2019.
- Nkuété J., “ Crise dans le Noso le temps du dialogue ”, *L’Action, n°1225* ,2019.
- Bounoung Y., “ La Coopération en revue ”, *Cameroon Tribune, n°12371/8570*, 2021.
- Luís C. L., “ Le Brésil et ses archives : une étude de l’archivistique brésilienne et les perceptions d’archivistes étrangers”, *Revue de l’Association des archivistes du Québec, 2000-2001, n°1, volume 32*.
- GRIP, “ sureté et sécurité maritime dans l’espace CEEAC : enjeux et perspectives”, n°7,2014.
- Grosser P., “ De l’usage de l’histoire dans les politiques étrangères ”, dans F. Charillon ,(eds.),*Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, PFNSP, 2002

Tschirgi N., “ L’articulation développement sécurité. De la rhétorique à la compréhension d’une dynamique complexe”, *Annuaire Suisse de politique de développement*, 2006.

E. Travaux académiques

1. Thèses

Ohambele Mendouga G. H., “ Le Bataillon d’Intervention Rapide et la problématique de la défense nationale et de la lutte contre la criminalité transfrontalière au Cameroun (1998-2018) : Emphase sur l’opération Alpha et la force BIR cote ”, Thèse de Doctorat Ph/D en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2024.

Rigaud B., “ La gouvernance européenne face aux marées noires : les changements des politiques de sécurité maritime après l’Erika et le Prestige ”, Thèse de doctorat en science politique, Université Laval, 2014.

Konan E. K., “Les risques liés au transport maritime : étude sur la sécurité et la sûreté maritimes”, Thèse de doctorat Ph/D en droit, Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2017.

Pessoonka J., “La pêche maritime au Cameroun :les aspects traditionnels et les transformations récentes”, Thèse de Doctorat 3^e cycle en Géographie, Université de Yaoundé, 1989.

Le Goff R., “La protection des navires soumis au risque de piraterie”, Thèse de Doctorat Ph/D, Université de Nantes, 2016.

Kitio E., “La problématique de la sécurité du transport maritime en zone CEMAC ”, Thèse de Doctorat Ph/D en Droit des Affaires, Université de Douala, 2010.

Kouotou Y., “L’influence des transports terrestres sur le développement des relations socio-économiques entre le Cameroun et le Tchad (1965-2015)”, *Projet de Thèse*, Université de Yaoundé 1, Année académique 2015-2016.

Wanyaka V. B., “ La coopération militaire entre le Cameroun et la France : De l’assistance à la quête d’un partenariat technique (1959-2005), Thèse de doctorat, Université de Yaoundé 1, 2008.

Ondoua A., “Sociologie du corps militaire en Afrique noire : le cas du Cameroun”, Thèse de Doctorat, Université de rennes 1, 2013.

- Guillemin J., “Coopération et interventions : La politique militaire de la France en Afrique noire francophone et à Madagascar ”, Thèse de doctorat 3^e cycle, Université de Nice, 1979.
- Tomo Ndjobo T., “Maitrise de la mer et dynamique de conquête de la cote camerounaise par les grandes puissances (XV^e-début du XXI^e siècle). Une analyse historique”, Ph/D en Histoire des Relations Internationales, Université de Yaoundé 1, 2016.
- Batenguene R., “Les pays de l’Europe communautaire dans la politique Étrangère du Cameroun (1960-2000)”, Ph/D en Histoire des Relations Internationales, Université de Yaoundé 1, 200.
- Scettl F., “ Évolution de la langue portugaise dans sa dynamique de transmission au sein de la “communauté portugaise” de Montréal ”, Thèse de doctorat de Sciences du Langage, Université Paris Descartes, 2016.
- De Araudjo R.N., “Conquête des esprits et commerce des armes : la diplomatie militaire française au Brésil (1945-1974)”, Thèse de doctorat en Histoire, Université Toulouse le Mirail, 2011.

2. Mémoires

- Engemba M. P., “ Action de la coopération internationale en faveur des Etats d’Afrique des Caraïbes et du Pacifique. Cas de la République Démocratique du Congo”, Mémoire en Droit et Sciences Politiques, Université de Kinshasa, 2008.
- Amahata Kiabega G. L., “La coopération Cameroun-Brésil de 1960-2012 : entre ruptures et continuités ”, Mémoire en Sciences Politiques, Université de Yaoundé 2 (SOA) ,2012.
- Mbessa Nya M. B., “Les relations Cameroun-Brésil de 1960 à 2018 : une approche historique ”, Mémoire de Master en histoire des Relations Internationales, Université de Yaoundé 1, 2020.
- Banzeu B. P. N., “Les coopérations entre les pays émergents et le Cameroun depuis la fin de la guerre froide : le cas du Brésil et de l’inde ”, Mémoire de Master en Sciences Politiques, Université de Dschang, 2014.
- Vernuy E. S., “ La coopération sécuritaire dans le Golfe de Guinée à l’épreuve de la criminalité transfrontalière. État des lieux et esquisse de solution”, Mémoire de Master 2 en relations internationales, option intégration régionale et management des institutions communautaires, Université de Yaoundé 2, 2011.

- Mienahou T. D. I., “Mise en place d’un centre opérationnel de marine (COM) du Congo dans le golfe de Guinée : cadre juridique et procédures opérationnelles”, Mémoire de Master 2 en Droit et Sécurité des activités maritimes et océaniques, Université de Nantes, 2010.
- Genod V. V., “ Les Écoles Nationales à Vocation Régionale : Instrument pour une appropriation française de la sécurité en Afrique ? ”, Mémoire de Master en sciences politiques, Orientation Relations internationales - Finalité Sécurité, paix, conflits, Institut Provincial Supérieur d’Henri La Fontaine, Année académique 2012-2013.
- Nzeugang A., “Une lecture coopération américano-camerounaise depuis 2001 : contribution à l’étude des dimensions pétrolière et militaire”, Master 2 en relations internationales, Université de Yaoundé 2, 2005.
- Mvondo M. P. E., “ La coopération culturelle et technique entre le Cameroun et Brésil de 1972 à 2010”, Mémoire de master en histoire, Université de Douala, 2013.
- Medjo A., “La Piraterie maritime dans la presqu’île de Bakassi ”, Mémoire en science politique, Université de Yaoundé 2 (SOA), 2008-2009.
- Kede C.C., “ La Zone de paix et de coopération de l’atlantique sud, évolution, défis et perspectives ”, Mémoire de Professionnel, Université de Yaoundé 2, 2010-2011.
- Régis Ombe S. T., “ la participation de la marine nationale dans la lutte contre la piraterie maritime au Cameroun (1990-2018) : essai d’analyse historique ”, Mémoire de Master en Histoire Option : Histoire des Relations Internationales, Université de Yaoundé 1, 2022.
- Olomo Mendouga A.C. " The development diplomacy of Cameroon in light of cooperation with Brazil ", Mémoire de Master en Relations Internationales, Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), Université de Yaoundé II, Décembre 2012.
- Mfomo J. T., “Enjeux et défis de la mutualisation des politiques de lutte contre le terrorisme international : cas de Boko-Haram ”, Mémoire de géopolitique, Université de Yaoundé 2, 2015.
- Olinga G. R., “La coopération sud-sud : le cas du Brésil et de l’Afrique ”, Mémoire du Master en Relations Internationales option : Diplomatie, Institut des Relations Internationales (IRIC), Yaoundé, 2011-2012.

- Corrêa Silva R., “ La restructuration de l’industrie de défense brésilienne : Un défi pour pays qu’il n’y a pas de menaces”, Master 2 professionnel, Institut Supérieur de l’Armement et de la Défense, Université de Paris 2, 2016.
- Borghino E., “Comment s’implanter au Brésil ”, Mémoire en DESS “Affaires Internationales”, Université d’Aix-Marseille I, 1996.
- Ewoudi Ebene D., “Etat des initiatives de la lutte contre le brigandage et la piraterie maritime dans la zone D du Golfe de Guinée depuis 2013”, Mémoire de Master en Stratégie, Défense, Sécurité, Gestion des Conflits et des Catastrophes, Université de Yaoundé II , 2017.
- Anangapey Mangola F., “ La contribution de la marine camerounaise à la lutte contre la piraterie maritime en zone D au Golfe de Guinée”, Mémoire de Master II en Dynamiques, Gestion et Sécurité des Espaces Transfrontaliers, Université de Yaoundé 2, 2013-2014.
- S. E. Dzou Ntolo, “ La sécurité maritime dans le Golfe de Guinée : Enjeux d’une interaction sécuritaire pour l’émergence de la sous-région ”, Mémoire de Master en DEA , Université de Yaoundé II, 2010-2011.
- Pelene F., “La force Bir cotes dans la lutte contre la piraterie maritime”, Mémoire de Master en Stratégie, Défense, Sécurité, Gestion des Conflits et des Catastrophes, Mémoire de Yaoundé II, 2019.

III. LES SOURCES NUMERIQUES

- Tsayid G.E., “ Coopération militaire : mission accomplie pour les “Sea Lions””, [One line], mise à jour le 14 octobre 20, consulté le 08 janvier 2022, sur www.Cameroon-Tribune .cm
- Lacouture J., “ La nouvelle conférence des non-alignés tiendra compte de la querelle sino-soviétique ” [One line], sur le monde diplomatique .fr septembre 1964, consulté le 17 mars 2022 à 08 h 10 minutes.
- Braillard P., Mythe et Réalité du Non-Alignement, [En ligne], consulté le 15 mars 2022 à 00 h 26 minutes, disponible sur : books.openedition.org.
- Tsafack D., "La coopération Cameroun-Brésil : une relation de partenariat stratégique", [En ligne], disponible sur : <https://www.academia.edu>. Consulté le 23-04-22 à 16h40 min.

- Naye A., “Échanges commerciaux : le Cameroun et le Brésil renforcent leur coopération”, [En ligne], consulté le 08 mars 2023, disponible sur www.mincommerce.gov.cm
- Anonyme, “L’université de Dschang en accord parfait avec deux universités brésiliennes”, [En ligne], mise à jour le 19/04/2022, consulté le 11 mars 2023 à 22h05, disponible sur www.Univ-dschang.org.
- Ziemine Ngoumou E., “Coopération universitaire : le Cameroun et le Brésil main dans la main”, [En ligne], mise à jour le 19/04/2022, consulté le 11 mars 2023 à 23h09. Disponible sur www.Cameroon-tribune.cm.
- Rabiyatou I., “Coopération universitaire : Yaoundé .II-SOA et Paraíba liées”, [En ligne], mise à jour le 20/04/2022, consulté le 12 mars 2023 à 20h09. Disponible sur www.Cameroon-tribune.cm.
- Ntchapda P.A., “Cameroun-Coopération militaire : Des officiers camerounais terminent leur formation au Brésil ”, [En ligne], mise à jour le 09 décembre 2020, consulté le 15 janvier 2023 à 10 h 33, sur www.Cameroon-Info.Net
- “Décret n°72-700 du 9-12-72”, [En ligne], consulté le 25 février 2023, disponible sur <http://www.minrex.premierspas.op.cit>.
- Anonyme, “Les premiers officiers camerounais formés au Brésil sur le terrain ”, [En ligne] mise à jour le 08 décembre 2020, consulté le 15 janvier 2023 à 02 h 33 min, disponible sur mindef.cm
- Mbala F.G., “Le Brésil accueille des hommes en tenue camerounais dans le cadre de la coopération sécuritaire ”, [One line], mise à jour le 15 février 2021 à 14 h 30, consulté le le 15 janvier 2023 à 12 h 33 min.
- Bidima I. M., (eds), “Ebodje, village protecteur des tortues marines au Cameroun ”, [One line], consulté le 30 mars 2023 sur infocongo.org
- Tounoudjou B., “La marine brésilienne va former les forces navales camerounaises sur la lutte contre la piraterie maritime ”, [One line], consulté le 10 janvier 2023, disponible sur ecomatin.net.
- Guruman, “Coopération militaire : Le Cameroun accueille un navire de guerre brésilien”, [One line] mise à jour le 24 août 2021, consulté le 10 janvier 2023, sur www.mimimefoinfo.com.
- Alliance, “Coopération militaire : cap sur le Brésil”, [One line], mise à jour le 16 août 2022, consulté le 10 février 2023, sur www.Cameroon-tribune.com.

- Kipre P., “Forces navales africaines : la marine camerounaise au Bicentenaire”, [One line], mise à jour le 12 septembre 2022. Disponible sur www.dzaleu.net.
- Anonyme, “Deux pays africains se joignent à une formation navale au Brésil”, [En ligne], mise à jour le 29 mai 2023 et consulté le 28 février 2024 à 18h41, disponible sur www.adf-magazine.com
- Eunida, “Constitución política de la República Federativa del Brasil, de 1988” [En ligne], consulté le 11 Janvier 2022, disponible sur <http://www.eunida.eu/>.
- Wiktionary, “Sécurité”, [One line], consulté le 03 octobre 2022, disponible sur [Fr.m.Wiktionary.org](http://fr.m.wiktionary.org).
- Larousse, “La sécurité maritime”, [One line], consulté le 12 septembre 2022, sur www.Larousse.fr
- Thesaurus, “La sécurité maritime”, [One line], consulté le 12 septembre 2022, disponible sur www.thesaurus.gouv.qc.ca
- Le Monde, “L’ancien port négrier de Bimbia veut sortir de l’oubli”, [En ligne], publié le 22 avril 2016 à 02 h 29, Mise à jour le 26 avril 2016, consulté le 28 février 2022 à 18h41, sur www.Lemonde.fr.
- Unesco, “Bimbia et ses sites associés”, [En ligne], publié le 12 mars 2020, [En ligne] consulté le 7 février 2022 à 12h38 minutes. Disponible sur Whc.Unesco.Org
- Thebrazilbusiness, “From 1624 on : the dusch Invasions”, [En ligne], consulté le 02 mars 2022 à 22h05. Disponible sur thebrazilbusiness.com.
- Cvce, “la conférence de Bandoeng”, [En ligne], mise à jour le 08/07/2016, consulté le 13 mars 2022 à 20h 41 minutes. Disponible sur <http://www.cvce.eu/obj/>.
- Monde-diplomatique, “Ouverture d’une conférence des pays non-alignés à Belgrade”, [En ligne], consulté le 15 mars 2022 à 18 h 53 minutes, sur www.monde-diplomatique.fr
- Tsayid G. E., “Coopération militaire : mission accomplie pour les “Sea Lions””, [En ligne], mise à jour le 14 octobre 2022, consulté le 08 janvier 2022, sur www.Cameroon-Tribune.cm
- Aïcha Nsangou N., “Ministère de la Défense : plus de 248 milliards pour la sécurité”, [En ligne], mise à jour le 30 novembre 2020 à 13 h 09 minutes, consulté le 10 février 2023. Disponible sur www.Cameroun-tribune.cm.
- Anonyme, “Crise anglophone au Cameroun : Paul Biya dénonce une “bande de terroristes””, [En ligne], consulté le 17 mai 2024, disponible sur www.jeuneafrique.com.

- Anonyme, “ Cameroun : la BAD estime que la crise anglophone pourrait accroître le niveau des dépenses de défense et de sécurité en 2019”, consulté le 14 mai 2024, disponible sur www.actucameroun.com.
- Mbadi O., “ Crise anglophone au Cameroun : les entreprises dans la tourmente”, [En ligne], consulté le 10 mai 2024. Disponible sur www.jeuneafrique.com.
- Biassette G., “ Le Brésil face au défi de l’insécurité, à Natal ”, [En ligne], le 07 / 04/2019 à 10 h 35 minutes modifié le 07/04/2019 à 10 h49 minutes, consulté le 10 mai 2023, disponible sur www.la-croix.com.
- Amnesty International, “ Brésil. La violence à Rio de Janeiro : un défi pour l’avenir”, [En ligne], le 19/04/2009, consulté le 17 mai 2024, disponible sur www.amnesty.org.
- Vinciane J., “Quatas au Brésil : quels pays pratiquent la discrimination positive ?”, [En ligne], mise à jour le 23/03/2023 à 13h55 minutes, consulté le 13 mai 2023 à 12h 34, disponible sur www.la-croix.com.
- Baner A., “ Le premier sous-marin franco-brésilien bientôt à l’eau ”, [En ligne], publié le 21 février 2018 à 19 h 26, consulté le 25 mars 2023 à 18h09, disponible sur www.lesechos.fr
- Mer et Marine, “ Gros plan sur le chantier de construction des futurs sous-marins brésiliens”, [En ligne], publié le 16 décembre 2014, consulté le 27 mars 2023 à 23h11, sur www.meretmarine.com
- Morlon F., “ Airbus Helicopters livre le premier H225M version naval à la marine brésilienne ”, [En ligne], consulté le 26 mars 2023 à 18h09, disponible sur www.aerobuzz.fr
- Chachaty H., “ l’armée de l’air brésilienne reçoit son premier A-1 ”, [En ligne], mise à jour le 04 septembre 2013, consulté le 26 mars 2023 à 13h09, disponible sur www.Journal-aviation.com.
- Angrand A., “ l’Embraer KC390 fait son premier vol”, [En ligne], mise à jour le 03 février 2015, consulté le 26 décembre 2023 à 21h, disponible sur www.Aircosmos.com.
- Morant B., “La marine brésilienne : l’écureuil en Antarctique. Archivé le 14 juin 2015 à la wayback Machine”, [En ligne], avril 2009, consulté le 04 décembre 2023 à 23h08, disponible sur Rotor Online.

- Hoyle C., “Des hélicoptères pour moderniser les panthers de l’armée brésilienne ”, [En ligne] Archivé le 8 décembre 2015, consulté le 04 Janvier 2024 à 17h08, disponible sur Wayback Machine Flight International.
- Corilobé G., “ L’Inde a montré qu’elle pouvait concevoir un missile balistique sous-marin ” [En ligne], consulté le 23 mars 2023. Sur corlobe.tk
- Khan A., “Development of the Nuclear power industry in pakistan”, [En ligne], 4 juin 2001, consult le 11 mai 2023 sur scribd.com.
- Henno J., “ Les laboratoires atomiques de Kahuta(Pakistan), au centre du réseau de prolifération”, [En ligne] , 4juin 2008, consulté le 11 mai 2023 , sur henno.com.
- Caligiur A., “La charte de Lomé comme instrument pour une nouvelle gouvernance maritime en Afrique”,[En ligne], mise à jour le 06 mars 2017,consulé le 23 mars 2023, disponible, <http://revel.unice.fr/psei:index.html>.
- Countryeconomy, “La population du Cameroun en 2021”, [En ligne], consulté le 10 novembre 2021, sur Fr.countryeconomy.com
- OFPPRA, Somalie, la piraterie somalienne, [En ligne], 4 aout 2014, sur <http://www.refworld.org/pdfile/547468074.pdf> consulté le 15 juin 2023.
- Promobras, “Population du brésilienne”, [En ligne],consulté le 11 /01/2022, disponible sur <http://www.promobras.ch> .
- <http://www.investexportbrasil.gov.br/>, consulté le 30 Janvier 2023 à 1h47 min.
- Sankari L., “Avec les non-alignée, la havane cherche à s’émanciper de la logique des blocs”, [En ligne], consulté le 15 Janvier 2023 à 22 h 26 minutes, Disponible sur [www.humanite](http://www.humanite.fr). Fr.

TABLE DES MATIÈRES

NOTE D'AVERTISSEMENT	i
DEDICACE.....	ii
REMERCIEMENTS	iii
SOMMAIRE	iv
ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	v
LISTE DES TABLEAUX ET ILLUSTRATIONS	ix
LISTE DES ANNEXES.....	xi
RESUME.....	xi
ABSTRACT	xii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
I -CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE.....	2
II-RAISONS DU CHOIX DU SUJET	4
III -INTERET DU SUJET.....	5
IV- CADRE SPATIAL ET TEMPOREL.....	6
1-La délimitation temporelle.....	6
2-La délimitation spatiale	7
2-1- Le Cameroun.....	7
2-2-Le Brésil	8
V- CADRE CONCEPTUEL	9
VI - REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE.....	12
VII -PROBLEMATIQUE.....	19
VIII- HYPOTHESES DE RECHERCHE	20
1-hypothèse centrale	20
2-hypothèses secondaires.....	20
X- METHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	21
1- La collecte des sources orales.....	22
2- Les sources électroniques et outils de traitement	22
3-Recherche documentaire.....	23

XI - LES THÉORIES DE RECHERCHE	23
1- L'intergouvernementalisme.....	23
2- l'interdépendance.....	24
3- Le constructivisme.....	24
XIII-DIFFICULTES RENCONTREES	26
XIV-PLAN DU TRAVAIL.....	26
CHAPITRE 1 : DETERMINANTS GENERAUX DE LA COOPÉRATION DE SECURITE MARITIME CAMEROUNO-BRÉSILIENNE.....	27
I-FONDEMENTS HISTORIQUES D'UNE RELATION DE COOPERATION	29
1-Le commerce triangulaire	29
2- L'impérialisme occidental	32
2-1-Le cas du Cameroun	32
2-2-Le cas du Brésil	35
3-Le paternalisme.....	36
3 - 1- Le domaine politique.....	37
3-2- le plan militaire.....	39
3- 3- la culture	41
II-FACTEURS IDEOLOGIQUES ET ECONOMICO-EDUCATIFS D'UNE RELATION CONSISTANTE.....	44
1- Les motivations d'une idéologie sudiste	44
1-1-La conférence de Belgrade	44
1-2- La conférence du Caire	45
1-3-La conférence d'Alger.....	46
1-4-La conférence de la Havane	47
2-Les facteurs économiques.....	48
2-1-Le commerce	49
2-2- L'agriculture.....	51
3-Une coopération universitaire.....	53
III-CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA COOPERATION CAMEROUN-BRESIL	57
1- Une kyrielle d'accords ratifiés dans une multiplicité de domaines	57
2- Le cadre institutionnel	58

CHAPITRE 2 : CAMEROUN-BRESIL : UN PARTENARIAT FRUCTUEUX POUR LA MARINE NATIONALE CAMEROUNAISE	60
I- DÉCOLLAGE DE LA COOPERATION TECHNIQUE CAMEROUN-BRESIL EN MATIÈRE DE SECURITE MARITIME : CONTEXTE DE VALIDATION (1986-2018)	62
1- Enjeux généraux de la coopération sécuritaire maritime Cameroun-Brésil	63
1-1- L'Atlantique Sud : point de rapprochement maritime transnational entre le Cameroun et le Brésil.....	63
1-2-Le golfe de Guinée : unisson entre le Cameroun et le Brésil	64
2-Enjeux spécifiques de la coopération Cameroun-Brésil.....	66
II-INSTRUMENTS DIPLOMATIQUES DE LA COOPERATION DE SECURITE MARITIME CAMEROUN-BRESIL (1972-2019).....	68
1- L'accord-cadre de coopération technique.....	68
2-Le mémorandum d'entente	69
3- Les programmes de coopération.....	71
III- APPUI TECHNICO-LOGISTIQUE DE LA MARINE BRESILIENNE AU CAMEROUN (2018-2022)	72
1-L'assistance technique	73
1-1-La formation initiale et continue des élèves officiers camerounais dans les académies militaires navales brésiliennes	73
1-2-Le perfectionnement et l'entraînement des officiers mariniers (sous-officiers) et officiers camerounais en mer dans la pratique des exercices militaires	76
a) L'accostage de l'ARAGUARI P122 à Douala.....	76
b) L'accostage d'un bâtiment de guerre brésilien à Kribi.....	78
c) Le déploiement d'un groupe de deux patrouilleurs de la Marine Nationale Camerounaise au Brésil.	80
a) Les structures de maintenance	85
b) L'échange d'informations maritimes.....	85
CHAPITRE 3 : PROBLEMES DE LA RELATION SECURITAIRE CAMEROUN-BRESIL	27
I-COOPÉRATION BRESILO-CAMEROUN : PROBLÈME ECONOMICO- LINGUISTIQUE	89
1- Problèmes Économiques.....	89
1-1-L'insuffisance des ressources financières "budget serré"	89
2-Barrière linguistique	92

II- ALLIANCE SUD-SUD FACE AUX TRAVERS SOCIAUX	94
1-L'insécurité sociale	94
2-La discrimination raciale	96
III- LES AMBITIONS VOILÉES DE LA RELATION BRESILO-CAMEROUNAISE ...	98
1-L'avancée des eaux territoriales brésiliennes	99
2-Les obstacles d'ordres stratégiques	101
CHAPITRE 4 : PERSPECTIVES DE LA COOPERATION CAMEROUN-BRESIL EN MATIERE DE SECURITE MARITIME	27
I-MAXIMISATION D'ORDRE TECHNO-LOGISTIQUE ENTRE LES MARINES CAMEROUNAISE ET BRESILIENNE	104
1-La continuation de l'offre technique et logistique.....	105
2-La diversification des offres de formation.....	106
2-1- L'industrie navale militaire.....	106
2-2-L'aéronavale Brésilienne.....	108
II- ELARGISSEMENT DE LA COLLABORATION DANS LES DOMAINES D'ARMEMENT ET TECHNICO-MILITAIRE	110
1- Le secteur d'armement	111
2- Le secteur technico-militaire	114
III- OPTIMISATION D'ORDRE SECURITARO-STRATEGISTE ET LINGUISTIQUE	116
1-La mutualisation opérationnelle des forces pour la lutte contre la piraterie maritime	117
2-La discontinuité d'une assistance continue	121
3-La revalorisation de l'enseignement des langues étrangères	123
CONCLUSION GENERALE	119
ANNEXES	119
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	119
TABLE DES MATIÈRES	119